

La France accueille trente et une nations pour la Coupe du monde de football 1998

Diverses catégories de salariés font valoir leurs revendications à l'occasion du Mondial



Rencontre avec Salman Rushdie

Depuis neuf ans qu'il vit sous la menace d'une fatwah, Salman Rushdie résiste par l'écriture à sa mort annoncée. A Londres, Bernard-Henri Lévy a recueilli les confidences tantôt légères, souvent graves, de l'auteur des Versets sataniques. Homme traqué, il parle de littérature, de son existence clandestine, de sa nausée de la politique. Portrait exclusif d'un homme trop seul pour être libre. p. 12 et 13

Nigeria : l'après-Abacha

Le général-président Sani Abacha est décédé, lundi. Abdulsalam Abubakar, jusqu'alors chef d'état-major des armées, lui succède. p. 2

Rhône-Alpes : résister au FN

Les aides à la culture pâtissent de la situation créée par l'élection de Charles Millon à la présidence de région avec les voix du FN. Les artistes tentent de trouver une parade. p. 27

Intel : procédure antitrust

Les autorités américaines engagent des poursuites contre le premier fabricant de microprocesseurs, accusé d'étouffer la concurrence. p. 16

Libérations en Indonésie

Une vingtaine de prisonniers politiques vont être prochainement relâchés. p. 3

France 2 : examen de conscience

Grand déballage au sein de la rédaction après le départ d'Albert du Roy et critiques peu amènes. p. 19

Le textile innové

Matériaux de construction, pivots dentaires... Les industriels mettent au point des matériaux composites aux applications multiples. p. 24

Russie : scandales orthodoxes

Olivier Clément, professeur à l'Institut orthodoxe Saint-Serge à Paris, s'inquiète de l'évolution du patriarcat de Moscou. p. 14.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 35 FB ; Canada, 2,25 \$ CAD ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 18 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,41 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 \$; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 SEK ; Suisse, 2 \$ S ; Turquie, 1,2 TL ; USA (NY), 2 \$; USA (ohard), 2,60 \$.

M 0147-610-750 F



Alors que le conflit entre la direction d'Air France et ses pilotes de ligne entrant, mardi, dans son neuvième jour, qu'aucun rendez-vous n'avait été officiellement pris et que la direction de la compagnie s'appretait à proposer aux pilotes un « moratoire », consistant à suspendre la grève jusqu'à la fin juillet, la tentation est grande, parmi des catégories de salariés dont les problèmes restent cependant, de se manifester au cours de la grande fête du football.

Cheminots, tramotins, internes, enseignants, ouvriers des arsenaux ou employés des grands magasins entendent se rappeler au bon souvenir de leur direction ou du gouvernement. Toutes ces protestations sectorielles ou catégorielles s'inscrivent dans un mouvement plus général, où les conflits de métiers prennent le pas sur les luttes d'ensemble.

Lire notre cahier « Le Mondial » et nos informations pages 6 et 7



Pendant la Coupe du monde de football, « Le Monde » publie un deuxième cahier quotidien : « Le Mondial »

Huit pages de reportages

Les nouveaux maîtres de la FIFA

Le Mondial a la cote chez les cambistes

Face aux paramilitaires colombiens, les larmes de Barrancabermerja

BOGOTÁ
de notre correspondant
Au pays du réalisme magique, cher au prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez, le symbolisme est parfois l'unique moyen qui reste aux Colombiens pour supporter leur peine. Aussi, tout au long du week-end des 6 et 7 juin, la petite ville pétrolière de Barrancabermerja, au nord-est de la Colombie, a-t-elle veillé « symboliquement » vingt-cinq cercueils vides. Ils étaient censés « représenter » les personnes enlevées, assassinées et incinérées par un groupe de paramilitaires, le 16 mai. Dans chaque cercueil, une photo du défunt avait été placée à la place du cadavre introuvable.

Dès la journée du vendredi 5 juin, la population a escorté le cortège funèbre dans toutes les rues de Barrancabermerja. Puis les vingt-cinq caisses blanches - toutes fabriquées à la hâte le matin même par le charpentier de la ville - ont été placées sur le trottoir face au siège du puissant syndicat pétrolier USO (Union Sindical Obrero). La veillée a duré toute la nuit et une première cérémonie a été célébrée avec la participation du père Francis-

co de Roux, prêtre jésuite. « Ce n'est pas une messe, dit-il, mais une cérémonie euclymienne, avec les paroles des écritures et des prières mais aussi des chansons, des poèmes, afin de retrouver nos forces. » Un second rituel était célébré samedi soir.

Le drame a commencé le 16 mai lorsqu'un groupe de paramilitaires est entré dans les quartiers sud et nord-ouest du port pétrolier. Munis de listes, les hommes, cagoulés de noir, ont fait monter dans des camions plusieurs dizaines de personnes. Ceux qui refusaient étaient assassinés sur le champ. Le lendemain, sept cadavres étaient retrouvés et une liste de vingt-cinq disparus était remise aux autorités. Pendant presque trois semaines, les familles, l'Eglise et une commission du gouvernement ont tenté de prendre contact avec le groupe de paramilitaires pour obtenir des informations.

Jeudi 4 juin, le voile a été levé tragiquement. José Noé Rios, conseiller pour la paix du président Ernesto Samper, a pu publiquement un communiqué du groupe des paramilitaires, « Autodéfenses de Santander », qui annonçait « le jugement, l'exécution et l'incinération » des

disparus accusés d'être des collaborateurs de la guérilla. Une liste de vingt-cinq noms (dont deux ne correspondent pas à la liste de disparus fournis par les familles) accompagnait la déclaration. Personne n'a mis en doute la véracité du communiqué. L'ELN (Armée de libération nationale, guérilla guevariste) qui compte un front urbain dans Barrancabermerja, a affirmé qu'aucune des victimes n'appartenait à ses rangs et a accusé plusieurs membres des forces publiques d'avoir participé au massacre. La plupart des victimes - vendeurs ambulants, menuisiers, mécaniciens - étaient âgés d'une vingtaine d'années.

La nouvelle a bouleversé le pays. Les massacres deviennent une triste banalité en Colombie, mais c'est la première fois qu'une tuerie de cette ampleur a lieu dans une ville importante et que les auteurs du crime collectif font disparaître les cadavres de cette manière. L'attente et les promesses du gouvernement avaient donné un certain espoir aux familles. Les larmes sont venues effacer, ce week-end, devant les cercueils vides.

Arme Proenza

Une politique budgétaire sans cap

MÊME SI Lionel Jospin fait mine, modestement, de ne pas aimer les anniversaires ni les exercices d'autocongratulation, les hasards du calendrier ont heureusement bien fait les choses. L'Assemblée nationale devait mener, mardi 9 juin, le désormais traditionnel débat d'orientation budgétaire, en vue de la préparation de la prochaine loi de finances ;

et, un an, ou presque, après son accession à Matignon, le rendez-vous invite forcément à la comparaison : dans ce domaine budgétaire, le premier ministre est en passe de réussir magnifiquement, là où son prédécesseur, Alain Juppé, avait pitoyablement échoué. D'une année sur l'autre, le contraste est, de fait, saisissant. Pris d'affolement à l'idée que les

déficits publics puissent dépasser, et de très loin, la barre des 3 % du PIB édicté par le traité de Maastricht et que la France puisse donc rater le rendez-vous de l'euro, M. Juppé a fortement pesé auprès de Jacques Chirac pour qu'il prenne la décision de dissolution. Or, un an plus tard, le danger budgétaire, que la droite redoutait tant et qui lui a coûté si cher,

semble s'être évanoui, comme par miracle. Mieux que cela ! M. Jospin parvient - prouesse en apparence remarquable - à satisfaire aux exigences du pacte de stabilité européen sans susciter dans sa majorité « plurielle » le moindre état d'âme.

Quel est donc le secret de ce talent budgétaire que manifeste M. Jospin et qui faisait si cruellement défaut à M. Juppé ? Une première réponse ne fait guère de doute. D'une époque à l'autre, le contexte politique a fortement changé et les marges de manœuvre ne sont donc plus les mêmes. Pour financer quelque 50 milliards de francs de dépenses budgétaires nouvelles et inévitables (dont 12,5 milliards au titre de la baisse promise de l'impôt sur le revenu et 37,5 milliards de francs découlant de la « soule » de France Télécom), M. Juppé ne pouvait songer à relever la pression fiscale. Après la hausse fantastique des impôts en 1995, cette marge-là lui était interdite. M. Jospin, lui, n'était pas prisonnier de cette contrainte. Relevant dès son arrivée à l'hôtel Matignon l'impôt sur les sociétés, à titre provisoire, il a pu éviter les écueils budgétaires sur lesquels son prédécesseur craignait de venir buter.

Laurent Mauduit
Lire la suite page 15

En mémoire d'Ibrahim Ali

PLAQUE commémorative, débats publics, projections de films : Marseille s'apprete à vivre à l'heure du procès du meurtre d'Ibrahim Ali, le 21 février 1995. Ce jeune Français d'origine comorienne avait été tué, pendant la campagne présidentielle, par trois colporteurs d'affiches du Front national, dont le procès commence, mardi, à Aix-en-Provence. « Ibrahim est dans les mémoires, il appartient à l'histoire de Marseille », résume André Bigo, de la Ligue des droits de l'homme. Quelques heures après le meurtre, Bruno Mégret avait affirmé que ses militants avaient été « violemment agressés par une quinzaine de Comoriens », ce que l'instruction a clairement démenti.

Lire page 9

Francs-tireurs parisiens



MICHEL CHARZAT

ILS AVAIENT créé la surprise lors des municipales à Paris en 1995. Depuis, des maires de gauche gèrent six arrondissements de la capitale, avec des moyens réduits, mais une volonté de faire vivre une politique différente. Il s'agit, selon Michel Charzat, maire du XX^e arrondissement, d'« activer les initiatives de citoyens ». Notre enquête et un entretien avec le maire de la capitale, Jean Tiberi.

Lire page 11

International	1	Carrel	22
France	6	Amour l'ail	24
Société	9	Météorologie	26
Régions	11	Juni	26
Horizons	12	Culture	27
Entreprises	16	Guidé culturel	28
Annonces classées	18	Chronique	30
Communication	19	Abonnements	30
Tableau de bord	20	Radio-Télévision	31

السنة من الإصدار

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 10 JUIN 1998

AFRIQUE Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. **INVESTI** chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. **L'OPPOSITION** nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une « incroyable opportunité » pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. **INVESTI** chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. **L'OPPOSITION** nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une « incroyable opportunité » pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. **INVESTI** chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. **L'OPPOSITION** nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une « incroyable opportunité » pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. **INVESTI** chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. **L'OPPOSITION** nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une « incroyable opportunité » pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. **INVESTI** chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. **L'OPPOSITION** nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une « incroyable opportunité » pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

La mort du président Abacha donne une chance à la démocratie au Nigeria

Le général Abdulsalam Abubakar devient chef de l'Etat. Neuvième militaire à diriger le pays depuis l'indépendance, il hérite d'un pays en pleine crise économique et politique, qui était engagé dans un processus peu convaincant de retour à un régime civil

Le général Abdulsalam Abubakar, chef de l'état-major des armées, a été investi chef de l'Etat au milieu de la nuit de lundi 8 à mardi 9 juin, à Abuja, par le président de la Cour suprême du Nigeria, le juge Mohammed Lawal Uweis. Le nouveau chef de l'Etat nigérien, désigné peu auparavant dans ses fonctions par le Conseil provisoire de gouvernement (PRC), instance suprême du régime militaire, a prêté serment sur le Coran et annoncé qu'il s'adresserait, sous peu, à la nation. La date de cette intervention n'a pas été précisée.

Le général Abubakar qui, lundi, dans un bref communiqué, avait annoncé au pays la mort du général Abacha, décédé - officiellement - à l'aube d'une crise cardiaque, a déclaré qu'une semaine de deuil national serait observée à compter de mardi et que les drapeaux seraient mis en berne sur les édifices publics. Le général Abubakar était intervenu publiquement à l'issue d'une réunion du PRC, instance exclusivement militaire, qui s'était réunie à Abuja aussitôt connu le décès du général Abacha. Les membres du PRC avaient interrompu leurs délibérations pour se rendre aux funérailles du chef de l'Etat dans sa ville natale de Kano (nord) où il a été inhumé, en présence de ses proches, selon les rites musulmans.

Le général Abubakar, militaire de carrière, qui assumait, ces dernières années, les fonctions de chef de l'état-major des armées, est originaire du nord, comme son prédécesseur. C'est lui qui annonça au pays, en mars 1995 puis en décembre 1997, les deux tentatives de coup d'Etat démentées, selon les autorités, contre la junte militaire.

Il succède à Sani Abacha, neuvième général à présider aux destinées du pays le plus peuplé d'Afrique noire, à un moment crucial du programme de transition vers la démocratie mis en route par la junte en octobre 1995. Conformément à ce programme - dont l'armée nigériane et le général Abubakar s'étaient déclarés les garants - les militaires devaient transmettre le pouvoir le 1^{er} octobre à un président civil élu démocratiquement lors d'un scrutin fixé au 1^{er} août. Le général Abubakar devra, en premier lieu, annoncer au pays et à la communauté internationale s'il entend ou non respecter ce calendrier. La récente décision des cinq formations politiques légalisées du Nigeria de désigner le général Abacha comme leur candidat unique à l'élection présidentielle d'août avait pratiquement conduit à l'impassé le programme de transition. Dénoncée comme anti-démocratique par l'opposition et une partie de la communauté internationale, cette décision avait fait apparaître comme une « farce » aux yeux de l'opinion l'ensemble du processus de transition vers la démocratie. La mort brutale du général Abacha pourrait servir d'issue à cette crise de confiance qui avait placé le régime militaire dans l'embarras et pousser le général Abubakar à envisager un report, voire un gel momentané, des échéances du calendrier politique.

L'opposition nigériane en exil estime que la mort du « dictateur » représente « une incroyable opportunité de changements pour le pays ». Zulficar Wutuola Abiola, la fille de Moshood Abiola, l'opposant emprisonné, vainqueur présu-

me de l'élection présidentielle de juin 1993 annulée par les militaires, pense qu'il s'agit de « la chance la plus significative pour le Nigeria de tourner la page et de laisser la raison et l'ordre social être restaurés dans le pays ». Ken Wiwa, le fils de l'écrivain et opposant de la minorité ogonien, Ken Saro Wiwa, exécuté par la junte militaire en 1993, considère que « la mort d'Abacha ne ramènera pas [son] père, mais peut favoriser le retour à la démocratie ». De Jérusalem, où il se trouve actuellement, le prix Nobel de littérature nigérien, Wole Soyinka, a appelé lundi la communauté internationale à faire pression sur la junte militaire pour qu'elle restaure la démocratie. « Ces pressions doivent s'exercer jusqu'à ce que le président démocratiquement élu, qui croupit en prison, prenne la tête

Le pays le plus peuplé d'Afrique noire

CARACTÉRISTIQUES

- CHEF DE L'ÉTAT: Abdulsalam Abubakar (1998)
- NATURE DU RÉGIME: Militaire
- SUPERFICIE: 923 773 km²
- CAPITALES: ABUJA
- CAPITALES ÉCONOMIQUES: LAGOS
- POPULATION: 115 millions, 250 ethnies
- LANGUES: anglais (off.)
- RELIGIONS: musulmans (45%), chrétiens (45%), animistes

ÉCONOMIE

- PNB (1995): 29,9 milliards de dollars
- PNB/hab. (1995): 260 dollars
- DETTE EXT. (1997): 27,08 milliards de dollars
- UN DOLLAR = 5,26 francs au 08/06/98

► GAZ: 3 600 milliards de m³

► PÉTROLE (1995): 2 millions de barils (5^e pays producteur de l'OPEP)

Un dictateur fruste, qui laisse un pays en triste état

DANS L'HISTOIRE tourmentée du Nigeria, qui a vu se succéder tant d'officiers au gouvernement, Sani Abacha restera le « général à lunettes noires » : un homme mal à l'aise en public, qui dissimulait son regard et attendait longtemps

Portrait
Cinq années d'un régime répressif et corrompu ont provoqué le désespoir croissant de la population

Le nouvel homme fort fait table rase de toutes les institutions démocratiques (Parlement, Sénat, partis) et forme un cabinet où il réussit à intégrer des politiciens yorubas réputés, un patron de la presse libérale, un avocat des droits de l'homme et l'ancien colistier d'Abiola. Mais, très vite, le régime dévoile son véritable visage : celui d'un pouvoir militaire prêt à user de tous les moyens - intimidation, répression féroce, manipulation, corruption - pour se maintenir aussi longtemps que possible.

Le régime a adopté d'un « programme de transition », en prenant soin de le vider de tout contenu crédible. Lorsque les partis sont à nouveau autorisés, il met d'emblée hors jeu les politiciens du Nord comme du Sud pour favoriser des débutants aux dents longues et à la conscience très élastique : les cinq partis finiront, en avril, par « adopter » Abacha comme l'unique candidat susceptible de sauver le pays. Le gouvernement laisse défilier dans la capitale fédérale des « supporters » d'Abacha, généreusement rémunérés, mais mitraillés sans pitié les protestataires à Lagos, à Kaduna ou à Ibadan.

La lassitude des Nigériens se traduit par leur très faible participation aux élections législatives, à la fin du mois d'avril, alors que les résultats définitifs des élections municipales de mars 1997 n'ont toujours pas été rendus publics. Sur le plan économique, le bilan n'est guère brillant. Le régime peut se féliciter d'avoir contenu l'inflation et stabilisé la monnaie. Les quelques réformes bienvenues (l'ouverture du marché des télécommunications) ne réussissent pas à masquer le délabrement des infrastructures, la régression de la santé et de l'éducation, le désespoir croissant d'une population qui ne trouve plus de secours qu'au sein des mouvements religieux. La pénurie de carburants - un scandale chez l'un des plus grands producteurs de pétrole du continent - illustre l'incapacité des militaires à relancer la machine.

avant d'abattre ses cartes. Avant-il finalement décidé d'être candidat à l'élection présidentielle du 1^{er} août pour se succéder à lui-même sous le couvert d'un semblant de légalité ? Sa mort brutale, dans la nuit du 8 juin, au cœur de la forteresse présidentielle d'Abuja où il vivait une sorte de réalité virtuelle « arrangée » par ses conseillers et ses laudateurs, règle définitivement la question.

Si l'on en croit ceux qui ont pu l'approcher ces dernières semaines, le général Abacha s'était convaincu qu'il devait « poursuivre sa mission dans l'intérêt du peuple nigérien ». Pourtant, il laisse derrière lui un pays plus pauvre, plus divisé, plus corrompu, plus malade que lorsqu'il en prit les rênes, en novembre 1993, lors d'une révolution de palais soigneusement préparée.

Personne alors ne pensait qu'il pourrait se maintenir quatre ans et demi au sommet de l'Etat. N'était-il pas l'éternel second, un militaire fruste que rien, apparemment, ne destinait à jouer les premiers rôles ? Il a, certes, appris la patience et la ruse à l'école du Machiavel nigérien, le général Ibrahim Babangida, son ami et son complice. Ensemble, ils se sont « fait la main », en collaborant au putsch des généraux Buhari et Idagbon contre le président Shagari, en 1983, puis en les renversant à leur tour, en 1985, toujours dans l'intérêt bien compris du peuple nigérien. Pendant huit ans, à Abuja, Sani Abacha se tient fidèlement aux côtés de Babangida, dans l'ombre, plus attaché à profiter des plaisirs de la vie et des confortables commissions que lui réserve son poste de chef d'état-major qu'à poursuivre de hautes ambitions.

Il se retrouve en pleine lumière après l'annulation controversée de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, remportée par le milliardaire yoruba Moshood Abiola, dont la victoire dérange une

large coalition conservatrice. C'est lui qui fait tirer depuis des hélicoptères, à Lagos, sur la foule de manifestants qui proteste contre l'annulation. Lui encore qui pousse son ami Babangida vers la sortie, avant de cueillir le pouvoir que lui abandonne un gouvernement civil trop faible et que lui offrent même les plus ardents démocrates : seule l'armée, pense-t-on alors, est capable de trancher dans la crise nigériane.

Le régime a adopté d'un « programme de transition », en prenant soin de le vider de tout contenu crédible. Lorsque les partis sont à nouveau autorisés, il met d'emblée hors jeu les politiciens du Nord comme du Sud pour favoriser des débutants aux dents longues et à la conscience très élastique : les cinq partis finiront, en avril, par « adopter » Abacha comme l'unique candidat susceptible de sauver le pays. Le gouvernement laisse défilier dans la capitale fédérale des « supporters » d'Abacha, généreusement rémunérés, mais mitraillés sans pitié les protestataires à Lagos, à Kaduna ou à Ibadan.

La lassitude des Nigériens se traduit par leur très faible participation aux élections législatives, à la fin du mois d'avril, alors que les résultats définitifs des élections municipales de mars 1997 n'ont toujours pas été rendus publics. Sur le plan économique, le bilan n'est guère brillant. Le régime peut se féliciter d'avoir contenu l'inflation et stabilisé la monnaie. Les quelques réformes bienvenues (l'ouverture du marché des télécommunications) ne réussissent pas à masquer le délabrement des infrastructures, la régression de la santé et de l'éducation, le désespoir croissant d'une population qui ne trouve plus de secours qu'au sein des mouvements religieux. La pénurie de carburants - un scandale chez l'un des plus grands producteurs de pétrole du continent - illustre l'incapacité des militaires à relancer la machine.

Cet échec économique, qui comporte un risque majeur d'instabilité, préoccupe depuis longtemps les valeurs d'affaires. Les incidents qui ont opposé les compagnies pétrolières et les communautés locales, avec ou sans prises d'otages, se sont multipliés tandis que l'absence du régime se réduisait comme une peau de chagrin. Avec la condamnation à mort, à la fin du mois d'avril, du général Oladipo Diya, l'ex- numéro deux du régime, et de quatre officiers supérieurs accusés de complot (seize personnes ont été condamnées, dont un journaliste), le général Abacha a perdu le peu de soutien qui lui restait dans l'Ouest, la dominante yoruba, et même davantage le moral d'une armée déjà fortement ébranlée en 1995 par une première « chasse aux sorcières ».

Cependant, la résistance la plus inquiétante pour le régime d'Abuja est venue du Nord. A la fin du mois de février, dix-huit personnalités majoritairement musulmanes et conservatrices - parmi lesquelles cinq anciens ministres d'Abacha - ont adressé une lettre au chef de l'Etat pour le dissuader de se présenter à l'élection présidentielle. Cette lettre n'était que la partie visible d'une campagne de pressions allant dans le même sens, mais menée avec la discrétion qui caractérise le nord du pays.

Le général Abacha, que l'on disait gravement atteint d'une cirrhose du foie, a-t-il succombé à la maladie, à une crise cardiaque, comme on le dit officiellement, ou quelque un a-t-il « habillé sa mort » ?, comme cela se murmure dans la rue nigériane et dans certaines capitales africaines. Sa soudaine disparition, dans la huis clos impénétrable d'Aso Rock, sa demeure, laisse l'impression d'un train qu'on a stoppé net avant le déraillement.

Le général Abacha, que l'on disait gravement atteint d'une cirrhose du foie, a-t-il succombé à la maladie, à une crise cardiaque, comme on le dit officiellement, ou quelque un a-t-il « habillé sa mort » ?, comme cela se murmure dans la rue nigériane et dans certaines capitales africaines. Sa soudaine disparition, dans la huis clos impénétrable d'Aso Rock, sa demeure, laisse l'impression d'un train qu'on a stoppé net avant le déraillement.

Le général Abacha, que l'on disait gravement atteint d'une cirrhose du foie, a-t-il succombé à la maladie, à une crise cardiaque, comme on le dit officiellement, ou quelque un a-t-il « habillé sa mort » ?, comme cela se murmure dans la rue nigériane et dans certaines capitales africaines. Sa soudaine disparition, dans la huis clos impénétrable d'Aso Rock, sa demeure, laisse l'impression d'un train qu'on a stoppé net avant le déraillement.

Mélange d'inquiétude et d'espoir dans les pays voisins

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial
La timonerie était arrivée dès dimanche par avion dans la capitale du Burkina Faso, où son propriétaire devait participer au 34^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui s'est ouvert lundi 8 juin. L'annonce de la mort du président Abacha a relégué un moment au second plan les grands sujets du jour : la situation entre l'Erythrée et l'Éthiopie ; la nécessaire réforme de la gestion des conflits à laquelle les présidents burkinabés, Blaise Compaoré, et sud-africain, Nelson Mandela, avaient appelé dans leurs discours d'ouverture.

Après avoir observé une minute de silence en mémoire de Sani Abacha, les vingt-neuf chefs d'Etat participant au sommet ont repris leurs travaux. A l'issue d'une séance à huis clos, le secrétaire général de l'OUA, le Tanzanien Salim Ahmed Salim, a brièvement rendu hommage au défunt, et plus particulièrement à son rôle dans le maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone. Il a ensuite estimé que la « stabilité et l'unité du Nigeria » étaient primordiales pour tout le continent.

LA SIERRA LEONE AFFECTÉE
A part Yasser Arafat, qui avait été reçu la veille par le général Abacha lors d'une escale sur la route de Ouagadougou et a exprimé son émotion, les participants au sommet se sont abstenus de tout commentaire. Mais tous - et plus particulièrement les présidents ouest-africains - partagent les préoccupations de Salim Ahmed Salim. Plusieurs pays risquent d'être affectés directement par le processus de succession, au premier rang desquels la Sierra Leone.

Le président Ahmad Tejan Kabbah a d'ailleurs quitté Ouagadougou dans l'avion de la délégation nigériane, dirigée par le ministre des affaires étrangères, Chief Tom Ikimi. M. Kabbah doit son retour au pouvoir à l'intervention militaire du Nigeria, qui a chassé la junte qui l'avait renversé. Aujourd'hui, la guerre qui continue de faire rage dans plusieurs régions de Sierra Leone oppose les partisans des militaires et leurs alliés de la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF) aux troupes nigérianes. Si le nouveau maître d'Abuja décidait d'alléger ce dispositif militaire, la situation du président Kabbah pourrait rapidement devenir très inconfortable.

Leur grand voisin - pourraient être affectés directement si la succession du général Abacha ouvrait une période de troubles. Mais en Afrique de l'Ouest on espère également un déblocage du processus d'intégration régionale. L'intransigence nationaliste du Nigeria et son peu de goût pour la concertation ont affecté le règlement de nombreux dossiers. Récemment, Abuja s'était opposé à l'augmentation des parts des pays occidentaux et du Japon dans le capital de la Banque africaine de développement. Un proche conseiller du général Abacha avait cherché querelle au Ghana, accusé d'abriter des groupes d'opposition. Comme l'expliquait récemment un diplomate lors d'une réunion régionale : « On ne peut rien faire sans eux, mais rien non plus avec eux ».

Parmi les voisins immédiats du Nigeria, le Bénin et le Niger - dont les économies dépendent en grande partie du commerce avec

Parmi les voisins immédiats du Nigeria, le Bénin et le Niger - dont les économies dépendent en grande partie du commerce avec

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse de celui qui innove

Comme Molière, c'est grâce à votre imagination et à vos qualités d'animateur d'équipe que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien, titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...) ou d'un diplôme de l'ITEP, intégrez l'ESSEC en 2^e année par admission sur titre pour devenir un généraliste du management.

Le Groupe ESSEC est le premier centre européen de formation à la gestion accrédité par l'AACSB - The International Association for Management Education.

Informations clés :

- cursus personnalisé à votre initiative,
- alternance et statut d'apprentissage possibles,
- limite d'âge fixée à 29 ans dans l'année de la candidature,
- date limite de candidature pour la session de septembre 1998 : le 30 juin 1998.

Contactez Estelle :
Tél. : 01 34 43 31 26 - Fax : 01 34 43 31 11
E-mail : dhalluin@edu.essec.fr
ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105
95021 Cergy Pontoise cedex

ESSEC

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Libération

personnes...
de crise...

le leader du...
des manifestations

Thomas Sotinel

Jacques Chirac réaffirme la coresponsabilité des Etats face à la drogue

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant A l'ONU, la guerre contre la drogue est officiellement déclarée. Pourtant, la session extraordinaire des Nations unies, consacrée à la lutte contre ce fléau, qui s'est ouverte lundi 8 juin, est caractérisée par des approches divergentes. La première, exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement, insiste sur l'ordre public et la lutte contre les circuits de blanchiment de l'argent sale ; elle s'oppose à celle des ministres de la santé et des organisations non gouvernementales qui accordent plus d'importance à la prévention et à l'éducation.

En se disant résolu à réduire de moitié la consommation de drogue en dix ans, Bill Clinton, qui a inauguré la session extraordinaire de l'ONU, a écarté tout débat polémique entre pays producteurs et consommateurs. « Aucun pays n'est suffisamment important et puissant pour faire face à cette menace mondiale qu'est la drogue », a déclaré le président américain. Il a plaidé en faveur de la solidarité mondiale pour « la lutte qui est celle de la liberté humaine ».

Le président français, Jacques Chirac, a appelé à « une grande croisade des Nations unies contre la drogue ». La stratégie antidrogue, a affirmé le président Chirac, doit être fondée sur « trois principes clairs : fermeté, solidarité et coresponsabilité des pays consommateurs et pays producteurs ». La fermeté, estime-t-il, doit se traduire par une coopération policière et judiciaire accrue et par un contrôle renforcé des institutions financières et des paradis fiscaux pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale.

Dans son discours, le président français a pris soin d'ajouter que les toxicomanes « ont besoin d'entendre un langage qui ne soit pas seulement celui de la répression mais un langage d'attention humaine ». Parmi les vingt-quatre chefs d'Etat qui ont pris la parole lors de cette première journée, le président mexicain, Ernesto Zedillo, a exigé « une stratégie globale, équilibrée et équitable » entre pays producteurs et consommateurs. Il s'en est pris directement à l'attitude des Etats-Unis en déclarant qu'il importe que « personne ne puisse s'ériger en juge des autres, ni ne se sente autorisé à violer les lois des autres pays ». Il a insisté sur la nécessité que « chaque pays comprenne que dans la lutte contre le trafic nous sommes tous responsables avec des devoirs et des droits égaux ». Mexico estime que l'opération Casablanca, effectuée sur son territoire et à son insu par des fonctionnaires de l'Agence américaine de lutte contre la drogue (DEA), a violé sa souveraineté. Les révélations autour de cette affaire ont sérieusement détérioré les relations entre les deux pays.

Dans son intervention, Ernesto Zedillo qui, avec son homologue colombien, a lancé l'initiative de cette session spéciale, était aussi le seul à faire remarquer que les stratégies internationales mises en place depuis dix ans, à Vienne, « ont été nettement insuffisantes ». Selon lui, il faut s'appuyer « sur une stratégie nouvelle par le biais de programmes médicaux, d'éducation, de formation et de culture ». La tonalité générale des interventions de cette première journée a été celle d'un appel à la guerre totale contre la drogue. Cette approche a été jugée « absolument irréaliste » par plusieurs ministres de la santé. Le secrétaire d'Etat français à la santé, Bernard Kouchner, faisait remarquer qu'appeler « un monde sans drogue dans dix ans est un vœux pieux, tout aussi irréaliste que la santé pour tous en l'an 2000 ». Il a déploré le fait que les problèmes du tabac et de l'alcool ne soient pas abordés, alors qu'ils sont la cause directe de cent vingt millions de morts par an.

Afsané Bassir Pour

« Libérations sélectives » de prisonniers politiques en Indonésie

Vingt personnes devraient être relâchées. Ils seraient encore près de huit cents détenus, selon les organisations humanitaires. Sur fond de crise économique, la pression s'accroît sur les nouvelles autorités pour une plus grande libéralisation politique

Depuis la démission du président Suharto, quatre prisonniers politiques ont été libérés et seize devraient l'être prochainement. Parmi les prisonniers politiques récemment libérés, le syndicaliste Mochtar Pakpahan estime

que l'aide internationale à l'Indonésie doit « servir en priorité à ceux qui sont le plus touchés par l'inflation galopante et la suppression des subventions aux denrées de première nécessité ». Trente personnes ont

été blessées, lundi 8 juin à Surabaya, seconde ville d'Indonésie, lors d'affrontements avec la police anti-émeutes. Et près de 25 000 ouvriers sont en grève pour protester contre les augmentations de prix. Le Fonds

monétaire international a annoncé, lundi, qu'il pourrait reprendre ses prêts à l'Indonésie début juillet et a promis que les subventions seraient maintenues pour aider les pauvres à faire face à la hausse des prix.

pour meurtre et autres actes criminels », a déclaré, fin mai, Ali Alatas, chef de la diplomatie indonésienne depuis dix ans.

Le chef timorais Xanana Gusmao restera en prison. Son élargissement ne serait envisagé que dans le cadre d'un accord global sur la question du Timor

En dépit d'une requête en ce sens adressée au président Habibie, début juin, par Kofi Annan, la libération de Xanana Gusmao ne peut intervenir, aux yeux de Djakarta, dans le cadre d'un accord global, dont la négociation n'est même pas amorcée, sur Timor oriental, territoire unilatéralement annexé par Djakarta en 1976. Il a toutefois reçu la visite, tour à tour, d'un représentant américain et de Derek Fatchett, en charge de l'Asie au Foreign Office.

Ladef, le doyen de Cipinang, ne devrait pas davantage faire partie des élus : le pardon présidentiel ne s'applique pas aux détenus impliqués dans les événements de 1965 et accusés de complot communiste. Bon nombre ont été exécutés entre-temps, parfois après dix ou vingt ans passés en prison ou en camp de concentration. Ces derniers peuvent toutefois se rattracher à l'espoir que l'histoire s'est rapproché de deux mois.

Jean-Claude Pomonti



L'appel de l'Union européenne

L'Union européenne (UE) a appelé lundi à « la libération immédiate de tous les prisonniers politiques » en Indonésie, y compris ceux du Timor-Oriental. Réunis à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont déclaré qu'ils allaient continuer « à faire pression pour la libération rapide » du leader est-timorais Xanana Gusmao. Ils ont réitéré leur appel « sur la nécessité de réformes politiques et d'élections rapides en Indonésie et de progrès vers un processus de réforme économique qui satisfasse les institutions financières internationales ». De son côté, le président français, Jacques Chirac, a adressé une lettre à son homologue indonésien, Jusuf Habibie, pour lui demander la libération des prisonniers politiques du Timor-Oriental, une ancienne colonie portugaise, a annoncé lundi 8 juin à Lisbonne le premier ministre Lionel Jospin. La France veut que les prisonniers politiques timorais soient d'abord libérés puis que Djakarta « engage des discussions avec le secrétaire général des Nations unies » Kofi Annan sur la question du Timor, annexé en 1976 par l'Indonésie, a indiqué M. Jospin.

Le leader du premier syndicat libre appellera à des manifestations si des réformes ne sont pas annoncées

GENÈVE de notre envoyé spécial « Si le président Habibie ne convoque pas dans les meilleurs délais une réunion extraordinaire de l'Assemblée afin d'élire un gouvernement intérimaire à même de commencer les réformes réclamées par la majorité des Indonésiens, dans une quinzaine de jours nous appellerons la population à manifester dans la rue pour obtenir le retrait immédiat du successeur de Suharto. » Libéré le 25 mai de la prison de Cipinang à Djakarta, où il a passé près de trois ans pour avoir formé le premier syndicat libre d'Indonésie, Mochtar Pakpahan n'a pas mâché ses mots lors de son passage, lundi 8 juin, à Genève. Venu pour une brève visite à l'Assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail, il a livré au Monde ses impressions sur la situation en Indonésie.

Le calendrier des changements présentés par le président Habibie, qui envisage de passer officiellement la main le 1^{er} janvier de l'an 2000, ne trouve pas grâce aux yeux du syndicaliste. Président de la Confédération indonésienne des syndicats indépendants (SBSI), M. Pakpahan estime ce délai « beaucoup trop long », d'autant qu'il perçoit, sur le cabinet du nouveau chef de l'Etat, l'ombre très présente de son prédécesseur, le général Suharto. Il rappelle que si les proches les plus voyants de l'autocrate déchu ont été mis sur la touche, M. Habibie lui-même a été choisi pour dauphin par le général Suharto et que, par conséquent, « il n'est guère crédible ».

Le regard de Mochtar Pakpahan est tout aussi acéré à l'égard des militaires. « En Indonésie, affirme-t-il avec un sourire, chaque général se voit très bien chef de l'Etat, ce qui n'est pas le cas des dirigeants syndicaux. » Il craint aussi le pouvoir, à peine occulte, qu'aurait gardé le général Prabowo, gendre de Suharto, écarté du premier cercle de décision au sein de l'armée par le général Wiranto, actuel ministre de la défense et commandant en chef des forces armées. « Plus de vingt ans au ser-

vice de Suharto laissent des traces et soulent des complications, d'autant que les liens de Prabowo avec les associations musulmanes de base ne sont un secret pour personne dans le pays. »

Tout en réclamant des élections au plus tôt, le syndicaliste indonésien est néanmoins conscient que trente-deux ans de régime autoritaire n'ont guère favorisé une vie politique normale et qu'il est nécessaire maintenant de mettre sur pied des structures permettant l'expression de la volonté populaire et des divers secteurs d'une société civile à la recherche de ses marques. Et de préciser : « Une douzaine de partis politiques sont actuellement en gestation dont les fondateurs attendent la publication des nouvelles lois pour être dûment enregistrés. Cela implique l'annulation des dispositions précédentes prévues sur mesure pour le régime de Suharto, qui s'appuyait sur le Golkar et deux autres formations mineures autorisées. Cela implique aussi la liberté pour chacun de faire son propre choix sans être obligé, comme c'était le cas jusqu'à présent pour les fonctionnaires, d'adhérer au parti officiel. »

DES FONDOS DILAPIDÉS En tant que syndicaliste ayant connu les gèdes de la dictature, Mochtar Pakpahan ne fait pas confiance au groupe de néo-réformistes animé par l'ancien ministre de l'environnement, Emil Salim, et le dirigeant musulman Amien Rais. A son avis, la plupart de ces personnalités ont pris le train en marche et sont encore très proches de Jusuf Habibie. Lui-même Batak chrétien de l'île de Sumatra, Mochtar Pakpahan estime que « les formations politiques ne devraient pas se baser sur la religion, mais sur des objectifs précis permettant de préserver l'unité du pays. D'ailleurs, ajoute-t-il, les principes du Pancasila [croycance en un seul dieu, humanisme, unité nationale, démocratie et justice sociale] tels que définis avant la libération du joug colonial néerlandais, et qui ont fondé l'indépendance nationale indonésienne, demeurent des valeurs

sûres à portée universelle assurant la stabilité de l'archipel ».

Mochtar Pakpahan revient inlassablement sur l'urgence de mettre un terme à la corruption et au népotisme qui ont grangé depuis des années la vie politique. Il dénonce les complications liant entre eux les cercles proches de la famille présidentielle, expliquant du même coup le peu de crédit qu'il accorde à l'équipe gouvernementale en place. Il s'élève aussi avec véhémence contre la dilapidation des fonds octroyés par le FMI, citant l'exemple d'un prêt de 4 milliards de dollars consenti en décembre pour secourir l'économie chancelante et qui se serait irrémédiablement perdu. Quant à l'aide internationale, il est catégorique : « Elle doit servir en priorité à ceux qui sont les plus touchés par l'inflation galopante et à l'annulation des subventions aux denrées de première nécessité. C'est d'ailleurs le seul moyen d'éviter des manifestations violentes comme celles qui ont déjà eu lieu et d'atténuer les effets dévastateurs pour la population de la détérioration accélérée de ses conditions de vie. »

Si Mochtar Pakpahan ne fait pas confiance au président Habibie, c'est aussi qu'une divergence capitale les oppose. En effet, le syndicaliste réclame, à l'instar de nombre de ses compatriotes, que l'ancien président Suharto soit traduit en justice pour enrichissement illicite et qu'il rende des comptes sur sa fortune personnelle amassée pendant ses années au pouvoir. Mieux encore, il estime que les biens accaparés par sa famille et ses amis doivent être restitués au peuple indonésien. Autre pierre d'achoppement, le leader syndical demande la libération de tous les prisonniers politiques et l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Timor-Oriental. De quoi alimenter encore bien des polémiques et exacerber les tensions entre la nouvelle équipe gouvernementale de Djakarta et les représentants de toutes les tendances réformistes en Indonésie.

Jean-Claude Buhner

RECHERCHE

Un dossier de 30 pages :

L'HOMÉOPATHIE AU BANC D'ESSAI

A LIRE AUSSI

Trous noirs, proto-étoiles et jets de lumière

Danse techno chez les abeilles

N° 310 • JUIN 1998 • EN KIOSQUE • 38 F

Des milliers de Kosovars fuient les combats et quittent la province serbe pour l'Albanie

Selon les réfugiés, leurs fermes ont été incendiées et leur bétail tué

Parmi les quelque 10 000 personnes qui ont fui le Kosovo vers l'Albanie, près de 500 sont arrivés dans la ville de Durrës, sur la côte adriatique.

Accueillis par la population locale, ils racontent les attaques des forces de l'ordre serbes et l'incendie de leurs maisons, dans leur

région d'origine, située en bordure de la frontière entre l'Albanie et la province serbe à majorité albanaise.

DURRËS

de notre envoyé spécial
« Famille Himaj: 42 personnes âgées de 7 mois à 82 ans, dont 28 femmes et enfants; Famille Beji-

source d'approvisionnement des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et à instaurer une zone tampon, dépeuplée, avec l'Albanie voisine.

Shefqet Sheremeti héberge une quarantaine de personnes dans une partie de la maison qu'il destinait à son activité touristique. Pour loger les autres, il fait appel à la solidarité des habitants de son petit village de Shkallmur. Certains en accueillent un morceau de terrain ou tout simplement quelques kilos de fruits, de l'huile, une couverture.

REPORTAGE

« Ils sont serbes, cagoulés et habillés d'uniformes noirs »

raji, 46 membres; Sallaj, 21... » At- tablé sur sa terrasse, Shefqet Sheremeti compulse méthodiquement les feuilles d'un cahier d'écolier où il a consigné le nom des réfugiés du Kosovo qui, ces derniers jours, ont sonné à la porte de sa villa, non loin du port de Durrës. « Famille Hajdersonaj, les derniers arrivés, hier, 87 personnes; Loqaj, 19... Je note et j'écris à la Croix-Rouge pour obtenir une aide. Ils ont besoin de tout. »

Derrière les persiennes de la maison, quelques têtes adolescentes glissent un regard triste et furtif. Une vieille femme, un fichtu sur la tête, se protégeant du soleil de plomb sous les feuilles d'un grenadier en fleurs, fixe obstinément les petites montagnes cou-

FUITE PRÉCIPITÉE

Ils racontent tous à peu près la même histoire. Seuls les noms des villages changent, tous situés sur une bande de terre d'une dizaine de kilomètres de profondeur, délimitée à l'ouest par la frontière albanaise et un arc de cercle reliant les villes kosovares de Pec, Decan et Djakovica. Les traits burinés par les jours passés au travail dans ses champs, Asim Himaj a hésité un instant avant de donner le signal du départ, sous les tirs de l'artillerie serbe. Il a eu plus de chance que ses voisins. « Dès les premiers obus, ils ont voulu partir. Des policiers les ont bloqués à la sortie du village, leur ont dit de faire demi-tour, qu'ils ne craignaient rien. A peine revenus chez eux, leur ferme a été la cible des canons serbes. C'est à ce moment-là que nous nous sommes enfuis en courant, sans pratiquement aucun bagage. »

les bois surplombant le village, ils ont vu leurs maisons partir en fumée, leur bétail abattu systématiquement. « Ils tuent les gens qui restent, ils pillent les habitations puis ils les incendient », affirme Asim. Quant à savoir si ce sont des soldats de l'armée yougoslave, des policiers ou bien des paramilitaires, l'homme ne se prononce pas: « Ils sont serbes, cagoulés et habillés d'uniformes noirs. » Pour lui et sa famille, s'en est alors suivie une longue et périlleuse marche de près d'une journée dans les montagnes. Ils ont gagné par des sentiers escarpés le village frontalier de Tropoja, en Albanie, avant de rejoindre Durrës à bord de divers véhicules.

« CEUX QUI RESTENT »

Originaire d'un village voisin de celui d'Asim, Isuf Hajdersonaj a vécu la même épreuve. Comme lui, il est parti en laissant ses vieux parents, qui n'auraient pas pu surmonter l'épreuve. « Nous devons rentrer le plus tôt possible pour aller chercher ceux qui restent, lancent-ils en chœur. Mais nous ne savons même pas s'ils sont encore en vie. » Que feraient-ils, alors, si les affrontements perdurent? Reviendraient-ils retrouver leur famille en Albanie ou ailleurs? « Nous devons défendre notre terre, répond simplement Isuf. Jusqu'à présent, l'Armée de libération du Kosovo n'était pas présente dans nos villages. Maintenant, sa lutte est légitime. Nous ne demandons pas aux Européens ou aux Américains de venir mourir pour nous, sur notre terre. Nous ne voulons pas d'avantages que l'OTAN se déploie sur les frontières pour nous enfermer au Kosovo et laisser les Serbes agir. S'ils ne veulent pas venir au Kosovo, alors qu'ils nous laissent prendre les armes. La guerre se rapproche. Dites à l'Occident que ce sera une mise en œuvre des nouvelles dispositions. »

Christophe Châtelot

Les Occidentaux sanctionnent Belgrade

L'Union européenne et les Etats-Unis ont instauré, lundi 8 juin, des sanctions économiques contre la Serbie, pour protester contre la politique de violence du président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, dans la province serbe du Kosovo.

Les Quinze, réunis à Luxembourg, ont approuvé l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade dans l'UE. Quelques heures plus tard, les Etats-Unis annonçaient qu'ils avaient décidé de rétablir ces mêmes sanctions, qui avaient été levées à la suite de l'engagement au dialogue du président Milosevic avec les représentants des Albanais du Kosovo. Le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, a affirmé que Washington « n'excluait pas une option militaire et travaillait activement avec ses alliés de l'OTAN » pour sortir de la crise. Jacques Chirac a pour sa part demandé que la communauté internationale soit « très ferme » à l'égard de la Serbie, allant jusqu'à envisager une action militaire de l'OTAN qui serait « décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies ». (AFP)

Paris et Bonn plaident pour une Europe plus décentralisée

LUXEMBOURG (Union européenne) de notre correspondant L'avenir politique de l'Europe sera au menu du déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, lundi 15 juin, à Cardiff. Pour préparer ce rendez-vous, ils disposent d'une lettre que viennent de leur adresser Jacques Chirac et Helmut Kohl: ce document insiste sur la nécessité de mettre en œuvre

avec plus de détermination le principe de subsidiarité, autrement dit de déléguer au plus bas niveau de décision. On préconise également à la présidence britannique l'intention de prendre des initiatives sur ce terrain politico-institutionnel, à l'issue du tour des capitales qu'entreprend actuellement Tony Blair.

Depuis l'échec de la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de revoir le traité de Maastricht, qui a été consommé à Amsterdam voici un an, l'Europe progresse de façon bancale. Elle se félicite de son Union économique et monétaire (UEM), se montre ouverte à la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, mais n'en est pas moins consciente de piétiner au niveau politique. C'est ce déséquilibre, source d'incertitude, que plusieurs Etats membres voudraient tenter de corriger.

REVIREMENT ALLEMAND

Lors de la signature du traité d'Amsterdam, en octobre 1997, la Belgique, suivie par la France et l'Italie, avait fait annexer une déclaration indiquant que la réforme des institutions devrait impérativement précéder l'élargissement. « Nous devons réfléchir aux réformes institutionnelles envisagées à Amsterdam et qui doivent faire l'objet d'un accord avant le prochain élargissement », lit-on maintenant dans la missive franco-allemande. Bref, Bonn s'est rallié à la position belge-italo-française, ce qui n'allait pas de soit quand on se souvient de l'attitude restrictive prise par Helmut Kohl à Amsterdam sous la pression des Länder.

Les deux pays croient apparemment possible de relancer les objectifs politiques du traité de Maastricht: « Il va de soi que nous devons avoir plus d'intégration dans certains domaines et en particulier dans celui de la PESG [politique étrangère et de sécurité commune]. S'agissant de la sécurité

intérieure et de la justice, le traité d'Amsterdam permet de réelles avancées et ouvre de nouvelles perspectives. Nous suggérons que les ministres de l'Intérieur et de la Justice soient priés de présenter lors du Conseil européen de Vienne un plan d'action pour assurer au mieux la mise en œuvre des nouvelles dispositions. »

MARGE DE MANOEUVRE

Les préoccupations électorales de Helmut Kohl ne sont pas oubliées. Le président de la République et le chancelier affirment que leur objectif « n'a jamais été et ne peut pas être d'éduquer un Etat central européen », mais que leur souci est, au contraire, « d'agir tout en préservant la diversité des traditions politiques, culturelles et régionales ». Les décisions, proclament-ils, doivent être prises « le plus près possible du citoyen ». D'où la nécessité d'appliquer plus strictement que dans le passé le principe de subsidiarité, « en corrigeant certains développements contestables et en tenant compte des structures constitutionnelles et administratives nationales ».

Les deux dirigeants plaident pour une application décentralisée des directives européennes, avec une marge de manoeuvre accrue pour les autorités nationales. Mais ils ne précèdent pas davantage quel type d'aménagements ils voudraient voir adopter. Alors que le traité d'Amsterdam n'est pas encore ratifié, leur ambition ne peut être que limitée: elle est « d'amorcer au Conseil européen de Cardiff un débat ouvert sur l'état actuel du processus d'intégration européenne et sur ses perspectives: il s'agit en effet, à partir de l'acquis communautaire, de développer l'Union politique en harmonie avec l'Union économique et monétaire dans la perspective du prochain élargissement ».

Philippe Lemaître

Pêche: l'Europe interdit les filets maillants dérivants

LUXEMBOURG. Au grand dam des Français, les ministres de la pêche des Quinze ont décidé, lundi 8 juin, que la pêche au thon « germon » à l'aide de filets maillants dérivants serait complètement interdite à compter du 31 décembre 2001. Cependant, les « germoniers » de l'île d'Yeu et des autres ports de la côte atlantique devront réduire leur effort de pêche dès 1998. Cette année, ainsi que les trois années suivantes, quarante-six bateaux seront autorisés à participer à la campagne germonière. Des aides communautaires et nationales seront accordées afin d'indemniser les pêcheurs pour les pertes de revenus subies. L'objectif des pouvoirs publics est d'inciter les armements concernés à poursuivre la pêche au thon et à ne pas s'orienter vers d'autres espèces déjà surexploitées. Pour ce faire, des aides à l'adaptation des bateaux sont prévues. L'Espagne, qui pêche le thon à la « traîne » et à la « came », réclame depuis 1994 l'interdiction des filets maillants dérivants, accusés de dévaster l'océan et de provoquer en particulier la capture de dauphins et autres mammifères marins. (Corresp.)

Le Parti libéral paraît prêt à abandonner le chancelier Kohl

BONN. Le secrétaire général du Parti libéral (FDP, membre de la coalition gouvernementale), Guido Westerwelle, a pris spectaculairement ses distances avec le chancelier allemand Helmut Kohl en estimant lundi 8 juin que « la fin de l'ère Kohl a déjà commencé ». Si Helmut Kohl est réélu pour un cinquième mandat aux élections générales du 27 septembre, il devrait céder rapidement la place à son dauphin désigné, Wolfgang Schäuble, a dit M. Westerwelle dans un entretien à l'hebdomadaire Stern, à paraître jeudi 11 juin. Tout en affirmant ne pas voir d'autre partenaire possible pour mener la campagne électorale, le secrétaire général du FDP a reconnu « que cela ne sera pas facile » avec la CDU. Il a refusé d'exclure une coalition avec les sociaux-démocrates: « Si le SPD empruntait la voie tracée par Tony Blair [le premier ministre britannique], nous pourrions en discuter », a-t-il dit. Les sondages font actuellement tourner le score du FDP autour de 5 % des voix, barre fatidique pour être représenté au Parlement. (AFP)

DÉPÊCHES

- RUSSIE: Boris Eltsine et le patriarche Alexis II ont décidé de ne pas assister aux obsèques de la famille impériale, prévues le 17 juillet à Saint-Petersbourg, a affirmé mardi 9 juin le quotidien Kommersant. La décision, prise définitivement lors d'une rencontre vendredi entre le président et le patriarche de toutes les Russies, devait être entérinée par le Saint Synode réuni mardi à Moscou. Le conseil suprême de l'église orthodoxe russe devait aussi décider quel représentant cette dernière aura aux obsèques. (Corresp.)
- ÉRYTHRÉE/ÉTHIOPIE: l'armée éthiopienne a lancé une nouvelle attaque contre les positions érythréennes dans la région de Zala Ambessa, à la frontière entre les deux pays, a annoncé mardi 9 juin le ministre érythréen des affaires étrangères. Lundi, une source diplomatique occidentale à Addis Abeba avait indiqué que la population de la ville éthiopienne de Buri, située à 75 kilomètres au sud-ouest du port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, avait été évacuée sur ordre de l'armée éthiopienne et que les armées des deux pays massaient des troupes et des matériels de part et d'autre de la frontière. (AFP)
- GUINÉE-BISSAU: un important incendie, suivi d'une forte explosion, s'est déclaré mardi 9 juin dans l'enceinte de deux casernes tenues par les mutins, partisans de l'ancien chef d'état-major limogé, Ansumane Mané, à Bissau, a annoncé l'agence de presse portugaise Lusa. Une relative accalmie régnait auparavant dans la capitale, où les forces loyalistes tentent depuis dimanche de déloger les mutins de ce complexe. (Reuters)
- OUGANDA: cinquante civils, dont de nombreux écoliers, ont été tués lundi 8 juin par des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF), dans deux attaques distinctes menées dans le district de Kabarole (Ouest), selon une source militaire à Kampala. (AFP)
- ISRAËL: des colons israéliens ont occupé quatre logements d'un quartier arabe de Jérusalem, lundi 8 juin, faisant monter la tension avec les Palestiniens. Des échauffourées ont opposé colons et Palestiniens, épaillés par des militants pacifistes israéliens du mouvement La Paix maintenant. Pour l'Autorité palestinienne, les colons cherchent à torpiller les efforts déployés par les Etats-Unis pour sortir le processus de paix de l'impasse. (AFP)
- LIBAN: les listes favorables au président du conseil des ministres, Rafic Hariri, et au président de la Chambre des députés, Nabih Berri, ont remporté la troisième phase des élections municipales organisées dimanche à Beyrouth et dans le sud du Liban, selon les résultats officiels rendus publics lundi 8 juin. (Reuters)

Boris Eltsine estime que la presse occidentale exagère le problème russe

BONN. En visite officielle lundi 8 juin à Bonn, Boris Eltsine a affirmé que Moscou disposait de réserves suffisantes pour soutenir le rouble, suggérant clairement qu'il excluait toute aggravation de la crise financière en Russie. « La presse occidentale est déjà en train d'exagérer le problème, [suggérant] qu'un krach frappe déjà la Russie. (...) Cela ne s'est pas produit et ne se produira pas », a dit le président. « Nous avons pris des mesures pour préserver le rouble et sa stabilité et nous avons assez de réserves (14,6 milliards de dollars) pour être sûrs de pouvoir soutenir le rouble si nécessaire. » A Washington, le vice-président du FMI, Stanley Fischer, a estimé que la situation russe ne justifiait pas d'aide d'urgence. « Si cela changeait, nous y ferions face », a-t-il ajouté. (Reuters)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.07 - Fax : 01.46.40.70.66

PAR JUGEMENT DE LA 3^e CHAMBRE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS DU 27 JUIN 1997.

La SOCIETE HACHETTE LIVRE a été condamnée à payer à Monsieur Philippe PARAIRE des dommages et intérêts pour avoir, en attribuant à un tiers, dans le livre « GEANT 1996 », qu'elle édite, la paternité de seize photographies dont Monsieur PARAIRE est l'auteur, porté atteinte au droit moral dont ce dernier est titulaire sur son oeuvre.

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
Membre et/ou accréditée
ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salariés
- Réserve aux cadres de plus de 30 ans
- 520 heures de formation intensive: diplôme accrédité
- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE: MBA accrédité.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, 23-30 ans avec expérience professionnelle ou stages validés.

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél.: 01-45-51-09-09 - Fax: 01-45-51-09-08
International School of Management USA
Internet: www.ISM-MBA.edu

ISM

Qu'est-ce que la BIOTECHNOLOGIE VEGETALE?

Si vous avez répondu A, vous faites partie de la minorité des Français qui connaissent les nouveaux développements de la biotechnologie végétale.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous vous proposons de mieux comprendre ce que cela recouvre exactement.

Les biotechnologies ont connu un développement spectaculaire grâce à l'amélioration de nos connaissances sur l'ADN, qui est la "mémoire génétique" de tous les êtres vivants. Grâce aux biotechnologies, on peut améliorer les espèces végétales en enrichissant leur patrimoine génétique.

En quoi cela consiste-t-il exactement? L'objectif est d'apporter un ou plusieurs nouveaux gènes dans une plante, pour que celle-ci acquiert une nouvelle propriété. Ce ou ces gènes peuvent provenir d'une autre plante, mais également de tout autre organisme vivant - le plus souvent de micro-organismes - car l'ADN est un langage universel.

Une plante génétiquement modifiée (appelée plus généralement OGM - organisme

La science qui améliore les végétaux en apportant à leur patrimoine génétique de nouvelles propriétés.

La production d'oranges bleues.

L'étude des plantes qui dansent sur de la musique techno.

génétiquement modifié) est donc une plante, un fruit ou un légume auquel on a donné une nouvelle propriété, comme par exemple la résistance aux insectes, une meilleure composition nutritionnelle, la capacité de mûrir plus lentement et de se conserver plus longtemps...

Les recherches et les applications des biotechnologies sont vastes et constituent un formidable espoir : on étudie déjà comment faire pousser des fruits et des légumes dans des conditions difficiles, comment se passer complètement d'insecticides, comment faire pousser naturellement des fruits et des légumes capables de nous protéger des maladies. Bref, la première vertu des biotechnologies est de contribuer à l'amélioration de l'alimentation et de la santé.

A DEMAIN, POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES BIOTECHNOLOGIES. POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION SUR LES BIOTECHNOLOGIES, **N°Vert 0 800 041 051** OU CONSULTER NOTRE SITE WEB : www.monsanto.fr

ET LES BIOTECHNOLOGIES ? LES BIOTECHNOLOGIES PERMETTENT D'UTILISER LES DÉCOUVERTES DE LA GÉNÉTIQUE POUR FABRIQUER DES PRODUITS UTILES À L'HOMME (ALIMENTS, MÉDICAMENTS...). LES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES AMÉLIORENT LES CARACTÉRISTIQUES DES VÉGÉTAUX EN APPORTANT À LEUR PATRIMOINE GÉNÉTIQUE DE NOUVELLES PROPRIÉTÉS, COMME PAR EXEMPLE LA RÉSISTANCE AUX INSECTES NUISIBLES, UNE MEILLEURE COMPOSITION NUTRITIONNELLE OU LA CAPACITÉ DE SE CONSERVER PLUS LONGTEMPS.

MONSANTO EST UNE SOCIÉTÉ QUI SE CONSACRE AUX SCIENCES DE LA VIE EN DÉVELOPPANT DES COMPÉTENCES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE LA NUTRITION ET DE LA SANTÉ. À L'ORIGINE, MONSANTO ÉTAIT UNE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE DANS LA CHIMIE. EN 1974, MONSANTO A DÉCOUVERT ROUNDUP®, L'HERBICIDE CONSIDÉRÉ COMME LE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT. ROUNDUP® EST AUJOURD'HUI L'HERBICIDE LE PLUS VENDU AU MONDE. EN 1976, MONSANTO A CRÉÉ LE PREMIER LABORATOIRE DE BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES. EN 1997, MONSANTO S'EST SÉPARÉ DE SA DIVISION CHIMIE POUR SE CONSACRER EXCLUSIVEMENT AUX SCIENCES DE LA VIE.

MONSANTO
Nutrition • Santé • Avenir



3
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 10 JUIN 1998

SOCIAL L'ouverture de la Coupe du monde de football, mercredi 10 juin, s'accompagne de la persistance ou de la relance de conflits sociaux catégoriels. Sans que les pilotes

d'Air France puissent considérer qu'ils font école, la trêve décrétée par les grandes confédérations syndicales n'est pas respectée partout, certains syndicats minoritaires y voyant plu-

tôt l'occasion de se mettre en valeur. ● A AIR FRANCE, dont les pilotes ont abordé, mardi, leur neuvième jour de grève, personne ne peut prévoir la sortie du conflit après la rupture des

négociations, au cours du week-end, sans qu'aucun nouveau rendez-vous entre les deux parties n'ait officiellement été pris. ● A LA SNCF, les conducteurs de trains autonomes, ap-

puyés par le petit syndicat SUD-Rail, appellent à la grève mercredi et jeudi. Ce mot d'ordre est élargi à l'ensemble des agents et appuyé par la CGT en région parisienne (lire page 7).

Un chapelet de conflits sociaux accompagne l'ouverture du Mondial

Alors que la grève des pilotes d'Air France atteint son neuvième jour, des revendications apparaissent ou refont surface dans plusieurs secteurs, des transports aux internes de médecine. La Coupe du monde offre une occasion tentante de faire pression sur le gouvernement

LOIN de faire école, les pilotes de ligne d'Air France, qui clouent leur entreprise au sol depuis neuf jours, ne sont pas cependant isolés dans leur mouvement de protestation, à un jour de l'ouverture du Mondial. Certes, leur action, contrairement aux précédents mouvements sociaux, des chômeurs aux routiers, sans oublier le conflit de la fin 1995, n'est pas populaire. Mais, dans le même temps, on voit poindre, parmi plusieurs catégories de personnels et dans différents secteurs de l'économie, la tentation de se rappeler au bon souvenir du gouvernement au cours de la fête mondiale du football.

Dès le 5 juin, les contrôleurs de la SNCF ont ouvert la voie. A Lyon et à Bordeaux, les salariés des transports urbains de province, qui avaient réclamé le retrait à cinquante-cinq ans en janvier 1997, débrayent mercredi 10 et jeudi 11 juin. Depuis lundi, c'est au

tour des internes de médecine qui, après le conflit de près de six semaines du printemps 1997, gardent de faire la grève des gardes de nuit. Les sans-papiers, dont le sort est réglé depuis le 31 mai, tout occupé le devant de la scène cet hiver, sont prêts, eux aussi, à reprendre du service. Des chômeurs ont occupé, lundi, une annexe du ministère de l'emploi à Paris et une société de recrutement des employés de la RATP.

Et puis, il y a les conducteurs de trains. Là, la trêve des actions soutenue par la direction de la SNCF et acceptée par les deux grandes fédérations CGT (largement majoritaire à la SNCF) et CFDT, ne résiste pas forcément aux mécontentements de terrain ou de métier. Au contraire, elle joue plutôt le rôle de catalyseur : d'une part, parce qu'elle permet aux autres organisations de se démarquer et de prendre l'initiative ;

d'autre part, parce qu'elle exaspère certaines revendications récurrentes. « Ce sont les cheminots qui sont pris en otage par le Mondial », estime-t-on ainsi chez SUD-Rail. « Les restructurations locales continuent, les salaires sont bloqués depuis septembre 1997, on ne règle rien, on ne négocie plus rien et, en plus, on nous demande de ne pas faire grève », estime ainsi Henri Célé, dirigeant de ce syndicat.

SOURSUTS DANS LE PRIVÉ
A l'initiative du SNES, des enseignants de Rouen ont annoncé des actions, après que Monique Vuillat, secrétaire générale du syndicat, eut exprimé les « plus vives inquiétudes » quant aux propositions du gouvernement sur les zones d'éducation prioritaires. Les assistants universitaires, en grève administrative depuis le 4 juin, appellent de leur côté à manifester, le 15 juin, devant le ministère de l'éducation nationale pour

obtenir une revalorisation de leurs salaires. Dans les arsenaux, la grève dure depuis six semaines à Toulon. Punctuellement, le secteur privé connaît des soubresauts. La direction du Virgin Mégastore vient de renoncer à ouvrir ses magasins vingt-quatre heures sur vingt-quatre face à l'hostilité des salariés du commerce. Un millier de salariés du champagne ont défilé, lundi, dans les rues de Reims. Trois dirigeants des collants Well sont séquestrés par leurs salariés, après l'annonce d'un plan social, tandis que la grève illimitée des convoyeurs de fonds, à l'appel de la CFDT, a été suivie, lundi, à 45 %.

Face à ces turbulences sporadiques, l'attitude des grandes confédérations varie. Interrogée lundi, sur Europe 1, Nicole Notat a déclaré qu'avec le conflit à Air France « nous touchons les limites d'une défense d'une catégorie de personnels qui a choisi une défense très catégorielle ». La secrétaire générale de la CFDT estime qu'il n'y a « plus de sortie négociable possible », ajoutant qu'il est « de la responsabilité de l'entreprise » de « permettre à la compagnie » de « continuer à vivre ».

Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière joue sur un autre registre, invitant la direction à négocier et soulignant qu'aucun sacrifice supplémentaire ne doit être demandé aux autres catégories de personnels. A FO, on observe que le conflit d'Air France, qui a renoué avec les bénéfices, préfigure l'éclatement de conflits dits de reprise. A la CGT, on constate que « les luttes ne respectent plus rien ». Dans son dernier éditorial, la rédaction en chef de l'hebdo de la CGT remarque que « pas plus la couleur du gouvernement que les échéances électorales ne paralyseront l'action revendicative » et que « la CGT épouse cet état d'esprit des salariés ».

Alain Beauvère-Méry et Caroline Monnot

Aucun rendez-vous n'est encore fixé entre les pilotes et la direction d'Air France

« ILS PEUVENT tenir une grève deux ou trois semaines », estime un cadre d'Air France, alors que les pilotes de la compagnie publique ont entamé, mardi 9 juin, leur neuvième jour d'arrêt de travail. Personne ne peut aujourd'hui prévoir quelle sera la sortie du conflit. La situation est bloquée : les négociations ont été interrompues ce week-end et aucun nouveau rendez-vous entre les deux parties n'a officiellement été pris. Des contacts téléphoniques entre le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire au sein des trois mille quatre cents pilotes de la compagnie, ont bien eu lieu, mais il n'en est pour l'instant rien sorti. Les autres syndicats de pilotes, minoritaires, se montrent plus ouverts à la discussion mais ils peuvent difficilement se désolidariser du SNPL. Deux scénarios sont

désormais possibles pour sortir de cette impasse. Le premier est la mise en place d'un moratoire. Pendant cette période de trêve, les deux parties se donneraient un certain temps pour négocier des points précis. Plusieurs syndicats ont proposé, dimanche, lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire, l'adoption d'une telle solution. L'opposition dont Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, a accepté le principe : un projet devrait être présenté aux syndicats de pilotes mercredi 10 juin. « La durée du conflit opposant syndicats de pilotes et direction d'Air France hypothèque le développement de la compagnie, compromettant les projets d'embauche et fait peser une menace sur l'emploi de tous les personnels », a estimé, lundi, le Syndicat national du personnel navigant commercial

(SNPNC), première organisation auprès des hôtes et stewards du groupe public. « En conséquence, le SNPNC réitère sa demande d'un moratoire afin que les parties en présence puissent trouver les solutions adaptées au conflit en cours. » Chez les pilotes, le SPAC, la seule organisation de pilotes représentée au CCE avec le SNPL, s'est prononcé pour un moratoire, mais le SNPL a pour l'instant rejeté cette proposition, estimant qu'elle ne « réglerait rien » et reporterait les problèmes « aux calendes grecques ».

Le SNPL a déclaré, en revanche, revenir ainsi sur ses positions antérieures, qu'il pourrait accepter une « médiation externe » : « Nous sommes devant une direction qui ne sait pas, ne veut pas et sans doute ne peut pas aboutir à un accord acceptable », a lancé, en guise d'explica-

tion, le syndicat. Mais la nomination d'un médiateur serait un désaveu pour la direction d'Air France et il semble que cette solution, si elle a pu être un moment envisagée par le gouvernement, n'est aujourd'hui plus d'actualité. Le second scénario de sortie de crise est celui de la reddition. M. Spinetta, qui a convoqué un conseil d'administration extraordinaire samedi, pourrait imposer aux pilotes un gel de leurs salaires, qui permettrait, au bout de quelques années, la construction d'une nouvelle grille de rémunération (Le Monde du 9 juin). Calquée sur le modèle Lufthansa, celle-ci suivrait une évolution linéaire, en fonction de l'ancienneté, et ne présenterait pas les décrochages de salaires importants qu'offre la grille actuelle de rémunération des pilotes d'Air France (hors du passage au poste

de copilote long-courrier, au poste de commandant de bord long-courrier sur Boeing 747-200 puis au poste de commandant de bord long-courrier sur de plus gros avions comme les Boeing 747-400). A la clef, les 500 millions de francs d'économies annuelles que veut réaliser M. Spinetta sur le coût des pilotes (3,4 milliards de francs de masse salariale annuelle), mais chers de 40 % que leurs homologues de Lufthansa et de 19 % que ceux de British Airways : pour le PDG, Air France doit à tout prix faire cette économie pour financer son plan de développement (40 milliards de francs d'investissement sur cinq ans, achat de 75 nouveaux avions) sans retomber dans le surendettement qui a failli la tuer en 1993. Si M. Spinetta passait ainsi en force, a prévenu le SNPL, la « fracture sera irréversible » entre la direction et les pilotes, « nous resterons hors de nos avions ». Mais si au bout de quelques semaines de grève infructueuses, les pilotes retournent à leur poste, certains craignent qu'ils n'utilisent alors l'arme de la grève du zèle, mettant les avions en retard, faisant rater aux passagers leurs correspondances, etc. « Une telle issue au conflit ne manquerait pas de créer un climat interne détestable », considère un cadre d'Air France. Le représentant FO au conseil d'administration, Daniel Mackay, pense comme beaucoup que la direction d'Air France va tenter « sans doute une dernière négociation avec les pilotes avant le conseil d'administration », afin d'éviter ce scénario catastrophe.

Virginie Malinze

Un quart des vols assurés, mais peu font le plein de passagers

100 millions de francs de pertes nettes par jour. La grève des pilotes coûte très cher à Air France : 100 millions de francs de pertes nettes par jour. D'un côté, 160 millions de francs de recettes, chaque jour, ne rentrent pas dans les caisses de la compagnie ; de l'autre, « nous avons des dépenses en moins, du fait de la grève : nous ne payons ni kérosène ni taxes d'aéroport, mais nos coûts fixes sont très élevés », développe-t-on à Air France. La compagnie doit également affronter de nouvelles charges : les dépenses pour replacer les passagers sur d'autres compagnies aériennes et les dédommagements divers. Même si la grève s'arrête rapidement, il faudra plus de deux jours à Air France pour que son trafic reprenne normalement. C'est donc, d'ores et déjà, plus d'un milliard de francs de pertes qui viendront s'imputer sur les comptes d'Air France pour l'exercice en cours. La compagnie, après six ans de pertes, avait renoué avec les bénéfices en 1997 (1,87 milliard de francs de bénéfice pour l'exercice clos au 31 mars 1998).

MALGRÉ la grève, Air France parvient à assurer le quart de ses vols. Le taux de remplissage moyen s'est un peu redressé par rapport aux premiers jours du conflit, où il plafonnait à 40 %, mais la situation est très différente d'une destination à l'autre. Les vols domestiques ne sont remplis, en moyenne, qu'à deux tiers. Habités à la concurrence d'Air Liberté et d'AOM, les voyageurs se sont spontanément détournés d'Air France. D'autant que les deux compagnies privées ont affiché des avions plus gros pour répondre à l'afflux de demandes. « Il y a des moments très creux pendant la semaine. Les avions sont davantage remplis le week-end », reconnaît la direction d'Air France. Sur le réseau européen, la situation est à peine meilleure. Des liaisons sont assurées quotidiennement avec Lisbonne, Londres, Vienne, Genève, Birmingham, Glasgow, Newcastle, Southampton, Edimbourg, Cologne, Bruxelles, Florence, Stuttgart, Amsterdam et Helsinki, notam-

ment grâce au programme habituel des compagnies franchisées ou affiliées. Mais le taux de remplissage est d'à peine 70 %. Seul le Portugal, où se déroule l'Exposition universelle, et la Hongrie, où la concurrence est faible, font avion comble. Sur les vols long-courriers, la situation est différente. « Sur Paris-New York, un de nos deux vols de samedi a fait 93 % de taux de remplissage », se réjouit la direction du planning à Air France. Les deux vols quotidiens assurés par Air France, dont un sur Concordie, ne suffisent pas à satisfaire la demande, qui se répartit habituellement sur six vols quotidiens entre Paris et New York. Et les places disponibles sont limitées sur les compagnies américaines. De même, sur les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Réunion) et l'île Maurice, ainsi que sur l'Amérique du Sud, il ne reste plus de place. Il n'est pas toujours possible de profiter des disponibilités sur Air France. Les vols sont plus souvent pleins dans le sens du retour vers Paris, grâce aux efforts déployés dans les escales auprès de la clientèle locale pour remplir les avions. Cette dissymétrie explique que le taux moyen de remplissage s'élève aujourd'hui, selon la direction, à 75 %. Si trouver une place au départ de Paris est relativement facile, encore faut-il pouvoir rentrer.

C. J.

Quand l'opposition en appelle au Conseil constitutionnel

BATTE LE FER tant qu'il est chaud : telle semble être la principale raison qui a incité près de quatre-vingt-dix députés des trois groupes de l'opposition (RPR, UDF, DL) à contester devant le Conseil constitutionnel l'article 36 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, relatif à l'ouverture du capital d'Air France. Lors de l'examen du texte, définitivement adopté le 3 juin, l'opposition avait certes regretté que l'Etat ait refusé de privatiser Air France, mais n'avait guère trouvé à redire au mécanisme de l'article 36. Celui-ci prévoit une cession d'actions de l'entreprise, à hauteur de 12 % de son capital, aux salariés qui auront consenti à des réductions de salaire. Aujourd'hui, les quatre-vingt-dix signataires de la saisine estiment « qu'il appartenait au législateur de fixer un plafond maximum de réduction de salaire », en vertu de l'article 34 de la Constitution, qui lui impose de « fixer les principes fondamentaux du droit du travail ». Les députés jugent même qu'« en refus-

sant de fixer ce montant », le législateur a « par voie de conséquence [admis] la possibilité d'une disparition pure et simple du salaire comme contrepartie d'un travail fourni ». Au ministère des transports, on ne s'inquiète guère d'une possible sanction du Conseil constitutionnel sur ce point. « Il s'agit d'une saisine à caractère plus politique que technique ou juridique », estime un conseiller du ministre, Jean-Claude Gaysot. De même source, on fait valoir que le Conseil d'Etat n'a rien trouvé à redire au dispositif proposé par le gouvernement. Quant à la perspective d'une « disparition pure et simple du salaire », elle suscite quelques sourires ironiques. La droite sénatoriale, qui a également déposé un recours devant le Conseil constitutionnel, n'évoque pas, dans le texte de sa saisine, l'article 36 du projet de loi.

Jean-Baptiste de Montvalon

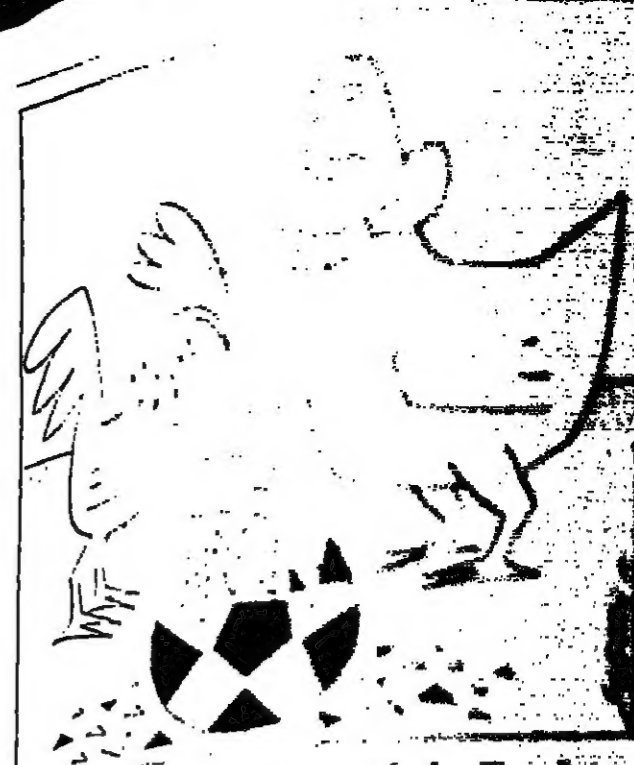
Le mouvement des internes semble peu suivi

LE MOUVEMENT de grève des gardes de nuit lancé, lundi 8 juin, par l'intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH), qui assure regrouper les trois quarts des cent mille internes, semble avoir été peu suivi. Selon les éléments recueillis dans la matinée du mardi 9 juin par le secrétariat d'Etat à la santé, seuls les centres hospitaliers universitaires (CHU) de trois villes (Paris, Toulon et Nice) auraient été touchés à des degrés divers. Des CHU aussi importants que ceux des Hospices civils de Lyon n'ont comptabilisé aucun gréviste. Avec ce mouvement, que l'ISNIH avait annoncé reproductible, les internes souhaitent obtenir le doublement de la tarification des gardes de nuit (Le Monde du 9 juin). Si Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, juge irréaliste le doublement de la tarification des

nuits de garde - cette mesure coûterait entre 700 et 800 millions de francs par an -, il a rappelé, dimanche 7 juin, qu'une réforme du statut des internes est en discussion depuis plusieurs mois avec les responsables de l'ISNIH. La grève n'a toutefois pas suspendu les négociations : lundi 8 juin, représentants du secrétariat d'Etat et internes se sont de nouveau rencontrés et trois prochains rendez-vous ont été fixés au mois de juin. UN NOUVEAU STATUT Il s'agit de préparer le nouveau statut des internes que M. Kouchner doit présenter le 1^{er} juillet au conseil des ministres. Ce projet vise à réduire le nombre de gardes imposés aux internes, mais prévoit aussi une réforme des études médicales et du cursus des carrières hospitalières. L'objectif est de tenter de trouver des réponses à

la grave pénurie que connaissent certaines spécialités dans les hôpitaux. L'Intersyndicat national des chefs de clinique assistants (ISNCCA) a apporté son « soutien total » au mouvement des internes. « On ne construira pas l'hôpital du futur en sacrifiant les jeunes générations », prévient l'ISNCCA, qui revendique 30 à 40 % des 3 700 chefs de clinique, dans une déclaration faite, lundi 8 juin, à l'issue d'une assemblée générale. « Les conditions de travail et les rémunérations actuelles des internes ne sont pas compatibles avec un service public hospitalier de qualité », fait valoir l'ISNCCA. Les chefs de clinique, qui ont, contrairement aux internes, achevé leur thèse de médecine, s'étaient ralliés au mouvement du printemps 1997.

Bruno Caussé



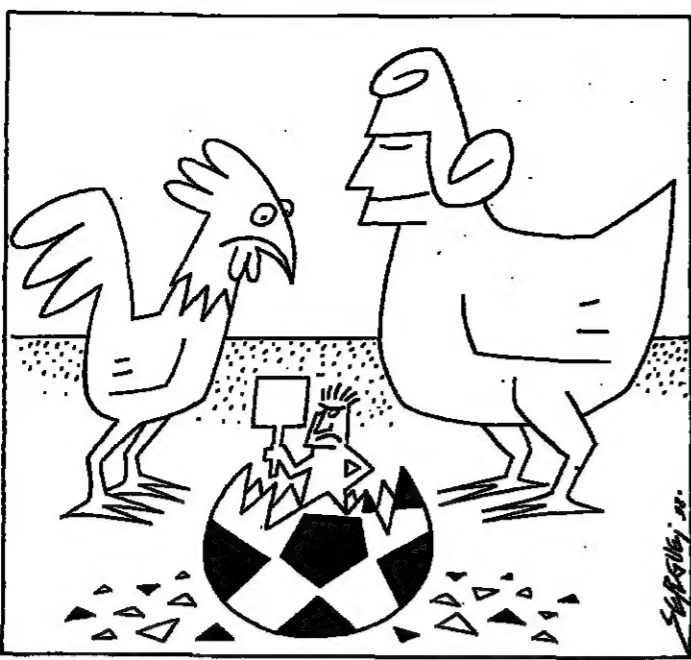
Les salariés de l'arsenal de Toulon rejettent le protocole d'accord

Les salariés de l'arsenal de Toulon ont rejeté le protocole d'accord proposé par la direction. Le mouvement de grève a repris avec vigueur. Les représentants du personnel ont refusé de signer le document, estimant qu'il ne répondait pas à leurs revendications. Le conflit dure depuis plusieurs semaines et les tensions restent élevées. Les salariés exigent de meilleures conditions de travail et de salaires plus élevés. La direction propose des mesures de réformes, mais elles sont jugées insuffisantes. Le mouvement s'étend à d'autres services de l'arsenal, montrant la détermination des salariés à poursuivre leur lutte.

Mme Notat et M. Neillière rapprochent leurs points de vue sur les 35 heures

Mme Notat et M. Neillière ont rapproché leurs points de vue sur les 35 heures. Les deux responsables politiques ont discuté de la mise en œuvre de cette réforme. Ils ont convenu que des ajustements étaient nécessaires pour assurer la réussite de la mesure. Les débats ont porté sur les modalités de passage à la semaine de 35 heures, notamment sur la répartition des heures et les implications budgétaires. Les deux parties s'accrochent à leurs positions, mais des compromis sont envisagés. La réforme des 35 heures reste un sujet sensible et complexe, nécessitant une concertation approfondie entre les différents acteurs concernés.

BAC + 1
REORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
ISG
L'AFIG
(ANNUÉ DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)
VOUS PRÉPARE À INTÉGRER
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 11 12



Les salariés de l'arsenal de Toulon rejettent le protocole d'accord

L'ARSENAL de Toulon est entré dans son troisième mois de grève après la décision des personnels, lundi 8 juin, de ne pas reprendre le travail à l'issue des négociations qui avaient eu lieu en fin de semaine entre les six syndicats des salariés concernés et le préfet du Var, Hubert Fournier, mandaté par le ministère de la défense pour débloquer le conflit. Un relevé de conclusions des discussions avait été établi, garantissant, selon le préfet, le statut des personnels et de l'arsenal ; mais, selon le représentant FO, qui s'est exprimé au nom de l'intersyndicale, les salariés, malgré « un espoir d'apaisement », se sont sentis « floués » et ont décidé de refuser « un marché de dupes ».

Durant la semaine écoulée, les discussions avaient paru prendre bonne forme avec la signature d'un protocole concernant les réparations du pétrolier-ravitailleur Var, qui étaient confiées à un chantier naval privé, à Marseille, sous la maîtrise d'œuvre de l'arsenal de Toulon et avec le concours d'une filiale du bureau Veritas. C'est ce protocole qui devait être soumis, dans la matinée du 9 juin, aux personnels de l'arsenal.

Selon le préfet, ce document, qui a été refusé par les salariés, évoquait « une augmentation » des activités de l'arsenal dans les trois prochaines années, des départs anticipés, des mesures de forma-

tion et « dix-huit embauches directes ». Cependant, un courrier du directeur de l'établissement, adressé aux personnels, annonçait que les salaires de juin et de juillet seraient amputés des retenues des mois d'avril et mai pour faits de grève. Cette lettre a de nouveau irrité les ouvriers de l'arsenal, qui estiment que « la direction joue le pourrissement ».

L'intersyndicale estime aujourd'hui que le conflit doit se résoudre au niveau national entre les services du premier ministre, ceux du ministère de la défense et tous les syndicats de l'arsenal de Toulon. A Paris, le délégué général pour l'armement, Jean-Yves Helmer, de qui dépend la construction navale militaire, considère que la mise en concurrence des arsenaux avec des chantiers civils ne doit pas être généralisée, car la direction des constructions navales est « handicapée » par l'existence « de contraintes spécifiques qui lui sont imposées ». Dans un entretien au quotidien *Les Echos*, M. Helmer se demande, en effet, « qui d'autre pourrait construire les sous-marins nucléaires et qui pourrait assurer les grands carénages des bâtiments spécifiquement militaires ». On estime à 600 000 le nombre d'heures de travail perdues et à une centaine de millions de francs les pertes depuis le début du conflit.

Jacques Isnard

Mme Notat et M. Seillière rapprochent leurs points de vue sur les 35 heures

AVANT de recevoir Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, le 24 juin, pour clore sa série d'entretiens avec les dirigeants des confédérations syndicales, Ernest-Antoine Seillière a rencontré, lundi 8 juin, la numéro un de la CFDT, Nicole Notat, accompagnée de ses principaux collaborateurs. Le passage aux 35 heures s'est naturellement taillé une place de choix lors de cette entrevue. Le CNPF y reste fondamentalement hostile quand la CFDT est, de toutes les confédérations syndicales, celle qui s'est le plus engagée en faveur de la réduction du temps de travail. « Nous avons mis pas mal de temps à nous expliquer sur les 35 heures, qui, pour nous, restent un sujet majeur », a indiqué M. Seillière au terme de l'entretien.

Mme Notat a constaté, pour sa part, que la réduction du temps de travail « constitue encore, aux yeux du CNPF, un point difficile à admettre et à traiter », mais elle a observé « une évolution », « le CNPF étant passé d'une logique d'opposition, de résistance à la négociation, à une attitude d'observation attentive des conditions dans lesquelles elle se déroulera ». Selon M. Seillière, le CNPF et la CFDT se sont, en tout cas, retrouvés sur « une approche assez semblable », qui consiste à « juger que c'est de la réalité de dire dans quelle mesure, au niveau des entrepreneurs et des salariés, elle peut absorber » les 35 heures. Le président du CNPF a également senti une « inquiétude commune » sur la question des délaïs. Il a indiqué qu'un premier bilan de l'application de la loi d'orientation sur les 35 heures dès l'automne 1999 lui semble « très positif ». Cela « ne va pas favoriser la négociation », estime-t-il.

La secrétaire générale de la CFDT s'est assurée, de son côté, que « le CNPF ne s'est pas engagé dans une politique systématique de dénonciation des conventions collectives ». En revanche, elle a affirmé que, dans le cadre des négociations qui s'ouvrent, « les conventions collectives ne sont ni figées ni gravées dans le marbre, et qu'elles peuvent être modernisées et adaptées aux besoins d'aujourd'hui ». Les deux délégations n'ont pas évoqué les négociations de branche et, plus particulièrement, les discussions entamées, le 2 juin, par l'UIMM, la fédération patronale de la métallurgie.

RESPECT DES ENGAGEMENTS
Mme Notat a obtenu l'assurance que « les engagements de négociations pris avant le 10 octobre 1997 », date du sommet sur l'emploi de Matignon, restent d'actualité, que ce soit sur l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995, qui permet à des entreprises sans représentants syndicaux de signer des accords d'entreprise avec des salariés désignés par une organisation syndicale, ou bien l'accord sur l'ARPE (retraite anticipée contre emploi), qui doit être renégocié avant décembre.

Evoquant la réforme du paritarisme, le président du CNPF s'est félicité d'avoir obtenu l'accord de Mme Notat sur la mise en place d'un groupe de travail rassemblant les partenaires sociaux. M. Seillière a plaidé, à cette occasion, pour une « rénovation » du paritarisme, « non pas dans son essence, mais dans ses modalités ». La secrétaire générale de la CFDT souhaite des « précisions sur la finalité de ce groupe de travail ».

A. B.-M. et C. M.

Des revendications catégorielles perturbent la SNCF

Les syndicats corporatistes ou contestataires n'entendent pas s'imposer une « trêve »

JUSQU'ICI, tout va bien. Les principaux syndicats de la SNCF ont l'intention d'aller jusqu'au bout de leur logique de « responsabilité » adoptée pendant la période du Mondial. CGT et CFDT, qui représentent 70 % des cheminots à eux deux, veulent faire rouler les trains normalement et assurer le « service public » du transport des voyageurs. Le secrétaire général de la CGT cheminots, Bernard Thibault, appelé à succéder à Louis Vianet, a fait savoir que la CGT ne plaçait pas ses « revendications en termes de char-ge », tout en déclarant qu'on ne peut « pas prétendre que, parce qu'il y a la Coupe du monde, il n'y a plus d'objet de conflit social dans les entreprises ».

C'est sans compter sur les syndicats corporatistes ou contestataires qui voient, au contraire, dans le Mondial l'opportunité de faire avancer leurs revendications. Les tensions se multiplient à l'échelon local et les grandes centrales syndicales sont, la plupart du temps, obligées de suivre le mouvement. Le syndicat SUD-Rail (6,5 % des voix aux dernières élections professionnelles), rattaché au Groupe des dix, a ainsi joué, pendant le week-end, les prolongations de la grève des contrôleurs, qui devait être initiale-

ment limitée à vendredi. Des perturbations ont touché le trafic ferroviaire jusqu'à lundi 8 juin, dans les régions de Lyon, Toulouse, Marseille, Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand.

GRÈVE DU NETTOYAGE
Dans le RER, SUD-Rail soutient, aux côtés de la CFDT, depuis trois semaines, la grève du nettoyage sur la ligne C, qui pose d'importants problèmes de propreté dans quatre gares parisiennes. Les grévistes des firmes privées demandent l'abandon de procédures de licenciement engagées à l'encontre d'une « vingtaine » d'entre eux, le paiement de

certaines primes et de la Carte orange ainsi que le paiement des jours de grève.

A la SNCF, mardi, la CGT, SUD-Rail et la fédération autonome des agents de conduite (FGAAC) de Paris Sud-Est (gare de Lyon) appellent l'ensemble des agents de la région à une grève de vingt-quatre heures renouvelable pour demander une augmentation des effectifs. Paris Sud-Est est une place forte du nouveau syndicat SUD. L'ensemble du trafic devrait être normal à l'exception de quelques liaisons comme Paris-Sens ou Paris-Montargis-Nevers, où deux trains sur trois sont attendus, tandis que sur la partie

sud de la ligne D du RER, entre un et deux trains sur trois sont prévus (interconnexion suspendue).

Mercredi, les conducteurs autonomes et leur syndicat catégoriel FGAAC s'approprient à entrer sur le terrain du Mondial, le jour d'ouverture de la Coupe du monde, en appelant à une grève nationale. Les autonomes (30 % des agents de conduite aux dernières élections professionnelles, 3 % toutes catégories confondues), réclament des augmentations mensuelles allant de 500 francs à 1 500 francs. Le précédent mouvement, le 24 avril, avait été suivi par 13 % des agents de conduite et avait entraîné des perturbations limitées. Localement, toutefois, comme à Marseille, des préavis de grève unitaires (FGAAC, CGT et SUD-Rail) ont été déposés pour mercredi, sur des revendications plus larges.

« Le Mondial n'est pas notre préoccupation », déclare René de Bouteiller, secrétaire général de la FGAAC. « Nous avons des considérations plus graves », continue-t-il, mettant en cause « l'irresponsabilité du gouvernement vis-à-vis de la SNCF et l'irresponsabilité de la SNCF vis-à-vis des agents de conduite ».

Christophe Jakubyszyn

Menace sur les bus à Lyon et à Bordeaux

Sur le plan local, dans les transports publics, certains syndicats veulent aussi tirer parti du Mondial. A Bordeaux, la CGT, FO et les autonomes de la compagnie des autobus urbains ont déposé un préavis de grève pour jeudi 11 juin, le jour où se jouera le premier match bordelais de la Coupe du monde, entre l'Italie et le Chili. Les organisations demandent une augmentation des salaires.

A Lyon, le trafic des métros et bus de Lyon était déjà largement perturbé, mardi, en raison d'une grève des Transports en commun de Lyon (TCL) qui coïncide avec une journée d'examen pour des milliers d'élèves. Selon la direction des TCL, 40 % des rames de métro et 65 % des autobus ne fonctionnaient pas, mardi matin, dans l'agglomération lyonnaise. Les grévistes réclament la retraite à 55 ans et une revalorisation de leur prime de vacances.

Tirez toute la quintessence

de vos loisirs.

Profitez-en deux fois.



Réf. 3712
«La Portugaise» chronographe à rattrapante, en or rose, en platine ou en acier surfin, avec aiguille centrale supplémentaire pour la mesure d'un temps intermédiaire ou d'un deuxième temps. A partir de FRF 44150.-

IWC

International Watch Co. Ltd., Schaffhausen, Switzerland Since 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à BCM/IWC S.A.
90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, 01/42 89 65 51, Belgique: 0031/20/672 33 33, Suisse: 0041/52/635 65 65
<http://www.iwc.ch>

La majorité municipale parisienne se divise sur la concession du Parc des Princes au PSG

Jacques Dominati et l'UDF ont voté contre la proposition de Jean Tiberi

Alors que Jacques Toubon et ses partisans du groupe PARIS ont, pour la plupart, voté pour la délibération proposée par le maire de Paris, Jean

Tiberi, lundi 8 juin, sur la concession du Parc des Princes au club de football Paris-Saint-Germain, la majorité s'est divisée, au Conseil de Paris, selon

une autre ligne de fracture, opposant l'UDF au RPR. La concession a été adoptée sans le vote des socialistes, qui y étaient, au départ, favorables.

LA MAJORITÉ municipale de Paris est victime de fractures multiples, que l'arbitrage rendu par la direction du RPR n'a pas réduites, bien au contraire. Certes, Jacques Toubon et Jean Tiberi se sont apparemment « réconciliés » lundi 8 juin, en votant ensemble une délibération visant à permettre le maintien du PSG au Parc des Princes. Mais ils se sont retrouvés seuls contre tous, au terme d'une séance cacophonique, qui n'a fait que confirmer la fragilité du maire de Paris, l'impuissance de M. Toubon à maintenir la cohésion de son groupe et le rôle déterminant, désormais, de Jacques Dominati et de l'UDF, qui s'est offert le luxe de voter contre le maire.

« Nous avons réussi ce que Séguin, Pasqua et Sarkozy n'avaient pas fait en quatre réunions et dix-sept heures de négociations », a ironisé Philippe Dominati (UDF) lors de l'interruption de séance, demandée par M. Toubon, qui a précédé le vote. Voulu par M. Tiberi, le maintien du PSG au Parc des Princes avait été voté unanimement, dans son principe, par les conseillers de Paris. M. Tiberi espérait bénéficier de nouveau d'un vote massif. C'était compter sans son premier adjoint, Jacques Dominati, devenu président de l'intergroupe de la majorité instauré par le fameux « arbitrage » rendu par le RPR et bien décidé à tirer parti de cette position d'arbitre pour infléchir une gestion municipale qui l'a si souvent fait piaffer d'impudence.

L'UDF réclame une stabilisation de la fiscalité. C'est donc sur ce

terrain qu'elle a argumenté contre les délibérations relatives au Parc des Princes, calculant que la municipalité s'engageait « de manière irréversible, dans une dépense de 512 millions de francs en douze ans, payable uniquement par le contribuable parisien », somme à laquelle s'ajoutera l'aide annuelle de

conditions qui lui sont faites par la Ville à une rente de situation, « démonstration de la municipalisation des pertes et de la privatisation des profits ». « Si j'avais tenu les mêmes propos, que n'aurais-je pas entendu ! », s'est indigné Yves Galland (UDF), vice-président du groupe Paris, au

des financements, acceptée avec enthousiasme par M. Tiberi, a décidé de battre en retraite.

Improvvisant une réunion à la buvette de l'hôtel de Ville, Bertrand Delanoë a déclaré que les conditions posées au fil des débats concessionnaires du Parc au fur des débats entre « tiberistes » et « toubonistes » aboutissaient à « une usine à gaz ingérable ». « Vous allez dans le mur du point de vue financier. La majorité municipale, quand elle essaie de se replâtrer, fait beaucoup de mal à Paris », a dit le président du groupe socialiste, en annonçant qu'il ne prendrait pas part au vote, laissant la droite « se débrouiller ».

Résultat : l'unanimité de principe affichée par les élus en début d'année en faveur du maintien du PSG dans la capitale s'est transformée en une majorité de 72 voix (seulement 114 élus sur 163 ont pris part au vote), apportées par le groupe RPR, une partie du groupe PARIS — exception faite du député Claude Goasguen (UDF) et de sa suppléante Danièle Giazzi (RPR) — et le MDC UDF et indépendants et écologistes ont voté contre (32 voix) ; le PC s'est abstenu, de même que deux membres du groupe PARIS proche de M. Goasguen.

M. Tiberi s'est « réjoui du résultat », mais son agacement à l'annonce de la position finale des socialistes l'a privé d'un consensus dont il attendait beaucoup pour amorcer la deuxième mi-temps de son mandat de maire de la capitale.

Pascal Sauvage

Les sénateurs abordent avec bienveillance le texte sur l'exclusion

La taxe sur les logements vacants en débat

LE PROJET de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 20 mai, ne devrait pas subir les foudres des sénateurs, qui examinent le texte de Martine Aubry à partir du mardi 9 juin. La commission des affaires sociales, dont Bernard Sellier (Républicains et indépendants, Aveyron) est le rapporteur, salue même certains amendements adoptés par les députés, comme l'accompagnement personnalisé des chômeurs de longue durée, le cumul d'une allocation avec les revenus d'une activité professionnelle, pendant une période transitoire, les comités de liaison de chômeurs, au niveau local, auprès de l'ANPE et de l'AFPA.

La majorité sénatoriale de droite n'entend donc pas proposer de texte « alternatif », mais seulement « gommer » certains « excès ». Même si M. Sellier, comme Pont fait les députés de droite, dénonce ici et là un texte « éloigné de l'esprit de la décentralisation », un financement « complexe », ou encore des mesures qui dénotent une « défiance » à l'égard des acteurs de l'économie.

La principale critique vise la taxe sur les logements vacants depuis plus de deux ans, qui « est susceptible d'affaiblir les investissements locatifs », selon le rapporteur, sans être « réellement efficace » pour remettre sur le marché des logements vacants. La commission a voté un amendement de suppression de cette mesure. Comme alternative, elle propose notamment d'améliorer le régime fiscal des primes d'assurance pour risque de loyers

impayés : pour l'instant, le montant de ces primes est déductible du revenu net foncier au titre de l'impôt sur le revenu ; il s'agirait de transformer ce dispositif en un « crédit d'impôt ».

La commission a aussi voté la suppression de l'article additionnel, introduit par l'Assemblée nationale, qui dissocie la location d'un logement de celle d'une aire de stationnement.

Les sénateurs souhaitent aussi favoriser « l'activation des dépenses passives du RMI » : un amendement de la commission prévoit que tout bénéficiaire du revenu minimum d'insertion depuis deux ans ait la possibilité de signer un contrat liant l'entreprise, en conservant environ la moitié du RMI pendant la durée du contrat, en plus de sa rémunération. Dans le même esprit, le rapporteur proposera que les embauches effectuées à partir du 1^{er} août, de titulaires depuis deux ans du RMI, de l'allocation spécifique de solidarité ou de l'allocation parent isolé, soient exonérées du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale, pendant cinq ans.

Le volet « accès aux soins », dont certaines mesures sont jugées seulement « symboliques », devrait être complété : la commission propose ainsi l'institution d'une « ouverture maladie universelle » au 1^{er} janvier 1999 et d'une « visite médicale gratuite » pour les élèves des écoles, des collèges et des lycées dans les cas où il manque de recours aux soins est « manifeste ».

Clarisse Fabre

Le PS organise des « états généraux pour Paris »

La gauche parisienne a bien compris que, dans la perspective des élections municipales de 2001, le danger venait surtout d'elle-même. Une majorité déchirée, un maire paralysé, une gauche en constante progression électorale. Le véritable « boulevard » qui s'ouvre au PS à Paris aiguise les appétits. L'annonce, jeudi 4 juin, d'un plan de bataille de la gauche pour conquérir Paris devait surtout geler les positions et neutraliser les prétentions. La désignation d'un candidat à la mairie n'est pas à l'ordre du jour : « Nous construisons un mouvement de fond. C'est par un vote des militants, dans le courant de l'an 2000, que sera résolue la question de cette candidature », a déclaré à cette occasion Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération. Des « états généraux pour Paris » ont été lancés, samedi 6 juin, sous la forme d'une série de rencontres thématiques sur la santé, la sécurité, l'environnement, etc., destinées à faire de « la participation des citoyens le cœur de leur projet ».

35 millions de francs de la Ville au PSG, aide portée à 56 millions par un pour les quatre prochaines années, compte tenu des travaux à réaliser au Parc des Princes. « Soit un demi-point de fiscalité et 6 millions de plus que la contribution de l'Etat pour avoir un club résident au Stade de France », estime M. Dominati fils, chargé par son père de mener le combat en séance. Alors que le PSG songe à rentrer en Bourse et affiche un bénéfice de 25 à 50 millions de francs par an, l'UDF assimile les

dace, rénovation, initiatives, solidarité (PARIS) présidé par M. Toubon, en annonçant son soutien à la délibération sous réserves de l'adoption d'amendements limitant le nombre de manifestations extra-sportives et les nuisances sonores par les riverains du Parc. La droite s'est alors engagée dans un débat si confus, à coups d'amendements et de contre-amendements sous-amendés, que le groupe socialiste, qui avait annoncé son accord — sous réserve d'une transparence des comptes et

Charles Pasqua envisage de présenter sa liste aux européennes

LE RPR a repoussé, jusqu'ici, un débat qui le divise profondément, mais Charles Pasqua a décidé d'appuyer là où cela fait mal. Il a donc annoncé, lundi 7 juin, la transformation en mouvement politique de son association Demain la France, autrefois créée avec Philippe Séguin pour engager les bénéfices politiques de leur campagne commune contre le traité de Maastricht. Pour autant, le but de Demain la France, qui tiendra son premier congrès constitué le 20 juin, est à peine modifié puisqu'il s'agit de militer, après Maastricht, contre la ratification du traité d'Amsterdam. Et pourtant, plus rien n'est comme avant dans le duo Pasqua-Séguin, qui avait porté la campagne du « non » en 1992.

Ce traité qui, selon M. Pasqua, impose des abandons de souveraineté, peut être ratifié soit par le Parlement réuni en Congrès, soit par le peuple consulté par référendum. Or le RPR, présidé par M. Séguin et dont M. Pasqua assure qu'il reste le conseiller politique, a toujours déclaré que le choix entre référendum et Congrès relève d'une décision exclusive du président de la République. Évitant ainsi de poser trop tôt un « quel qui mettra en évidence les divergences au

coeur même de la direction du RPR, entre les plus libéraux favorables à Amsterdam, et les nationalistes-républicains dont M. Séguin a longtemps fait partie.

EN POUSSANT SES FEUX

Sur le fond, Charles Pasqua sait bien que le président de la République n'est pas favorable à un référendum sur le sujet, mais, en poussant ses feux, il se garde la possibilité de mener ou de soutenir une liste aux européennes, parallèlement à celle que L'Alliance s'approprie à conduire. « Si les Français n'étaient pas consultés, a expliqué ainsi M. Pasqua lors de sa conférence de presse, il restera au peuple à faire entendre sa voix aux élections européennes, qui se transformeront, n'en doutons pas, en référendum. » Dans l'esprit de M. Pasqua, « on ne peut laisser la défense de la souveraineté de la France aux mains des seuls communistes et du Front national », et « il faudra que les patriotes se retrouvent sur une liste qui défende notre vision de la nation ».

Les « patriotes » que M. Pasqua réunit sont encore peu nombreux. Un millier de signatures aurait été recueilli au bas de la pétition lancée

par Demain la France. Lors de la conférence de presse de lundi, on comptait, parmi les fidèles, Marie-France Garaud, les députés (RPR) des Hauts-de-Seine Jacques Baumel et Jean-Jacques Guillet, le député (UDF) du Loiret-Char Maurice Leroy. Si l'entourage de M. Pasqua assure qu'il peut regrouper une mouvance plus large, comprenant notamment Philippe de Villiers, il compte surtout sur son pouvoir d'influence.

L'Europe reste un sujet de clivage à gauche comme à droite, mais particulièrement au sein du RPR, et M. Pasqua croit pouvoir emmener derrière lui plusieurs dizaines de députés et de sénateurs, même s'il leur faut pour cela s'opposer au président de la République. Lundi, il a d'ailleurs redit sa conception d'une opposition indépendante : « Dire « oui » à certains projets de loi du gouvernement, sous le prétexte que le président de la République doit collaborer avec le premier ministre, ce serait garantir l'éternité du pouvoir à la gauche, ce serait pour nous un suicide ».

Raphaëlle Bacqué

La Cour des comptes critique l'exécution du budget de 1997

A L'OCCASION du débat d'orientation budgétaire, mardi 9 juin à l'Assemblée nationale, la Cour des comptes a adressé aux députés, pour éclairer leurs travaux, un rapport préliminaire sur l'exécution des lois de finances pour 1997. Le diagnostic est globalement satisfaisant, mais comporte, néanmoins, quelques pièges.

La Cour observe, d'abord, que « les résultats d'exécution du budget de l'Etat pour 1997 » sont meilleurs que ceux de 1996 ». Et cela,

dit-elle, pour plusieurs raisons : parce que « la situation économique s'est redressée par rapport à 1996 », parce que « les recettes fiscales ont une nouvelle fois progressé » plus vite que la richesse nationale, ou encore parce que les dépenses du budget diminuent « pour la première fois » en volume.

Ce coup de chapeau donné, les magistrats énumèrent cependant une série de critiques. D'abord, ils relèvent que, si les déficits publics ont été abaissés à 3 % du produit

intérieur brut (PIB), conformément aux critères de Maastricht, il subsiste un déficit primaire de l'Etat, c'est-à-dire un déficit hors charges de la dette. Ce déficit primaire, qui était de 114,3 milliards de francs en 1995, a été abaissé à 75,2 milliards de francs en 1996, puis 44,9 milliards de francs en 1997, et devrait atteindre 23 milliards de francs en 1998. Or, note la Cour, « la stabilisation et, à fortiori, la réduction de la dette de l'Etat, souhaitable quand la croissance est plus soutenue, pour reconstruire des marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour les périodes de ralentissement de l'activité économique, impliquent un excédent primaire ».

Évoquant non plus seulement les finances de l'Etat, mais celles des administrations publiques, la Cour observe que les déficits publics auraient dû, en 1997, être abaissés à 1,7 % du PIB, au lieu de 3 %, pour que la charge de la dette soit stabilisée.

Surtout, comme à son habitude, la Cour relève « la persistance de pratiques comptables ou de présentation qui ont pour effet de donner de la situation des finances publiques une image meilleure que la réalité ». Ces tours de passe-passe concernent différentes opérations

sur la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), sur Charbonnages de France, sur le Crédit lyonnais ou encore le Comptoir des entrepreneurs. « Ces opérations, rendent moins lisibles les comptes de l'Etat et correspondent, pour une part importante, à des reports de charges qui pèsent sur les exercices à venir. » Dans le cas des deux dernières opérations, les magistrats critiquent le recours à des structures de défaisance qui affectent « la lisibilité des comptes de l'Etat » et permet de minorer les déficits publics réels.

Laurent Mauduit

Informez-vous sur EUREKO Le groupe d'assurances européen Minitel : 36 15 EUREKO

Assurance-maladie : bras de fer entre le gouvernement et la CNAM

DEPUIS LA DÉMISSION du directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Le Monde du 4 juin), la tension est vive entre son président, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et le gouvernement. M. Spaeth a jugé « souhaitable », samedi 6 juin, sur Radio Classique, « l'élection du directeur de la CNAM par le conseil d'administration ». Le ministre de l'emploi et de la solidarité a immédiatement rejeté cette idée. Dès lundi 8 juin, M^{me} Aubry a fait savoir que « le directeur de la CNAMTS est nommé par le conseil des ministres » et que « le changement de [son] statut n'est pas d'actualité ». La CFDT et le CNPF, qui forment la majorité de gestion à la CNAMTS depuis l'adoption du plan Juppé, réclament plus d'autonomie dans le pilotage de la première caisse de Sécurité sociale (500 milliards de francs de prestations). Le remplacement du directeur démissionnaire, Bertrand Fragonard, doit intervenir dans le courant du mois.

DÉPÊCHES

■ CONJONCTURE : le moral des ménages s'est fortement redressé en mai. Selon l'enquête publiée mardi 9 juin par l'Insee, l'« indicateur résumé », qui présente le solde des opinions favorables et défavorables des Français sur leur situation financière, est tombé à -16 points en mai contre -19 en avril et -23 en janvier.

■ CORSE : la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, a présidé, lundi 8 juin à Bastia, l'audience d'installation du nouveau procureur général près la cour d'appel. Bernard Legras, ainsi que du nouvel avocat général, Pierre-Yves Radiguet. « Je suis là pour exprimer la volonté du gouvernement de voir l'Etat de droit restauré en Corse parce qu'il n'a pas été suffisamment assuré », a déclaré M^{me} Guigou.

■ DROITE : les cinq députés et les trois sénateurs RPR, UDF et DL du Loiret « ont décidé de créer une structure Alliance 45, qui sera dotée de son propre siège et d'une représentation autonome », ont-ils indiqué, lundi 8 juin, dans un communiqué. Le Loiret est le second département, après l'Aisne, à se doter d'une structure qui se veut l'émancipation de l'Alliance, créée par le RPR, UDF et Démocratie libérale.

■ DILEMME : le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, a écrit, mercredi 3 juin, à ses présidents de fédération départementale pour leur préciser que leurs responsabilités au sein de DL sont « exclusives de toute autre dans l'ex-UDF ». Cette mise en demeure leur a été adressée à la veille du bureau politique élargi de l'UDF, qui se réunissait samedi 6 juin pour réfléchir à l'avenir de la confédération.

■ GAUCHE : près de mille deux cents personnes ont manifesté, lundi 8 juin à Voiron (Isère), pour protester contre l'agression commise vendredi 5 juin par une dizaine d'hommes cagoulés, lors d'une réunion de Ras le Front. La manifestation, à laquelle appelaient associations, syndicats et partis de gauche, entendait dénoncer cette agression et le saccage récent de plusieurs locaux syndicaux ou permanences d'accueil d'étrangers dans la région Rhône-Alpes. — (Corresp.)

■ ÉCHANGES EXTERIEURS : la France a enregistré en 1997 un excédent record de 256 milliards de francs pour l'ensemble des échanges extérieurs. Selon la dernière livraison du bulletin Insee Première, mardi 9 juin, le solde des échanges de biens a été en forte hausse, avec un excédent de 150 milliards de francs. Hors tourisme, les échanges de services ont progressé fortement, avec un excédent de 104,7 milliards de francs. Après deux années de repli, l'excédent touristique a recommencé à croître (+ 66,2 milliards de francs).

■ GUYANE : le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, a reconnu, lundi 8 juin, lors de son déplacement en Guyane, qu'il y a « une aspiration à la propriété » et qu'« il faut la favoriser ». « On ne peut pas faire du développement sans qu'il y ait propriété de la terre », a-t-il ajouté, en réponse aux revendications d'une association de Montsiméry-Tonnégrande, près de Cayenne, où une centaine de familles ont occupé et commencé de mettre en valeur des terres sans aucun droit ni titre de propriété.

PROCES du Front... Trois militants du FN...

Le procès du Front... Trois militants du FN... affaire qui mar...

OUVERT JUSQU'À 20H00... LÉGRAND Tailleur... Tél. 01.47.42.70.81

PROCÈS Trois colleurs d'affiches du Front national comparaissent, mardi 9 juin, devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à la suite du meurtre d'Ibrahim Ali.

CE JEUNE FRANÇAIS D'ORIGINE COMORIENNE avait été tué en 1995, en pleine campagne pour l'élection présidentielle, alors qu'il rentrait d'une répétition de mu-

sique dans les quartiers nord de Marseille. AU MOMENT DES FAITS, les dirigeants du Front national avaient fourni des explica-

commenter le drame. En montant au créneau pour défendre les colleurs d'affiches de son parti, Bruno Mégret avait alors conquis ses gal-

TROIS ANNÉES APRÈS, plusieurs associations organisent des débats, des défilés et des concerts afin que s'exprime un large débat public en dehors du prétoire.

Trois militants du FN comparaissent à la suite du meurtre d'Ibrahim Ali

Le 21 février 1995, ce jeune Français d'origine comorienne était tué d'une balle dans le dos par des colleurs d'affiches du Front national dans une rue de Marseille. Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret sont cités à comparaître devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence

IBRAHIM ALI aimait la musique, singulièrement le rap. Lors qu'il n'était pas au lycée pour préparer son CAP de menuiserie, il rejoignait ses copains du groupe B. Vice pour assouvir sa passion. Le soir du 21 février 1995, Ibrahim, dix-sept ans, revient, avec neuf camarades, d'une répétition au centre culturel Mirabeau, à Marseille, où le groupe prépare un concert de solidarité avec les enfants victimes du sida. Alors qu'il court en direction d'un arrêt de bus, il est mortellement blessé d'une balle tirée dans le dos.

Le meurtrier présumé, Robert Lagier, un maçon au chômage âgé de soixante-trois ans à l'époque des faits, est militant du Front national. A partir du mardi 9 juin, il comparait devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence, pour « homicide volontaire, tentatives d'homicides volontaires et port illégal d'arme ». Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio, deux autres militants frontistes impliqués dans le drame, sont poursuivis respectivement pour « tentatives d'homicides volontaires et port illégal d'arme » et « transport d'arme ».

Ce soir du 21 février, les trois hommes se sont donné rendez-vous à 23 heures pour une tournée d'affichage, au carrefour des Ayalades, dans les quartiers nord de Marseille. La campagne pour l'élection présidentielle bat son

plein. Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio se chargent du collage. Les affiches présentant le portrait du leader du FN sont barrées d'un slogan : « Avec Le Pen, trois millions d'immigrés rapatriés ». Assis dans sa Peugeot 205, Robert Lagier assure la surveillance.

PANOPLIE D'ARMES

Avant de quitter son domicile, le principal accusé s'est armé d'un pistolet automatique de calibre 22 long rifle approvisionné d'une demi-douzaine de cartouches à balles expansives qu'il fixe au moyen d'un hoister à sa cheville gauche. Affilié à un club de tir depuis 1988, Robert Lagier est un bon connaisseur des armes à feu. Mario d'Ambrosio a, lui, accroché à sa ceinture un calibre 7,65. Une arme achetée à un inconnu trois ans plus tôt et qu'il a jetée dans un caniveau le lendemain du drame.

Curieuse panoplie pour de simples colleurs d'affiches. Après les faits, les dirigeants du Front national affirmeront que des consignes très strictes avaient été données à leurs militants. Jean-Marie Le Pen, interrogé à la télévision le 26 février 1995, les résumera d'une phrase : « Jamais d'arme, jamais dans la nuit, jamais en petit groupe ».

Il est 23 h 15 lorsque Ibrahim Ali tombe sous la balle de son meurtrier. Avec ses copains, il est en train de courir en direction de l'ar-



rêt du bus qui doit le ramener à son domicile de la cité de la Savine. A cette heure de la nuit, les passages de bus sont rares et la bande d'amis ne tient pas à rater le prochain. Au niveau du carrefour des Ayalades, les jeunes gens se retrouvent face aux trois militants frontistes. La 205 de Robert Lagier s'arrête à la hauteur de deux jeunes qui sont en tête du groupe. Tout se passe très vite.

Selon les amis d'Ibrahim Ali, le conducteur sort de son véhicule et ouvre le feu à trois reprises tandis que, de l'autre côté de la chaussée, Mario d'Ambrosio tire lui aussi en direction du groupe. Quand il entend des coups de feu, Soule Ibrahim, qui chemine aux côtés d'Ibrahim Ali, se jette au sol et fait le mort avant de se relever et de s'enfuir. Saïd Ahamada, lui aussi proche de la future victime, se souvient l'avoir entendue dire à plusieurs reprises : « Ils m'ont eu. » Ibrahim rejoint Saïd près d'un mur mais, arrivé à sa hauteur, s'affaisse

et tombe sur le dos. La balle qui vient de le toucher a transpercé l'aorte et traversé le cœur. A leur arrivée, les secours ne peuvent plus rien pour lui.

Le lendemain des faits, Robert Lagier et Pierre Giglio se présentent, accompagnés de leurs avocats, à la brigade criminelle. Dans l'après-midi, Mario d'Ambrosio est interpellé. Dans leurs premières déclarations aux enquêteurs, les trois hommes affirment avoir été victimes d'une agression de la part du groupe de jeunes, dont certains auraient été porteurs de bâtons. Robert Lagier affirme même que la 205 a essuyé des jets de pierres. « Ils poussaient des cris hostiles qui m'ont convaincu de leur mauvaise intention », soutient-il alors devant les enquêteurs. Des propos démentis par les amis d'Ibrahim Ali qui transportaient du matériel de sono.

« Je n'ai visé personne, j'ai tiré largement au-dessus », poursuit Robert Lagier, avant de préciser : « Je me suis peut-être déconcentré entre le tir de la deuxième et de la troisième balle, c'est-à-dire que ma main s'est peut-être abaissée. Je n'exclus pas non plus un ricochet. » Une thèse reprise à l'époque par Jean-Marie Le Pen, mais contredite par les premières constatations et les conclusions d'expertises. Aucun impact n'a été relevé ni sur le sol, ni sur le mur qui borde la chaussée. La balle meun-

trière ne présente aucune déformation typique d'un tir par ricochet.

A en croire la version de Robert Lagier, le jeune lycéen serait mort par accident. Se sentant agressé, il aurait agi dans la panique. Aux policiers, il avoue avoir été « impressionné par une publication du Front national qui énumérait une longue liste de militants blessés ou tués lors d'activités militantes ». Les déclarations aux enquêteurs de Pierre Giglio expliquant l'attitude du principal accusé au moment des faits montrent pourtant un homme sûr de lui.

« J'ai vu qu'il tenait une arme de poing à bout de bras, les deux mains réunies sur l'arme, puis je l'ai vu tirer plusieurs coups de feu en direction du groupe de jeunes. »

71 TÉMOINS

Les amis d'Ibrahim Ali et les cinq associations antiracistes qui se sont portés parties civiles aux côtés de la famille ne croient pas à la thèse de l'accident et dénoncent un crime raciste. La cour d'assises des Bouches-du-Rhône se donne jusqu'au 19 juin pour faire la lumière sur les circonstances de la mort du jeune Français d'origine comorienne. Elle entendra, d'ici là, 71 témoins. Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret sont cités à comparaître.

Acacio Pereira

Une affaire qui marque le début de l'ascension politique de Bruno Mégret

MARSEILLE

de nos correspondants

Dans les heures qui suivent le meurtre d'Ibrahim Ali, les militants du Front national et les dirigeants locaux, qui apprennent que trois d'entre eux sont impliqués dans le drame, s'affolent. Jouant la prudence, et, selon plusieurs témoins, très affecté par l'affaire, Ronald Perdomo, conseiller municipal de Marseille, conseiller régional et figure historique du parti, déclare : « En théorie, aucun endroit de Marseille n'est interdit à l'affichage pour le FN, mais, en pratique, on ne va pas coller dans les quartiers où nous avons peu d'électeurs. » Il souligne que « des consignes absolues données aux colleurs d'affiches du FN » leur interdisent de porter une arme. « Nous les engageons à ne pas répondre aux provocations », conclut-il.

Quelques heures plus tard, Bruno Mégret adopte une position nettement plus radicale. « L'un des colleurs d'affiches a été violemment agressé par une quinzaine de Comoriens, et ses deux compagnons, qui se trouvaient 300 mètres plus loin, sont venus à son secours en état de légitime défense. Pour se dégager, les colleurs d'affiches, se sentant menacés de mort, ont tiré en l'air en direction de leurs agresseurs et, pour leur échapper, ont quitté rapidement les lieux à l'intérieur de leur véhicule gravement endommagé par ces derniers. » Cette analyse est immédiatement reprise par la fédération des Bouches-du-Rhône du FN, qui, dans l'après-midi, parle d'« altercation tragique » et utilise les mêmes mots que le délégué général. Pour compléter le tableau, Maurice Gros, secrétaire départemental, affirme que « ce drame est révélateur de la profonde dégrada-

tion de la situation dans de nombreux quartiers de nos villes ».

Probablement gêné par l'incongruité de sa première déclaration, Bruno Mégret tente d'en limiter les effets deux jours plus tard lors d'un meeting à Rennes. « Ou bien j'ai été trompé, ou bien je maintiens qu'il s'agit d'une légitime défense dans l'esprit », déclare-t-il. Le FN cale alors sa position nationale sur cette présentation des faits. Bruno Gollish déclare sur FR3, le 25 mai 1995, que ce drame « risque de se reproduire » et ajoute que les véritables criminels sont ceux qui ont laissé entrer « 48 000 Comoriens à Marseille ».

« RICOCHET »

Jean-Marie Le Pen tente un discours un peu plus nuancé qui, pour la première fois, évoque la victime : « L'enquête préliminaire (autopsie et enquête balistique) tend à prouver que le malheureux a été tué par un ricochet : ce serait donc la

preuve que la mort de ce jeune Comorien viendrait d'un homicide par imprudence, d'un accident. » Le parquet de Marseille dément immédiatement : « En l'état actuel du dossier, explique-t-il, rien ne permet de penser à un tir par ricochet. »

Après avoir avancé cette version très clairement contredite par l'inspection, le FN explique ensuite qu'il n'est pour rien, « à quel point », dans l'affaire. Jean-Marie Le Pen fixe le cap à « 7 sur 7 », le 26 février 1995. « Le Front national n'est pas impliqué. Si son nom est associé à la violence, c'est plus par la violence faite au FN que par le FN lui-même. » On sait depuis par une sympathisante du FN interrogée dans la procédure que les colleurs impliqués avaient « exhibé des armes » au siège de la permanence et qu'à leur vue Jean-Pierre Baumann, responsable du FN du 8^e secteur de Marseille, où se sont déroulés les faits, « avait demandé de les ranger et de ne pas jouer

avec ». Au sein du FN, le meurtre d'Ibrahim Ali marque la prise en main, par Bruno Mégret, d'un parti profondément inquiet composé pour l'essentiel de militants qui sentent que l'accident n'est pas fortuit. En montant au créneau le premier pour défendre des militants indéfendables, celui que ses adversaires méprisent un peu, l'accusant parfois de « manquer de viande », gagne ses galons de chef de guerre, conquérant une autorité morale qui lui manquait. Quelques mois après, la bataille municipale de Vitrolles, perdue de justesse, confirme son ascension. Il pourra dès lors imposer tous ses affidés, jeunes ou ralliés, à la direction du parti, imposer ses candidats pour les législatives de 1997 et bâtir des listes régionale et cantonales à sa main.

Que cette prise de pouvoir se soit en partie réalisée sur un tel événement a eu des conséquences durables : malgré les propositions

d'accord faites à la droite classique, c'est le souvenir de cet épisode - et celui de la manifestation organisée au lendemain du meurtre de Nicolas Bourgain, tué en septembre 1996 par un autre adolescent - qui utilise régulièrement la droite locale pour refuser les offres du FN.

ATTENTAT

La mise à l'écart de Ronald Perdomo a d'ailleurs été lue, dans la région, comme une conséquence directe de ses positions relativement modérées au lendemain du meurtre et a servi d'argument au refus d'alliance avec le FN, inauguré aux régionales de 1992, et confirmé depuis.

Lors de la manifestation du FN, à Marseille, en mars, des militants antiracistes embusqués sur des toits avaient laissé tomber sur le cortège des petits papillons indiquant : « Ibrahim Ali avait 17 ans. » Les manifestants les avaient frois-

sés avec rage et avaient lancé des imprécations contre ceux qui leur rappelaient ce forfait perpétré par trois d'entre eux.

Un local du Front national à Marseille, situé rue Sainte-Cécile, dans le centre de la ville, a été fortement endommagé dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 par un attentat qui a fait deux blessés légers. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle du SRPJ de Marseille, qui n'écarte aucune hypothèse dont le rapprochement avec l'ouverture, mardi devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, du procès des colleurs d'affiches.

Deux permanences du FN avaient déjà été les cibles d'attentats en février et mai à Marseille. Fin février, un groupe clandestin avait revendiqué l'attentat destiné à marquer, selon lui, le troisième anniversaire de la mort d'Ibrahim Ali.

Luc Leroux et Michel Samson

« Ibrahim appartient à l'histoire de Marseille »

MARSEILLE

de nos correspondants

Plus de trois ans après le meurtre d'Ibrahim Ali, le procès des trois militants du FN ravive une exigence de justice qui s'était déjà exprimée en 1995. « Ibrahim est dans la mémoire, il appartient à l'histoire de Marseille », affirme André Bigo, de la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui souhaite que « les jeunes Marseillais se saisissent de ce procès pour que plus jamais cela n'arrive ». La petite association Tous différents, tous égaux, émanation du Comité de liaison pour l'alphabétisation à Marseille, projette de mettre en place un service de navettes entre la Porte d'Aix et le palais de justice d'Aix-en-Provence. Mercredi 10 juin, les jeunes de la Savine, la cité où vivait Ibrahim, se rendront à la cour d'assises.

Pour parvenir à sortir le procès des murs du prétoire, le collectif Tous ensemble contre l'exclusion, qui rassemble les partis politiques de gauche, les organisations syndicales et le mouvement associatif marseillais va, tout au long des deux semaines d'audience, proposer un programme d'activités. « Non pour se substituer à la justice, précise Patrick Lacoste, de la LDH, mais pour montrer le fil rouge du discours de la haine, qui va des chefs du Front national jusqu'au meurtre. » Défilés, débats, concerts, projections de films, lectures composent l'affiche de ce large débat public autour du procès.

Mardi 9 juin, au soir de la première Journée d'audience, une plaque à la mémoire d'Ibrahim Ali sera officiellement apposée au carrefour des Quatre-Chemins, là où l'adolescent a été tué : « Ici est mort Ibrahim Ali, à l'âge de dix-sept ans, victime de l'intolérance et de la haine, en rentrant d'une répétition de théâtre

et de musique, le 21 février 1995. » Chaque soir, à la guinguette de la Friche de la Belle-de-Mai, un point de l'audience sera fait de 18 à 22 heures par les avocats des nombreuses associations antiracistes, parties civiles au procès. Un site Internet a été ouvert et le collectif a inséré un supplément de quatre pages consacré à l'affaire dans le dernier numéro de Taktik, un hebdomadaire culturel.

« UNE JUSTICE IMPARTIALE »

La personnalité de la victime occupe une large place dans l'argumentation des associations. « Ibrahim était un garçon ordinaire et exemplaire, explique Patrick Lacoste. C'était un jeune qui avait tout pour ne pas réussir, qui vivait dans une cité-ghetto à 10 kilomètres du centre-ville. Or il était déjà intégré, il réussissait à l'école, il avait une bande de potes, il s'exprimait sur la scène marseillaise en faisant du rap. Ça, c'est Marseille, ville d'intégration comme on le sait, ville pacifique et forte et c'est ça que l'acte de Lagier [auteur du coup de feu mortel] a interrompu brutalement. »

Depuis plusieurs semaines, Saïd Idrissio, un jeune Comorien membre des Jeunesses communistes, se rend dans les lycées de Marseille et de Vitrolles pour faire signer une pétition. « Les lycéens, explique-t-il, se souviennent d'Ibrahim. » La communauté comorienne de Marseille - plus de 40 000 personnes - n'est pas directement partie prenante de ces manifestations mais elle les soutient. La communauté, qui insiste sur le modèle d'intégration que représentait Ibrahim Ali, revendique « une justice impartiale ».

L. L. et M. Sa.

Ouvert juillet - août DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE LEGRAND Tailleur sur mesure Hommes et Dames Très grand choix de tissus et de prix Nouvelles collections 27, rue du 4-Septembre, Paris 2e Tél : 01.47.42.70.61

Pendant tout le mois de juin Retrouvez Les résultats des concours d'entrée aux grandes écoles (ENS, ESC, Mines-Ponts, etc.) sur le Minitel 3615 LEMONDE et sur le site Web du Monde www.lemonde.fr Les corrigés des épreuves du baccalauréat général et technologique sur le Minitel 3617 LPLUS

Un tribunal reconnaît la responsabilité du vaccin anti-hépatite B dans la sclérose en plaques

Pour les juges, la vaccination « a été l'élément déclencheur de la maladie »

Le tribunal de Nanterre a reconnu, vendredi 5 juin, la responsabilité d'un fabricant de vaccins contre l'hépatite B dans la survenue d'une sclérose en plaques.

« Il existe, note-t-il, un faisceau d'éléments permettant de conclure avec suffisamment de certitude que la vaccination par le vaccin Engerix B a été l'élément déclencheur de la maladie ». La firme devra verser 50 000 et 80 000 francs aux patients.

Le tribunal de Nanterre a reconnu, vendredi 5 juin, la responsabilité d'un fabricant de vaccins contre l'hépatite B dans la survenue d'une sclérose en plaques.

LE DOSSIER des risques potentiels inhérents à la vaccination contre l'hépatite virale de type B a connu, vendredi 5 juin, un épisode judiciaire important. Le tribunal de grande instance de Nanterre, présidé par Yves Garcin, a condamné la multinationale pharmaceutique SmithKline Beecham à verser respectivement 50 000 et 80 000 francs à deux personnes atteintes des premiers symptômes d'une sclérose en plaques dans les semaines ou dans les mois qui ont suivi des injections d'Engerix B, un vaccin protecteur contre l'hépatite B produit par cette firme. Ces vaccinations avaient été pratiquées l'une durant l'été 1994, l'autre à la fin de l'année 1995. Le tribunal estime, dans les deux cas, qu'« il existe un faisceau d'éléments permettant de conclure, avec suffisamment de certitude, que la vaccination par le vaccin Engerix B a été l'élément déclencheur de la maladie ». Cette conclusion permet au tribunal de débouter la firme fabricante de sa demande d'expertise médicale.

L'Agence du médicament avait, en août 1995, décidé de modifier l'autorisation de mise sur le marché des vaccins contre l'hépatite B en expliquant au corps médical que ces vaccins pouvaient augmenter le risque d'aggravation de l'état de santé des personnes souffrant déjà de cette maladie neurologique et

« l'apparition des symptômes de la sclérose en plaques ». Dans l'attente des études épidémiologiques actuellement menées sous l'égide de l'Agence du médicament et au vu des données disponibles de la pharmacovigilance, Bernard Kouchner a récemment décidé de maintenir l'actuelle campagne de vaccination qui concerne notamment les adultes les plus exposés à cette infection et les enfants des classes de sixième (le Monde du 17 avril). Un document de l'Agence du médicament fait aujourd'hui état de 191 « poussées » de sclérose en plaques et de 11 observations évoquant cette maladie survenant dans les semaines ou dans les mois suivant une vaccination.

Premier bilan du plan nouvelles technologies de Claude Allègre

Deux fois plus d'établissements reliés à Internet

SIX MOIS après l'annonce du plan sur le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'enseignement (Le Monde du 19 novembre), Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, affirme que « la France a cessé de perdre du terrain » par rapport à ses homologues européens ou nord-américains. Aujourd'hui, tous les établissements d'enseignement supérieur, 80 % des lycées, 40 % des collèges et 5 % des écoles sont raccordés au réseau Internet. « En six mois, nous avons doublé le nombre de raccordements », souligne-t-on au cabinet du ministre, qui devait présenter, mardi 9 juin, un premier bilan du plan.

Pour faire face aux besoins, un fonds de soutien de 500 millions de francs sera mis à la disposition des collectivités locales, qui seront appelées à financer le matériel informatique sous la forme de prêts à taux zéro sur dix ans. Ce fonds a notamment pour objectif d'aider « les petites communes rurales et les collectivités où sont situés des établissements difficiles » à boucler leur budget.

Au-delà de ces problèmes « de tuyaux et de quincaillerie », selon l'expression de Claude Allègre, le ministre entend développer le volet pédagogique de ces nouvelles technologies. « Ce sont les objectifs pédagogiques qui doivent guider les choix des équipements », martèle-t-il. Le ministère a d'ores et déjà accordé un label à 300 produits multimédias - sur 1 500 étudiés - auxquels il reconnaît une « utilité pédagogique ». Les plans académiques commandés aux recteurs ont fait apparaître une multitude d'expérimentations. « Environ soixante mille enseignants se sont déjà investis dans ce domaine », estime le ministre. Il s'agit désormais de repérer les projets reproductibles dans d'autres établissements. Le Comité national de coordination de la recherche en éducation sera chargé d'évaluer l'apport pédagogique des nouvelles technologies.

« PRATIQUE QUOTIDIENNE »
La seconde priorité concerne la formation des enseignants. Dans le cadre du plan d'urgence en faveur des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), 60 millions de francs ont été débouffés pour l'installation de salles multimédias et mille jeunes titulaires d'un doctorat, ayant pour mission de former les futurs professeurs aux NTIC, vont être recrutés. Plus de 30 % de la formation continue proposée aux enseignants seront consacrés aux NTIC, contre 4 % en 1996. Sur les 33 000 emplois-jeunes embauchés par l'éducation nationale, plus de 6 000 l'ont été sur « profil informatique ».

Afin d'inciter les professeurs à « une pratique quotidienne » des nouvelles technologies, le ministre a choisi d'utiliser largement Internet pour communiquer avec son personnel. Cent dix mille enseignants peuvent déjà recevoir des informations en provenance du ministère et le Bulletin officiel vient d'être mis en ligne gratuitement. Enfin, sept formulaires administratifs - demande de subvention de recherches, de bourse d'études du second degré, de première inscription en premier cycle, etc. - sont disponibles sur Internet et le ministre entend, dans le cadre de la future déconcentration de la gestion des personnels, instituer un service réservé aux demandes de mutation.

DÉPÊCHES
■ **CORSE** : le secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse, Christian Rock, a été nommé sous-préfet de Contances (Manche) par décret du président de la République. Ce mouvement annoncé dans le Journal officiel du 9 juin intervient dans le cadre d'un vaste renouvellement du personnel préfectoral et administratif en poste sur l'île.
■ **IMMIGRATION** : une délégation des sans-papiers qui occupent le temple protestant de Béthanie à Paris (20^e) a été reçue, lundi 8 juin, à l'hôtel Matignon par un conseiller du premier ministre qui leur a proposé de transmettre leurs demandes de régularisation à M. Jospin. Un nouveau contact est prévu mercredi entre le gouvernement et ces étrangers, Turcs et Chinois, qui menacent de commencer une grève de la faim.
■ **VIOLENCES** : un jeune homme a été sérieusement blessé par un coup de fusil de chasse tiré, lundi 8 juin, lors d'une rixe entre bandes rivales dans la cité des Raguegnets à Saint-Gratien (Val-d'Oise). La victime, qui a été blessée au thorax par une volée de plombs, mais dont les jours ne sont pas en danger, fait partie d'une bande de jeunes d'Épinay-sur-Seine, rivale d'une bande de Saint-Gratien.
■ **HUMANITAIRE** : l'organisation humanitaire Equilibre, qui avait fait état récemment de graves difficultés financières, a annoncé, lundi 8 juin, dans un communiqué, qu'elle avait déposé son bilan. Le 18 mai, son président, Alain Michel, avait indiqué que l'association, fondée en 1984 et spécialisée dans le transport humanitaire, avait besoin de 25 millions de francs pour se redresser et éviter le dépôt de bilan.
■ **ÉDUCATION** : l'épreuve d'anatomie des examens de première année de médecine à Strasbourg, qui concerne près de 850 étudiants, a été annulée à deux reprises et doit être organisée une troisième fois, jeudi 11 juin. Une succession d'erreurs a obligé le président du jury, le professeur Pierre Gerlinger, à prendre cette décision. Lors de la première session, des questionnaires manquaient dans certaines salles ; lors de la deuxième, des étudiants ont bénéficié de dix minutes d'épreuve en sus - (Corresp.).
■ **JUSTICE** : Michel Saleck, candidat du Front national depuis plusieurs années dans l'Alsace, a été condamné à une peine de six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Laon, jeudi 4 juin, pour agression sexuelle sur mineur de moins de quinze ans par ascendant ou personne ayant autorité. Les faits reprochés à Michel Saleck se sont déroulés en 1992, dans le cadre de son activité professionnelle d'enseignant d'arts plastiques au collège Le Nain de Laon. - (Corresp.)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
OSP
116, av. Charles de Gaulle
92823 NOUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.07 - Fax : 01.46.40.70.06

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
Par jugement CONTRADICTOIRE, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 1^{er} juillet 1997.
Muriel HADEBINE MOYSE épouse CAMPANELLA, nom d'usage PRAXY, née le 21 janvier 1947 à BOULOGNE-BILLANCOURT (92).
A été condamnée à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de 10.000 francs, pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt - fraude fiscale faite commise de 1992 à 1994 prévue par les articles 1741 bis 1 alinéa 3 et 1750 du Code Général des Impôts.
Le Tribunal a, en outre, ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL - et les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO et l'affichage pendant 3 mois à la Mairie de la commune.
Pour extrait conforme, n'y ayant approuvé.
Le Greffier en Chef.

Une plainte confiée à Marie-Odile Bertella-Geffroy

Une plainte avec constitution de partie civile pour homicide involontaire a été déposée auprès du doyen des juges d'instruction de Paris à la suite du décès, en juillet 1997, d'une enfant vaccinée à la fin de l'année 1996 contre l'hépatite B. Le dossier a été confié, le 29 mai, à Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui instruit également l'affaire du sang contaminé et celle de l'hormone de croissance contaminée.

L'enfant est décédée d'une aplasie médullaire. Cette affection cancéreuse caractérisée par la disparition de certaines catégories de cellules sanguines issues de la moelle osseuse est différente des maladies déméyllinantes, comme la sclérose en plaques. Selon les chiffres de l'Agence du médicament, sur 107 atteintes hématologiques observées après vaccination contre l'hépatite B, 10 concernent des aplasies médullaires. Deux enfants sont aujourd'hui décédés.

qu'il convenait dès lors de mesurer le rapport risque-bénéfice du geste vaccinal.

Pour les juges, la responsabilité du fabricant peut être recherchée en vertu d'un article du Code de la consommation qui dispose que « les produits et services doivent, dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la

santé des personnes ». Selon le tribunal, ce texte impose à la firme une « obligation de résultat à laquelle tout utilisateur du produit peut légitimement s'attendre ».

La multinationale SmithKline Beecham a déploré cette décision en soulignant que les juges n'avaient « pas tenu compte de l'absence de données épidémiologiques, cliniques ou expérimentales établissant une relation de cause à effet entre la vaccination contre l'hépatite B et la sclérose en plaques ou d'autres affections auto-immunes ».

La firme, qui a fait appel, ajoute que les juges ne se sont pas entourés « des avis les plus récents des autorités médicales ». Le tribunal, qui n'a pas commis de collège d'experts, a conclu, contre l'avis des autorités sanitaires, à une relation de cause à effet entre la vaccination et l'apparition des symptômes de la sclérose en plaques.

Dans l'attente des études épidémiologiques actuellement menées sous l'égide de l'Agence du médicament et au vu des données disponibles de la pharmacovigilance, Bernard Kouchner a récemment décidé de maintenir l'actuelle campagne de vaccination qui concerne notamment les adultes les plus exposés à cette infection et les enfants des classes de sixième (le Monde du 17 avril). Un document de l'Agence du médicament fait aujourd'hui état de 191 « poussées » de sclérose en plaques et de 11 observations évoquant cette maladie survenant dans les semaines ou dans les mois suivant une vaccination.

Pour faire face aux besoins, un fonds de soutien de 500 millions de francs sera mis à la disposition des collectivités locales, qui seront appelées à financer le matériel informatique sous la forme de prêts à taux zéro sur dix ans. Ce fonds a notamment pour objectif d'aider « les petites communes rurales et les collectivités où sont situés des établissements difficiles » à boucler leur budget.

Au-delà de ces problèmes « de tuyaux et de quincaillerie », selon l'expression de Claude Allègre, le ministre entend développer le volet pédagogique de ces nouvelles technologies. « Ce sont les objectifs pédagogiques qui doivent guider les choix des équipements », martèle-t-il. Le ministère a d'ores et déjà accordé un label à 300 produits multimédias - sur 1 500 étudiés - auxquels il reconnaît une « utilité pédagogique ».

Les plans académiques commandés aux recteurs ont fait apparaître une multitude d'expérimentations. « Environ soixante mille enseignants se sont déjà investis dans ce domaine », estime le ministre. Il s'agit désormais de repérer les projets reproductibles dans d'autres établissements.

Le Comité national de coordination de la recherche en éducation sera chargé d'évaluer l'apport pédagogique des nouvelles technologies.

« PRATIQUE QUOTIDIENNE »
La seconde priorité concerne la formation des enseignants. Dans le cadre du plan d'urgence en faveur des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), 60 millions de francs ont été débouffés pour l'installation de salles multimédias et mille jeunes titulaires d'un doctorat, ayant pour mission de former les futurs professeurs aux NTIC, vont être recrutés. Plus de 30 % de la formation continue proposée aux enseignants seront consacrés aux NTIC, contre 4 % en 1996. Sur les 33 000 emplois-jeunes embauchés par l'éducation nationale, plus de 6 000 l'ont été sur « profil informatique ».

Afin d'inciter les professeurs à « une pratique quotidienne » des nouvelles technologies, le ministre a choisi d'utiliser largement Internet pour communiquer avec son personnel. Cent dix mille enseignants peuvent déjà recevoir des informations en provenance du ministère et le Bulletin officiel vient d'être mis en ligne gratuitement. Enfin, sept formulaires administratifs - demande de subvention de recherches, de bourse d'études du second degré, de première inscription en premier cycle, etc. - sont disponibles sur Internet et le ministre entend, dans le cadre de la future déconcentration de la gestion des personnels, instituer un service réservé aux demandes de mutation.

« FAISCEAU D'ÉLÉMENTS »

Gisèle Mor, l'avocate des deux personnes qui ont obtenu la condamnation de SmithKline Beecham à Nanterre, annonce « une cinquantaine de dossiers » visant à la fois ce fabricant et la firme Pasteur-Mérieux MSD. « Le droit ne s'arrête pas à la science et il peut avoir une conception des faits plus large que celle de la médecine, souligne M^{me} Mor. C'est le sens de la notion de « faisceau d'éléments » qui permet aujourd'hui au tribunal de conclure. Je ne partage nullement les thèses des ligues antivaccinales mais j'estime qu'il faut avoir le courage de regarder les choses en face. »

Jean-Yves Nau

« TABLEAU DE BORD »

« Un effort massif de formation » des policiers sera effectué, et des postes de « correspondant local police-jeunes » chargé de tenir le « tableau de bord » de la délinquance des jeunes seront créés. Un « plan d'action gouvernemental territorialisé », engagé prioritairement sur 26 départements sera mené, fondé sur une coordination plus étroite entre préfets, procureurs et autorités académiques, dans le cadre des Contrats locaux de sécurité.

Cherchant à généraliser l'organisation des parquets en traitement en temps réel, le ministère de la justice recrutera et formera 300 délégués du procureur avant la fin de l'année et 300 en 1999. « La réparation [étant] la première sanction qui doit être appliquée aux mineurs », plusieurs

milliers de mesures supplémentaires devaient être développées dès 1999, en association avec les collectivités locales. Les moyens permettant la mise en œuvre des travaux d'intérêt général seront également accrus. Pour permettre l'exercice effectif des mesures de liberté surveillée ou de contrôle judiciaire, les capacités d'accueil des centres de jour seront augmentées « de plusieurs centaines » de places en 1999 et des réseaux de volontaires et de bénévoles seront constitués.

Un dispositif diversifié d'hébergement sera monté « permettant d'accueillir des mineurs 24 heures sur 24 ». Un ou plusieurs foyers réservés au moins de seize ans seront spécialisés dans les 26 départements prioritaires tandis que nouveaux foyers seront ouverts afin de permettre l'accueil de 120 mineurs supplémentaires en 1999. Les placements familiaux seront augmentés de 150 places et le nombre des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER), qui accueilleraient des jeunes pendant trois à six mois, sera porté de 13 à 20 avant l'an 2000. Enfin, le gouvernement s'engage à améliorer les conditions d'incarcération des mineurs en créant des petits quartiers de 20 à 25 places en Ile-de-France et en instaurant un tuteur éducatif assuré par des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Cécile Prieur
(Lire aussi notre éditorial page 15.)

Lutte contre la délinquance des mineurs : des moyens seront débouffés

LE GOUVERNEMENT a arrêté, lundi 8 juin, à l'issue d'un Conseil de sécurité intérieure (CSI), une série de mesures destinées à renforcer le dispositif de prise en charge des mineurs délinquants. Écartant une remise en cause de l'ordonnance de 1945, le gouvernement estime nécessaire « de mettre en œuvre toutes les possibilités offertes par la législation en vigueur, tant en ce qui concerne les mesures éducatives que les sanctions pénales ». Affirmant le principe de « responsabilité pénale » des mineurs, qui « doit être mis en œuvre de manière systématique, rapide et flexible dans chaque acte de délinquance », le gouvernement s'engage à débouffler des moyens pour assurer l'exécution des mesures qu'il prévoit.

Afin de pallier les carences du système de prévention de la délinquance, une évaluation des moyens consacrés à l'aide sociale à l'enfance par les conseils généraux sera effectuée. Outre le lancement d'une campagne nationale sur le rôle éducatif des parents, le gouvernement a décidé de convoquer systématiquement les parents d'enfants délinquants à toutes les stades des procédures judiciaires afin de leur rappeler leurs responsabilités éducatives. Les parents défaillants seront poursuivis pour « abus moral ou matériel de l'enfant », ainsi que ceux qui encouragent la délinquance de leurs enfants. L'utilisation des prestations familiales au profit de l'enfant sera systématiquement vérifiée lorsqu'un

mineur aura commis un acte de délinquance, les mesures de suspension ou de mise sous tutelle des allocations devant être prises « chaque fois que cela est justifié ».

Afin de mieux répondre aux incivilités, « les mineurs feront, dès la première infraction, l'objet d'un avertissement en présence de leurs parents par les services de police ou de gendarmerie ». La compétence des brigades des mineurs sera étendue aux faits commis dans le milieu scolaire et le nombre des brigades de prévention de la délinquance juvénile de la gendarmerie sera porté de 10 à 20, dès 1998.

« Un effort massif de formation » des policiers sera effectué, et des postes de « correspondant local police-jeunes » chargé de tenir le « tableau de bord » de la délinquance des jeunes seront créés. Un « plan d'action gouvernemental territorialisé », engagé prioritairement sur 26 départements sera mené, fondé sur une coordination plus étroite entre préfets, procureurs et autorités académiques, dans le cadre des Contrats locaux de sécurité.

Cherchant à généraliser l'organisation des parquets en traitement en temps réel, le ministère de la justice recrutera et formera 300 délégués du procureur avant la fin de l'année et 300 en 1999. « La réparation [étant] la première sanction qui doit être appliquée aux mineurs », plusieurs

milliers de mesures supplémentaires devaient être développées dès 1999, en association avec les collectivités locales. Les moyens permettant la mise en œuvre des travaux d'intérêt général seront également accrus. Pour permettre l'exercice effectif des mesures de liberté surveillée ou de contrôle judiciaire, les capacités d'accueil des centres de jour seront augmentées « de plusieurs centaines » de places en 1999 et des réseaux de volontaires et de bénévoles seront constitués.

Un dispositif diversifié d'hébergement sera monté « permettant d'accueillir des mineurs 24 heures sur 24 ». Un ou plusieurs foyers réservés au moins de seize ans seront spécialisés dans les 26 départements prioritaires tandis que nouveaux foyers seront ouverts afin de permettre l'accueil de 120 mineurs supplémentaires en 1999. Les placements familiaux seront augmentés de 150 places et le nombre des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER), qui accueilleraient des jeunes pendant trois à six mois, sera porté de 13 à 20 avant l'an 2000. Enfin, le gouvernement s'engage à améliorer les conditions d'incarcération des mineurs en créant des petits quartiers de 20 à 25 places en Ile-de-France et en instaurant un tuteur éducatif assuré par des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Cécile Prieur
(Lire aussi notre éditorial page 15.)

Les parties civiles dénoncent la « lâcheté » des assassins de Yann Piat

DRAGUIGNAN de notre envoyé spécial
« Elle était jeune, elle aimait la vie, elle aimait ses filles, son pays, cette région de France où elle avait été élue sous différentes étiquettes, en 1988, 1988 et 1995. » Devant la cour d'assises du Var, François Gilhaud, l'avocat de la seconde fille de la députée (UDF-PR), affirme plaider comme

est souverain. [Ce meurtre] est donc un crime de lâcheté. »

« ZONES D'OMBRE »
Revenant sur les « zones d'ombre » sur lesquelles ont planché des « journalistes en mal de sensation », M^{me} Gibault considère que « la piste d'un commanditaire politique doit être écartée ». Quand bien même celle-ci existerait, « cela ne changerait rien à la culpabilité et à la responsabilité pénale » des accusés.

Comme son confrère M^{me} Bonetti, l'avocat de la première fille de Yann Piat, M^{me} Gibault estime avoir vécu à l'audience « la reconstitution de la bande du Macoma », une poignée d'« hommes qui n'ont cessé de mentir pour couvrir leurs chefs ».

Et de distribuer les rôles : Lucien Ferri est un « tueur professionnel », Marco Di Caro, le pilote de la moto, un « co-auteur sans lequel le crime n'est pas possible », Gérard Finale, un « commanditaire sans envergure », « remarquable et détestable comédien ».

L'avocat s'inscrit pleinement dans la thèse de l'accusation et s'appuie sur les multiples aveux

passés par les accusés lors de l'instruction. Gérard Finale voulait « élargir son empire » sur le monde de la nuit hyérois. Yann Piat, favorable aux élections municipales et donc possible futur maire de la police municipale et des autorisations saisonnières d'ouverture tardive des établissements de nuit, se trouvait sur son chemin. D'où la logique, selon lui, des exactions reprochées à plusieurs membres de la « bande », ponctuées de l'assassinat du député.

Parallèlement, M^{me} Gibault évoque, au lendemain de l'assassinat, les marques d'attention de l'Assemblée nationale envers les filles de Yann Piat, puis l'abandon et la « sécheresse de cœur » qui s'ensuivent.

Il indique que seuls trois soutiens dans la classe politique demeurent : celui de Gérard Longuet et celui de Philippe de Villiers. Du troisième homme, il lit une lettre manuscrite adressée à Angélique Piat en mai 1994. Elle est signée François Mitterrand.

Jean-Michel Dumay

ESEC Diplôme homologué par l'État
École du cinéma, de la vidéo et du numérique
Accès direct bac+2
01 43 42 43 22

MOBECO
247, rue de Boulogne PARIS 19^{ème} Tél: 01 47 59 59 59
01.42.08.71.00 - 7/17

Paris : les maires de gauche

Paris : les maires de gauche... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche... mandats... élections... mandats... élections...

Paris : les maires de gauche expérimentent la démocratie locale

Les nouvelles municipalités à mi-mandat. Le basculement à gauche de six arrondissements de la capitale a entraîné la mise en œuvre d'une politique différente en matière de concertation. Un banc d'essai qui pourrait constituer, pour les socialistes, le tremplin d'une conquête de la capitale

OÙ SE JOUE la bataille de Paris ? Dans les couloirs de l'Hôtel de Ville avec la guerre microbolique entre Jean Tiberi et Jacques Toubon ? Ou dans les six arrondissements

conquis par la gauche en juin 1995 ? Tous les protagonistes de la future superproduction municipale de 2001 semblent aujourd'hui d'accord sur un point : après des décennies de tutelle préfectorale, dix-huit ans sous l'autorité de Jacques Chirac et quelques mois d'affaires Tiberi, les Parisiens ont soif de démocratie.

La preuve en a été paradoxalement apportée, ces dernières semaines, par Jacques Toubon. Dans le programme de son groupe PARIS, lancé à l'assaut de Jean Tiberi, l'ancien conseiller de Jacques Chirac demande à la droite municipale de « se tourner vers les Parisiens, pour les écouter, les comprendre et mieux répondre à leurs aspirations ».

Le chapitre sur la démocratie n'avait été que discrètement placé en conclusion du programme « Paris s'éveille » de la gauche plurielle en juin 1995. Trois ans après, la thématique démocratique est devenue l'atout majeur des maires d'opposition dans la capitale. Bertrand Delanoë, le président du groupe socialiste au Conseil de Paris, annonce, d'ores et déjà, que le projet de la gauche aux élections de 2001 « fera une grande place à la démocratie locale ».

Toute la difficulté pour la gauche sera de faire entrer ces propositions dans le cadre contraignant de la loi Paris-Marseille-Lyon (PML). Celle-ci limite les pouvoirs et les

moyens des maires d'arrondissement dans les trois plus grandes villes de France. A Paris, pour 190 000 habitants, le maire du 20^e arrondissement ne dispose que d'un budget d'investissement de 1,3 million de francs et de 340 000 francs pour l'animation de sa mairie (les dépenses d'investissement de la Ville atteignent au total plus de 6 milliards de francs). Comme à Marseille et à Lyon, c'est le maire de la ville qui détient presque tous les pouvoirs. Et, dans la capitale, la sécurité et la circulation restent du ressort du préfet de police.

CONSEIL DE QUARTIER

Trois années d'expérimentation d'une nouvelle pratique démocratique montrent cependant que si le besoin des Parisiens de participer à la vie de leur quartier existe, les réponses apportées par les maires de gauche ne sont pas uniformes. Michel Bulté (RPR) estime, lui aussi, que « le système mis en place par la gauche s'essouffie ». En se réclamant des résultats obtenus à Belleville, le successeur d'Anne-Marie Couderc à l'urbanisme, prône la concertation à tous les niveaux, y compris pour la ZAC Paris-Rive-Gauche, « domaine réservé » de Jacques Toubon. « On a tout à gagner, dit-il. Les habitants des arrondissements de gauche sont souvent déçus parce qu'ils n'ont pas de réponses aux questions qu'ils posent.

Mais il nous faut de plus en plus concilier les demandes contradictoires des uns et des autres. La démocratie locale peut se révéler être un outil de gestion à double tranchant : nous faisons nôtre des aspirations que nous ne pouvons pas forcément satisfaire. »

Ces doutes n'ont pas échappé aux batteurs de 1995 dans ces deux arrondissements. Dans le 20^e, Didier Bariani (RPR) admet bien volontiers qu'il a fait les frais d'un urbanisme « trop lourd », et que sa présence sur le terrain n'aurait pas dû faire l'économie de véritables structures de concertation.

Devenu adjoint au maire de Paris depuis sa défaite dans le 19^e, Michel Bulté (RPR) estime, lui aussi, que « le système mis en place par la gauche s'essouffie ». En se réclamant des résultats obtenus à Belleville, le successeur d'Anne-Marie Couderc à l'urbanisme, prône la concertation à tous les niveaux, y compris pour la ZAC Paris-Rive-Gauche, « domaine réservé » de Jacques Toubon. « On a tout à gagner, dit-il. Les habitants des arrondissements de gauche sont souvent déçus parce qu'ils n'ont pas de réponses aux questions qu'ils posent.

Sur la sécurité en particulier. Ainsi pour Tony Dreyfus, le maire socialiste du 10^e arrondissement, la démocratie locale peut présenter des accrocs inattendus. Devant l'hostilité bruyante de nombreux habitants à l'ouverture d'un centre pour toxicomanes, le maire a fait appel, mardi 26 mai, aux CRS afin de faire évacuer la salle du conseil municipal, et le gouvernement a dû nommer un médiateur.

LE DROIT À LA PAROLE

Tony Dreyfus s'enorgueillit cependant d'avoir renoué le dialogue avec les communautés étrangères, très nombreuses dans cet arrondissement du centre de Paris : « Il faut intégrer à la vie démocratique ceux qui n'avaient pas le droit à la parole » ; pour éviter l'apparition de ghettos, la mairie d'arrondissement appuie les associations d'accueil, d'alphabétisation et de soutien scolaire. « Ce rôle de médiateur est essentiel », explique Tony Dreyfus.

Dans le 3^e arrondissement, Pierre Aidenbaum (PS) tente de concilier les intérêts des habitants du quartier et de ceux qui n'y viennent que

pour travailler : les propositions du futur Plan de déplacement urbain (PDU) ont été discutées rue par rue, puis présentées en public au Théâtre Déjazet, avant d'être transmises au maire de Paris. Avec Michel Charzat et Roger Madec, Pierre Aidenbaum préside le club de réflexion « Le Paris des citoyens » qui souhaite étendre à l'ensemble de la capitale les pratiques d'innovation démocratique et demander pour cela la modification de la loi PML.

Daniel Vaillant, maire (PS) du 18^e et ministre des relations avec le Parlement, ainsi que Georges Sarre, maire (Mouvement des citoyens) du 11^e, restent prudents devant cette initiative. Pour le premier, les « forums associatifs et citoyens » organisés après les élections de 1995 ont simplement permis de mettre au point un contrat pour le 18^e arrondissement. « La municipalité a pris ses responsabilités et a préparé un programme jusqu'en 2001, explique Daniel Vaillant. Mais cette démarche a ses limites : la bonne volonté du maire de Paris et les antagonismes locaux. »

Georges Sarre avoue ses réticences, faute de réels pouvoirs au

maire d'arrondissement : « Il ne faut pas faire croire aux Parisiens que nous pourrions résoudre tous leurs problèmes. » Il n'y a pas de comités de quartiers dans le 11^e arrondissement, mais des conseils des enfants et des anciens. Le maire cherche avant tout à y faire appliquer la loi PML en récupérant la gestion des équipements de proximité.

La démocratie locale n'est-elle pour autant qu'un « habillage politique » comme le prétend Jacques Dominati, premier adjoint (UDF) au maire de Paris malgré sa défaite dans le 3^e arrondissement ? Pour Richard Vitte, qui préside deux associations dans le 20^e, « le climat a manifestement changé dans les mairies de gauche, mais l'attente des Parisiens est maintenant très forte dans ces arrondissements. Faute de résultats, comme sur la sécurité et l'immigration, ils pourraient être tentés de s'adresser à nouveau à la droite pour obtenir satisfaction. »

C. de C.

Prochain article : La Havre

36 600 fonctionnaires

- Population : 2 157 000 habitants
- Taux de chômage : 12,3 % (décembre 1997)
- Taux des impôts locaux :
 - taxe d'habitation (ville et département) : 11,43 %
 - foncier bâti : 7,39 %
 - foncier non bâti : 14,05 %
 - taxe professionnelle : 12,85 %
- Fonctionnaires :
 - Ville : 34 817
 - département : 1 783
- Budget 1998 :
 - recettes de fonctionnement : 27,103 milliards
 - dépenses de fonctionnement : 24,971 milliards
 - recettes d'investissement : 4,158 milliards
 - dépenses d'investissement : 6,290 milliards

TROIS QUESTIONS À...

JEAN TIBERI

1 Que pensez-vous des expériences de démocratie locale que tentent de mettre en place les maires d'arrondissement de gauche ?

Il appartient bien aux maires d'arrondissement d'animer la vie locale, mais il ne faut pas singer abusivement la démocratie représentative par des votes qui n'ont aucune valeur légale et qui ne s'adressent qu'à un nombre très limité de citoyens. Il faut ensuite éviter l'appropriation d'un certain nombre de structures locales par des minorités. Il ne faut pas non plus accroître la complexité des institutions locales au détriment de la seule instance locale élue qui compte véritablement : celle du conseil d'arrondissement qui est consulté par la Ville sur tout projet touchant son territoire. Certains maires d'arrondissement ont voulu structurer les comités d'initiative et de consultation ; je n'y vois pas d'inconvénient dès lors qu'il s'agit de la volonté unanime de tous les participants et que la loi est respectée, qui suppose la stricte égalité de droits de chaque association.

2 Souhaitez-vous développer la participation des Parisiens à la vie locale ?
La Mairie de Paris, seul niveau de

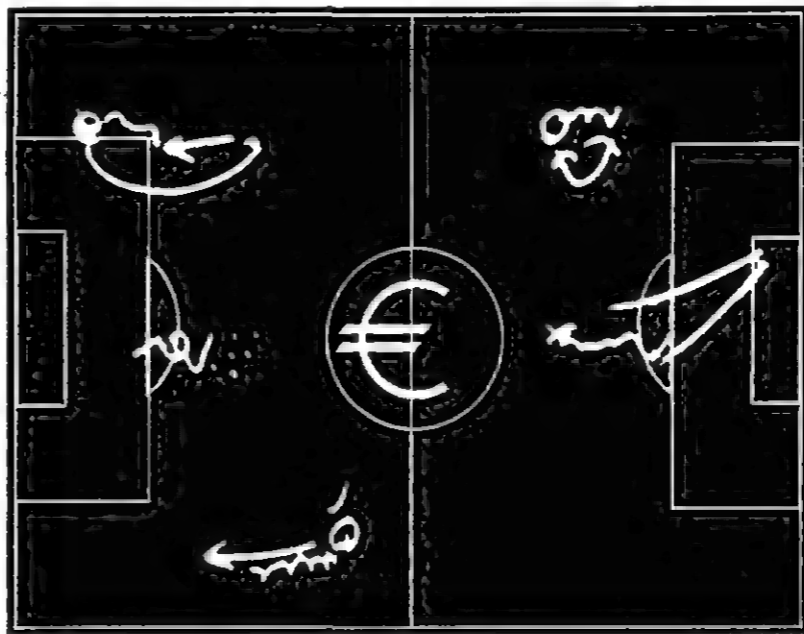
compétence de plein exercice, anime des commissions extra-municipales et des structures de concertation avec les forces vives parisiennes. Elle conduit sur le terrain des actions de participation à l'occasion, notamment, d'opérations d'urbanisme. J'en ai administré la preuve à Belleville, au faubourg Saint-Antoine, à Alesia-Montsouris. J'envisage de tenir prochainement une grande réunion avec l'ensemble de nos partenaires pour tirer le bilan de l'ensemble de ces expériences et pour les développer au cours de la deuxième partie de ce mandat.

3 La loi doit-elle évoluer pour augmenter les pouvoirs et les moyens accordés aux maires d'arrondissement ?

Elle doit d'abord être appliquée à la lettre. Une réforme de la loi qui irait dans le sens de l'institution de 20 mairies dotées de compétences élargies, avec leurs budgets et leurs personnels propres, gérant des équipements placés sous des régimes différents, et des services offrant des prestations variables, irait à l'encontre de la nécessaire unité parisienne. En revanche, je suis favorable à tout ce qui peut accentuer la concertation, le dialogue, et l'expression des aspirations des habitants de nos quartiers.

Propos recueillis par Christophe de Chenay

Émis par Goldman Sachs International, réglementé par la Securities and Futures Authority au Royaume Uni.



Fusions et Acquisitions. Pour les onze de l'Euro, il faut un entraîneur de taille.

L'Euro. Il accélère déjà le rythme et l'ampleur des fusions et acquisitions en Europe. La nouvelle monnaie, de même que le processus de globalisation, mettront la pression sur les décideurs : ils doivent admettre qu'être leader sur leur marché national ne suffit plus. De leur

importance sur le marché européen naîtra leur puissance future. Goldman Sachs est leader du conseil en fusions et acquisitions en France, Allemagne, Italie et Espagne. Goldman Sachs aide les entreprises à maximiser leur compétitivité sur ce nouveau terrain.

UNE EXPERIENCE GLOBALE POUR UNE MONNAIE GLOBALE



HORIZONS

DOCUMENT

La liberté en trompe-l'œil de Salman Rushdie

DEUX ans que je ne l'avais pas revu. Je le trouvais rajouté. Amalgré. Une allégresse nouvelle dans le visage, et dans la voix.

Bernard-Henri Lévy a accompagné des « Versets sataniques » dans les rues de Londres. Homme traqué, homme de l'ombre, il parle de littérature, de son fils, de la mort de Lady Di, de sa nausée de la politique. Portrait d'un homme trop seul pour être libre

des groupes, des peuples, des grandes masses. Or la mécanique, là, s'est inversée. Toute la pyramide du monde s'est mise à reposer sur la pointe d'un seul homme. Quelle position extraordinaire ! En un sens, quel privilège.

Insiste. Est-ce qu'il continue, comme les premières années, de vivre tout cela comme un drame, une catastrophe absolue - ou est-ce qu'une part de lui-même se satisfait, s'honore même, de ce « privilège » - élection noire, palme du martyre et du blasphème ?

« Oh ! le privilège... Je renoncerais bien au privilège... »

Il a pris, pour le dire, un ton très « Woody Allen » - plaintif, faussement modeste.

« J'ai jamais bien ma vie d'avant. Je ne l'aurais échangé pour rien au monde. Mais bon. Qu'est-ce que je peux faire ? Quand le destin vous rattrape, quand vous devenez une cible de l'histoire, quand vous éprouvez dans votre chair cette expérience de l'exil intérieur, de la précarité absolue, qui est l'expérience fondamentale du 20^e siècle, vous ne pouvez pas faire comme si ça n'avait pas eu lieu. Il faut assumer. Sans pour autant, bien sûr, devenir l'otage de son propre sort. Sans devenir un symbole, une fatwa vivante et montée sur patte... »

Autre question, alors : croit-il qu'il redeviendra jamais un écrivain comme les autres ? Ou est-il voué, jusqu'à la fin, à ce statut d'écrivain des limbes, adresse inconnue, enfants sans visage, etc. ? Il réchigne. Il hésite. Un coup de téléphone de la sécurité - routine, sans doute - lui laisse quelques secondes.

« L'aspect policier peut s'arranger. Il s'est déjà arrangé, il n'y a donc pas de raison qu'il ne s'arrange pas encore. Peut-être pourrait-il, un jour, voyager normalement. Peut-être n'aurait-il plus ces gardes du corps derrière la porte. Mais revenir à la case départ, non, c'est impossible. C'est ma vie, maintenant. C'est mon destin. »

Autre question encore - autre manière, plutôt, de poser la même question : est-il toujours lu comme un écrivain ? S'il n'était un livre, par exemple, s'il écrivait un mauvais livre, les gens oseraient-ils le lire ?

« Oh ! Rassurez-vous ! Ils n'attendent que ça ! Je les voyais venir au moment du dernier roman, Le Dernier soupir du Maure. Ils rêvaient de pouvoir dire : "Ça y est ! ce pauvre Rushdie est fini, les ayatollahs ont eu sa peau." Manque de chance, le livre était bon... »

Rire canaille, style : « quel bon tour je leur ai joué ». L'espace d'un instant, j'imagine le Salman d'avant : rigolard, factieux, peut-être un peu voyou. Mais il se lève. Il fait un petit geste : « allons ! tout ça n'a pas d'importance ». Et, à brûle-pourpoint, enchaine.

« Vous avez vu l'exposition Cartier-Bresson ? »

« Non, je n'ai pas vu l'exposition Cartier-Bresson. » Qu'à cela ne tienne ! Nous voici partis, bras dessus, bras dessous, suivis par les gardes du corps ahuris, sur le chemin de la Portrait Gallery qui expose, en effet, une série de « portraits d'écrivains » d'Henri Cartier-Bresson.

J'ai souvent vu Salman Rushdie. Je l'ai vu à Londres, à Paris, à Helsinki, à Paris encore. Nous nous sommes retrouvés dans des restaurants, chez des amis communs, dans des colloques. Mais c'est la première fois que je me trouve ainsi, avec lui, dans la rue, sans dispositif de sécurité particulier - un écrivain normal se baladant presque normalement avec un vieux canotard qu'il emmène voir une expo. Eh bien, deux informations. La première : il semble continuer du fait ; ce prospect, ce damné, cet homme que l'on imagine enfermé dans sa prison sans murs, se promène, en homme apparemment libre, dans les rues de Londres, la nuit. Et la seconde : tout le monde, bien sûr, le reconnaît ; il est aussi populaire, ici, que Paul McCartney ou le prince Charles ;

mais, comme le garçon d'étage de tout à l'heure, les gens, sur son passage, font comme si de rien n'était ; ils voient l'un des hommes les plus menacés du monde, ils croisent et identifient une cible dont la tête vaut deux millions et demi de dollars - et tout se passe comme s'ils n'avaient qu'une idée, un réflexe : lui foutre la paix.

Je pense au déploiement sécuritaire qui accompagne chacune de ses visites à Paris : files, voitures blindées, tireurs d'élite sur les toits.

Je pense à l'histoire si drôle - et si terrible - du vol Air Inter Strasbourg-Paris : tout le monde a embarqué ; le gros avion, au milieu de la piste, dans la nuit, moteurs déjà vrombissant, n'en finit plus d'attendre son mystérieux dernier passager ; et le voici qui surgit enfin, au bout d'une heure, dans un désordre de sirènes, gyrophares, gendarmes au pied de la passerelle - la tension est si forte qu'il y a une vieille dame qui, lorsqu'elle le voit apparaître à l'avant de l'appareil, pousse un cri, s'évanouit et doit être, d'urgence, évacuée.

Je pense à notre visite à Douste-Bazy, alors ministre de la culture : il n'avait rien à lui demander, ce jour-là, ni geste politique spécial ni prise de position publique ; il voulait juste un visa qui lui permette de passer des vacances en France, de vraies vacances, sans interviews, sans roadés, sans ce cirque médiatique qui fait de lui une bête de foire autant qu'un écrivain ; il voulait juste le droit de venir marcher dans Paris comme il le fait dans Londres, ce soir, avec moi.

« Vous vous déguisez, parfois ? »

« Jamais. »

« Une casquette, des lunettes de soleil ? »

« Quand il y a du soleil je mets des lunettes de soleil. »

« C'est quoi ? De l'orgueil ? »

de la langue, mais qu'il se retient. « J'aime beaucoup Milan Kundera. Mais Milan ça veut aussi dire, en hindi : mélangé, mélangé. Voilà. Une maman anglaise. Un papa qui vient de l'Inde et qui ne s'occupe que de mélanges. C'est un hommage à ce mélange indien, que j'ai tellement aimé... »

Malaise. Silence. Le bruit de nos pas, seulement, sur le macadam de Kensington Street. Un couple d'excentriques - cheveux mauves pour lui, anneaux dans le nez et la lèvre pour elle - lui adresse un regard un peu plus appuyé : mais peut-être le voient-ils juste comme un des leurs, un autre excentrique anglais.

« Cette mélancolie nouvelle... Ce n'est pas seulement la fatwa. C'est aussi l'Inde. La perte de l'Inde. Le fait de savoir, tout à coup, que je n'y retournerai sans doute jamais. C'est le sujet, en un sens, du livre sur lequel je travaille. J'ai, en écrivant ce livre, le sentiment presque physique que mon style, mon art, sont en train de quitter l'Inde. »

Nous sommes arrivés à la hauteur de Piccadilly. Un autre passant s'approche. Imperceptible mouvement des bodyguards. Lui, rien. Toujours cette souveraineté, ce sang-froid du type qui sait, et qui s'en accommode, que la mort peut le cueillir là, n'importe où, à tout instant.

« Vous êtes Salman Rushdie ? »

« I hope so... I do my best... » Le passant et Salman rit. Les deux fois se détendent et rient assés.

« Occupez-vous bien de lui, dit l'homme en s'éloignant. Hein, on compte sur vous : il faut bien s'occuper de lui, bien le protéger... »

Et Salman :

« Je suis content que vous voyez ça... Il y a l'establishment qui me déteste. Il y a tous ces salopards qui pensent que je me suis fait de la pub

avec la fatwa. Mais il y a le peuple qui, lui, a toujours été formidable avec moi. »

A propos de cet establishment qui le tolère, en effet, sans l'aimer, je lui rapporte une conversation avec Jimmy Goldsmith, quelques mois avant sa mort, à Los Angeles : « écrivain illégitime ; ne doit d'exister qu'à la fatwa. » Lui me raconte Douglas Hurd, incarnation du philistinisme britannique et de sa haine de l'art : « monsieur Rushdie ne semble pas comprendre les règles de la démocratie anglaise. » Mais qu'importe ! La vie est belle. Salman Rushdie, ce soir, est un homme libre.

Nous sommes à la Portrait Gallery. La dame des tickets fait comme si elle ne le reconnaît pas. Un type sort un petit appareil photo, mais non, il change d'avis et feint de s'intéresser au prix du catalogue. Et voilà donc Salman, très gai, très enjoué, couronné d'un portrait à l'autre, comme à travers un album de famille : Beckett ; Truman Capote, derrière un feuillage ; Gracq - je n'ai pas l'impression qu'il connaisse si bien la littérature française, mais il a l'air d'admirer Gracq ; Jean Renoult ; toujours le cinéma ; Sontag et Pinter, ses amis ; Le Carré, son oncle... Au fait, que s'est-il exactement passé avec Le Carré ?

« Oh ! pas grand-chose ! Au moment de la fatwa il avait fait un article qui m'était resté en travers de la gorge. Or voilà que, neuf ans après, il se fait taxer d'antisémitisme à la suite de je ne sais plus quel livre.

Alors, trouvant l'attaque en effet très injuste, j'écris un petit texte pour dire : "peut-être Monsieur Le Carré comprend-il mieux, maintenant, ce que c'est que d'être attaqué par des intolérants." Il le prend mal. Il me répond, je lui répons, Et voilà... »

« C'est votre première polémique littéraire depuis la fatwa ? »

« Oui. Et ça m'a fait du bien. Car il y en avait marre. Ça faisait neuf ans que je me faisais injurier au nom de la liberté d'expression et j'ai donc dit : il y en a marre... » Il file vers un portrait de Carson McCullers - œil écarquillé, air d'un oiseau pris au piège.

« Remarquez : je suis le contraire d'un rancunier. Imaginez qu'il entre là, dans cette galerie... Tiens, Nancy Cunard en 1956 : quelle beauté encore, hein ? Je lui dirais : "Hello, John, how are you ? Allons prendre un verre et parler du bon vieux temps, quand nous militions, ensemble, pour les sandinistes du Nicaragua." »

Quelqu'un s'approche. Ce n'est pas Le Carré, mais un jeune homme, cheveux longs, cape noire, airs de mystères. Il est écrivain. Il a une amie, spécialiste justement du Nicaragua, qui vient de publier un texte dans la revue littéraire britannique Granta et aimerait le rencontrer. Salman écoute. Il a le sourire courtois, mais distant, du grand écrivain apagés par un admirateur.

« Mon agent... Si, si, mon agent, c'est le plus simple, le courrier arrive toujours... » Mais il court déjà vers l'autre salle. Un portrait d'Aragon, qu'il tient à me montrer : superbe en effet, visage aigu, une lueur froide dans le regard.

« L'establishment, encore : vous souvenez-vous, lui dis-je, de ce déjeuner à l'ambassade d'Angleterre à Paris, où le prince Charles m'avait dit que vous colliez trop cher à l'Angleterre ? »

« Evidemment, je m'en souviens ! Vous l'avez raconté dans un journal. Un de mes amis avait renchérit : "ça coûte peut-être cher de protéger Salman Rushdie, mais ça coûte encore plus cher de protéger le prince Charles qui n'a, que je sache, pas publié grand-chose d'intéressant." Les journalistes m'appellent. Ils me pressent de réagir. Et comme je vous donne, évidemment, raison, voilà tous ces sales tabloïds - habitués à consacrer des pages et des pages aux relations de Charles avec Diana ou Camilla Parker Bowles - qui me tombent dessus sur le thème : "le salaud ! le traître ! voilà comme il traite son futur roi !". Toujours la même histoire. Toute l'Angleterre a le droit de faire de Charles une plaisanterie nationale à cause de l'affaire Camilla et je n'ai pas le droit, moi, de dire qu'il n'est pas un écrivain... »

« Est-ce qu'il l'a déjà rencontré ? Non, pas Aragon. Charles. Est-ce qu'ils se connaissent un peu ou est-ce que cette antipathie sort de nulle part ? »

Oui, me répond-il, la mine désolée. Ils étaient à Cambridge au même moment. Ils se croisaient dans des cours de théâtre. Et ils n'avaient, c'est le moins qu'on puisse dire, déjà pas beaucoup d'atomes crochus.

Et Diana ? Est-ce qu'il a connu Diana ?

Là, en revanche, son œil s'allume. C'était juste avant la fatwa. On lui a offert, pour son anniversaire, de belles places, à Covent Garden. Il est assis. Et voici que survient, à la place voisine, une belle personne - enfin belle n'est pas le mot... disons l'une des femmes les plus élégantes, les plus glamourous, qu'il ait jamais rencontrées : ils se reconnaissent, elle n'a probablement pas lu ses livres mais a la courtoisie de faire comme si. Bonsoir ? Bonsoir. Echange de propos. Rideau.

Sa mort, alors ? Est-ce que sa mort l'a ému ?

Oui. Terriblement. Il est aux Etats-Unis quand ça arrive. Mais l'une des premières choses qu'il fait, à son retour, deux jours après, est de se précipiter à Kensington Palace.

« Kensington Palace ? »

« Oui. Avec les gens. Je voulais être

« L'idée même d'écrire un livre pour offenser les musulmans ne m'a jamais traversé l'esprit : si je veux insulter quelqu'un, je le fais en deux phrases ; pourquoi irais-je dépenser, pour cela, cinq ans de ma vie et un quart de million de mots ? »

« Non. De l'efficacité. Ce genre de truc ne marche pas. Les gens se disent : "Qu'est-ce que ce type qui a fait déguisé, qui se cache ?" Et ça attire encore plus l'attention... »

J'essaye de le faire parler de son existence de tous les jours. Sa femme, que j'avais rencontrée à Helsinki. Sa maison, sorte de « safe house » dont seul Scotland Yard connaît l'adresse - comment est-ce possible ? n'a-t-il pas des voisins ? Son premier fils : il était enfant quand nous nous sommes connus - est-il vrai que c'est, maintenant, un adolescent parti faire ses études dans une université lointaine ? Nous parlons de lui, Salman, des petits riens de sa vie et de ce que ces neuf années de traque ont changé dans son caractère : une patience qu'il n'avait pas ; une indulgence ; le fait, aussi, qu'il rit moins ; oui, c'est le principal changement ; il a toujours, bien sûr, ses « copains de fête » : Martin Amis, d'autres ; mais il y a de plus en plus de moments où il se sent triste, mélancolique.

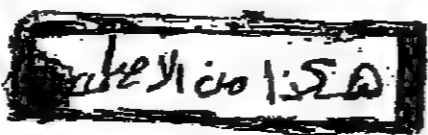
Nous parlons, encore, cinéma. Son projet de film en Inde, auquel il tenait tant et qui vient de tomber à l'eau. Les films récents qu'il a aimés : Titanic, comme tout le monde ; LA Confidential à cause de Kim Basinger. Il va moins au cinéma, d'accord ; mais c'est, comme tous les pères de famille, à cause du nouveau bébé.

« Comment s'appelle-t-il ? »

« Milan. »

« A cause de... ? »

Sourire faussement ingénu. Air de jubilation contenue. Je sais qu'il a un mot - un bon mot ? - au bout





là, au milieu des gens. C'est comme les obsèques... Vous avez vu les obsèques à la télévision? Le cortège. La foule énorme et recueillie. Le silence absolu dans les rues - sauf le bruit, très beau, du sabot des chevaux qui tirent le cercueil. Et ensuite, à l'arrivée à Westminster, cet applaudissement qui monte de la foule et entre dans l'abbaye...

Il se rapproche d'un portrait, très « posé », de Faulkner. Prend du recul. Se rapproche.

« Quel dommage qu'il n'ait jamais photographié Hemingway... Est-ce qu'on peut aimer à la fois Faulkner et Hemingway? Mourir, sous un tunnel, parce qu'on ne veut plus être pris en photo, quelle histoire, hein! quelle histoire!

Puis, revenant vers Faulkner et, ensuite, vers un portrait en situation, trop solemnel, de Balzac.

« La question c'est quand même: pourquoi sa mort nous a-t-elle de ce point impressionnés? Parce qu'elle n'avait aucun sens et que chacun a pu y mettre le sien qu'il souhaitait. Imaginez qu'elle soit morte à cause d'une mine antipersonnel. C'était une mort précise. Avec une signification précise. Eh bien, l'émotion aurait été moindre. Alors que là, c'est une mort vide, donc pleine de sens contradictoires.

« La, c'est le Salman « intello » qui reprend le dessus. C'est le lecteur, post-moderne, de Lyotard et Baudrillard. Mais je retiens qu'il y a un autre Salman qui, le 3 septembre, est allé passer deux heures avec la foule des médiateurs britanniques pleurant la mort de leur princesse.

LA rue, à nouveau. Il fait nuit. Un vent léger s'est levé et nous marchons d'un pas plus vite. La Queen's Gallery, Albemarle Street, où il me montre l'agence de publicité où il a travaillé il y a trente ans. Le Club Athénien où Angus Wilson l'a invité un soir et dont il n'a qu'un souvenir: « Il n'y avait pas de femmes. » Il aime Londres, décidément. Il aime marcher dans Londres. A nouveau, je devine celui qu'il a dû être et qu'il a, ces derniers mois, sans doute décidé de redevenir: paysan de Londres, poète de la ville et du béton - un autre Salman Rushdie que j'imagine, certains soirs, seul, fassant compagnie à ses anges gardiens et allant, dans les bas quartiers de Londres, refaire les itinéraires des Versets. Baudelaire à Bruxelles... Aragon, et ses rêves éveillés dans le Paris surréaliste... Ou bien une autre manière - qui sait? - de déifier les possibles boureaux...

Nous parlons de la mort. Il y pense bien sûr. Il s'y attend. Mais comme tout le monde. Pas plus que tout le monde. Il a tant d'amis, me dit-il, qui sont morts jeunes, ou assez jeunes. Il a tant de vieux copains qui sont morts là, à notre âge, aux abords de la cinquantaine: sida, cancer, crise cardiaque.

Nous parlons de la Bosnie. Notre projet de voyage en Bosnie, en 1994, au plus fort de la guerre. Lui avais-je dit, à l'époque, l'enthousiasme, puis la déception, des intellectuels de Sarajevo? Lui avais-je raconté l'événement d'Zvezdovic - réticent, presque hostile et puis, finalement,

convaincu? Et Boutros Ghali - sait-il que l'affaire avait dû remonter jusqu'à l'ONU et que c'est lui, Boutros, qui avait personnellement mis son veto? Nous parlons également de l'Algérie. Les massacres. La terreur. Tous ces journalistes, ces artistes, assassinés. Qui sait, lui dis-je, si les Algériens ne paient pas le prix de notre lâcheté - qui sait si ce n'est pas la bombe anti-Rushdie qui s'est miniaturisée et s'il n'aurait pas fallu la désamorcer à Londres pour l'empêcher de proliférer à Alger? Il est moins certain que moi de savoir « qui tue qui ». Il pense que les militaires ou, du moins, certains d'entre eux, sont moins clairs que je ne le dis. Mais, sur le fond, nous sommes à nouveau d'accord.

« Le vrai problème, dit-il, c'est l'islam. Est-ce qu'on peut continuer à dire que l'islam est innocent de ce qui se passe en Algérie? Est-ce qu'il n'y a pas, dans la structure même de l'islam, quelque chose qui permet l'Algérie - mais aussi les talibans, le Soudan, l'Iran, etc.? Je sais que la question est politiquement très incorrecte. Mais il faut la poser. Il faut avoir le courage de rompre avec cette opposition bidon entre un islam réel et un pur islam idéal. Qu'est-ce qui, dans l'islam, rend possibles l'Algérie et les talibans? Qu'est-ce qui, dans

« La haine, chez les islamistes, de la culture ne peut être déconnectée de ce que le Coran dit des poètes : tous des menteurs ! des inutiles ! Pourquoi s'embêter avec des poètes quand on a le livre des livres, c'est-à-dire le Coran ? »

l'islam idéal, est responsable de ce qui se fait en son nom? Voilà la question.

Je lui fais observer que c'est, mutatis mutandis, la question que nous posons à propos du communisme: mais au bout de combien de temps? au prix de quels débats, querelles byzantines, aveuglement?

« Raison de plus pour, cette fois-ci, aller plus vite. Prenez la culture: il est clair que la haine, chez les islamistes, de la culture ne peut pas être déconnectée de ce que le Coran dit des poètes - tous des menteurs ! des inutiles ! pourquoi s'embêter avec des poètes quand on a le livre des livres, c'est-à-dire le Coran ? » Prenez les femmes: prenez la façon qu'ont les talibans de les engager comme des oiseaux de nuit: est-il concevable que ça n'ait pas de lien avec la lettre d'un livre qui dit (c'est toute l'affaire des versets dits « sahariques ») que Dieu ne peut avoir de filles et que l'idée même d'une créature féminine habitée par l'essence divine est une idée sacrilège?

L'oreillette d'un des gardes du corps grésille. Il presse légèrement le pas, nous devance. J'ai l'impression que nous évitons une rue, à droite. Salman poursuit.

« Alors l'autre question, bien sûr,

c'est: est-ce que l'islam donne forcément ça? Est-ce qu'on peut imaginer un islam corrigé, amendé - un islam compatible, en un mot, avec les droits de l'homme? A quel je réponde deux choses. Primo, mon expérience personnelle: celle d'un islam indien qui, parce qu'il était minoritaire, n'avait rien de faire avec l'Etat et restait une affaire de conscience. Secundo, l'existence, dans des âges reculés, au XII^e siècle, de gens qui, sans être libéraux, tenaient le raisonnement suivant: Dieu, parce qu'il est Dieu, n'a rien de commun avec les humains; parce qu'il n'a rien de commun avec les humains, il n'est par définition pas doué de langage; n'étant pas doué de langage, il ne peut pas être, stricto sensu, l'auteur du Coran et le Coran n'est plus, donc, que l'interprétation, en mots humains, d'une ineffable Parole; raisonnement qui, observez-le, ruine les bases du fondamentalisme et légitime les querelles d'interprétation, la glose, d'une certaine façon la démocratie... Ces courants, bien sûr, ont toujours été minoritaires. Mais enfin, ils ont existé! Précieuse leçon, n'est-ce pas - politique autant que théologique... »

Je m'avise, en l'écoutant, qu'il parle finalement moins de politique qu'on ne le dit. Il a été un intellectuel engagé. Il a même été, en Grande-Bretagne, l'intellectuel

regarde. Est-ce moi qui deviens parano? Nous approchons du restaurant. Et j'ai le sentiment que les anges gardiens ne sont pas fâchés que la promenade touche à sa fin.

« Un exemple. La mort de Tahar Djaout. On fait un film à la BBC. On me demande de l'introduire. J'écris un texte assez clean qui ne fait pas de cadeau aux islamistes. Eh bien, malgré ça, et à cause de mon nom, l'ambassade d'Algérie proteste auprès du gouvernement britannique. Est-ce que, dans un cas comme celui-là, je rends service à la cause que je prétends défendre, et à la mémoire de Tahar Djaout? »

« Vous pouvez prendre un melon pour commencer. Mais prenez, ensuite, un poisson. Leurs poissons sont excellents... »

Il n'a pas regardé la carte. On a peine. Cette façon d'être chez soi au « B ». Cette façon de s'y tenir doc - et d'y être traité - en habitué... N'est-ce pas un autre indice? Une autre preuve que l'état se dessine?

« C'est là qu'on a été, il y a quelques mois, mon anniversaire. Soixante personnes. Soixante! Et pas une fuite, dans la presse, avant! Pas un photographe, à l'entrée, pendant! »

Bonjour discret, de loin, à une extravagante - cape de dentelle, chapeau orné de tubéreuses bleu pâle.

« C'est un endroit où dès qu'il y a la moindre vedette, tous les paparazzi de la ville se pointent: on, là, il y avait un monde fou - et on a pu dîner, rigoler, danser la moitié de la nuit sans être embêtés. »

Je pense, et je le lui dis, au temps, pas si lointain, où j'avais le sentiment, dès qu'il apparaissait quelque part, d'une sorte de monstrueux compte à rebours: il entrerait dans le radar; il y avait, quelque part, un invisible radar qui, enfin, le localisait; et il ne manquait, pour le tuer, que le temps matériel d'arriver jusqu'à lui; j'imaginai ce temps; je calculai son autonomie de visibilité; j'avais, nous avions tous, la vision terrifiée des assassins déjà en route pour l'exécution.

« Tout ça a changé, grâce à mes amis. Ce sont eux qui, dans un cas comme celui-là, font en sorte que le secret soit gardé... »

Un autre signe, vers une autre table. Non seulement il connaît tout le monde, mais il voit tout, entend tout: curiosité insatiable, intelligence et sensibilité à l'affût - mystère de cet homme traqué, sommé de mobiliser tant d'énergie au service de sa propre survie, et gardant néanmoins ce goût, cet appétit d'antrou.

« Mes amis, depuis neuf ans, ont été si attentifs! Si gentils! Qu'aurais-je fait sans eux? Il y a le complot des tueurs. Eh bien, il y a, face à lui, le contre-complot des amis qui gardent mes secrets et m'aident à avoir une vie normale. »

Les hors-d'œuvre arrivent. Le service, particulièrement rapide ici? Ou bien traitement spécial, consigne de la sécurité - ma théorie, toujours, de l'autonomie de visibilité limitée?

« Imaginons que vous vous trouviez nez à nez avec Khatami... »

« Oui, supposons qu'il soit, ici, à ma place. Que lui diriez-vous? »

Rire. Le même rire, canaille, que tout à l'heure, quand il parlait du succès du Dernier soupir.

« Rien. A un type qui cherche à me tuer, je n'ai rien d'autre à dire que: "Stop!". Un jour, peut-être, le temps du dialogue viendra. Mais, pour l'instant, je n'ai que ce mot à lui dire: "Stop!". »

Et il se remet à manger - tactique tout à coup, concentré: à Helsinki déjà, j'avais noté cette façon un peu appliquée de manger; le côté joueur de Rushdie; bon appétit, et bon vivant.

« Vous ne croyez pas, autrement dit, que les choses aient bougé, en Iran, avec les dernières élections? »

« Je crois que le peuple bouge, oui. L'élection de Khatami signifie, dans le peuple, un immense désir de réformes, de changement. » Il se sert un verre de vin.

« Mais Khatami lui-même... Soyons sérieux! Khatami reste un mollah! Est-ce que vous l'avez vu proposer de lever la fatwa? Est-ce que vous l'avez vu esquiver le moindre geste dans ma direction? Le moindre geste? »

Une brusquerie nouvelle dans la voix. Une stridence. C'est le retour du Salman politique: celui qui pense - et il a raison! - que son « cas » est, à lui seul, le test de la volonté d'ouverture iranienne.

« Le pire est qu'on aurait les moyens, si on voulait, de faire plier les mollahs! Savez-vous qu'il y a, en Iran, une institution qui s'appelle le Council of Expediency, dont le rôle est de surveiller ce que fait le gouvernement et dont un des principes est: "N'importe quelle action qui est dans l'intérêt national de l'Iran est légitime même si elle est contraire au Coran." »

Arrive le second plat. Parler de l'Iran le met, semble-t-il, en colère. Il touche à peine à son assiette.

« C'est Khomeiny lui-même qui a fait inscrire ça dans la Constitution iranienne. Khomeiny! Ce qui veut dire qu'il suffirait, pour que l'Iran lève la fatwa, de le convaincre qu'il est de son intérêt national de le faire. Mais les Européens, à commencer par la France, se frottent de tout ça. Que pèse le sort d'un écrivain face aux énormes intérêts, pétroliers et autres, qui sont en jeu? »

Je lui demande si la position de la France - donc de Jospin - l'a surpris.

« Ça fait longtemps que rien ne me surprend plus. J'ai rencontré Jospin, c'est vrai. Il avait l'air d'un type hon-

nête. Mais bon, Jospin n'est pas Blair. Lui, Blair, a été extraordinaire: me recevoir Downing Street et accepter, ensuite, le principe d'une conférence de presse commune avec son ministre des affaires étrangères - voilà de la vraie politique! Jospin est juste quelqu'un pour qui le sort d'un écrivain menacé de mort ne doit pas interférer avec les vrais grands problèmes du business mondial. Pourquoi ne le dit-il pas, dans ce cas? Je n'ai qu'un vrai reproche à lui faire: ne pas le dire puisqu'il le pense... »

Chirac, alors? Que sait-il - que pense-t-il - de la position de Jacques Chirac? Il l'a vu aussi, me dit-il. C'était ce temps bizarre où, dans le parcours du parfait candidat à l'élection présidentielle française, le passage par la case Rushdie était devenu un must et où il les voyait tous, à la queue leu leu. Chirac a été aimable, d'ailleurs. Il a pris une initiative, à l'époque, que Mitterrand n'avait jamais prise. Quelle déception, soit dit en passant, Mitterrand! Quelle tristesse! Dieu sait s'il l'admirait. Il le voyait comme un Grand, un digne successeur de De Gaulle. Or il y a eu mille médiations, mille interventions amicales, et jamais, non, jamais, il n'a consenti à le recevoir. Revoir Chirac, alors? Bof... Il est un peu las de tout ça... Les Européens sont absurdes: à l'exception, encore une fois, de Blair, ils ont envie que l'Iran change, alors ils disent « l'Iran a changé ». Ça s'appelle prendre ses désirs pour des réalités.

Le ton, au fil de la conversation, s'est fait morne. Presque amer. J'essaie de lui dire qu'il y a tout de même, en Iran, des signes de dégel culturel. Il me lance un regard consterné - genre « tu crois vraiment à cette sottise? »

Je lui parle des films qui se tournent en ce moment, à Téhéran.

« Les films, d'accord. Mais les romans? Savez-vous combien de romans ont passé le filtre de la censure dans l'année qui a précédé les élections? Zéro. »

Je lui demande s'il a vu, au moins, Le Goût de la cerise.

« Toute la pyramide du monde s'est mise à reposer sur la pointe d'un seul homme. Quelle position extraordinaire! En un sens, quel privilège! »

« Mais non, mon vieux, non. Ces jolis petits films tranquilles, droit sortis de l'enfer, mais esthètes, passent complètement à côté du problème. »

Et comme j'insiste, il a un geste d'impatience - le premier depuis le début.

« C'est tout le problème de la censure. Je veux bien qu'il y ait des cinéastes qui veulent travailler à tout prix et qui sont prêts, pour cela, à ne pas aborder les sujets interdits. Je dis juste que ce n'est pas les films sur l'Iran que j'ai envie de voir aujourd'hui. »

Il se tait, maintenant. Il a le sentiment, peut-être, d'en avoir trop dit et il se tait. Fin de notre morose. Le pas bizarrement lourd, presque gauche, pour retrouver la salle vers le vestiaire. L'œil mi-clos, un peu absent, au moment des adieux sur le trottoir. Je le vois, encadré de ses deux anges gardiens, qui se dirige vers la voiture. Il se retourne une dernière fois. Un sourire doux, mais triste. Un petit geste amical, mais bizarrement découragé. Ai-je rêvé? Ou est-ce lui qui, sans le savoir, m'aurait joué, depuis vingt-quatre heures, la comédie de la liberté?

La voiture démarre. Il s'éclipse. Et nous voilà rentrés, moi dans le rang des vivants intégraux, impudents, réellement libres d'aller, venir, écrire - lui dans cette nuit pâle où je ne sais plus trop, tout compte fait, s'il est invisible ou visible, spectre ou être de chair - toujours rectus ou réellement victorieux. J'essaie d'imaginer, encore, l'état présent de son esprit. Je me demande si sa gaîté n'était pas un piège, une égarance, un défi de plus - et si je n'ai pas un peu vite cru à cette désinvolture retrouvée. Martyr ou homme libre, comment savoir? Comment prendre la mesure de la softude de Salman Rushdie?

Bernard-Henri Lévy
© Bernard-Henri Lévy / Le Monde.

Malaise et scandale dans l'Eglise orthodoxe russe

par Olivier Clément

Au moment de la persécution, apparaît comme une grande force d'inspiration éthique et culturelle. Des adultes se faisaient baptiser par dizaines de milliers, le baptême exprimant souvent - il faut le dire - davantage un sentiment d'appartenance nationale qu'une véritable foi. Des confréries de laïcs s'organisaient aussi bien pour remédier aux misères de la société que pour restaurer les nombreuses églises que l'Etat restituait, le plus souvent en piètre état.

Un puissant mouvement de renaissance spirituelle portait le nombre des monastères d'une dizaine à plus de quatre cent cinquante. Les œuvres des grands penseurs chrétiens du début du siècle et de leurs continuateurs dans la diaspora étaient massivement éditées. Le nouveau patriarche Alexis II affirmait l'indépendance de l'Eglise et condamnait vigoureusement l'antisémitisme, cet archaïsme qui pèse encore sur l'Eglise russe. Du reste des initiatives privées, bénies par le patriarche, multipliaient, surtout à Moscou, de remarquables instituts de théologie, dont l'Institut biblique Saint-André, qui travaille en collaboration avec des protestants et des juifs.

Dans les années suivantes, cependant, devant l'agressivité de certaines associations catholiques et surtout des sectes américaines, devant la fascination exercée sur les masses par les sous-produits de la culture occidentale (= l'Occident pourri = des fantasmes slavophiles), une réaction identitaire surgissait et l'Eglise russe, face à la modernité, se divisait tragiquement. Les conservateurs souhaitaient immobiliser les pratiques liturgiques et l'usage du slavon, langue du culte dont il faut chercher l'origine dans l'œuvre des apôtres byzantins des Slaves au

XII^e siècle. Langue très belle, matricielle par rapport au russe classique et donc aimée par certains hommes de culture.

Les simples fidèles avaient, au temps de la persécution, « sur-sacralisé » dans ses moindres détails la liturgie de l'Eglise. Des réformateurs intelligents et modérés, par contre, souhaitaient russifier discrètement le slavon, lire en russe à l'Eglise la Bible et l'Evangile, associer le peuple à une célébration quelque peu « décléricalisée ». Les conservateurs estimaient que les Pères de l'Eglise avaient tout dit, qu'il suffisait donc de répéter; les réformateurs s'intéressaient aussi aux écrits tumultueux et prophétiques des grands philosophes religieux du début du siècle, Nicolas Berdiaev, entre autres. Les conservateurs étaient partisans d'une orthodoxie close, méfiante; les réformateurs souhaitaient l'insérer dans le christianisme universel, en entrant loyalement en dialogue avec les autres confessions.

Un grand témoin, le Père Alexandre Men, dépassait ces clivages. Encore sous le régime totalitaire il avait réalisé une œuvre immense pour répondre d'une manière créatrice aux défis de la modernité. C'était un juif converti. En 1990, il fut assassiné - on n'a jamais pu savoir par qui - à coups de hache, il est vrai: l'arme des pogroms.

Longtemps le patriarcat a semblé désireux de garder l'équilibre entre conservateurs et réformateurs. Depuis deux ans maintenant, son attitude a changé. Il s'acharne contre ces derniers. Le Père Georges Kotchetkov avait créé au cœur de Moscou une paroisse exemplaire, rayonnante, qui regroupait plus de deux mille fidèles, et tout un système de catéchuménat pour adultes souvent baptisés à la hâte et sans aucune préparation. Tout était orienté vers une foi libre, consciente, personnelle et communautaire. Après bien des brimades, l'été dernier, il

été victime d'un coup monté dans le plus pur style soviétique. On lui adjoint un prêtre complice, sans doute un psychopathe, qui, le jour dit, témoins apostés, caméra braquée, se mit à hurler qu'on le frappait, qu'on l'assassinait. Aussitôt le Père Georges fut interdit de célébration et douze de ses collaborateurs excommuniés.

Le Père Zénon, un moine de la région de Pskov, le plus grand iconographe de Russie (il avait décoré de fresques superbes le monastère Saint-Daniel, à Moscou, siège actuel du patriarcat), décou-

vert, en voyageant en Europe occidentale, qu'il existait une profonde vie chrétienne dans le monde catholique. Revenant dans son ermitage un groupe d'amis italiens, il leur permit de célébrer la messe dans une église qu'on aménageait et accepta de communier de la main de l'un d'eux. Il fut dénoncé; il fut lui aussi interdit et excommunié.

Un jeune philosophe devenu moine pour témoigner au sein de l'*Intelligentsia*, le Père Ignace Krekchine, a créé près de Kolomna une petite communauté monastique où la liturgie, qui prend toute sa signification, et l'accueil de trois prêtres moines, qui savent écouter et guider, attirent des foules où se mêlent paysans et citadins, gens du pays et intellectuels moscovites. Cet homme de paix et de humilité est à son tour persécuté. On lui a enlevé toute fonction dans le patriarcat, concernant notamment

l'édition; on menace de lui retirer son monastère. Que lui reproche-t-on? D'avoir protesté contre la guerre en Tchétchénie, d'accueillir des hôtes étrangers, de collaborer à Radio-Sofia qui, chaque après-midi, accorde une heure d'antenne aux catholiques.

A la répression s'ajoute, non moins grave, l'exigence du mensonge. Au Père Georges Kotchetkov et à ses collaborateurs comme au Père Zénon, on déclare qu'ils seront pardonnés s'ils présentent un « *repentir absolu* »: que les premiers donc avouent qu'ils ont battu le prêtre qu'on leur avait im-

posé professeurs au séminaire Saint-Vladimir à New York, furent deux théologiens mondialement appréciés - notamment en Russie - et par le patriarche lui-même, de son propre aveu. Il est vrai que les réformateurs les citaient souvent et que le Père Schmemmann avait mis en cause, au nom de la véritable tradition, certaines déformations devenues courantes dans l'Eglise russe. C'est pourquoi ses livres avaient été déjà brûlés, mais discrètement, dans quelques monastères particulièrement intégristes (la plupart des monastères le sont).

L'affaire d'Ekatérinebourg prend un tout autre ampleur. Le patriarcat a d'abord tenté de démentir, mais les témoignages affaiblissent et le fils d'Alexandre Schmemmann, Serge, journaliste connu et influent, prix Pulitzer, longtemps correspondant du *New York Times* à Moscou, ne permettra pas qu'on étouffe ce scandale.

Pourquoi le patriarche a-t-il changé d'attitude? Les milieux d'extrême droite, nationalistes, antisémites, néo-communistes (lesquels sont surtout, dans la Russie d'aujourd'hui, nationalistes et antisémites!) développent une vision quasi-austro de l'histoire russe: complot judéo-maçonnique, alliance du catholicisme et de l'islam pour détruire l'orthodoxie, dénonciation des réformateurs, dénonciation des espions au service de l'Occident... Certains souhaitent faire de l'orthodoxie l'idéologie qui pourrait remplacer le marxisme. Ils tentent donc de faire glisser vers eux le patriarche et les évêques. Ils ont l'appui de l'ex KGB, qui est loin d'avoir été démantelé et réduit à l'impuissance.

L'évêque Nikon est le disciple du Métropolitain Méthode de Voronège, dont les liens seraient bien connus avec le KGB, affirme le *Moscow Times* du 3 juin. Le KGB détiendrait-il quelques pauvres secrets de l'époque communiste compromettants pour le pa-

triarque? Toute réponse ici serait de l'ordre des rumeurs qui sévissent aujourd'hui encore en Russie. Ou bien beaucoup d'évêques - sauf une dizaine sur cent vingt ou cent trente - sont-ils simplement des nantis qui écrasent tout ce qui bouge et met en cause leur tranquillité?

L'Eglise russe a perdu - j'ai récemment encore pu m'en rendre compte par moi-même - tout rayonnement dans la société, à laquelle elle devient de plus en plus étrangère et qui ne lui manifeste plus qu'indifférence, voire hostilité. 55 % seulement des Russes sont baptisés et la pratique est inférieure à 2 %. La Russie est plus sécularisée que la France. A Moscou, pour Pâques, sur une population de 12 ou 13 millions d'habitants, on a compté seulement 48 000 communions.

Pourtant, le feu couve sous la cendre. Beaucoup de jeunes, beaucoup d'intellectuels, tout en s'écartant de l'institution ecclésiastique, ou écartés par elle, sont attirés par le patrimoine de sagesse et de beauté de l'orthodoxie. Certaines paroisses, avec beaucoup de prudence et de discrétion, échappent à la « sur-sacralisation » magique. Certains responsables du patriarcat commencent à comprendre que le conservatisme, fût-il paradoxal et cultivé, risque de devenir suicidaire. Un écrivain discuté mais intéressant, le diacre André Kouralev, à qui il arrive d'être écouté par le patriarche, a fait cette année à l'université de Moscou un cours d'introduction à l'orthodoxie qui a attiré plus de 400 étudiants.

Qui sème le vent récolte la tempe. Le scandale d'Ekatérinebourg rappellera peut-être aux évêques de cette Eglise que la Russie est un pays de mission.

Olivier Clément est professeur à l'Institut orthodoxe Saint-Serge (Paris).

Longtemps le patriarcat a semblé désireux de garder l'équilibre entre conservateurs et réformateurs. Depuis deux ans maintenant, son attitude a changé. Il s'acharne contre ces derniers



... ON N'EST PAS PRES DE S'ARRÊTER.

... nouveaux dieux du stade

... nouveaux dieux du stade



... nouveaux dieux du stade

Ma
Le sc
les de

« C'E
nante!
Mr Paul
sar, apr
examen
cement
pour «
Dieux
vice-pr
grande
léix (Le
Le Jug
l'Hom
tonnes
de haut
l'Opéra
commu
moteur,
cette im
lyonnais
ment), à
judiciair

PROCES-
Les pi
ont enq
Slyci et
oration
facturé
de fran
millions
de 1.15 r
ciers ont
Henry I
dans le
pour « c
ont trou
soupon
ferts à l'
de ce sui

de notre
Beauc
ton: le t
nouaille.
Psbroui
par un v
dernière
nationale
tion. Sa
des gran
sa resille
les plus
beaucoup
impôts »,
gardent p

CO

ZI

HOM

YO

PLE

Tél.:

D

A

1

الشرق الأوسط

Les nouveaux dieux du stade

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ENTRE le tennis des Internationaux et le foot du Mondial, l'entracte n'aura duré que quelques heures. C'est peu pour savoir l'effet que nous fait cette succession solitaire de spectacles sportifs ; mais assez pour se poser la question.

Deux évidences se dessinent : à un tel rythme, l'émotionnel ne laisse plus le temps de la réflexion - bête noire commune aux annonceurs et aux programmeurs - et notre ultime liberté, celle de changer de programme, c'est désormais l'actualité qui l'exerce en zapping à notre place.

Si notre choix se restreint et si le sport se dénature, ce n'est pas le fait des compétitions elles-mêmes, mais des pouvoirs qui ont toujours tendu à en tirer parti.

Longtemps, l'exploitation est venue des politiques. Les Jeux olympiques de Berlin, en 1936, ressemblaient à un lever de rideau de la deuxième guerre mondiale. Les torses athlétiques du sculpteur Arno Breker appelaient le baudrier des armées nazies. Le racisme hétérosexuel de municipalité frontiste. L'année suivante, à l'Expo de 1937, les pavillons du Reich et de l'URSS annonçaient Stalingrad en faisant assaut de muscles, de part et d'autre du Trocadéro.

Aucun bras de fer militaire ne se profile derrière les championnats de 1998. Au

contraire, c'est l'occasion, pour les peuples économiquement faibles et stratégiquement négligeables, de défier les plus puissants. Reste un chauvinisme des supporters qui ne va pas manquer de défier autour des pelouses, comme il l'a fait le long des courts de la porte d'Auteuil. S'il y a un réel progrès à ce que les drapeaux ne couvrent plus l'antique besoin d'en découdre les armes à la main, ni le risque d'y être ensevelis, le patriotisme appliqué au sport continue de mobiliser les pires réflexes d'orgueil partisan, de mépris indu de l'« autre », et de battre tous les records de mauvaise foi. On l'a vu à Roland-Garros, lorsque « notre » Pioline a péniblement « sorti » le Russe Safin, puis le Marocain Azzi. Le parti pris le plus crétin faisait applaudir des fautes directes des odieux « visiteurs », ou huer des arbitrages dont le seul défaut était de leur accorder le point. Les scolaires du mercredi n'étaient pas les moins inaptés à l'élémentaire fair-play.

Si le public du dimanche 7 juin a respéché de sportivité, c'est que la finale opposait deux Espagnols entre eux. Leur bonheur de s'affronter en frères, sans autre enjeu que le bien-joué, se communiquait aux seize mille témoins du stade et aux millions de spectateurs qui, en cas d'assaut franco-espagnol, n'auraient pas manqué de bouffer de l'« espingouin ». Le sport contribuait vraiment à

abolir les frontières et non à renforcer par des siècles de préjugés l'ambiance d'agressivité que développent les nouvelles méthodes de mise en condition des joueurs, à base de abaissements vengeurs et de bras d'homme.

On ne peut pas encore prévoir quel usage extrasportif sera fait du Mondial. Jusqu'ici, on a seulement vérifié une constante : les privilégiés de l'emploi sont mieux placés que les défavorisés pour faire des jeux du stade, comme des autres circonstances de la vie commune, un instrument de chantage.

Un progrès s'est accompli : les gouvernements n'ont plus les moyens, donc la tentation, de récupérer les joutes physiques à des fins guerrières. Mais un autre pouvoir né de la technique a pris leur place, et s'apprend à marquer sa suprématie absolue : l'audiovisuel planétaire. Décisions, tarifs, horaires, arrangements inaperçus, il a tout accaparé, comme pour la vie politique. Mardi soir, veille du coup d'envoi, quelques « démissions » antiproclamés s'approprient l'événement et notre enthousiasme, croquent les millions du bon peuple, profanent l'obélisque, imposent leurs fantasmes carnavalesques, prennent en otage édielles, responsables, figurants et publics. Ne reconnaît-on pas les dieux à leurs caprices ?

1936 annonçait la tuerie du siècle ; 1998 intronise Ubu caméraman.

Match sans fin par Searle



Une politique budgétaire sans cap

Suite de la première page

Et puis, surtout, dans l'intervalle, le contexte économique a, lui aussi, changé du tout au tout. Alors qu'en 1996 et 1997, le moteur de l'économie française tournait au ralenti, avec des taux de croissance respectivement de 1,6 % et de 2,3 %, l'activité a peu à peu accéléré, puisque les prévisions de croissance sont désormais de 3 % pour 1998 et 2,8 % pour 1999. Or, pour le pilotage de la politique budgétaire, cette variable-là est évidemment décisive, car elle est source de recettes fiscales plus abondantes. Le tableau d'ibord publié par la direction du budget permet d'ailleurs de le vérifier chaque mois : à la fin de mars, les rentrées de TVA étaient par exemple en hausse de 15,1 milliards de francs par rapport à la période correspondante de 1997 (10 %).

Rituellement, le gouvernement actuel - et c'est de bonne guerre - ne manque donc pas de faire valoir qu'il a un savoir-faire budgétaire dont l'équipe précédente était totalement dépourvue. Encore faut-il bien prendre la mesure de tous les bienfaits budgétaires qu'apporte cette croissance retrouvée. La préparation du projet de loi de finances pour 1999, dont les députés commencent à débattre, en est une autre illustration. Le ministre des finances peut, en effet, réaliser

un tour de force : dessiner un projet de budget qui prévoit un abaissement des déficits publics de 3 % du PIB en 1998 à 2,3 % en 1999, et, dans le même temps, prévoit une majoration de 1 % en volume des dépenses de l'Etat. Sans parler - certes sur le gazon - d'une possible baisse des impôts en 1999 que le premier ministre pourrait décider d'ici à la fin du mois de juillet, si la marge budgétaire paraît suffisante.

Dans des circonstances aussi fastes, on comprend aisément que le gouvernement n'ait rien à craindre du débat qui s'ouvre. A la droite, il peut rétorquer qu'il parvient à baisser fortement les déficits publics, ce qu'elle peinait à faire. A sa majorité, il peut faire observer qu'il n'est pourtant pas prisonnier d'une logique libérale, puisque, dans le même temps, les dépenses de l'Etat, qui avaient stagné sous le gouvernement Juppé, vont repartir modérément à la hausse, ce qui permettra de financer les dépenses prioritaires et, au premier chef, les dépenses pour l'emploi.

Il reste que si le gouvernement joue habilement des marges que lui procure la croissance, on peine à savoir dans quelle philosophie économique cette politique budgétaire s'inscrit. Peut-on franchement l'estampiller de gauche ? Le ministre des finances l'assure en expliquant que le vrai keynésianisme consiste à baisser les déficits pour pouvoir faire jouer les « stabilisateurs automatiques » (c'est-à-dire laisser légèrement filer les déficits) quand le cycle économique se retourne. Pourtant, on ne peut s'empêcher de se souvenir que, profitant d'une conjoncture à

peu près comparable, Michel Rocard, en d'autres temps, avait largement distribué les dividendes de la croissance et plaidé ouvertement pour une « réhabilitation » de la dépense publique. Le premier ministre actuel, lui, s'est bien gardé d'utiliser pareille formule iconoclaste. Dominique Strauss-Kahn a même pris le contrepied de cette conception, en stigmatisant « l'erreur de la fin des années 80 ».

Dans la même logique, la France plâide pour une meilleure coordination des politiques budgétaires européennes, mais n'a jamais dit que cela devrait prendre la forme, maintenant, des critères de Maastricht sont atteints, d'une relance concertée. Est-ce, alors, sous la double pression des marchés et de la construction européenne, une politique budgétaire libérale ? La droite a évidemment beau jeu de dire que non, car si la France réduit ses déficits, elle le fait à une allure moins vive que la plupart de ses grands partenaires européens. De surcroît, elle ne met pas à profit cette conjoncture favorable pour désamorcer quelques très grosses bombes budgétaires qui risquent d'exploser dans les prochaines années.

Un exemple en porte témoignage. Dans le rapport réalisé par le gouvernement pour ce débat d'orientation budgétaire, on trouve mention de l'un des grands dangers financiers de ces prochaines années. Faisant référence à des simulations du Commissariat général au plan, Bercy rappelle que les prestations de retraites des fonctionnaires de l'Etat risquent de grimper, si rien n'est fait, de 108 milliards de francs en 1995 à 153 milliards de francs en 2005 et

226 milliards de francs en 2015. Or, sur le sujet, le premier ministre est visiblement déterminé à n'avancer qu'avec circonspection. Si le Plan a été chargé d'une nouvelle mission de réflexion sur le sujet, le gouvernement n'a pas encore décidé d'anticiper les conséquences budgétaires du choc démographique qui se produira à partir de 2005.

En quelque sorte, il s'agit d'une politique budgétaire prudente, on serait presque tenté de dire hybride. C'est la grande habileté de M. Jospin : il navigue entre les écueils - avec d'autant plus de facilité que les vents économiques sont bien orientés -, mais sans que l'on sache précisément quel est son cap.

Laurent Mauduit

RECTIFICATIFS

CHÂTEAU TROCARD
Dans la rubrique « Bouteille » (Le Monde du 3 juin), une erreur a affecté le prix de la cuvée spéciale Monrepos du Château Trocard 1996, vieillie en fûts de chêne. Il est de 47 F TTC la bouteille (à partir de 3 cartons de 12 bouteilles, franco métropole) et non de 28 F, tarif correspondant au Château Trocard AOC bordelais supérieur 1996.

CONCUBINAGE

Contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 30 mai, les concubins ne pourront pas déclarer leurs revenus en commun à partir du 1^{er} janvier 1999. L'amendement en ce sens adopté par l'Assemblée nationale le 17 novembre 1997 avait été rejeté en fin de séance par le gouvernement.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TEL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télés : 206 806 F
TEL. relations clientèle abonnés : 01-42-17-23-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

La délinquance et l'équilibre

EN affirmant que chaque fait de délinquance commis par un mineur devra désormais recevoir une « réponse systématique, rapide et lisible », tout en rappelant que « la spécificité de la délinquance des mineurs impose la recherche d'une dimension éducative à toute sanction », le gouvernement a tenté de faire une synthèse entre la sanction et l'éducation, entre la fermeté et le pragmatisme. Permettez dans le ton, Matignon était persuadé que l'opinion attend un signe fort pour endiguer l'augmentation inquiétante de la violence des jeunes, mais pragmatisme dans les faits puisque le dispositif se borne à approfondir des expériences menées sur le terrain depuis des années.

Lionel Jospin a ainsi évité l'écueil de la répression, une ligne pourtant défendue ardemment par Jean-Pierre Chevènement. Malgré les coups de boutoir du ministre de l'Intérieur, la France ne reviendra pas sur l'interdiction, imposée en 1987, de mettre en détention provisoire les jeunes âgés de treize à seize ans. De même, il ne sera pas institué de « juge pénal des enfants » qui, détesté de sa mission éducative, n'aurait pour seule fonction que d'augmenter les mesures répressives envers les mineurs délinquants. Enfin, malgré le débat qui s'était engagé, à droite, sur l'opportunité de suspendre ou de supprimer les allocations familiales des parents des mineurs délinquants, le gouvernement n'a pas cru bon d'instituer de nouveaux mécanismes de mise sous tutelle

des prestations familiales. Persuadé que la prise en charge des mineurs délinquants pêche essentiellement par défaut d'application et insuffisance de moyens, le gouvernement a choisi de s'engager dans une politique de rattrapage et d'approfondissement des expériences menées sur le terrain. Rattrapage face à la pauvreté de la justice des mineurs, trop longtemps délaissée par les pouvoirs publics : la stagnation depuis vingt ans du nombre des éducateurs, le délabrement et l'inadaptation du système des foyers d'hébergement mais aussi la totale dégradation des conditions d'incarcération des mineurs l'ont persuadé de créer de nouvelles infrastructures et de recruter du personnel. Approfondissement, également des expériences, qui reposaient jusqu'alors sur le seul dynamisme des éducateurs et des magistrats.

Le gouvernement n'a pourtant pas évité quelques réponses toutes faites. La généralisation du traitement en temps réel des procédures, qui permet, en convoquant systématiquement l'enfant et ses parents devant le tribunal, d'apporter une réponse rapide aux faits de délinquance, s'apparente parfois à un gadget. Quant à la pénalisation des « parents défaillants », rien ne prouve son efficacité sur des familles déjà fortement structurées. Avec ces deux mesures, le gouvernement sacrifie à une nouvelle idéologie, qui impose des solutions rapides alors que l'éducation des mineurs délinquants demande surtout du temps.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général
Matière : Jean-Benoît, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Lévy Pinel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Paul Lecoq, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-François Bessis, Pierre Georges, Laurent Gribouval, Erik Izambard, Michel Kaban, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royant
Rédacteur en chef technique : Eric Azas
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires : Thomas Forester

Directeur technique : Edic Pallot / directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Vetter

Conseil de surveillance : Alain Mios, président ; Gérard Courreau, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méty (1944-1969), Jacques Panvel (1969-1982), André Lemaire (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaume (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinq ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méty, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Lévy Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le Benelux, une entreprise difficile

LES MINISTRES hollandais, luxembourgeois et belges qui se trouvaient au château d'Ardenne ont publié hier soir un communiqué officiel sur leurs délibérations, déclarant qu'ils ont arrêté les mesures à prendre pour permettre la création rapide d'une union économique entre les Pays-Bas et l'Union belgo-luxembourgeoise. Moyennant la réalisation de ces mesures, l'union pourra, estiment-ils, devenir effective le 1^{er} janvier 1950.

Le communiqué reste muet sur ces mesures. Au point de vue financier, il s'agit de rechercher le moyen de réduire le déficit de la balance commerciale des Pays-Bas à l'égard de la Belgique. La Hollande, a-t-on pensé, pourrait payer en marchandises en fournissant des produits que la Belgique importe en grande quantité, comme les fromages et les beurres. Mais,

en fait, les Belges achètent déjà beaucoup de fromages hollandais. Récemment encore, ils importaient 20 millions de kilos de beurre danois que la Hollande aurait pu leur vendre si elle ne livrait pas de préférence ce produit à l'Angleterre afin d'obtenir des livres sterling.

Pour que l'union économique puisse se réaliser, il faut un équilibre entre les économies des trois pays. Il y a aussi la disparité actuelle des prix et des salaires entre l'Union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas. Les Hollandais maintiennent actuellement des prix et des salaires en général plus bas que les Belges. Ces derniers, qui se voient menacés depuis quelques jours par de nouvelles revendications sociales, ne peuvent songer à réduire les salaires.

Yvonne Dusser
(10 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minihel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

الشرق الأوسط

Le Crédit lyonnais révisé son bénéfice 1997 à la baisse

Le résultat est ramené de 1 milliard à 357 millions de francs

Le conseil d'administration de la banque a décidé d'augmenter de 1,37 milliard de francs les provisions pour restructurations réalisées en 1997 afin de prendre en

compte l'impact des cessions que Bruxelles exige. Cette mesure prépare l'avenir et la privatisation de la banque, qui, dès 1998, devrait voir ses résultats se redresser.

LORSQUE le Crédit lyonnais a annoncé avoir dégagé un bénéfice de 1 milliard de francs en 1997, le 19 mars, le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, s'était empressé de le relativiser. Il avait souligné que ce résultat comportait une aide d'Etat qui n'avait pas été approuvée par la Commission, et était encore illégale. Les comptes 1997 ne pouvaient donc pas être figés. Il avait raison. Le conseil d'administration de la banque publique qui s'est tenu lundi 8 juin n'a pu que le constater.

Mobilisation sociale au Foncier et à l'UCB

Les syndicats de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de La Poste, de la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires) et de la CNP (Caisse nationale de prévoyance) ont apporté publiquement, lundi 8 juin, leur soutien « sans faille et sans limites » aux salariés du Crédit foncier de France (CFF), qui luttent depuis trois ans pour la survie de leur établissement. L'intersyndicale défend toujours un tour de table franco-français autour de la CDC (32 %), de La Poste et la GMF (20 % chacun), la CNP (8 %), et une part en Bourse de 20 %. Mais c'est aujourd'hui la solution de l'américain GMAC, filiale de General Motors, et des Caisses d'épargne qui semble tenir la corde.

Parallèlement, les salariés du siège de l'UCB (Immobilier du groupe Paribas) ont fait grève lundi pour dénoncer le plan social annoncé par la direction Jerdil. Selon la CFDT, le nombre de grévistes représentait plus de 50 % des salariés du siège. L'UCB a annoncé la mise en œuvre d'un plan social, sans licenciement sec, comprenant 104 suppressions de postes, 145 transferts et 62 créations.

La Commission européenne ayant finalement donné son feu vert aux aides d'Etat reçues par la banque publique le 20 mai, le conseil s'est réuni pour examiner dans quelles conditions les contreparties exigées par Bruxelles en échange pouvaient être mise en œuvre. A cette occasion, il a pris la décision de revoir à la baisse le ré-

sultat 1997. Et pas de quelques millions : le bénéfice de la banque est ramené à 357 millions de francs. Au passage, l'Etat perd plus de 660 millions de francs, qu'il aurait dû toucher au titre de la clause qui lui permet de ponctionner une grande partie des bénéfices de la banque.

La différence de résultat vient de l'impact des cessions que Bruxelles exige, en Europe essentiellement. La banque n'y gardera plus, hors de France, que des activités de banque de gros à Londres, Francfort, Luxembourg et en Suisse. Elle craint de vendre à perte des filiales acquises très chères au plus fort de la période de folle expansion du Lyonnais. Elle a donc décidé de relever de 1.370 millions de francs la provision de restructuration qu'elle avait annoncée le 19 mars pour la porter au total à 2.660 millions de francs.

EN VUE DE LA PRIVATISATION

En apurant le passé, cette mesure prépare l'avenir et la privatisation de la banque qui, dès 1998, devrait voir ses résultats se redresser sans entrave. Dans un communiqué, le Crédit lyonnais souligne en outre que sa rentabilité courante continue à s'améliorer et n'est pas en cause dans la révision du bénéfice pour 1997 : « Les résultats au premier trimestre 1998 autorisent au contraire à prévoir une amélioration sensible du résultat courant par rapport à 1997, année au cours de laquelle il s'est établi à 3 813 millions de francs. »

Devant son conseil d'administration, Jean Peyrelevalde, le président du Crédit lyonnais, a également fait le point sur le processus de privatisation. Il a rappelé que le Crédit lyonnais devait racheter à l'Etat les différents avantages que la banque avait dû lui consentir à l'occasion de ses différents plans de sauvetage. Le Lyonnais paiera son actionnaire en actions nouvelles de la banque, « destinées à être cédées sur le marché ». Cette opération, précise un communiqué, « se traduira par une dilution des actionnaires minoritaires ». Lorsqu'elle sera bouclée toutefois, tous les porteurs d'actions Crédit lyonnais bénéficieront de droits identiques, notamment pour le partage du résultat de la banque, alors qu'actuellement l'Etat bénéficie d'un droit privilégié.

M. Peyrelevalde n'a pas pu aller plus loin dans sa présentation de la privatisation. Car le ministre de l'économie et des finances, Domi-

nique Strauss-Kahn, n'a pas encore arrêté les conditions dans lesquelles elle se fera. Le Lyonnais souhaite céder des actions sur le marché dès la rentrée scolaire. Il a pour cela commencé le processus de sélection de la banque d'affaires qui le conseillera dans cette opération. Selon *Les Echos* du 9 juin, il a exclu les banques françaises pour ne retenir que des banques anglo-saxonnes. Lazard n'est plus en piste, car ses équipes de vendeurs d'actions ne sont pas très nombreuses. Paribas n'est pas non plus en lice. Le Crédit lyonnais, qui se laisse aller à rêver d'une alliance avec la banque de la rue d'Antin, a sans doute tenu à ne pas la mêler au processus de privatisation en tant que conseil.

Si la banque veut être prête à aller sur le marché en septembre ou octobre, la décision doit être prise rapidement, avant la fin du mois. La rencontre prévue vendredi 12 juin entre M. Strauss-Kahn et M. Peyrelevalde sera sans doute décisive.

Sophie Fay

L'eau Danone défie l'eau Nestlé sur le marché asiatique

Le groupe français acquiert la firme indonésienne Aqua, tandis que son rival suisse va tester son eau « de synthèse »

DÉJÀ NUMÉRO UN des produits laitiers frais, Danone est en bonne voie de devenir la première marque mondiale d'eau en bouteille. Le groupe d'agroalimentaire français a annoncé le 8 juin son entrée prochaine, à hauteur de 40 %, dans la holding du groupe indonésien Aqua, qui produit sous le même nom la première eau en bouteille d'Asie. Numéro deux mondial de la spécialité, Danone va ajouter d'un seul coup 1 milliard de litres aux 4,7 milliards de litres déjà embouteillés sous ses marques Evian, Volvic, Ferrarelle, etc. Il fait une entrée par la grande porte sur le cœur du marché asiatique, profitant de la crise indonésienne pour réaliser cette acquisition, dont le montant n'a pas été dévoilé, mais dont on précise au siège de l'entreprise qu'elle a été réalisée en roupie dévaluée.

Si le consommateur indonésien boit chaque année environ 11 litres d'eau, soit autant que celui d'Europe de l'Est, celui du reste de l'Asie n'en est qu'à 4 litres, soit dix fois moins que l'Américain, lui-même deux fois moins buveur que l'Européen de l'Ouest (80 litres par an). Le potentiel

de développement des eaux en bouteille en Extrême-Orient est donc considérable. Les grandes marques, Evian, Volvic pour Danone, comme Vitel ou Perrier pour Nestlé, sont présentes, mais elles restent cantonnées dans un créneau haut de gamme. Danone entend faire de sa nouvelle acquisition la clé de son développement dans cette région du monde. Pour cela, le fabricant a décidé de rebaptiser « très rapidement » l'eau indonésienne, provenant de plusieurs sources et embouteillée dans douze usines, sous la marque « Aqua Danone ». Il s'agit de la faire bénéficier de la notoriété du nom du groupe, issu du yaourt, et désormais sa première marque, tous produits confondus.

Ce faisant, l'eau sous marque Danone pourrait rapidement dépasser en volume, sinon en chiffre d'affaires, le label-vedette en la matière, Evian (1,3 milliard de litres en 1997), jusqu'ici première marque d'eau au monde. Le fabricant français commercialise déjà aux Etats-Unis une « Damon Water » et a rebaptisé de son nom une autre acquisition, l'eau turque Hayat. Le groupe ne

compte pas s'arrêter là : d'autres achats d'eau de source devraient intervenir dans les prochains mois en Amérique du Sud, qui passeront sous la marque Danone.

Le fabricant français entend ainsi faire pièce à son grand rival suisse Nestlé, qui a encore une bonne longueur d'avance sur lui, via sa filiale Perrier-Vittel et ses quelque 9 milliards de litres d'eau mis en bouteilles par an. L'acquisition d'Aqua par Danone a des allures de défi, en Asie, où Nestlé a choisi de tester en avance première, à partir de la fin de 1998, au Pakistan, sa nouvelle eau « de synthèse », vendue sous son propre nom. Cette eau Nestlé, destinée en priorité aux pays émergents, vise à offrir « un standard universel de qualité et une garantie de sécurité », précise-t-on chez Perrier-Vittel. Mais, surtout, embouteillée « à proximité des centres urbains, elle sera d'un prix accessible pour la population locale ». Dans cette guerre mondiale des eaux, Nestlé et Danone, les champions des produits laitiers, engagés désormais leur nom et leur réputation.

Pascal Garnier

Les marchés pétroliers ne croient pas à une reprise des prix du brut

L'ÉVOLUTION DES COURS du brut reflète le scepticisme des investisseurs sur le marché pétrolier, après l'accord d'Amsterdam du 4 juin destiné à raffermir les prix (*Le Monde* du 6 juin). Au terme de cette réunion secrète, l'Arabie saoudite, le Venezuela, tous deux membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et le Mexique, qui ne fait pas partie du cartel, se sont engagés à réduire dès le 1^{er} juillet leur production quotidienne de 450 000 barils. Ils espèrent entraîner dans leur sillage d'autres pays qui contribueraient pour au moins 350 000 barils/jour.

Après un temps d'hésitation, les marchés pétroliers ont enregistré un tassement. A New York, le prix du baril « light sweet crude » a perdu 52 cents à 14,55 dollars le 8 juin. A Londres, le « Brent », qualité de référence de la mer du Nord, se dépréciait de 26 cents à 14,73 dollars.

ne s'est pas avérée suffisante pour redresser les prix.

Cette nouvelle demande a été accueillie avec beaucoup moins de ferveur par les producteurs eux-mêmes. D'entrée de jeu, la Norvège, qui ne fait pas partie de l'OPEP, a précisé qu'elle n'avait pas l'intention cette fois de participer au mouvement. Sentiment analogue en Indonésie. Bien que membre du cartel, ce pays ne serait pas prêt à faire de nouveaux efforts, contrairement à d'autres membres comme le Nigeria, le Koweït, le Qatar ou les Émirats. Avant la réunion des onze membres de l'OPEP prévue à Vienne, le 24 juin, les contacts vont se multiplier pour trouver un accord global. Ainsi le ministre saoudien du pétrole et des ressources minières, Ali ben Ibrahim al-Nouaimi, était attendu à Téhéran mardi 9 juin. L'Iran, deuxième producteur de l'organisation derrière l'Arabie saoudite, est prêt « à soutenir toute action collective » pour stabiliser les prix. La réunion de Vienne sera précédée par celle du conseil de coopération du Golfe (CCG) le 16 juin à Ryad. Rassemblant six pays - quatre membres de l'OPEP (Arabie saoudite, Koweït, Émirats et Qatar) ainsi que Bahreïn et Oman - ce conseil devrait donner un premier signe en annonçant des réductions de production.

Dominique Gallois

Semer pour la vie



Comment satisfaire au mieux les besoins alimentaires de la population ?

Fournir aux industries de l'alimentation et aux consommateurs des produits de qualité régulière et en quantité suffisante, tel est le métier de Novartis. AgriScience, acteur dans le Livestock. Pour remplir cette mission, il s'appuie sur des technologies innovantes, réinventées aux conditions, dites en production, en bœuf ou en porc selon leur destination. Ainsi, il peut maximiser la rentabilité de son exploitation et la qualité de sa production, tout en respectant l'environnement.

Comme à des millions d'autres agriculteurs, Novartis, le leader mondial des Sciences de la Vie, lui propose des solutions répondant à ses besoins spécifiques et s'adaptant aux particularités locales. Grâce à une recherche innovante utilisant la sélection conventionnelle et la biotechnologie, Novartis continue de construire le confort et les performances des nouvelles variétés pour satisfaire les besoins alimentaires de la population.

Novartis. Ensemble... pour une meilleure vie.

NOVARTIS

De nouvelles forces pour les Sciences de la Vie

Pour en savoir plus, visitez notre site internet: www.fr.novartis.com

السنة من الالهي

Maï
Le sculp
les don

« C'EST
nantie l'»,
M^r Paul L
Sar, après
examen du
ciment si
pour « cor
biens soci
vice-prés
grande ins
leix (L. M
Le juge
d'avoir s'
L'Homme
tonnes de
de haut, l'
l'Opéra de
command
moteur. H
cité inmu
lyonnaise
menti, a é
judiciaire

PROCES-VE
Les poli
ont enqué
Slyci et se
loration n
facturé de
de francs
millions d
de 1,13 m
cliers ont
Henry P
dans le ca
pour « ob
ont trou
souponn
ferts à l'
de ce sur

de notre
Beauco
ton: le n
nouaille,
l'esbrou
par un va
dernière
nationales
tion. Sa f
des grand
sa resille
les plus f
beaucoup
impuls
gardent p

CO

ZII
Men

HOM
YO
PLE

Tél.:

1

1

1

1

1

1

1

La dévaluation du yen divise les autorités japonaises

Le recul de la monnaie nippone s'est poursuivi, mardi 9 juin, à Tokyo, la devise tombant jusqu'à 140,80 yens pour 1 dollar. Sa faiblesse pourrait être évoquée, mercredi, lors de la réunion à Paris des sherpas des ministres des finances du G7

Après avoir franchi, lundi 8 juin, pour la première fois depuis sept ans, la barre des 140 yens pour 1 dollar, la devise japonaise a continué à se déprécier, mardi, sur le marché des changes de Tokyo. Les autorités nip-

pones semblent partagées sur la politique à adopter. Le ministre des finances Hikaru Matsunaga a déclaré lundi que « le Japon ne tolérerait pas que le yen s'affaiblisse davantage », tandis que le premier ministre

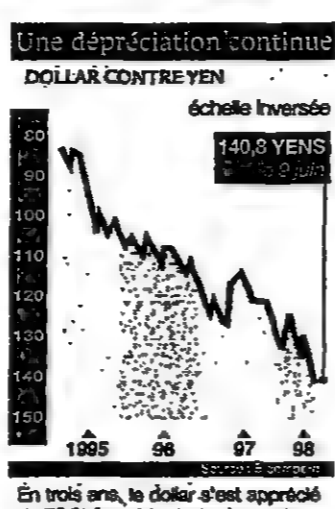
Ryutaro Hashimoto se contentait de déclarer laconiquement que « l'on ne peut que suivre attentivement l'évolution des marchés dont les mouvements ont de multiples causes ». La faiblesse actuelle du yen, qui

pourrait être évoquée, mercredi, par les responsables du G7 réunis à Paris, aiguise l'appétit des investisseurs étrangers pour les actifs nippons. Ce mouvement se traduit par une reprise de biens immobiliers hypo-

thétiques et par des alliances avec des entreprises financières en difficulté, avec pour objectif un meilleur accès au « pactole » de l'épargne japonaise, qui s'élève à 9 000 milliards de dollars.

TOKYO
de notre correspondant
Si elle se poursuit, la dépréciation du yen par rapport à la devise américaine, qui a franchi, lundi 8 juin, le seuil psychologique des 140 yens pour 1 dollar et a continué à s'affaiblir mardi, pourrait aggraver la crise des autres économies asiatiques en réduisant le montant en valeur de leurs exportations vers l'archipel, qui est leur premier marché. Selon le scénario le plus pessimiste, la dépréciation du yen pourrait entraîner une nouvelle dévalorisation des monnaies des pays de la région dont l'économie est la plus touchée et entamer le fragile équilibre résultant des programmes d'aide du Fonds monétaire international, dont bénéficie la Corée du Sud, l'Indonésie et la Thaïlande. Lundi, la plupart des monnaies asiatiques (baht thaïlandais, ringgit malaisien et dollar de Taïwan) avaient suivi le yen dans sa chute vis-à-vis du dollar.

Le ministre des finances Hikaru Matsunaga a déclaré que « le Japon ne tolérerait pas que le yen s'affaiblisse davantage » et qu'il allait prendre « des mesures vigoureuses ». Une fermeté qui tranche avec les déclarations sans grande conviction de ces dernières semaines, qui donnaient l'impression que Tokyo laissait « filer » le yen comme si une dépréciation de celui-ci ne posait pas de problèmes majeurs. Le premier ministre Hashimoto s'est en revanche contenté de déclarer laconiquement que « l'on ne peut que suivre attentivement l'évolution des marchés dont les mouvements ont de multiples causes ».



conséquences négatives en alourdissant les créances en dollars des banques nippones dans la région. Indépendamment des incertitudes sur la volonté politique des autorités de réagir, la plupart des analystes à Tokyo sont sceptiques sur les possibilités d'employer rapidement l'affaiblissement de la monnaie nippone pour la valeur, estimant qu'il faudrait atteindre 150 yens pour 1 dollar. La faible crédibilité du gouvernement Hashimoto et l'hypermobilité des marchés (à l'exception du retrait du vice-ministre des finances, Eisaku Sakakibara, qui passe pour le grand défenseur du yen, aurait été un facteur de la chute de la monnaie nippone...) risquent en effet d'auto-entretenir le mouvement à la baisse.

déterminé à défendre le yen, des facteurs objectifs jouent en faveur de la poursuite de la dépréciation de la monnaie nippone: la stagnation de l'économie, qui continue à s'enliser dans une récession douce en dépit du plan de relance annoncé en avril (mais qui tarde à être voté par le Parlement pour des raisons de politique intérieure), le manque de mauvaises créances qui hypothèquent une reprise en pesant sur le crédit (les banques soucieuses de nettoyer leur bilan prêtent avec parcimonie) et, enfin, la différence entre les taux d'intérêt au Japon et aux Etats-Unis, qui attire les capitaux outre-Pacifique (à la fin de 1997, les avoirs nippons à l'étranger étaient en augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente). La déréglation financière a en outre permis aux investisseurs privés de participer à des fonds de placement en dollars ou simplement de spéculer sur les changes en ouvrant des comptes en devises amé-

ricaines. Des possibilités qui attirent les investisseurs découragés par les taux d'intérêt excessivement faibles dans l'archipel et la morosité de la Bourse. Le rumeur circulant depuis une semaine, selon laquelle la Banque du Japon pourrait abaisser encore le taux d'escompte (déjà pratiquement au plancher: 0,5 %) dans l'espoir de favoriser la reprise, a contribué à l'affaiblissement du yen. Il semble difficile dans un tel contexte d'envoyer à court terme la spéculation à la baisse de la devise nippone.

Par rapport à son sommet d'avril 1995 (80 yens pour 1 dollar), le yen a perdu 42 % de sa valeur. Et dans une Asie en crise, le Japon ne constitue pas un pôle de stabilité: il est lui-même en récession, et l'affaiblissement de sa monnaie risque d'aggraver les incertitudes qui pèsent sur les autres devises asiatiques.

Philippe Pons

Des groupes financiers étrangers veulent profiter des prix cassés

TOKYO
de notre correspondant
Les prix de l'immobilier restent inférieurs de 20 % à ce qu'ils étaient en 1990 mais, depuis quelques mois, le micro-marché locatif des logements destinés par la superficie aux étrangers est reparti à la hausse et les prix atteignent pratiquement les niveaux de la « bulle ». Explication d'un agent immobilier: « Les financiers internationaux reviennent en force ». Non pour participer à une « économie de casino », comme ce fut le cas il y a dix ans, mais pour acheter à meilleur prix les « malades » du festin spéculatif.

La récession, le monceau de mauvaises dettes et la déréglementation financière (le « big bang ») dont les premières mesures sont entrées en vigueur en avril ont entamé les défenses de la forteresse Japon et un « rush » des organismes financiers et des fonds de placement étrangers sur l'archipel a commencé. Il se traduit par une reprise de biens immobiliers hypothéqués et par des alliances avec des entreprises financières en difficulté avec pour objectif un meilleur accès au « pactole » de l'épargne japonaise: quelque 9 000 milliards de dollars.

L'accord annoncé la semaine dernière entre la troisième maison de titres nippone, Nikko securities, et le groupe financier améri-

calm Travelers qui par sa filiale Salomon Smith Barney a pris la plus forte participation jamais réalisée par un étranger dans un organisme financier nippon (25 % pour 1,6 milliard de dollars) est le signe le plus révélateur du mouvement de restructuration du marché financier nippon.

Ces achats suscitent quelques crispations xénophobes - juste retour de bâton lorsqu'on se souvient de réactions outrées des Américains quand les Japonais s'étaient « offert » le Rockefeller Center ou « envahissaient Hollywood »

Cette série d'alliances a commencé en avril 1997 avec Nippon Credit Bank et Bankers Trust

New York. Puis ce fut la Long-Term Credit Bank et l'Union des banques suisses; Nikko securities et Smith Barney International; Merrill Lynch et Yamaichi securities (la quatrième maison de titres qui a fait faillite); GE Capital et Toho Mutual Life Insurance; Meiji Life Insurance et Dresdner Bank.

Ce qui est déjà qualifié par une partie de la presse d'« offensive de la monnaie étrangère » devrait s'accroître surtout si le yen continue à s'affaiblir: les prochaines « cibles » paraissent les maisons de titres Daiwa et Kokusai. Pour l'instant, seule Nomura securities semble avoir les reins assez solides pour résister. Les « profes » sont cependant en nombre assez limité, ce qui les met en position de choisir le meilleur partenaire.

L'offensive des financiers étrangers est menée par les Américains. Les Européens, mobilisés par l'euro, semblent moins intéressés. En outre, les pertes subies dans la région (en particulier en Indonésie) les inquiètent. Pourtant, selon les analystes de Morgan Stanley Asset Management, l'occasion n'est pas près de se renouveler.

Outre les acquisitions, les financiers étrangers se livrent au rachat de créances douteuses. Soucieux de nettoyer leurs bilans, les banques cèdent souvent à 10 ou 20 % de leur valeur nominale des créances qu'elles ne peuvent ré-

cupérer. Les investisseurs étrangers se sont d'abord intéressés aux créances sur des entreprises non japonaises, puis à celles sur des sociétés nippones de premier plan. Désormais, les plus téméraires se tournent vers les créances hypothécaires avec pour

La BRI reste inquiète

« Il n'est pas absolument sûr que le pire soit passé » concernant la crise asiatique, a estimé la Banque des règlements internationaux (BRI) dans son rapport annuel publié lundi 8 juin. « Alors que les marchés financiers se sont quelque peu stabilisés, l'impact de cette crise sur les entreprises des pays concernés et sur les institutions qui leur ont octroyé des prêts ne s'est pas encore fait pleinement sentir et ses coûts sociaux restent difficiles à évaluer », explique la BRI.

Le rapport précise que même si elle ne s'étend pas davantage la crise asiatique et l'incidence qu'elle exerce sur les prix mondiaux de produits électroniques, du pétrole et d'autres matières premières accentueront les tendances déflationnistes.

Les pays industriels ont pour l'instant été moins éprouvés qu'on avait pu le craindre et cela tient, selon la BRI, au fait que les exportations en provenance d'Asie n'ont pas encore réagi à la baisse des cours de change.

garantie de biens immobiliers. Une quarantaine d'investisseurs institutionnels sont entrés sur ce marché pensant que le prix de l'immobilier a atteint son plancher. En un an, estime une source industrielle citée par le quotidien des milieux économiques *Nihon keizai*, ils ont racheté une trentaine de créances hypothécaires pour un montant de 21,6 milliards de dollars. Goldman Sachs a notamment racheté le site de ce qui fut autrefois le Rokumeikan, le bâtiment construit à la fin du XIX^e siècle dans un style italien qui fut symbole de l'occidentalisation et où l'élite de l'époque venait valser.

Ces achats suscitent quelques

crispations xénophobes - juste retour de bâton lorsqu'on se souvient de réactions outrées des Américains quand les Japonais s'étaient « offert » le Rockefeller Center ou « envahissaient Hollywood ». Certains intellectuels connus pour leurs opinions nationalistes tels que Susumu Nishibe dénoncent cet « assaut étranger », faisant valoir que les Américains sont en train de faire main basse sur un Japon affaibli. Bien que relayé par la presse hebdomadaire populaire, l'alarmisme suscité par cette menace d'« américanisation » de l'économie nationale reste, pour l'instant, épidémique et minoritaire. En revanche, il n'est pas impossible que les « braves » qui se sont emparés de quelques restes du « festin spéculatif » rencontrent des résistances dont ils n'avaient pas mesuré la teneur et ils pourraient bien avoir des déconvenues.

Ces rachats sont certes des investissements à risques. Mais pas seulement en raison des fluctuations du marché: une partie des

créances douteuses des banques ont pour débiteurs des entreprises dont on dirait en Italie qu'elles sont en « odeur de mafia ». Ancien chef de la brigade anti-gang devenu consultant, Ralsuke Miyawaki, estime que la pégre est à l'origine de 40 % des mauvaises dettes (soit la somme colossale de 22 000 milliards de yens: environ 1 000 milliards de francs). L'estimation est sans doute exagérée. Il reste qu'à la faveur de la « bulle spéculative » la pégre a profondément pénétré le secteur financier et que les investisseurs étrangers s'aventurent avec le rachat de certaines mauvaises créances sur un terrain miné.

Il est peu vraisemblable que les yakuzas lâcheront aisément les biens immobiliers servant de caution aux prêts qu'ils ont obtenus de banques qui, à la fin des années 1980, avaient mis leurs « calottes sur le trottoir ». La plupart de celles-ci ont d'ailleurs rapidement renoncé à « attaquer aux bunkers » de la pégre. Les voyous sont en outre passés maîtres dans le règlement occulte des faillites pour récupérer au profit des créanciers - et moyennant une solide rétribution - ce qui reste des actifs de l'entreprise en banqueroute.

En novembre 1997, un mystérieux incendie a ravagé le domicile d'un cadre de la filiale nippone de Cargill, géant américain de l'agro-alimentaire, qui a racheté des portefeuilles de créances douteuses. Avertissement ? Désormais, les organismes financiers étrangers ont largement recours aux agences de détectives pour savoir à quoi ils s'engagent. Sur la voie de la globalisation, le marché financier nippon n'en conserve pas moins ses opacités.

Ph. P.

REPRODUCTION INTERDITE

SOCIÉTÉ D'AVOCAT
ANCIENS CONSEILS JURIDIQUES
implantée en reg. Bretagne, recherche

AVOCATS DROIT FISCAL
3 à 5 ans d'exp. minimum. Adr. CV et pret. au Monde Publiaté sous n° 9847
21 bis, rue Claude-Bernard, 75226 Paris Cedex 05
Cabinet d'avocats recrute

DOCUMENTALISTE JURIDIQUE
Bilingue français, anglais, charge d'informatiser le fonds documentaire, de développer des produits et services, de former des stagiaires juristes à la recherche documentaire.
Diplôme en information-documentation, études juridiques, économiques ou politiques. CDI, statut cadre. Lettre + CV + 2 photos à ADBS, 25, rue Claude-Tillyer, 75012 Paris

1 PROF. DE MATHS
S.V.T., français, anglais, sc. phys. Exp. pédago. exigées.
Env. CV + photo à: L.E.P.J. 63, rue de Reuilly, 75012 Paris

Société internationale spécialisée dans la localisation de logiciels, recherche traducteurs techniques expérimentés pour son site parisien. Dans le cadre du développement de notre activité, nous recherchons des traducteurs indépendants (ou COO), pour travailler sur site de juillet à septembre. Basés en banlieue sud, ces postes nécessitent des personnes motivées et sachant travailler en équipe. Possibilité d'évolution au sein de la société par la suite.
Candidatures à: McQueen Ltd, Translation Dept, 599 Calder Rd Edinburgh EH11 4GA (Grande-Bretagne), ou email: franco.dohi@mcqueen.com

YUMI MAZAO
rech. pour son magasin de pc-p. féminin, vente de gros

2 VENDEUSES EXP.
bilingues (angl. ou all.) niv. bac + 2, bonne présent. Références exigées.
Env. CV + photo à Sophie YUMI MAZAO 2, rue du Caire, 75002 Paris

ECOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET FORÊTS
Etabli public administré d'enseignement supérieur du ministère de l'Agriculture et de la Pêche
RECHERCHE (Un) assistante(s) du directeur des études
Missions: Coordination et organisation des enseignements, relations avec les étudiants, information des outils de gestion.
Profil: Bac + 5, 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans des fonctions d'animation ou d'organisation dans la sphère de l'ingénierie ou de la recherche.
Poste: - Ingénieur d'études contractuel, catégorie A, contrat de 3 ans renouvelable, salaire entre 130 et 190 KF brut annuel.
Poste à Paris. Adresser votre lettre de motivation manuscrite, CV et photo avant le 19 juin 1998 à: ENGREF Service du personnel 19, avenue du Maine, 75732 Paris Cedex 15

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
L-CI
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
REL-LCI
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire
HISTOIRE
Les mardi à 9 h et 23 h, mercredi à 11 h et 17 h, jeudi à 13 h et 19 h, vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e jeudis de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi à 12h45 (dehors de Paris)

La « une » du Monde
BFM
De lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

Irlande en logis
7 Jours/6 nuits
A partir de **3 713F***
A/R par pers. en ferry

Base 2 personnes en chambre double en formule réservée (Cat A) - avec petit déjeuner irlandais - Traversée Pembroke/Rosslare (avec Mah Femis) - 1 voiture + 2 passagers - (Sous réserve de disponibilité et soumis à conditions) - Offre valable jusqu'au 30/09/98.
*Suppl. été du 10/07 au 31/09/98: 780 F/voiture.
Brochure "Dun-Manche" de SeaFrance Voyages chez votre agence de voyages.

SEAFRANCE VOYAGES

VINTAGE 1945

GP GIRARD-PERREGAUX
CHRONOPASSION
271, rue Saint-Henri, 75008 PARIS
Tél. 01 42 50 30 72

الطريق إلى النجاح

La rédaction de France 2 pratique l'examen de conscience

Les journalistes de la chaîne publique, réunis lundi 8 juin, ont tenté de solder le passage d'Albert du Roy à la direction. Ils ne peuvent pourtant cacher leurs inquiétudes quant à l'avenir, à un an de la fin du mandat du président de France Télévision

CERTAINS nomment cela « une thérapie de groupe ». Mais la réunion de la rédaction de France 2, qui a eu lieu dans l'après-midi du lundi 8 juin, a aussi pris des allures de réglemement de compte. Plus d'une centaine de rédacteurs de la chaîne se sont réunis en fin d'après-midi à l'appel de la Société des journalistes de France 2 (SDJ) qui souhaitait « savoir comment la rédaction réagissait ».

Le matin, les journalistes avaient pris connaissance des sévères explications d'Albert du Roy, directeur général adjoint chargé de l'information, sur les raisons de sa démission, livrées par voie de presse et formalisées dans une note aux cadres de la rédaction (*Le Monde* du 9 juin).

Effarés, les journalistes de base de la chaîne publique ont assisté, pendant la réunion, à des escarmouches entre les membres de la hiérarchie intermédiaire. Face à eux, Gérard Leclerc, adjoint d'Albert du Roy, a fait le constat que « cette hiérarchie n'a pas été solide » avec la direction de la rédaction. Mais pour beaucoup de rédacteurs, le déficit d'autorité d'Albert du Roy et de son adjoint n'a plus fait de doute quand Gérard Leclerc a reconnu avoir seulement « essayé d'intervenir à la marge » contre les oppositions de la hiérarchie intermédiaire.

« La rédaction accepte de faire son examen de conscience, mais ne veut pas recevoir de leçon d'Albert du Roy », protestent plusieurs rédacteurs. Beaucoup d'entre eux admettent avoir été d'accord avec la réforme préconisée par Albert du Roy ; mais ils lui reprochent de s'être appuyé, grâce à des promotions, sur une minorité hostile

contre une majorité qui lui était favorable. Ce conflit, qualifié de « pénible », n'empêche pas la rédaction de France 2 de travailler et de fabriquer les journaux télévisés, tant « elle a l'habitude de ces crises ». Pourtant, de l'aveu de plusieurs journalistes, la rédaction de la principale chaîne publique a rarement vécu un tel état de « mal-être ». Certains voient dans les virulentes explications d'Albert du Roy, chargé de la rédaction depuis huit mois, « un électrochoc qui pourrait être salutaire, à condition de pas être trop vite oublié en raison de querelles internes ».

« MAL-ÊTRE »
Choqués, voire mécontents des propos d'Albert du Roy, ils jugent « grossier » le discrédit jeté sur la rédaction et estiment avoir été « pris par surprise ». Le nouveau bureau de la Société des journalistes (SDJ), qui regroupe différentes sensibilités de la chaîne, traduit l'arrivée aux commandes d'« une nouvelle génération », qui veut être « transparente et raisonnable ». C'est l'« illustration des forces vives de la rédaction », indiquent deux de ses membres, pour qui la division entre « déontologues et animalogues est terminée ». Le « nouveau bureau de la société n'est pas une plate-forme de tir, ni une poche de Bihac » contre le directeur de la rédaction, précédemment ses membres, d'autant que la jeune génération ne se sent pas concernée par les divisions qui affectent la hiérarchie intermédiaire.

Ballottée entre les « reproches » des uns et les « rancœurs » des autres, la rédaction de France 2

« s'emploie à rester mobilisée pour faire ses journaux », signalent des journalistes. Selon eux, la « volonté de continuer à travailler ensemble » demeure. Mais la rédaction est sans illusion, « elle sait que cette hiérarchie ne sera pas bouleversée et qu'elle sera encore là demain ».

Des journalistes reculent les accusations formulées contre eux. Ils se sentent quelque peu mis en cause et à leur tour adressent des reproches à Albert du Roy : « Il a des qualités professionnelles et humaines, mais il lui manque celle de patron : il y a constamment eu des conflits qu'il n'a pas tranchés », disent certains, qui ont adressé ce reproche en direct à Gérard Leclerc, « bras droit » du directeur de la rédaction. Depuis huit mois, recroquent aussi certains, il n'y a plus

de comités éditoriaux. Albert du Roy a décidé de ne plus les informer sinon par communiqués et par la presse.

Les journalistes envisagent leur avenir avec scepticisme. « Après l'image donnée d'une rédaction ingérable, il sera difficile de trouver un patron. D'autant que le nouveau directeur de la rédaction n'aura qu'un an pour s'imposer, le mandat de Guyou Beauchamps se terminant en juin 1999 », font-ils remarquer, en confirmant que le nom le plus cité pour succéder à Albert du Roy est celui de Pierre-Henri Arnsam, actuel conseiller du président de France Télévision, avec Paul Amar comme présentateur. « On aura vraiment le sentiment de partir sur de nouvelles bases avec le changement de président de la chaîne », ajoutent

des représentants de la SDJ. Alors que Daniel Billaud explique, dans plusieurs entretiens, qu'il comprendrait « parfaitement » l'« amertume » et la « détresse » d'Albert du Roy, il fustige son « coup de pied de l'âne qui porte préjudice à l'entreprise » : « A l'en croire, rien ne fonctionnerait chez nous. Il qualifie Bruno Masure de pas tonique, Bilalou de méprisant, mais ces deux personnes-là ont assuré le succès de la chaîne avec 28 % de part d'audience, avant qu'Albert du Roy n'arrive », déclare-t-il à Libération.

A propos de son éventuelle candidature à la direction de la rédaction, il affirme être « prêt à prendre ses responsabilités, parce qu'on ne peut pas rester observateur ». « Il est urgent que l'on se pose et que l'on réfléchisse à ce que doit être l'information. La rédaction de France 2 a été minée par les directeurs de l'information successifs, qui ont cassé les rédactions ».

« Du Roy et Leclerc ont qualifié la rédaction d'ingérable mais le paradoxe, c'est que c'est une rédaction qui se gère toute seule, explosent des rédacteurs. Ce n'est pas une rédaction ingérable, mais une rédaction biaisée ». En dépit de quelques excès de voix qualifiés de « classiques », la réunion a été plutôt « calme ». Mais un projet de motion, évoqué un temps, n'a finalement pas vu le jour.

Révisé du Service communication

DÉPÊCHES

■ PRESSE : la RATP va distribuer gratuitement chaque mardi à ses usagers du métro et du RER, du 9 juin au 7 juillet, 530 000 exemplaires d'un hebdomadaire de 34 pages au format tabloïd, imprimé en quadrichromie. Consacré à la Coupe du monde de football, mais accordant aussi une large place aux autres événements pour ceux qui ne s'intéressent pas à ce sport. A nous Paris ! L'hebdo du métro est réalisé en partenariat avec le régisseur Métronibus et le quotidien *Le Parisien*.

■ TÉLÉVISION : le magnat allemand de l'audiovisuel Leo Kirch a catégoriquement démenti, lundi 8 juin, vouloir vendre ses parts (49 %) de la chaîne de télévision privée SAT.1, qu'il détient avec le groupe de presse Springer comme l'indiquait le *Berliner Zeitung*. Dans une déclaration commune, Kirch et Springer ont souligné « leur accord pour continuer à diriger ensemble » la chaîne, tandis que le premier précise qu'il « reste par ailleurs à sa décision de racheter les 15 % de parts du groupe Holtzbrink, comme il en a fait la demande auprès de l'Office fédéral des cartels ». Kirch voulait vendre ses parts de SAT.1 au groupe audiovisuel Pro Sieben que dirige son fils Thomas, afin de remédier à ses difficultés financières suite au fiasco de son bouquet de télévision numérique.

■ Les syndicats (SNRT-CGT, SNJ-CGT) ont appelé le personnel de France 3 Ile-de-France à la grève à partir du mercredi 10 juin à minuit, après le licenciement d'une hôtesse du site de Vanves. Ils estiment que ce licenciement est contraire aux engagements pris par la société Lancry Protection Sécurité (LPS) lors de l'appel d'offres qui lui a fait obtenir le gardiennage des sites de France Télévision, en mars.

Disparition des animateurs-producteurs

Jean-Pierre Cottet, directeur général de l'antenne de France 2, a annoncé, lundi 8 juin, la fin de l'ère des animateurs-producteurs sur la chaîne du service public avec le non-renouvellement des contrats de Patrick Sébastien et de Christophe Dechavanne. Toutefois, Patrick Sébastien pourrait produire, sans l'animer, une nouvelle émission à la rentrée. Evincé de l'antenne de TF1, Nagui pourrait aussi faire son retour sur les écrans de la chaîne. Mais, selon Jean-Pierre Cottet, « il n'est pas question que Nagui vienne en tant qu'animateur-producteur ». Pour le directeur général chargé de l'antenne : « Le rapport producteur-artiste est une relation indispensable. La disparition de cette unité contradictoire et la création de sociétés (...) à travers lesquelles les patrons des entreprises se mettaient en scène ne nous paraissent pas être les meilleures conditions de l'émergence de nouveaux talents. C'est un dispositif fermé, en partie stérilisant ».

TROIS QUESTIONS À PHILIPPE ROCHOT

1 Vous êtes le nouveau président de la Société des journalistes (SDJ) de France 2. Comment réagissez-vous aux déclarations d'Albert du Roy ?

« Ces propos sont très insultants pour la rédaction. Je rencontre des journalistes qui se disent salls, souillés et qui ne se reconnaissent pas dans le portrait qui est dressé d'eux. Cette rédaction a toujours été capable de se mobiliser sur des opérations spéciales ; elle a obtenu de grands prix internationaux et elle a eu ses morts et ses otages. Or, on donne l'impression qu'elle est seulement préoccupée par les changements de structures, que du Roy lui-même avait aggravés en créant une nouvelle strate avec trois rédacteurs en chef supplémentaires, qui s'est avérée paralysante et inutile après quelques mois ».

2 Comment expliquez-vous les crises successives à France 2 ?

« Les directeurs de l'information y sont éphémères, le poids de la hiérarchie est souvent un obstacle à l'efficacité. Trop de gens interfèrent dans la réalisation des sujets. La crise d'autorité fait que la ligne directrice que doit insuffer le directeur de l'information n'est pas respectée, car il y a trop de respon-

sables pour l'interpréter. Chaque nouveau directeur veut imposer sa marque ».

C'est de cette façon qu'Albert du Roy a changé l'habillage du journal sans consulter les réalisateurs de la maison qui sont pourtant très compétents. Il s'est rendu compte ensuite que ce décor noir ne passait pas et il est revenu à quelque chose de plus bâtarde qui ne donne pas encore satisfaction.

3 Comment voyez-vous l'avenir ?

« Je pense qu'il y aura une prise de conscience et que cette crise permettra à la rédaction de se ressourcer. Il faut que le nouveau directeur de la rédaction soit un professionnel de la télévision. France 2 ne se gère pas comme un hebdo. S'il vient de l'extérieur il aura au moins des idées simples et ne s'embarassera pas des problèmes de dans, de chapelles qui sont le résultat de changements successifs de direction. Pour le futur présentateur du « 20 heures », il se posera le problème de savoir s'il fait « son » journal ou celui de la rédaction. Ce débat est permanent à France 2. Cela dépend de sa personnalité. Le rêve est qu'il soit en harmonie avec la rédaction et la direction de l'information. Ce qui n'était pas le cas jusqu'ici ».

Propos recueillis par Françoise Chivot

La privatisation de RMC est entérinée

LE PROCESSUS de privatisation de RMC est arrivé à son terme avec le transfert aux repreneurs des titres que la Sofrad détenait dans Radio Monte-Carlo. Forte de l'agrément définitif du gouvernement français, la Sofrad a cédé vendredi 5 juin ses actions RMC à Sud Communication (dont Pierre Fabre SA est majoritaire à 53 %, aux côtés de NRJ et de la *Dépêche du Midi*). LV and Co devient propriétaire du réseau Montmartre FM, et NRJ reprend aussi les 80 % de RMC dans Radio Nostalgie.

Cette privatisation a suscité de vives réactions. Le Groupement d'intérêt économique (GIE) « les indépendants », qui représente soixante-treize radios, a déploré « la concentration qui va découler de la vente de Nostalgie au groupe NRJ ». Par ailleurs, le groupe britannique EMAR, candidat malheureux à la reprise de RMC, a déposé deux recours devant le Conseil d'Etat.

Les ministres de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, et de l'économie des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, se sont félicités lundi 8 juin, « du bon aboutissement de la procédure de cession de la participation de la Sofrad dans RMC ». Ils ont bouclé une procédure engagée il y a douze ans, lors de la première cohabitation.

Mais les personnels des stations restent inquiets. Des cadres de Nostalgie envisageaient encore récemment de déposer un plan de reprise alternatif. A RMC, le personnel plaide pour « le maintien du format généraliste ». L'intersyndicale SNJ, CFDT et FO juge « lourd », « le prix à payer sur le plan social », « avec 50 millions d'économies sur une masse salariale de 120 millions » ce qui représente une centaine de suppressions d'emplois sur un effectif de 250 personnes.

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Compte-rendu de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Rhône-Poulenc S.A. s'est tenue le 26 mai 1998 en présence d'un millier de participants. Elle a adopté les 20 résolutions présentées.

Principales résolutions

Approbation des comptes sociaux de l'année 1997 et de l'affectation du résultat. • Fixation du dividende • Ratification de la cooptation de MM. Igor Landau, Giorgio Frasca, Baudouin Prot, Marc Viénot, Antoine Jeancourt-Galignani et Olivier Steimer comme administrateurs • Finalisation de l'offre publique d'échange portant sur les titres participatifs contre des actions "A" à créer • Conversion des actions privilégiées "B" en actions ordinaires "A" • Autorisations au Conseil en vue de l'introduction en France de l'Euro.

A cette occasion le Président Jean-René Fourtou a déclaré :

« 1997 a été pour nous une année stratégique : nous avons renforcé nos activités dans les Sciences de la Vie, avec d'une part le rachat des minoritaires de Rhône-Poulenc Rorer, mais aussi en créant MERIAL, société que nous détenons à 50/50 avec MERCK, et qui est devenue leader mondial dans le domaine vétérinaire. D'autre part nous avons poursuivi le recentrage du groupe sur les Sciences de la Vie et les Spécialités Chimiques, et la cession de nos activités non stratégiques. Nous avons annoncé la fusion des Fibres et de notre Chimie, pour créer Rhodia. Nous avons procédé à la refonte de notre organisation et prévu en conséquence une charge exceptionnelle de 9,7 milliards de francs. Enfin nous avons procédé à une augmentation de capital de près de 7 milliards de francs ».

Rhône-Poulenc acteur majeur des sciences de la vie contribue par ses innovations à l'amélioration du bien-être de l'homme : santé humaine, santé végétale et animale.



ainsi qu'à la qualité et la sécurité de vie, avec sa filiale de chimie de spécialité, Rhodia.

Aujourd'hui, en 1998, ce qui est important pour nous c'est :

- la mise en Bourse de Rhodia : cession d'environ 30 % de Rhodia par mise en Bourse à Paris et New York dans le courant du mois de juin si les conditions de marché le permettent. Les actionnaires actuels de Rhône-Poulenc bénéficieront d'un accès privilégié à un certain montant, une partie étant par ailleurs réservée aux salariés du Groupe ;
- la réorganisation de notre "Pharmacie" pour laquelle j'ai annoncé en début d'année une provision exceptionnelle de l'ordre de 2 milliards de francs ;
- la focalisation sur le développement interne. La période des grandes acquisitions est terminée pour le Groupe. Il s'agit maintenant de bénéficier et de tirer profit de tous ces efforts passés. L'exclus donc toute acquisition significative, ce qui ne veut pas dire que l'exclus, à terme, une éventuelle fusion avec un autre groupe si cela s'avérait nécessaire.

Nos objectifs financiers pour 1998 restent donc ambitieux avec une augmentation du résultat net de votre société de 30 % ce qui représente un accroissement du résultat par action d'environ 20 %.

Jean-René Fourtou
Président-Directeur Général

Dividende : détachement du coupon le 3 juin 1998

Par action ordinaire "A" et privilégiée "B", dividende de 3,75 F plus un avoir fiscal de 1,875 F, soit un revenu global de 5,625 F (+7 %).

Relations Actionnaires :
25, quai Paul Doumer,
92408 Courbevoie cedex

N° VERT 0.800.40.53.43
3615 ou 3616 CLIFF
www.rhone-poulenc.com



البيان 155A

Maï

Le sculpteur des dons

C'est nante 1, M^{re} Paul Lc sar, après examen de ciment et pour « cobliens soci vice-prés grande ins leix (Le M Le juge d'avoir si L'homme tonnes de de haut, l'Opéra de commu moteur, H. ciété Imm (yonnaise ment), a é judiciaire

Les poll ont enquê Sycel et se joration li facturé de de francs millions de de 1,15 milliards ont é Henry Pe dans le ca pour « ab ont trouva souponne fertis à l'e de ce surc

Beaucou ton: le n nouaille, à l'esbroufe. par un va dernière c nationales tion. Sa fi des grand s resille q les plus f beaucoup, impôts », gardent p

CO
ZII
HOM
YO
PLE
Tél.:

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **INTEL**: le numéro un mondial des microprocesseurs est, après Microsoft, poursuivi par l'administration américaine. (Lire p. 16.)

● **SCHNEIDER**: Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe, a confirmé dans un entretien aux Echos du mardi 9 juin que le groupe avait rompu ses négociations avec Siemens en vue de créer une filiale commune dans la haute tension. Les négociations, selon nos informations, ont échoué sur le partage 50/50 que souhaitait imposer Schneider.

● **THYSSEN KRUPP STAHL**: le groupe allemand étudie une reprise du groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre, affirme le quotidien allemand *Westdeutsche Allgemeine Zeitung* à paraître. Les groupes Hoogovens, Usinor, Arbed, British Steel se sont déjà déclarés intéressés.

● **DANONE**: le groupe agroalimentaire français investit dans Aqua, le premier producteur d'eau asiatique. (Lire p. 17.)

● **ELF-ATOCHEM**: Atobaas, la filiale du groupe aux Etats-Unis, qui commercialise des plaques acryliques, a été rebaptisée Atoglas. La société utilise les marques Plexiglas sur le continent américain et Altuglas dans le reste du monde.

● **TOTAL**: la direction du groupe pétrolier et les syndicats CFE/CGC, CFTC et CGT/FO, ont annoncé, lundi 8 juin, la signature d'un protocole d'accord concernant un dispositif de départ volontaire en préretraite (PRI) qui pourrait toucher 500 salariés, âgés de 57 à 60 ans.

SERVICES

● **TRACTEBEL-ELECTRABEL**: les deux groupes énergétiques belges, filiales de Suez-Lyonnaise des eaux, ont annoncé, lundi, la reprise de la société Oslo Kraft, un des opérateurs les plus performants du marché norvégien, pour 110 millions de couronnes (87 millions de francs).

● **VIVENDI**: Pex-Générale des eaux a acquis 39,71 % des parts de la société brésilienne Companhia de Saneamento do Parana (Sanepar), pour un montant de 249,7 millions de réaux (1,3 milliard de francs).

● **BROWING FERRELL**: le numéro deux américain des déchets aurait reçu une offre de rachat de plus de 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de la part d'Allied Waste Industries.

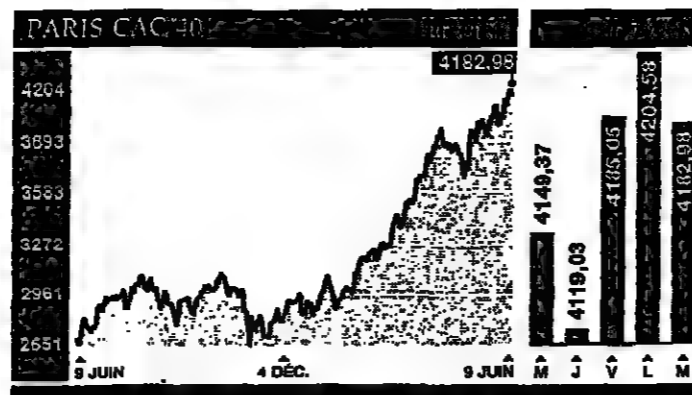
● **WELLS FARGO-NORWEST**: un accord de fusion a été conclu entre les deux groupes bancaires américains, pour environ 34 milliards de dollars (204 milliards de francs). Le président de Wells Fargo, Paul Hazen, sera le président du nouveau groupe.

● **MET LIFE**: la deuxième compagnie d'assurance-vie américaine, Metropolitan Life, va acquérir plus de 50 % des parts de Korea Life Insurance Co. Ltd (KLI), en contrepartie d'un investissement de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs).

● **UBS-SBS**: la Réserve fédérale américaine (Fed) a donné, lundi, son feu vert à la fusion de l'Union de banques suisses (UBS) et de la Société de banque suisse (SBS). Elle sera juridiquement réalisée partout dans le monde à partir des 27 et 28 juin.

● **UNICREDITO ITALIANO**: le nouveau numéro deux bancaire italien, né de la fusion entre le Credito Italiano et le groupe de caisses d'épargne Unicredito, se traduira par 2 000 suppressions de postes, a indiqué lundi l'administrateur délégué de Credito Italiano.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
INTERBANK	167,90	+10	+14,84
GROUPES CTR	599	+8,26	+17,20
CEGID (L)	249	+8	+10,65
ATOS CA	332	+6,03	+17,22
EURO DISNEY	11,63	+5,90	+86,42
CAP GEMINI	912	+5,67	+10,51
DEVALUPLY	92	+4,75	+9
PROMODES	378	+4,48	+23,14
ESSO	916	+4,28	+23,20
CHARGEURS	529	+4,21	+48,84

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

MARDI 9 JUIN, en milieu de journée, l'indice CAC 40 a accusé un repli de 0,63 %, à 4 178,29 points. Le marché s'est montré assez actif avec plus de 4 milliards de francs de transactions à la mi-séance. Les investisseurs ont procédé à des prises de bénéfices sur un sommet historique. Toutefois, ils ont poursuivi leurs achats sur les valeurs informatiques en portant les titres Atos (+3,6 %), Cap Gemini (+2,4 %) et Compagnie des signaux (+2 %). En revanche, l'action Usinor a été orientée à la baisse le jour de l'assemblée générale du groupe. Pourtant, Francis Mer, le président, a annoncé un doublement du bénéfice du premier semestre par rapport à l'année dernière. Mais, dans le même temps, il a confirmé son intérêt pour Cockerill Sambre, alors que son endettement est déjà élevé. Les deux groupes pétroliers Elf Aquitaine et Total ont abandonné 1,5 %, dans le sillage de leurs homologues américains.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en baisse, mardi 9 juin. Après quelques minutes de transactions sur le système de cotations électroniques, l'indice DAX 30 cédait 0,36 %, à 5 766,84 points.

LONDRES

LA BOURSE de Londres cédait un peu de terrain, mardi, à l'ouverture. L'indice FTSE 100 cédait 0,04 %, à 6 035,30 points. La veille, la Bourse de Londres avait terminé en nette hausse, franchissant le seuil des 6 000 points, soutenue par la progression de Wall Street. L'indice Footsie avait gagné 90,5 points à 6 037,8 points, soit une progression de 1,52 %. La publication de l'indice des prix à la production pour le mois de mai, en hausse de 0,1 %, avait eu peu d'impact sur les échanges.

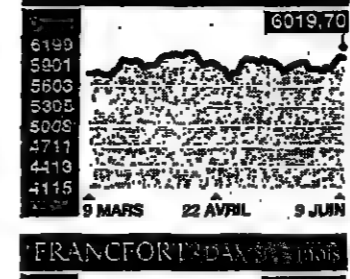
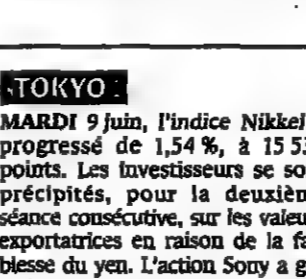
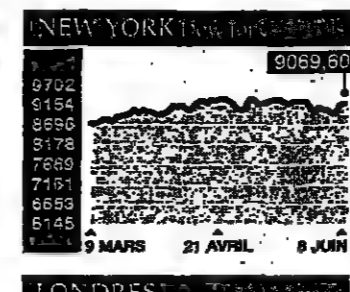
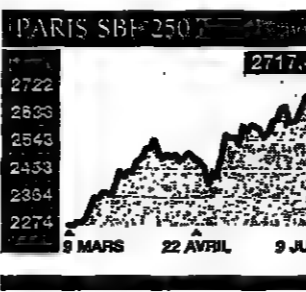
Indices boursiers

Europe 12h30

Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	-0,63	-0,48
SIF 120	-0,43	-38,24
SIF 200	-0,19	-37,72
SECOND MAR.	-0,14	-37,45
MIDCAC	-0,27	-49,26
LONDRES FT100	-0,28	-17,22
AMSTERDAM ABX	-0,44	-32,20
BRUXELLES BEL	-0,28	-37,48
FRANCFORT DAX	-0,36	-35,28
MADRID IBEX35	-0,28	-41,90
MILAN MIBEX	-0,28	-42,26
SUISSE SMJ	-0,19	-23,77
STOCK 666	-0,20	-
EURO STOCK 200	-0,21	-
STOCK 50	-0,23	-
EURO STOCK 50	-0,21	-

Monde

Cours	Var. %	Var. %
NEW YORK DJ	0,28	14,08
SP 500	0,17	14,07
NASDAQ	0,27	13,85
BUENOS-AIRES ML	1,76	-10,51
JOHANNESBURG	0,28	20,40
MEXICO BOB	-0,28	-14,00
SANTIAGO IPSA	0,15	-20,30
SAO PAULO BOVL	1,84	3,38
TOKYO NIKKEI	0,28	12,50
ASIE 1015	0,28	12,50
BANCONK SET	-1,06	-18,94
HONGKONG HSI	-2,27	-21,74
SEOUL	-2,47	-7,08
SINGAPOUR STI	0,21	27,42
SYDNEY ALL O	-0,72	0,28
TOKYO NIKKEI	1,54	1,78



TOKYO
MARDI 9 juin, l'indice Nikkei a progressé de 1,54 %, à 15 530 points. Les investisseurs se sont précipités, pour la deuxième séance consécutive, sur les valeurs exportatrices en raison de la faiblesse du yen. L'action Sony a gagné 2 % et celle de Fuji Photo Film de 2,38 %. Même le titre Honda Motors a augmenté malgré une éventuelle charge pour des problèmes de pollution aux Etats-Unis.

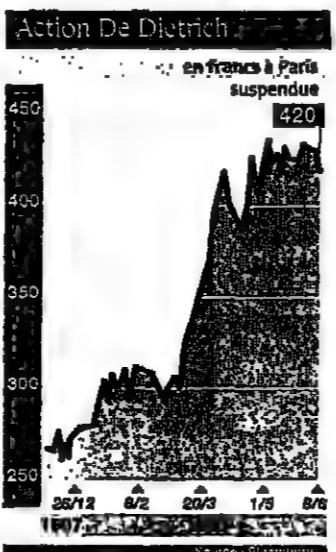
NEW YORK
LUNDI 8 juin, la Bourse américaine s'est adjugé une troisième séance de hausse. L'indice Dow Jones a gagné 0,43 %, à 9 069,60 points. Les fonds de pension ont encore collecté 14,5 milliards de dollars la semaine dernière. Le mariage de Wells Fargo et de Norwest a également relancé les spéculations de rapprochements dans le secteur bancaire.

Valeur du jour : De Dietrich reprend l'offensive

LUNDI 8 juin, De Dietrich a lancé une offre d'achat sur le constructeur autrichien de systèmes d'égouttage VAE. Le groupe français a proposé un prix de 1 525 schillings (720 francs) par action. Un investissement estimé à près d'un milliard de francs pour la totalité du capital. La direction de De Dietrich confirme avoir déjà acquis des titres VAE sur le marché et a déjà une position « confortable » au capital. Mais, l'opération a été rejetée par le conseil d'administration de la cible et devrait susciter une surenchère (dont le prix n'est pas communiqué) de la part du sidérurgiste autrichien VA Stahl.

Pour De Dietrich, l'enjeu est important. Après une passe difficile en 1996 (un résultat net tout juste à l'équilibre), le groupe a entamé un redressement spectaculaire qui s'est traduit par un bénéfice net de 157 millions l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs. Aujourd'hui, il doit trouver des relais de croissance. Régis Bello, le président de De Dietrich n'avait pas fait mystère de son intention de procéder rapidement à une acquisition pour utiliser sa trésorerie pléthorique. Fin 1996, cette dernière s'élevait à 250 millions de francs et, pour l'éponger, le groupe avait procédé à un rachat de ses propres actions.

« Actuellement, il lui reste près de 300 millions de francs de disponibilités », estime André Chassagnol, analyste chez Meeschaert-Rouselle. De plus De Dietrich dispose de lignes de crédit pour 1 milliard de francs. Les analystes s'attendaient plutôt à une opération de croissance dans les secteurs thermique (les appareils de chauffage réalisent 37 % des ventes mais près de la moitié du résultat d'exploitation) ou chimique (équipements en acier pour l'industrie chimique qui représentent un dixième du chiffre d'affaires et un quart des bénéfices), deux activités dynamiques et rentables. C'est pourtant dans le ferroviaire que De Dietrich a décidé de croquer. VAE est une belle cible, estime une analyse. Son activité, très internationalisée (86 % des ventes sont réalisées à l'étranger) est complémentaire de celle de Cogifer, la filiale spécialisée de De Dietrich. Sa marge d'exploitation de 6 % est supérieure à celle de Cogifer (5 %). Ce qui devrait permettre d'accélérer le redressement de Cogifer. Si l'opération était réalisée au prix d'offre actuel, elle contribuerait à l'augmentation de 13 % du bénéfice par action De Dietrich en 1999. Et si le groupe français était obligé de relever son offre de 15 %, voire de 20 %, l'impact serait toujours positif. « De Dietrich a les moyens de surenchérir », estime André Chassagnol. Outre ses liquidités, il peut toujours vendre ses actifs forestiers d'une valeur estimée à 150 millions de francs.



Enguerrand Renaud

MONNAIES

● **Dollar**: le billet vert était stable, mardi matin 9 juin, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,7765 mark et 5,9575 francs.

● **Yen**: le recul du yen s'est poursuivi, mardi, à Tokyo, la monnaie japonaise tombant jusqu'à 141,21 yens pour 1 dollar, avant de revenir à 140,40 yens en fin de séance. Il est faux de croire que le groupe des Sept (G 7), réuni à Paris, n'abordera pas la question des changes, a déclaré mardi le ministre des finances japonais, Hikanu Matsunaga.

« Certes, la Russie sera la question principale, mais quand les médias disent que les changes ne seront pas abordés, ils se trompent. Le G 7 ne cesse jamais de s'occuper des changes », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. « Un yen trop faible, ça nous inquiète beaucoup, a conclu M. Matsunaga. Nous prendrons donc des mesures de poids en coordination avec les autres pays du G 7. »

Cours de change

Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
FRANC	5,95	9,61	9,72	4,03	2,98	4,24	0,24	3,35
DM	1,78	1,87	2,90	1,20	2,28	6,15	0,99	3,20
LIRE (100)	1749,05	1941,03	2801,09	1160,38	874,13	1248,41	—	295,48
YEN (100)	140,25	155,49	229,15	95,08	79,01	—	8,01	78,32
FLORIN	2,22	3,27	1,36	—	1,43	0,71	1,13	0,84
FR. S.	1,47	1,64	2,41	—	0,74	1,05	0,28	0,28
LIVRE	0,61	0,68	—	0,41	0,51	0,44	0,53	0,10
ECU	0,80	—	1,47	0,81	0,45	0,64	0,82	0,51
DOLLAR	—	1,11	1,83	0,68	0,50	0,71	0,08	0,58

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,93	5,41	4,80	4,23	—	—	—	—
ALLEMAGNE	5,32	5,02	4,54	4,40	—	—	—	—
GDE-BRETAG.	5,68	7,02	5,75	5,51	—	—	—	—
ITALIE	5,59	4,98	5,11	5,83	—	—	—	—
JAPON	5,59	0,40	1,43	—	—	—	—	—
ETATS-UNIS	4,47	5,11	5,26	5,79	—	—	—	—
SUISSE	3,24	1,81	3,08	4,11	—	—	—	—
PAYS-BAS	3,75	3,45	4,89	5,41	—	—	—	—

Marché des changes

Devise	Cours	Actuel	Vente
ALLEMAGNE (DM)	335,374	322	346
AUTRICHE (100)	13,95	16,15	16,78
BELGIQUE (100)	16,25	16,88	16,78
CANADA	4,02	3,79	4,20
DANEMARK (100)	35,00	33	32
ESPAGNE (100)	16,94	16,27	17,27
ETATS-UNIS	5,95	5,67	6,27
FINLANDE (100)	106,33	106	116
GDE-BRETAGNE	5,72	5,51	10,16
GRÈCE (100)	1,97	1,75	2,28
IRLANDE	14,65	14,58	15,17
ITALIE (100)	5,15	5,15	5,15
JAPON (100)	14,24	14,03	14,38
NORVÈGE (100)	75,21	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	257,31	257,31	257,31
PORTUGAL (100)	14,93	14,93	15,17
SUEDE (100)	75,24	71,60	81,50
SUISSE (100)	132,92	132,92	132,92

ECONOMIE

Nette amélioration du moral des ménages

L'indicateur d'opinion des ménages a nettement progressé, en France, au mois de mai, pour s'établir à -16 points, contre -19 points en avril, ce qui correspond à son meilleur niveau depuis la mi-1995, selon l'enquête publiée mardi 9 juin par l'Insee. Les ménages sont en outre moins nombreux qu'en avril à s'attendre à une augmentation du nombre de chômeurs dans les mois qui viennent. Là encore, il s'agit du meilleur résultat depuis la mi-1995.

Les recettes fiscales nettes de 1997 ont été en ligne avec celles qui étaient prévues par la loi de finances initiale Juppé-Arthuis, fait ressortir le rapport Miguad sur le débat d'orientation budgétaire, qui devait avoir lieu mardi 9 juin à l'Assemblée nationale. La CGT a estimé lundi 8 juin que la baisse des taux administrés des livrets d'épargne, annoncée vendredi par le gouvernement, n'était pas « sans danger », car « elle peut nourrir davantage les placements financiers au détriment du logement social ».

Le Japon: l'économie continue à stagner mais doit faire face à des pressions baissières accrues, notamment en matière de production et d'emploi, écrit mardi 9 juin l'Agence de planification économique (EPA) dans son rapport mensuel, qui se refuse toutefois à parler de récession. (Lire page 18.)

Les prix de gros japonais ont augmenté de 0,2 % en mai, soit un recul de 1,7 % en glissement annuel, a annoncé mardi 9 juin la Banque du Japon (BOJ).

Le Pakistan: les Quinze ont décidé lundi 8 juin de revoir l'opportunité d'accorder des prêts internationaux au Pakistan à la suite de ses essais nucléaires, mais en tenant cependant compte « des circonstances économiques et financières » de ce pays.

Le Royaume-Uni: des milliers d'employés de maintenance des chemins de fer britanniques vont observer 11 jours de grève fin juin et début juillet, a annoncé lundi 8 juin leur syndicat, le Rail Maritime and Transport Union (RMT).

Allemagne: les déficits publics devraient se réduire progressivement, passant de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1998 à 0,5 % en 2002, selon des estimations du ministère allemand des finances.

Espagne: pour le cinquième mois consécutif, le taux de chômage enregistré en Espagne a diminué, tombant à 11,77 % en mai contre 12,14 % en avril, a indiqué lundi 8 juin à Madrid le ministère du travail.

République tchèque: le taux de chômage a baissé de 0,1 point au mois de mai par rapport au mois d'avril 1998, pour se situer à 5,3 % de la population active, a annoncé lundi 8 juin le ministère tchèque du travail et des affaires sociales.

La hausse des prix à la consommation en République tchèque s'est élevée à 0,1 % au mois de mai par rapport à avril 1998, a annoncé lundi 8 juin à Prague l'Office tchèque des statistiques. En glissement annuel, l'inflation s'établit à 11,1 %.

Indonésie: l'Agence pour la restructuration de la dette indonésienne (Indra), dont la création a été décidée par un accord passé le 4 juin à Francfort entre l'Indonésie et 13 de ses banques créancières, deviendra opérationnelle le 1^{er} août prochain, a annoncé, lundi 8 juin à Djakarta, RADIUS Prawoto, ancien ministre des finances.

La dette de l'Indonésie (entreprises et banques comprises) due cette année aux prêteurs privés étrangers s'élève à 29,2 milliards de dollars, selon des statistiques publiées lundi 8 juin.

NOMINATIONS

Motorola: Samer Roumieh est nommé directeur général de Motorola SA et directeur de la division radiocommunications.

هناك امتحان

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 10 JUIL 1998 / 21

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 9 JUIN
Liquidation : 23 Juin
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30

Table of stock market data for Paris, including CAC 40 index and various stock prices.

Table of stock market data for various international markets, including London, Frankfurt, and others.

Table of stock market data for various international markets, including Hong Kong, Singapore, and others.

Table of bond market data (Obligations) with columns for name, yield, and price.

Advertisement for 'Directours' travel agency, featuring a car and text about vacation packages.

Table of stock market data for various international markets, including Australia, New Zealand, and others.

Table of stock market data for the second market (Second Marché) with columns for name, price, and volume.

Table of stock market data for various international markets, including Canada, Mexico, and others.

Table of stock market data for various international markets, including South Africa, India, and others.

Table of SICAV and FCP (mutual funds) data, including fund names and performance metrics.

Table of mutual fund data (Fonds communs de placements) with columns for fund name and value.

Table of mutual fund data (Fonds communs de placements) with columns for fund name and value.

Vertical text on the right margin, possibly a page number or additional page information.

Naissances

Julie, Carole et Claude FRANCES JEANVINGROS ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur petit Alice, le 31 mai 1998, à Paris.

Décès

Les avocats et le personnel de Gide, Loyrette, Nouel ont la tristesse de faire part du décès de Jean-Louis BUTSCH, avocat au barreau de Paris, qu'ils s'honorent d'avoir compté parmi eux pendant près de deux ans.

Avignon. M. et M^{me} Jacques Cabassu, Clémence et Pierre. M^{me} Nicole Cabassu, M. et M^{me} Marcel Ducret et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de docteur Eugène CABASSU, expert agréé par la Cour de cassation, survenu le 7 juin 1998.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Denis, à Avignon, le mercredi 10 juin, à 10 heures, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Véran.

Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue du Rol-Rend, 84000 Avignon.

Monique, Jérôme, Laurence Plon, sa fille et ses petits-enfants, Marie-Louise et Jean Duperey-Tournier, sa sœur et son beau-frère, ont la tristesse de faire part du décès de Marcelle Françoise CAMMAS.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Médard, Paris-5^e, le jeudi 11 juin, à 9 heures.

88, boulevard Arago, 75014 Paris.

Josette Peres-Cohen, son épouse, Catherine et Jean-Claude Elalouf, Françoise Cohen, Sophie et Thomas Henaut, ses filles et ses gendres, Johanna, Judith, Raphaëlle, Gabrielle et Sara, ses petites-filles, Roger et Denise Cohen, André Cohen-Chastel et ses enfants, Édouard et Françoise Cohen, ses frères, sœur, belles-sœurs et neveux, Brigitte Leguero-Reyes, Ramon Reyes et leurs enfants, sa nièce et ses neveux, Delphine Brossenat, sa collaboratrice, ont la douleur de faire part du décès de Fernand COHEN, avocat à la cour, survenu le 7 juin 1998, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 juin, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à la porte principale, à 15 heures.

47, rue de COURCELLES, 75008 Paris.

Bernard Concin, Serge Concin, Elyzeta Concin et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès survenu le 3 juin 1998, à Washington, du lieutenant-colonel Lucien CONCIN, OSS (ancien Jedburgh), chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Vietnam, Silver Star with Palm, Bronze Star Medal, Distinguished Service Cross, croix de guerre 1939-1945, European African Middle East Campaign Medal 3 stars, citation à l'ordre de la demi-brigade de l'Armignac FFI.

Les obsèques auront lieu avec les honneurs militaires au cimetière national d'Arlington, le 14 juillet.

M^{me} Jacques Keller, M. Olivier Keller et ses enfants, Hélène Rummage, Claudine Keller, Anne Keller, M. et M^{me} Jean-Jacques Keller et leurs enfants, M. Gabriel Keller, Martine Cochin Keller, Céline, Alexandre et Jeanne-Alice Keller, M. et M^{me} Daniel Quensaudon et leurs enfants, M. Laurent Keller, M. et M^{me} Rumi Keller et leurs enfants, Joëlle Keller, Cécile Grandin, ont la tristesse de faire part du décès de Jeanne KELLER, survenu le 31 mai 1998.

Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 13 juin, à 15 heures, à l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e.

M. et M^{me} Goulé, M. et M^{me} Guadon, M. et M^{me} Le Bris, M^{me} Protard, Ses nombreux neveux et nièces, Ses amis intimes, ont la douleur de faire part du décès de Maurice DUFOUR, survenu le 6 juin 1998, dans sa soixante-dix-huitième année, à Sainte-Radegonde (Tours).

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 juin, à Paris, dans l'intimité familiale, 52, rue Ballard, 75015 Paris.

Françoise Krieg, née Chermozon, son épouse, Nicole et Marc Baudet, Thierry et Evelyn Krieg, Arnaud et Marlene Krieg, ses enfants, Emmanuelle et Stéphane Rallie, Karine et Laurent Bourguignon, Guillaume, Geoffroy, Charlotte et Florence Krieg, ses petits-enfants, Julien et Solène, ses arrière-petits-enfants, Raymonde et Maurice de Sablet, Jean-Paul et Martine Chermozon, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, font part du décès de Pierre-Charles KRIG, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, chevalier des Palmes académiques et du Mérite agricole, avocat honoraire, ancien député de Paris, membre honoraire du Parlement, ancien maire du 4^e arrondissement de Paris, ancien président du Conseil régional de l'Île-de-France, ancien président de l'Agence des espaces verts de l'Île-de-France, survenu le samedi 6 juin 1998, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4^e, où l'on se réunira à 10 h 30.

La crémation au cimetière du Père-Lachaise et l'inhumation au cimetière de Montmartre auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 86, rue de Monceau, 75008 Paris.

Le maire de Paris, Et le Conseil de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Pierre-Charles KRIG, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, chevalier des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, avocat honoraire, ancien député de Paris, membre honoraire du Parlement, ancien maire du 4^e arrondissement de Paris, ancien président du Conseil régional de l'Île-de-France, ancien président de l'Agence des espaces verts de l'Île-de-France, survenu le samedi 6 juin 1998, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4^e, où l'on se réunira à 10 h 30. (Le Monde du 9 juin.)

M^{me} Anne de Meslon, M. Jean Nicolas de Meslon, Les Glaneurs, Et les Amis des Amis, ont la tristesse de faire part du décès de M. Lionel de MESLON, survenu à Paris, le 20 mai 1998.

Une messe d'intention sera célébrée le jeudi 11 juin, à 18 h 30, en la basilique Notre-Dame des Victoires, à Paris-2^e.

M. et M^{me} Bernard Curis, M. et M^{me} Christian Mingasson, M. et M^{me} Jacques Bellanger, M. et M^{me} Joël Mingasson, M. Paul Mingasson, Ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Mingasson et Roure, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri MINGASSON, née Jeanne ROURE, survenu le 7 juin 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au nouveau cimetière de Ploëzan-Val-André (Côtes-d'Armor).

10, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

« Le soir venu, il leur dit : passons sur l'autre rive. » Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Joseph des Mielles, à Tournaiville.

4, rue Guersant-Guy, 29880 Locmaria-Plozané, 24, rue Spontini, 75116 Paris.

François, Jean-Michel, Julien, et Georges-Vincent Vergne, ainsi que leurs épouses et enfants, Sa famille, ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de docteur Robert François VERGNE, survenu à Paris, le 7 juin 1998, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juin, à 15 heures, en l'église de Meymac (Corrèze), suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Une messe à son intention sera dite le mercredi 24 juin, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 4, rue Corot, Paris-16^e.

La famille remercie toute l'équipe de l'hôpital Sainte-Péline pour ses soins attentifs et son dévouement. François Vergne, 54, rue Pasteur, 92150 Suresnes.

Messes-Souvenir. En souvenir de Marisa SCUABINE, une messe sera célébrée le vendredi 19 juin 1998, à 18 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5^e.

Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

M^{me} Guy de LAPEYRIÈRE, née Brigitte Le GAVRIAN, décedée le 6 juin 1998, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

De la part de M. et M^{me} Francis Bourguignon, M. et M^{me} Ignace Froidure, M. Guy de Lapeyrière, M. et M^{me} Gérard de Lapeyrière, M. et M^{me} François Millard, M^{me} Marie-José Delalande, M. et M^{me} Solange de Lapeyrière, ses enfants, Ainsi que leurs enfants et petits-enfants, en union avec

Guy de LAPEYRIÈRE, son époux, décedé le 4 novembre 1997.

Françoise de LAPEYRIÈRE, née de SEZZE, Nicole MILARD, née de LAPEYRIÈRE.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 juin, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Chimay, Belgique. Henry LAUDELOUT, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, membre de l'Académie d'agriculture de France, nous a quittés inopinément, ce 6 juin 1998, à l'âge de soixante-seize ans.

Le Centre culturel Calouste-Gulbenkian a la tristesse de faire part du décès de Maria de Lourdes BELCHIOR PONTES, survenue à Lisbonne, le 4 juin 1998, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 6 juin, en l'église Santa-Isabel de Lisbonne.

Professeur à l'université de Lisbonne, Maria de Lourdes Belchior enseigna aussi en France, aux États-Unis, fut conseillère à Rio, et secrétaire d'Etat (culture et recherche scientifique). Elle laissa une œuvre importante en histoire de la littérature, notamment sur le baroque ibérique. Pendant huit ans elle a dirigé le Centre culturel Calouste-Gulbenkian, à Paris, où elle laissa de nombreux amis et disciples. Parmi ses dévotionnaires, celle d'officier de la Légion d'honneur. Elle venait d'être faite docteur honoris causa de l'université de Porto et de l'université nouvelle de Lisbonne, à la création de laquelle elle avait beaucoup contribué.

51, avenue d'Éna, 75116 Paris.

M. et M^{me} Bernard Curis, M. et M^{me} Christian Mingasson, M. et M^{me} Jacques Bellanger, M. et M^{me} Joël Mingasson, M. Paul Mingasson, Ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Mingasson et Roure, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri MINGASSON, née Jeanne ROURE, survenu le 7 juin 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au nouveau cimetière de Ploëzan-Val-André (Côtes-d'Armor).

10, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

Besaçon.

Isabelle Morizot-Morain et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de Guy MORAIN, ingénieur France-Télécom, survenu le 7 juin 1998, à Besaçon, à l'âge de quarante-deux ans.

12, rue Boudot, 25000 Besaçon.

M. Nakhleh Afi, son mari, Gabriel, Angélique, Isabelle et Sophie, ses enfants, Samir et Samira Sahyoun, son frère et sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de Daad NAKHLEH, née SABIYOUN, survenu le 6 juin 1998, dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juin, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

« Son courage dans la vie et la maladie aura été exemplaire. »

« Dans du monde et femme d'un autre temps, elle avait la grâce et la beauté de l'Orient. »

M. Hébène Poquet, son épouse, Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de M. Paul-Marie POQUET, survenu le 5 juin 1998, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, muni des sacrements de l'Église.

29, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris.

M^{me} Renée SAINT-RAMON nous a quittés le dimanche 7 juin 1998.

Neil, Fabrice Pilorgé, Michel Pilorgé, Yvonne Saint-Ramon, Jean-Gérard Saint-Ramon, Charlotte Saint-Ramon Roveri et leurs familles, se réuniront le vendredi 12 juin, à 9 h 45, en l'église Saint-Germain-des-Prés, chapelle Saint-Symphorien, pour la messe d'enterrement.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bèrèche (Indre-et-Loire), à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Adresses vos dons à Lutte contre la douleur, CETD hôpital Saint-Antoine, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris.

Cherbourg, Tourlaville. Jacques et Colette Sur, Serge Sur et Roseline Leteroux, ses enfants, Franck, Nicolas et Florence, Sabine, ses petits-enfants, Martin, son arrière-petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Suzanne SUR, née HUAUT, survenue le 28 mai 1998, dans sa quatre-vingt-cinqième année.

« Le soir venu, il leur dit : passons sur l'autre rive. » Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Joseph des Mielles, à Tournaiville.

4, rue Guersant-Guy, 29880 Locmaria-Plozané, 24, rue Spontini, 75116 Paris.

François, Jean-Michel, Julien, et Georges-Vincent Vergne, ainsi que leurs épouses et enfants, Sa famille, ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de docteur Robert François VERGNE, survenu à Paris, le 7 juin 1998, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juin, à 15 heures, en l'église de Meymac (Corrèze), suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Une messe à son intention sera dite le mercredi 24 juin, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 4, rue Corot, Paris-16^e.

La famille remercie toute l'équipe de l'hôpital Sainte-Péline pour ses soins attentifs et son dévouement. François Vergne, 54, rue Pasteur, 92150 Suresnes.

Messes-Souvenir. En souvenir de Marisa SCUABINE, une messe sera célébrée le vendredi 19 juin 1998, à 18 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5^e.

Colloques

Colloque du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, en collaboration avec l'Institut catholique de Paris : Y a-t-il une morale « judéo-chrétienne » ? le dimanche 14 juin, à l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, Paris-6^e.

Renseignements à l'AIU : 01-53-32-88-55.

RÉPUBLIQUE ÉGALITÉ CONTRE ÉQUITÉ

Colloque du Comité Laïcité République Le 13 juin, à partir de 13 h 45, au Sénat, 15, rue Vaughard, 75006 Paris (pièce d'identité obligatoire).

Animé par Marc Riglet (France-culture), avec les interventions de M.-N. Liensmann (anc. ministre) ; H. Guaino (anc. commissaire au Plan) ; Ch. Jelen (journaliste, Le Point) ; Ph. Cohen (fond. Marc-Bloch) ; D. Tchetché Apes (mil. associatif) ; Ph. Fossier (journalisme) ; P. Kessel (président du CLR).

Inscriptions sur place ou tél. : 0-803-089-947.

Conférences-débats

L'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) organise à Paris, le jeudi 11 juin 1998, à 18 heures : « L'avenir des outils français de la dissuasion nucléaire ».

Une conférence-débat animée par Pascal Boniface, IRIS. Avec Guy-Michel Chauveau, député PS, Michel Voisin, député UDR, Jacques Bouchard, CEA/DAM, Jean-Pierre Matge, Aérospatiale. Renseignements et inscriptions : IRIS. Tél. : 01-49-40-33-36.

Diplômes ingénieurs

L'ESAIP à Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire) offre la possibilité aux titulaires de BTS, DUT ou DEUG, ainsi qu'aux élèves de classes préparatoires, de devenir ingénieur en informatique industrielle et réseaux de télécommunications ou en sécurité environnement prévention (DU) après un parcours international de formation sur trois ans.

Tel. : 02-41-96-63-10.

Concours

Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Préparation au concours externe d'entrée à l'École nationale d'administration. Admission après examen du dossier et test d'aptitude.

Renseignements et retrait des dossiers à partir du 15 juin 1998, CIPCEA, 12, place du Panthéon, Paris-5^e. Tél. : 01-46-34-99-33. Inscriptions définitives et début des enseignements : octobre 1998.

Tables rondes

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES JUIFS DU MAROC 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 01-45-49-51-40. Fax : 01-45-48-24-83

et Robert ASSARAR, président, organisent une Table ronde.

Écriture et réécriture de la mémoire chez les Juifs du Maghreb. Dimanche 14 juin 1998, à 14 h 30, aux salons de la Société pour la promotion de l'industrie, 4, place Saint-Germain, 75007 Paris.

Avec Adine Dayan-Rosenmann, Casablanca, Montréal, Dimona, Sarcelles, l'écrivain porte-mémoire et le temps de l'écriture.

Annie Goldmann, présentation du film israélien « Un brin de chance » de Zeev Reviv. Quand une histoire d'émigration se dit sous forme de métaphore et avec des chansons.

Cette table ronde sera dédiée à la mémoire de Yédida Stillman, professeur à l'université d'Oklahoma (États-Unis) et membre du Conseil scientifique du CRJM.

Examens

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique et par l'État

Directeur : François Wehrin Président : Christian de Portzamparc Retenue autonome 1998

Lycéens préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'école spéciale d'architecture à l'automne 1998 ?

les examens d'admission se dérouleront le 1^{er} juillet 1998, le 1^{er} septembre 1998.

Renseignements : ESA, 234, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tél. : 01-40-47-40-00. Fax : 01-43-22-81-16.

Communications diverses

An CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 11 juin, à 20 h 30 : David Bérzinik : « Les Intégristes » (éditions Grancher). Tél. : 01-42-71-63-19.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 TARIF à la ligne DÉCÈS, REMERCIEMENTS, 109 F HT AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS, 95 F HT TARIF ABONNÉS 95 F HT NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, 500 F TTC MARIAGES, FIANÇAILLES Forfait 10 lignes Toute ligne suppl. : 60 F TTC THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter 01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96

Manière de voir LE MONDE diplomatique Le bimestriel édité par FOOTBALL ET PASSIONS POLITIQUES ■ Un fait social total, par Ignacio Ramonet. ■ Géopolitique du football, par Pascal Boniface. ■ Un résumé de la condition humaine, par François Brune. ■ Une multinationale du profit, par Jean-Marie Brohm. ■ Nationalismes dans les études en Yougoslavie, par Ivan Colovic. ■ Un miroir des vertus allemandes, par Albrecht Sonntag. ■ Troisième mi-temps pour le football iranien, par Christian Bromberger. ■ Football en Afrique, par Christian de Brie. ■ En Amérique latine, football rime avec social, par Eduardo Febbro. ■ Un sport ou un rimmel ? par Marc Augé. ■ Une religion laïque, par Manuel Vázquez Montalbán. ■ La gloire des tricheurs, par Edoardo Galeano. ■ « Heysel », par Jean Bandrillard. ■ Télévision, vers un jeu virtuel, par Jacques Blociszewski. ■ Saint-Denis, une ville, un Stade, par Emmanuel Vaillant. ■ Et autres... Chez votre marchand de journaux - 45 F

Découvrez-le. Le Monde L'ÉDUCATION de LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE CORPS avec : Philippe Decouffé rédacteur en chef invité, Philippe Brenot, Belinda Cannone, Noëlle Châtelet, Merce Cunningham, Arlette Farge, Olivia Grandville, Lydie Salvayre, Jean-Didier Urbain, Jocelyne Vaysse, Georges Vigarello... ■ Vivre. Est-il encore possible d'être bien dans son corps quand la société agresse, corsete, contraint ? ■ Exalter. L'amour, la fête, les vacances. Quand le corps mène la danse... ■ Comprendre. A l'école, les vêtements corporels ont-ils disparu ? ■ Découvrir. Le métier de prof de gym a bien changé. Portrait. Et aussi : ■ La folie des rapports à l'éducation nationale ■ Comment sauver les banlieues ? La méthode du thérapeute Charles Rojzman ■ Peut-on encore travailler dans la culture ? ■ Voyage en Émilie-Romagne, le pays où naquit le théâtre à l'italienne ■ Sports : l'amateurisme est-il encore possible ?... CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Ma Le sculpteur des dons

C'EST nante l'... M. Paul L... sar, après examen du ciment s... pour « cor... biens soci... vice-prés... grande ins... leix (Le M... Le juge d'avoit s... L'Homme tonnes de de haut, l'Opéra de command... moteur, H... cité imm... lyonnaise ment), a d... judiciaire

PROCÈS-VI Les poli ont enquê Sylvé et se loration li facturé de de francs millions de de 1,15 mil ciers ont é Henry Pc dans le ca pour « ab ont trouvi soupçonner ferts à l'e de ce surc

de notre : Beaucou ton: le nu nouaille, à l'Esbrouffe par un va dernière c nationales tion. Sa fr, des grand sa resille q les plus f beaucoup, impôts », gardent pi

CO

ZII

HOM

YO

PLE

Tél.:

SCIENCES Longtemps associé à l'image du métier à tisser, le textile est en réalité un secteur de pointe en matière de recherche et d'innovation. ● LE SYMPOSIUM interna-

tional Textextil a rassemblé, les 28 et 29 mai à Lyon, plus de trois cents industriels et chercheurs sur des sur-jets aussi divers que les applications des nouveaux matériaux composites

dans le domaine du bâtiment, de la santé, des biomatériaux et des vêtements de sport. ● COORGANISATEUR de ce colloque, l'Institut textile de France, situé à Ecullly (Rhône),

mène un vaste projet de recherche sur les effets visuels que l'on peut conférer aux surfaces: couleurs sans colorant, couleurs changeantes, effets 3D, etc. ● CHIMISTES et physi-

ciens pénètrent au sein de la matière, associé à volonté différents polymères et bâtissent de nouvelles architectures moléculaires pour les tissus.

L'industrie textile apprivoise la physique

Dans la région lyonnaise, les héritiers des canuts et des soyeux ont délaissé les métiers à tisser pour la science. Leur but: créer des étoffes dont les propriétés, « taillées sur mesure », jonglent avec la couleur, les bactéricides, la radioactivité et peut-être, demain, le son

LYON
de notre envoyé spécial
Regardez-vous. Si le temps n'est pas au beau, seules émergent la tête et les mains. Le reste se cache dans les vêtements qui font plus que nous habiller. Ils protègent, réchauffent, absorbent, maintiennent, mais parfois irritent et étouffent aussi. Les grandes marques se livrent à une rude compétition pour imposer sur le marché des produits aux fonctions de plus en plus avancées. En témoignent les thermorégulateurs, les « impers respirants », les antibactériens et les antiacariens, qui ont déjà fait une percée dans ce secteur.
Le symposium International Textextil, coorganisé par l'Institut textile de France (ITF), la Foire de Francfort et l'Institut textile de Manchester, en a fait le constat à Lyon les 28 et 29 mai. Tissés, non-tissés et tricots gagnent aussi le bâtiment et la santé. Les textiles techniques, notamment les matériaux composites, s'invitent dans les constructions, où ils renforcent le béton et s'associent aux métaux, quand ils ne les remplacent pas.
Considérés comme de bons biomatériaux - certains polymères, comme les acides polyactiques et polyglycoliques sont

biodégradables dans l'organisme -, ils entrent aussi à l'intérieur du corps. On pose ainsi aujourd'hui des pivots dentaires à base de fibre de carbone, et le grand espoir de demain consistera à fabriquer des greffons en cultivant des cellules spécifiques au sein d'armatures textiles en trois dimensions, qui leur donneront la forme voulue: oreille, trachée, vessie, etc.
Non loin de ce colloque, Roger Châtelin, responsable de la recherche et de l'innovation à l'ITF, accumule idées et produits. Là une pelote de « laine » grise. A première vue, rien de spécial. Une fibre souple, légèrement pelucheuse, un peu rêche au toucher. « Aucun des nombreux spécialistes auxquels je l'ai montrée n'a trouvé de quoi elle était composée, lublie le chercheur. Un seul était sur la bonne piste » de cette pelote... d'Inox quasi pur.

CODE: REVE
Depuis environ un an, ce chimiste développe un projet au nom de code prometteur: REVE (Recherche sur les effets visuels évolutifs). Pour ce faire, l'ITF a créé une équipe pluridisciplinaire regroupant autour de lui des laboratoires lyonnais, l'Institut de la mode (université Lyon-II) et l'Institut textile et chimique de

Lyon. « Notre ville étant une place forte en matière de luxe, de soieries, de produits sophistiqués et de chimie, le but est d'innover à long terme en gardant cet esprit haut de gamme », explique Roger Châtelin. S'articulant autour de quatre grands thèmes - teinture, changements de couleur, effets 3D et association d'effets spé-

en plus fines, d'agir au niveau de la molécule, de refaire des architectures moléculaires », souligne Roger Châtelin. Souvent associée à l'image vieillotte du métier à tisser, l'industrie textile se situe en fait en pointe en matière de nanotechnologie. Une des techniques les plus prometteuses est celle des fibres greffées. En bom-

plus spectaculaires porte le doux nom de « robe d'un jour ». « C'est un concept de vêtement dont on peut faire changer la couleur très rapidement, décrit le chercheur de l'ITF. Tous les colorants ayant une fonction ionique, ils réagissent parfaitement aux fibres greffées. Vous mettez votre robe rouge et du carbonate dans votre machine à laver et la robe ressortira blanche. » Il suffit ensuite de mettre, dans le compartiment lessive, un colorant différent pour que le vêtement prenne instantanément une teinte nouvelle. Pourtant, les industriels seraient plutôt tièdes.
bactérienne, ou au pH du milieu. « On nous a récemment demandé de réfléchir à un tissu sonochrome, raconte Roger Châtelin. Pourquoi pas ? » Les possibilités et les applications sont immenses. Sans compter que l'on peut combiner différentes propriétés...
A l'étude figurent aussi un coton autodérouillable, contenant des fibres élastiques, des textiles autoréparants, d'autres autonettoyants, digérant les taches de graisse... Sur le bureau du responsable de la recherche de l'ITF, 3 500 sujets d'innovation s'alignent. « Seulement une centaine par an sont traités. Les autres attendent et finissent par être obsolètes. C'est un peu démotivant. » D'autant que l'ITF, par manque de moyens, doit en permanence « se livrer à nombre d'acrobaties » pour aboutir. « Un accélérateur d'électrons, nécessaire pour fabriquer des fibres greffées, coûte 30 millions de francs. Alors nous en louons un en Russie », explique Roger Châtelin, qui ne peut s'empêcher d'envier les moyens du Centre national textile américain: sept universités, une trentaine de projets financés par les industriels. L'un d'entre eux fait rêver: le tissu caméléon...

Pierre Barthélémy

José Mariano Gago, ministre de la science et de la technologie

« Le Portugal espère combler son retard scientifique en huit ans »

LE THEME scientifique de l'Exposition mondiale de Lisbonne, que le premier ministre, Lionel Jospin, visite mardi 9 juin, est l'occasion, pour ce pays, de montrer l'intérêt qu'il porte aux sciences et à la technologie (Le Monde du 22 mai). Physicien reconnu - il a travaillé notamment au CERN de Genève -, José Mariano Gago, cinquante ans, ministre de la science et de la technologie depuis novembre 1995, fait partie d'une génération dont la carrière a commencé avec l'ouverture du pays à la démocratie. S'appuyant sur les aides de l'Union européenne, il a entrepris une modernisation à marche forcée des structures scientifiques de son pays.
« Les océans, un patrimoine pour le futur: le thème de l'exposition est très scientifique. Cela est-il important pour vous ?
- Le choix de ce thème n'est pas un hasard, mais le prolongement d'une action que le Portugal a lancée depuis plusieurs années dans les forums internationaux. L'ancien président de la République Mario Soares présida la Commission mondiale indépendante pour

les océans, dont le rapport sera présenté début septembre à Lisbonne. Au sein de l'Union européenne, nous avons soulevé la question des océans avec beaucoup de force lors des discussions au niveau ministériel sur le programme-cadre pour la recherche. Soutenu par d'autres pays, le Portugal a proposé la création d'une Agence européenne de la mer.
« Ce genre de structure existe pour l'espace (avec l'Agence spatiale européenne) ou pour la biologie moléculaire, pas pour le domaine maritime. Or l'étude et l'exploitation des océans constituent un enjeu stratégique important. Comme celle de l'espace dans le passé, la conquête du milieu marin peut donner lieu à un nouvel essor dans beaucoup de branches industrielles et scientifiques. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place une structure susceptible de coordonner et de dynamiser des recherches très interdisciplinaires: de mettre en œuvre des instruments et du matériel coûteux comme les navires océanographiques ou les satellites.
- Mais l'exposition fait aussi

une large place à Vasco de Gama et au passé maritime du Portugal...
- Sans doute. Mais c'est pour nous placer résolument au niveau de la modernité. Notre passé d'étroites relations avec la mer est un capital qui peut être utile à tous. S'il est possible de transformer ce symbole en source d'actions, tant mieux pour l'Europe et pour le Portugal.
« Il en est de même des échanges que nous entretenons depuis des siècles avec des pays de culture et de mœurs différents des nôtres en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Nous présidons cette année l'Initiative Eureka de l'Union européenne. Nous en avons profité pour souligner l'importance d'une ouverture sur le monde en tenant, par exemple, de favoriser une exportation des technologies européennes vers la Chine, par l'intermédiaire de Macao, sous administration portugaise et dernier point de présence européenne en Chine.
- L'engagement européen semble important pour vous.
- Pendant cinquante ans, la dic-

ture nous a isolés du monde. Ce régime a été néfaste au développement de l'enseignement et de la culture. Nos meilleurs chercheurs et universitaires ont souvent dû s'exiler. Il y a eu un énorme fossé à combler. Notre adhésion à l'Union européenne, en 1986, fut essentielle pour affirmer et renforcer l'effort qui avait été entrepris lors de la révolution de 1974.
« Dans le domaine des sciences et techniques, le résultat a été impressionnant. Le nombre des doctorats passés au Portugal croît de 10 % chaque année, depuis dix ans. Celui des publications de chercheurs portugais reconnues

par l'index international des citations a triplé en dix ans. Une telle croissance nous impose un défi très difficile. Il nous faut réorganiser et ouvrir nos structures de recherche. Nous avons mis en place un système international d'évaluation de tous nos centres de recherche et de tous les projets soumis à aide publique.
- Vous êtes-vous fixé des objectifs de développement ?
- Nous partons de très bas: au 31 décembre 1995, l'effort national de recherche n'atteignait que 0,6 % du PIB. Pour l'instant, je préfère m'intéresser aux hommes plutôt qu'aux statistiques financières. En Europe, la proportion de chercheurs dans la population active est de quatre pour mille. Elle n'est que de 2,4 au Portugal. Nous venons de lancer les travaux préparatoires à un programme à moyen terme qui va bénéficier de l'appui de la Communauté européenne. Le Portugal espère combler son retard scientifique, par rapport à la moyenne européenne, en huit ans.
- Avez-vous les moyens financiers de cette ambition ?
- Je crois que les finances

suivent toujours la volonté politique. Jusqu'à présent, je n'ai pas à me plaindre. Le gouvernement issu des élections de 1995 est le premier de toute l'histoire du Portugal à consacrer à la recherche un ministère à part entière. Pour la troisième année d'affilée, mon budget est en augmentation de 15 %, en pleine période de compression budgétaire (NDR: en 1995, l'effort gouvernemental portugais pour la recherche et le développement se montait à 59 861 millions d'escudos, soit environ 1,8 milliard de francs.)
« Avant nous, des générations de Portugal ont travaillé à l'avancement du pays sans grand espoir. Pour la première fois dans l'histoire du pays, nous avons enfin des objectifs réalisables et un programme crédible. Cela ne signifie pas que le travail est fini: nous n'avons, par exemple, aucune tradition de relation efficace entre la science et les domaines économiques et social. Il faut tout faire en même temps. C'est très difficile, mais très intéressant. »

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour



JOSÉ MARIANO GAGO

PARIS 5*
SUSAN'S PLACE
Tex Mex
11er prix Européen du meilleur Chili (Casi Carne)
Menu 120 F pour 2
le TEXAS NACHOS
Plus végétariens bienvenus
51, rue des Ecoles (côté St-Michel)
01.43.54.23.22 - See jiq 23h15

PARIS 5*
L'INDE SUCCULENTE
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5e
Climatisé
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 3*
Spécialités Thaïlandaises,
Chinois et vietnamiennes
Spécialités de poissons.
Le Porte Bonheur
19, boulevard Saint-Martin
Hôtel Renaissance du Grand Hôtel St Denis
Tél. : 01 42 74 72 91

PARIS 5*
TOUTOUNE
Un décor ensoleillé,
tout le charme de la Provence...
- Une cuisine de fraîcheur à prix raisonnables...
- Chef de cuisine: Christophe PAUCOD
Menu 128 F au déjeuner en semaine
Carte menu à 178 F avec la souprière de Saison d'office (198 F le dimanche)
5, rue de Pantouze - Tél. 01.43.26.56.31

PARIS 6*
ALSACE A PARIS T.L.J.
01.43.26.21.48
9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS
RESTAURANT - BRASSERIE
MENUS 119 F et 169 F
GRANDE TERRASSE OMBRAGÉE
Parking devant l'établissement.

PARIS 6*
La Chope d'Alsace
Papas d'allemands
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6*
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6*
CHEZ GANDHI
Bonne table indienne de Paris
Recommandé par les guides gastronomiques
Enc. 19 F Salle climatisée. Fermé lundi midi.
19, rue Dauphine - Paris 6*
Tél. 01 43 29 01 29 / 01 43 07 08 06

PARIS 6*
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 100 F et
Carte 90/120 F - 11, rue Monsieur la Prince
01.43.24.95.34 - 0211, jusqu'à 06:30

La Ferme d'Alsace
Tout l'été 228 F
Plateau Rouge
Homard du Canada
Langoustines
Tourteau
Araignée de mer
Crevettes roses
Crevettes grises
Etrille et Tarama
L'ARBUCI 25, rue de Buci - 01 44 32 16 00
CHARLOT 12, place de Clichy - 01 53 20 48 00
LA TÀVERNE 24, bd des Italiens - 01 55 33 10 00
AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 01 40 13 77 00
LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Élysées - 01 53 93 97 00
LE PROCOPE 13, rue de l'ancienne Comédie - 01 40 46 79 00
LE GRAND CAFE CAPUCINES 4, bd des Capucines - 01 43 12 19 00

Retrouvez chaque semaine le rubrique "GASTRONOMIE", renseignements publiés 01.42.17.39.40 - (Fax) 01.42.17.39.25

01 42 17 39 40

La belle hollandaise

Une casserole au bain-marie, des jaunes d'œufs battus, des carrés de beurre ramolli, du sel et quelques gouttes de citron en signature. Pour mettre les asperges en majesté

TOUJOURS SUBTILE à faire cuire, toujours fastidieuse à épicer, toujours délicate à accompagner avec l'asperge, rien n'est jamais gagné d'avance. Il y a les options courtes et les options longues ; de la simple vinaigrette à la sauce mousseline, le choix est vaste. C'est une question de hardiesse ou de savoir-faire. A moins que ce ne soit une question d'inspiration, comme cette jolie entremets que proposait Alain Senderens, il y a quelques années, dans une composition où l'on voyait des œufs mollets s'assoupir sur les demoiselles d'Argentueil et des coques de modeste extraction venir les napper d'un jus crémeux et épice de fines herbes. A part, des canapés toastés et ourdis de caviar tenaient la chandelle.

Telle n'était pas l'envie de ce cher emmerdeur et ami que l'on traîne depuis mille ans, toujours affamé et curieux - de plus en plus affamé, les fiches « poètes et poésies » servant aujourd'hui de cale aux tables des refuges de l'ANPE - ; ce misérable, lui, voulait se souvenir d'une certaine sauce hollandaise, qui accompagnait des blanches de Belgique, un soir d'invitation imprévue et de dèche noire. En guise de briolette, il se proposait de venir avec dans la poche la série complète et entière (20 francs le livre) des six brefs ouvrages parus récemment au Mercure de France et flatteusement consacrés aux Recettes littéraires.

Jean Genet, Albert Cohen, Marguerite Duras, René Fallet, Alexandre Vialatte, Julio Cortázar, Montesquieu, Günter Grass - on en passe, des moins convaincants et des meilleurs -, écrivains tous saisis par la chose gastronomique et tous décidés à y aller de leur couplet. C'est amusant et sobrement très bien fait, le pisteur et rassembleur de textes, Arnaud Malgorn, ne ménageant pas ses

efforts pour tenter de démêler les effets de plume du temps de mijotage, la réalité délicate et coriace de l'envolée lyrique. Saint-Carême, pardonnez-leur : « Quand elle dépasse le simple art de vivre, la cuisine est œuvre d'art et, par là même, cousine de la littérature », hasarde l'auteur dans l'une de ses introductions. Le copain était fier. Il y avait même, au cœur de cette savante production, dans l'un des opuscules intitulé *Ceufs, pâtes, apprêts de légumes*, une scène imaginée par Jean-Claude Brisville, qui, dans son *Supper*, armait l'appétit des deux ogres et monstres, Talleyrand et Fouché, réunis autour d'asperges dites en petits pois - le tendre du légume coupé fin, beurre, sarriette, clou de girofle et liaison de jaunes d'œufs avec un dé de crème fraîche. Dialogue.

C'est du vaudou à base de beurre, de la sorcellerie sans intestins de crapaud. Magique. Mais alors, dites-donc, le tour de main. Voilà l'histoire

Fouché : « Je finirai par croire mes agents qui m'assurent que vous passez une heure chaque jour dans vos cuisines. » Talleyrand : « Ils vous trompent, monsieur le duc : j'en passe deux. Comme on nourrit les gens on les connaît. »

Justement, connaissant bien le zigomar qui s'amenait avec son coiffeur présent, décision immédiate fut prise de céder à la hollandaise. Ceux ou celles qui savent réussir cette sœur de toutes les déceptions prétendent que c'est très simple quand on a pigé le principe et sous la main les instruments vrais pour la réaliser. Ces bons apôtres veulent seule-



HOLLANDAISE EXASPÉRÉE D'ÊTRE MISE À TOUTES LES SAUCES.

ment nous prévenir qu'il n'est pas question de laisser le chef-d'œuvre se perdre entre des mains trop délibérément innocentes, et qu'il est clair que, le soir où vous allez décider de vous collecter à cette baratte du diable, vous dégusterez vos asperges avec de l'huile honorée d'un peu de vinaigre et accommodées de sel et de poivre, comme tout le monde. C'est du vaudou à base de

ration. Attention, lever de rideau avec l'arrivée d'un personnage fluet, mais essentiel : le voile, réduction de vinaigre et de poivre (au moulin) jusqu'à l'idée extrême de la réduction. On frissonne toujours. Et puis, laissons refroidir hors du dangereux et chaud clapot. Pour mieux répartir s'y mesurer avec l'entrée en scène des jaunes d'œufs, tombés des cintres un à un, et battus au fouet, avant l'arrivée des carrés de beurre ramolli - essentiel, le ramollissement - que l'on tourne-nomme nominativement jusqu'à complète émulsion avant d'engager le suivant dans la bagarre. Sel et gouttes de citron en signature. Ou police-secours : pincée d'eau froide quand on sent que l'affaire tourne mal. Mais il est souvent déjà trop tard.

Asperges servies tièdes, hollandaise aussi. Mais soyons très prudents. Née des flammes mouillées, cette ombreuse craint la chaleur par-dessus tout et peut tomber en syncope à n'importe quel moment, vous lâchant sans prévenir, comme le régale de la soirée, qui venait subitement de cesser de faire l'intelligent, pour se consacrer tout entier au sujet et réajuster ses souvenirs aux inaltérables délices de l'amitié.

Jean-Pierre Quélin

* Recettes littéraires, textes réunis et présentés par Arnaud Malgorn dans une série de six livres. Mercure de France. 20 F chaque.

Le thon en boîte

José María Serrats est triste, son usine a brûlé. José est conservé. Il met des poissons en boîte. Venu à Paris pour une tournée avec des confrères espagnols afin de présenter le *neq plus ultra* de l'épicerie espagnole, ce qu'il regrette le plus dans cet incendie ce n'est pas tant son outil de travail - les assurances ont remboursé - mais une grosse boîte de thon de 1933 qui a disparu dans le sinistre. « Si vous saviez comme c'est bon du thon à l'huile d'olive qui a pris de l'âge, dit-il avec regret. Comme les sardines. L'animal se bonifie avec le temps. » Le thon millésimé ne fait pourtant pas l'unanimité. Chez Saupiquet (qui réalise un quart des ventes de ce poisson en France), on considère que le chemin naturel de l'animal n'est pas le placard mais l'assiette du consommateur. Voilà pourquoi on conseille de déguster le contenu des conserves dans les trois ans qui suivent leur fabrication. En France, chaque foyer ouvre en moyenne quatorze boîtes de thon par an, soit un peu plus de deux kilos de ce poisson. Le pic des ventes se situe l'éte



et le mois qui bat tous les records est celui de juin. Les Français sont « thonivores » comme aucun autre peuple. Non en quantité - les Américains nous battent -, mais pour ce qui est du mode de préparation. Alors que partout dans le monde le thon en boîte le plus vendu est nappé sous des filets d'huiles diverses, nos compatriotes exigent du thon « au naturel ». Un peu d'eau, un peu de sel : voilà les seuls compagnons tolérés dans 72 % des conserves vendues sur notre territoire. Un cas unique. Cette spécificité nationale présente un autre intérêt, les textes de loi prévoient que ce poisson quand il est préparé au naturel doit décliner son identité sur sa boîte. On sait s'il s'agit de Listao, d'Albacore ou de Germon, ce que les fabricants ne sont pas tenus d'indiquer pour les conserves de thons en sauce ou en salade. Ces trois espèces sont pourtant très différentes gustativement et financièrement. Si le thon Listao est utilisé dans les boîtes premier prix (36 F environ le kilo), l'Albacore à la chair rosée domine le marché (52 F le kilo)

et le Germon, aussi appelé « thon blanc », vendu environ 84 F le kilo, ne représente plus aujourd'hui que 3 % des ventes. C'est celui-ci, pourtant, qui fit au début du siècle les beaux jours de la conserve, quand il était pêché à la canne dans le golfe de Gascogne. Le Nantais Arsène Saupiquet serait bien étonné de savoir que l'entreprise qui porte son nom ne commercialise plus depuis deux ans ce Germon devenu trop cher. La maison Petit Navire continue quant à elle d'en proposer, en provenance des Seychelles. Plus sec en bouche que l'Albacore, il est en revanche plus doux. Les puristes l'apprécient par-dessus tout taillé dans la ventrière, en petits filets plats comme des sardines. Il faut goûter au moins une fois à cette douceur qui fait merveille l'éte en sandwich comme en salade.

Guillaume Crouzet

* Thon Albacore Saupiquet au naturel, 8,60 F environ les 100 g. Thon Germon Petit Navire au naturel, 10 F environ les 100 g. Filets de thon Germon à l'huile d'olive La pointe de Permarch, 28 F les 85 g. Epicerie fine ou par correspondance au 02-98-58-13-01.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 7^e
Choumieux
SPECIALISTE DE CASSIOLET
et COMPTE DE GAMBARD
Tous les jours de 12h à 14h
Dimanches de 10h à 12h
17, rue St-Denis 75001 Paris
Tél. 01 47 58 43 73

PARIS 7^e
LES MINISTERES
depuis 1919 un brio de Paris
Menu 169 F apéritif et vin compris
servi même le samedi et dimanche
30, rue du Bac - Tél. 01 42 61 22 37
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 7^e
"d'chez eux"
Gardiens des Traditions
Ambassadeurs de Sud-Ouest
Menu-déjeuner 270 F (boisson comp.)
2, avenue de Lowendal
(deuxième les Invalides) - Tél. 01 47 05 52 55

PARIS 8^e
Un PATIO UNIQUE et terrasse au
142, Av. des Champs-Élysées - 01 44 13 86 26
FLORA DANICA (185 F)
(Bois et vin)
COPENHAGUE (boisson comprise)
MENU 240 F (boisson comprise)
BARBIS, SAMBOUR, RESINE, CANARD SAÛLÉ

PARIS 16^e
Gastronomie Italienne
Spécialités de
pâtes fraîches
Formule midi 75 F
sans l'IVS
Menu-Cardé 145 F
32 rue Lauriston
Tél. 01 47 55 88 00

PARIS 19^e
LE PALAIS DE L'INDE
Fais sa part de bon Climat
"Le meilleur restaurant indien
de Paris à prix raisonnable"
65, rue Marlin - 75117
01 42 38 51 26 - 01 42 38 51 14

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION
FRUITS DE MER
& PLATEAUX
80 € 247 €
Menu et...
Famille 120 €
121' - 152'
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
28 bis, place Cléber - 75009 Paris
Tél. 01 48 74 44 78 - Fax. 01 42 80 89 10
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSAISIENNE
3, place du 19-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 01 45 48 96 42 - Fax. 01 45 44 58 48

PARIS 7^e
Clémentine
"Charmant bistrot retro,
chargé de souvenirs."
Le patron prépare une cuisine du
Sud-Ouest accompagnée d'une belle
carte de poissons - Terrasse d'été.
Tourelle 109 F. Carte 170 F. Feu
62, avenue Bosquet - 01 45 51 41 16

PARIS 11^e
RESTAURANT SAIMRATÉ
SPECIALITES AUTHENTIQUEMENT INDIENNES
Cuisine végétarienne et non végétarienne
CURRY et GRILLADES TANDOORI
Salle Club, Qu. Mar. & S. sur saut handi midi
50, rue de la Fontaine au Bois St. Germain
Clos Fontaine - 01 43 57 17 97
PARIS 12^e
Fais sa part de la Bastille
LE MANGE TOUT
Cuisine traditionnelle
Spécialités Rouennaises, Quercy, Avignon.
Menu savor 100 F (vin compris)
Menu du jour 99,50 F. Carte 120 F et 159 F
24, bd de la Bastille - Tél. 01 43 43 98 15
Le soir - Service après CROISSA et Spéciales

Pendant la
COUPE DU MONDE DE FOOTBALL
LE
WEPLER
offre un accueil particulier
à ses clients...
Seules, au entre amis, nous aurons le
plaisir de leur offrir une coupe de
Pommery Rosé et certains plats leur
seront spécialement réservés.
Place Cléber
01 45 22 53 24

GASTRONOMIE

3
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

Ma Le sculpteur dor

C'EST nante ! M. Paul L. sar, après examen d cement s pour « co bins so: vice-pré grande in lets (Le M Le juge d'avoir s L'Homme tonnes d de haut, l'Opéra de command moteur, H ciété imm lyonnaise ment), a judiciaire

PROCÈS-V Les pol ont enqui Sicyl et se loration l facturé d de franc millions d de 1,15 m ciers ont Henry P dans le c. pour « at ont trouv soupçon tic Pr pa l illés cotin

de notre. Beaucon ton: le n nouaille, à l'esbroue par un va dernière a nationales tion. Sa f des grand sa resille q les plus f beaucoup, impôts », gardent p

CO

ZI

HOM

YO

PLE

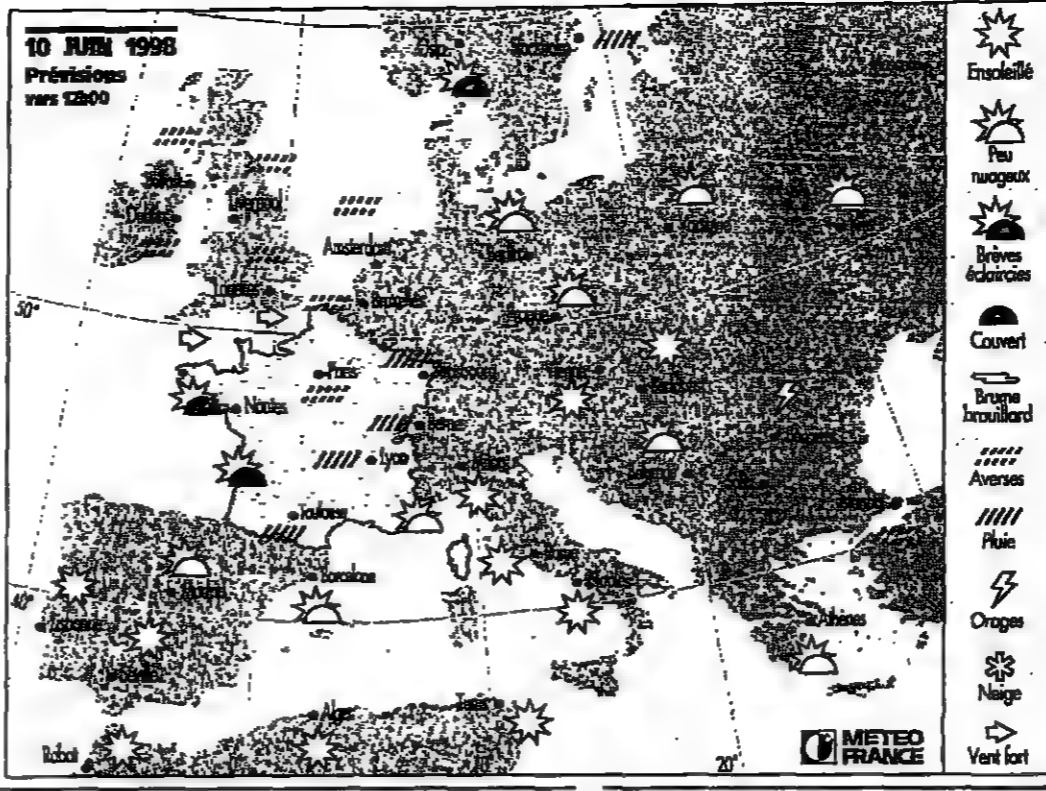
Tél.:

D

Temps agité et plus frais

MERCREDI, une zone dépressionnaire au large de l'Irlande va se décaler vers la mer du Nord. La perturbation associée traversera la France. Un front secondaire donnera des averses près de la Manche. Ce temps agité sera accompagné d'une baisse des températures. Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - C'est un temps agité qui va dominer avec des nuages et des averses. Le vent d'ouest pourra atteindre 70 km/h en Manche. Les températures seront de l'ordre de 16 à 18 degrés. Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après un passage pluvieux dans la nuit, un temps instable va s'installer avec nuages et averses. Sur les Ardennes, les éclaircies seront un peu plus nombreuses. Le thermomètre indiquera 16 à 20 degrés. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Il pleuvra sur ces régions en matinée puis les éclaircies reviendront.

mais seront entrecoupées de quelques averses. Il fera plus frais, entre 18 et 21 degrés l'après-midi. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En début de matinée, il pleuvra un peu près des Pyrénées, puis un temps assez ensoleillé s'installera. Des cumulus se développeront et une averse isolée n'est pas exclue sur Poitou-Charentes. Les températures seront fraîches, entre 18 et 21 degrés. Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Un passage pluvieux traversera ces régions dans la journée. Des éclaircies reviendront sur l'ouest de ces régions avec un petit risque d'averse. Le thermomètre indiquera 18 à 21 degrés. Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Il pleuvra à partir de la fin de matinée sur ces régions. La tramontane se lèvera dans l'après-midi sur le Languedoc et des éclaircies perceront. Les températures seront de l'ordre de 22 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

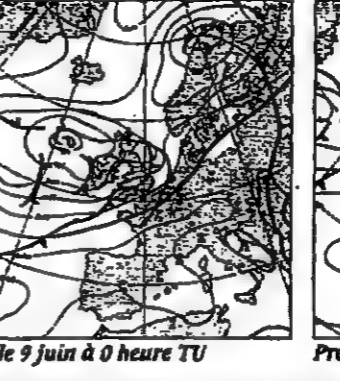
■ ESPAGNE. La croissance du nombre des touristes séjournant à Barcelone a été importante au cours de l'année 1997. Les hôtels ont enregistré 650 000 nuitées de plus qu'en 1996. Le taux d'occupation hôtelière a été de 76,6 %, soit 10 points au-dessus de la moyenne de 1996. Pour la première fois, les touristes ont dépassé les visiteurs en déplacement d'affaires. ■ ITALIE. Les entrées dans les 25 musées nationaux dont les horaires d'ouverture ont été prolongés au mois d'avril, ont progressé de 37 %. La hausse a été enregistrée en particulier dans les onze musées dont les horaires se prolongent jusqu'à 22 heures les jours de fête. Dans les autres musées ouverts jusqu'à 22 heures tous les jours, comme l'Accademia di Venezia (nord-est) ou la galerie Borghese de Rome, la progression a été un peu moins sensible.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like London, Amsterdam, Rome, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Moscow, Tokyo, Sydney, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Cairo, Marrakech, Pretoria, etc.



PRATIQUE

Choisir et installer la climatisation chez soi

DÈS L'APPARITION des premières journées de chaleur, Michel T. souffre, car son appartement, situé sous les toits et exposé sud-ouest, devient une véritable fournaise. Traducteur, il travaille chez lui et songe à équiper son bureau d'une climatisation. Le froid sera produit à l'intérieur d'un circuit fermé. Dans la première partie (l'unité intérieure), l'évaporation d'un fluide frigorigène absorbe des calories dans le local à climatiser. Dans la seconde partie (l'unité extérieure), ces calories sont rejetées par condensation de ce fluide. Ceci est réalisé soit dans l'air, soit dans un circuit d'eau.

Proprétaire de son appartement, Michel préfère investir dans une véritable installation. La première solution est le split fixe, qui, comme le split mobile, sépare les deux parties du circuit. L'unité intérieure peut être fixée sur un mur, un faux plafond, ou installée au sol. Pour climatiser plusieurs pièces, on peut opter pour le « multisplit »: plusieurs unités intérieures sont raccordées à une seule unité extérieure.

travaux et le prix (600 à 700 francs le m²), il est pratiquement réservé à l'habitat individuel neuf. Un « bilan thermique simplifié » déterminera le type d'installation et la puissance frigorifique nécessaire. Cette étude prendra en compte la surface des locaux à climatiser, leur isolation, l'ensolaillement, les fenêtres et doubles vitrages (qui préservent du froid l'hiver, mais laissent pénétrer le rayonnement solaire l'été), la présence de stores, l'éclairage, le nombre d'occupants du logement, et l'utilisation du local (quatre personnes déployant une activité in-

tense dans une pièce produisent davantage de chaleur qu'une seule). « Selon la qualité de l'isolation, la puissance et le prix de l'installation peuvent varier du simple au double », explique André Sautet, délégué général du groupement d'intérêt économique (GIE) Climatization et développement. Il souligne l'intérêt de la « réversibilité » (inversion du circuit), c'est-à-dire la possibilité pour le climatiseur, moyennant une majoration du prix de 10 %, de se transformer en chauffage d'appoint pour les fins d'été ou de printemps maussades.

DE 650 A 1 300 F LE MÈTRE CARRÉ Le coût varie de 650 à 1 100 francs le mètre carré, pose comprise pour un split-système, et de 700 à 1 300 francs le mètre carré pour un multi-split. Un climatiseur monobloc à air revient à environ 600 francs le m². Et pour un système à eau avec des ventilateurs convecteurs, il faut compter 700 à 1 400 francs le m². Il convient d'y ajouter le prix de la consommation électrique, soit environ 1,40 franc l'heure; compter 300 à 500 francs pour un appareillage de puissance moyenne, pendant deux mois d'été dans une région chaude. On peut

en revanche bénéficier d'une réduction d'impôts pour gros travaux (article 85 de la loi de finances pour 1997). On fera établir plusieurs devis, afin de comparer les matériels et les prix. Pour les installateurs, André Sautet recommande les qualifications « Qualibat, Qualiclima et Qualiélec ». Pour la fiabilité du matériel, il signale la certification « Eurovent » décernée par des laboratoires indépendants qui appliquent des mesures standards à tous les constructeurs, et garantissent, à 3 % près, la conformité des produits aux performances (puissance et acoustique) indiquées dans les brochures commerciales. Actuellement, 62 marques sur les 118 distribuées en France ont le label « Eurovent ». Enfin, il faut se préoccuper de l'entretien, car la qualité de l'air conditionné en dépend en partie. Les contrats vont de 1 000 à 1 700 francs pour deux interventions par an. Toutefois, le nettoyage des filtres, semblables à ceux que l'on trouve dans une boîte aspirante, peut être facilement réalisé par le particulier lui-même.

MOTS CROISÉS

Word search grid with numbers 1-12 and letters.

HORIZONTALEMENT 1. Entrée dans le monde des grands. - II. Moyen d'expression. Ligne de démarcation au lissant. - III. Un guide important pour les péens. Coucou par les deux bouts. - IV. Donne droit de tout ramasser, à condition d'arriver le premier. Compagnon de débauche du Régent. - V. Note. Tribu israéliite. Font bon ménage avec les chemises. - VI. Démonstratif. Tranchants. - VII. Voyelles. Écrit sur article sans aucun style. - VIII. Affirmation du Nord. Travailla au bâtiment. Mesure

SCRABBLE

Scrabble puzzle with grid and clues. Clues include: 1. Tirage: A E I P R R U. 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. 3. A A L R S T U: trouvez un sept-lettres. A E H I O S U: en utilisant les quatre consonnes du tirage précédent, trouvez quatre huit-lettres.

A la recherche du troisième mot

Scrabble puzzle with grid and clues. Clues include: 1. Tirage: A E I P R R U. 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. 3. A A L R S T U: trouvez un sept-lettres. A E H I O S U: en utilisant les quatre consonnes du tirage précédent, trouvez quatre huit-lettres.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 3 juin

Solutions for the crossword puzzle. Includes: a) CLAMEUR, 1A, 90, faisant US et RI, ou l'anagramme MACULER. b) MEULERA, 14 B, 43, faisant MA, LUT, ALE, VE, OR et NA. CAREX, roseau, D, 4, 38, faisant OHE, ou CULEX, moustique.

CULTURE

LE MONDE/MERCREDI 10 JUIN 1998

SUBVENTIONS La situation créée en Rhône-Alpes par l'élection de Charles Millon (ex-UDI, qui vient de créer La Droite) à la présidence de la région avec les voix du FN, a des

conséquences négatives dans le domaine de l'aide à la culture. Pour que certaines subventions soient reconduites, Charles Millon aurait aujourd'hui besoin d'un soutien que la

gauche « plurielle » lui refuse par principe. Ainsi, le 20 mai, l'addition des voix négatives du FN et de celles de la gauche a conduit au rejet de toute aide à de nombreux projets.

● LES ARTISTES concernés, qui sont partagés sur la stratégie à adopter, se sont réunis lundi 8 juin dans la banlieue lyonnaise pour tenter d'organiser leur résistance au FN et la défense

de leurs institutions. ● CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a dénoncé, lors d'une conférence de presse, « la tentation démagogique du FN d'opposer le peuple aux artistes ».

En Rhône-Alpes, la résistance culturelle à l'extrême droite

Après le rejet le 20 mai de nombreuses subventions par le conseil régional, les artistes se mobilisent et débattent de la situation créée par l'élection, avec le soutien du Front national, de Charles Millon à la présidence

LYON
de notre envoyée spéciale
Comment sortir du blocage ? Les artistes, le ministère de la culture ainsi que les partis de la gauche « plurielle » cherchent une issue à la crise déclenchée par le vote du conseil régional du 20 mai. Réunis en commission permanente, les élus ont rejeté à la majorité plusieurs subventions proposées par Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes - projets culturels, bourses pour les étudiants, activités sportives pour les jeunes de banlieue (*Le Monde* du 25 et du 31 mai). Le paradoxe réside de la situation créée par l'élection de Charles Millon à la tête de la région avec les voix du Front national alors que la gauche avait une majorité relative. Aujourd'hui, Charles Millon aurait besoin, pour certains votes, de l'appui que la gauche lui refuse par principe.

Depuis, les milieux culturels de la deuxième région de France se mobilisent. Parmi les « recalés », figurent des structures diverses : Rhône-Alpes Cinéma, un fonds d'aide à la production de films dirigé par Roger Planchon (*voir ci-dessous*) ; la compagnie de théâtre Image aiguë, qui bénéficiait pourtant d'une convention de deux ans signée en 1997 ; cinq projets artistiques dans des quartiers défavorisés, entrant dans le cadre de la politique de la ville.

Seule une petite partie des demandes de subventions culturelles étaient à l'ordre du jour de la commission permanente du 20 mai. Lors de la prochaine réunion de cette instance, prévue le 25 juin, devrait être votée une subvention pour le défilé de la Biennale de danse. Puis, à l'automne, l'ensemble des budgets 1999 seront examinés.

Les responsables du spectacle vivant se sont réunis lundi 8 juin afin d'organiser leur résistance (*voir ci-dessous*). L'Agence Rhône-Alpes pour le livre et la documentation (Arald) doit tenir une assemblée gé-

nérale mercredi 10, au cours de laquelle l'attitude des éditeurs face à la nouvelle composante du conseil régional devrait être abordée. Le 18 juin, Rhône-Alpes Cinéma doit être auditionné par le conseil régional ; il sera accompagné par plusieurs organismes de la profession, la Société des auteurs réalisateurs-producteurs (ARP), l'Union des producteurs de films (UPF) et l'école de cinéma lyonnaise dirigée par Bertrand Tavernier, l'Institut Louis-Lumière.

Une coordination souple des grandes institutions régionales est aussi en alerte : après les élections, l'Opéra de Lyon, l'Orchestre national, le Musée des beaux-arts et celui d'art contemporain, la Maison de la danse, l'Institut Louis-Lumière et quelques autres avaient déjà écrit au conseil régional pour exprimer leur inquiétude.

MANQUE DE CONCERTATION

Malgré une réponse rassurante, les acteurs culturels sont inquiets. La stratégie de la gauche « plurielle » consiste à voter contre les propositions de Charles Millon, pour démontrer que le président élu avec les voix du Front national ne peut rien sans elles. Elle se retrouve ainsi sur la sellette et, déjà, le Parti communiste change de tonalité. Ses élus « proposeront et soutiendront les projets utiles aux Rhône-Alpins », a affirmé vendredi François Auguste, président du groupe régional communiste.

Gérard Collomb, élu socialiste, affirmait dans le même temps : « Nous assumons totalement. Lorsqu'on entre en résistance, ça fait toujours mal. Sous la collaboration aussi, on reprochait aux résistants de prendre les civils en otage. » La ministre de la culture a rencontré le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, pour l'inciter à assouplir sa position, qu'il a réaffirmée et précisée lors du conseil national du PS, samedi 6 juin. Cependant, la nouvelle attitude des communistes pourrait



Dirigée par Christiane Véricel, la compagnie Image aiguë, qui joue en ce moment « De Lorient à Pondichéry », a été privée d'un tiers de ses subventions.

permettre de rétablir les subventions supprimées, si elles étaient représentées à la commission permanente de la fin juin ou de la fin juillet.

Les victimes des coupes budgétaires reprochent moins à la gauche sa stratégie que le manque de concertation. Les élus de gauche ne se sont pas manifestés auprès

d'eux, ni avant ni après le vote. Quatre des cinq porteurs de projets artistiques dans les quartiers ont adressé aux élus vendredi une déclaration s'inquiétant d'une « stratégie qui creuse tragiquement le fossé entre les élus, les intervenants présents dans le champ culturel et les habitants concernés ». Ils précisent : « On ne fait pas d'omelette sans cas-

ser des œufs, nous diront certains. Nous ne sommes les œufs de personne, et quelle est la nature de cette omelette ? »

Metteur en scène qui travaille avec de jeunes acteurs de diverses nationalités, Christiane Véricel avait été invitée à déjeuner à Maignion en mars, quand Lionel Jospin avait voulu rencontrer quelques artistes de la nouvelle génération. Après la suppression de sa subvention de 500 000 francs, elle déclare : « Nous sommes très heureux que le Front national ait refusé l'approbation de notre subvention. Nous partageons l'attitude de la gauche « plurielle » qui refuse toutes les propositions de Charles Millon. Néanmoins, le résultat de ces décisions nous prive d'un tiers de nos subventions. N'est-il pas contradictoire qu'une compagnie qui s'exprime depuis toujours contre les idées du Front national doive cesser ses activités dans une région où justement ce danger est présent ? »

Sa compagnie vient de créer un spectacle remarqué, *De Lorient à Pondichéry* (*Le Monde* du 8 mai), dans lequel jouent des Indiens, des Africains, des Maghrébins. C'est cet intérêt qui est censuré par le Front national. « Nous avons voulu marquer le coup avec cette compagnie qui se dit exemplaire en matière de politique de la ville et propose l'exaltation d'une société multiculturelle », a répondu Pierre Vial, vice-président FN de la commission culture du conseil régional, aux questions de l'hebdomadaire *Lyon capitale*.

CONTRE L'ART CONTEMPORAIN

Sur la même base idéologique, il revendique l'attaque contre Rhône-Alpes Cinéma : « Nous souhaitons faire un petit « tir de rappel » à l'attention de Roger Planchon, qui a pris des positions très hostiles au Front national. » Les cinq autres projets donnent la preuve que les jeunes de banlieue peuvent faire autre chose que brûler des voitures, si des activités intéressantes leur sont proposées. La compagnie Lézard dramatique, en résidence depuis quatre ans à Vaulx-en-Velin, anime des ateliers de théâtre, de cinéma et d'écriture. Pendant trois jours en février, la présentation de créations faites par les habitants a rassemblé 700 spectateurs chaque soir.

Sans la subvention régionale (140 000 francs), Jean-Paul Delore, responsable de la compagnie, devrait tout arrêter à la fin du mois. « Le Front national ne veut pas reconnaître ces liens qui se tissent entre différentes populations et qui donnent naissance à de nouvelles formes artistiques », estime-t-il. L'Association Pandora, à Vénissieux, publie une revue littéraire, *Paroles d'Aube*. La subvention refusée (40 000 francs) devait servir à organiser la deuxième édition du festival de littérature « Parole ambulante », centrée sur l'abolition de l'esclavage, en présence de l'écri-

vain martiniquais Patrick Chamoussau et du Haïtien René Depestre. Le chorégraphe de Vénissieux Zoro Henchid se dédie, en plus de ses créations, à la formation de ses « petits frères ». Le projet de danse hip-hop, pour lequel il aurait dû recevoir 40 000 francs, devait permettre l'ouverture de plusieurs ateliers. A Saint-Martin-d'Hères et à Saint-Etienne, les deux projets censurés concernent l'initiation du jeune public à la danse.

Pierre Vial nous avait déjà affirmé qu'il fallait supprimer le ministère de la culture. Son groupe Front national a déposé deux amendements devant le conseil régional, à la mi-avril, rayant des crédits culturels. Le premier s'en prend à l'art

Catherine Trautmann, le peuple et les artistes

La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a déclaré lundi 8 juin, lors d'une conférence de presse : « La culture est plus que jamais la cible du Front national. Les arguments et les méthodes qu'il mobilise contre les artistes ou les structures de diffusion sont inacceptables : appropriation de la ville et propose l'exaltation d'une société multiculturelle, rejet de la création contemporaine, désignation des artistes à réduire au silence. La tentation démagogique du FN d'opposer le peuple aux artistes et l'exhortation à l'identité patrimoniale contre la création nous renvoient à l'une des périodes les plus sombres de notre histoire. Cette situation appelle une grande vigilance et la mobilisation de tous les élus républicains, également attachés à la valorisation du patrimoine culturel et au renouvellement de ses formes et de ses esthétiques. »

La ministre propose de « recueillir tous les faits, toutes les déclarations portant atteinte à la liberté de création et de diffusion ».

contemporain, lors de l'examen de la ligne « Soutien aux filières culturelles » : « Dans le domaine des arts plastiques, sont baptisées « art contemporain » des « choses » dont la raison d'être est la dérision la provocation, le rejet du réel, l'exploitation du snobisme, le copinage institutionnalisé. » A la ligne « Développement culturel en milieu rural et politique de la ville », l'amendement vise encore à des suppressions : « Sous l'expression « accès à des pratiques culturelles originales » se dissimulent des activités de déracinement culturel comme le rap ou le tag, pratiques exaltées par les adversaires de l'identité nationale, du ministre de l'agitation de rue. »

Catherine Bédarida

Le fonds Rhône-Alpes Cinéma est lourdement pénalisé

AVEC UNE SUBVENTION de 9 millions de francs annuelle, Rhône-Alpes Cinéma est la structure la plus pénalisée par le vote du conseil régional. Le Front national, qui avait jusqu'alors toujours voté les crédits à ce fonds d'aide à la production, a refusé la subvention proposée par Charles Millon. La gauche a aussi voté contre. La surprise a été d'autant plus grande que Rhône-Alpes Cinéma, créé en 1990 et dirigé par le metteur en scène Roger Planchon, est une émanation directe de la région et entretient les meilleurs rapports avec les élus.

« A ce jour, nul ne sait si ce gel est définitif », proteste Roger Planchon, personnellement visé par le FN (*voir ci-dessus*). Organisme professionnel, le fonds a pour mission de coproduire des films (cinquante-six depuis 1990) et d'attirer des tournages en région. Il aide téléfilms, courts

et longs métrages les plus divers : *La Classe de neige* (de Claude Miller), *Dis-moi que je rêve* (de Jean-Claude Mourieras), *La Vie rêvée des anges* (d'Erick Zouca), présentés à Cannes cette année, et des films de Gérard Jugnot, Claude Berri, Jean-Luc Godard ou André Téchiné.

LES CONTRATS SIGNÉS SERONT HONORÉS

En sept ans, Rhône-Alpes Cinéma estime à 215 millions de francs les retombées économiques pour toute la région : salaires des techniciens, comédiens et figurants ; hôtellerie et restauration des équipes ; soutien à la diffusion des films. En 1997, ses activités ont engendré une masse salariale de 9 millions de francs pour les techniciens et comédiens rhônalpins et de plus de 40 millions pour les professionnels du reste de la France.

Dès l'élection du président de région à l'aide des voix du FN, Roger Planchon a sonné l'alarme auprès des responsables politiques locaux et du ministère de la culture. « Messieurs Blanc, Baur, Millon, l'ensemble des artistes qui travaillent dans vos régions désapprouvent ces alliances. (...) Souhaitez-vous chasser les artistes de sensibilité politique différente de la votre ? », a-t-il écrit dans une tribune au *Monde* (8 avril).

Les organismes professionnels espèrent qu'un correctif budgétaire ou un nouveau vote de la commission permanente pourra rétablir les crédits du fonds. En attendant, nous a expliqué Roger Planchon, « les contrats signés seront honorés, mais le reste du travail est gelé ».

C. Ba

Les artistes s'organisent au Théâtre de la Renaissance d'Oullins

LYON
de notre envoyée spéciale
« On est encore KO, sous le choc », soupire Maguy Marin, chorégraphe à l'Opéra de Lyon. Avec 400 artistes et responsables de centres culturels et de festivals de la région, elle participe à une journée de réunion pour organiser « la résistance contre l'extrême droite », lundi 8 juin au Théâtre de la Renaissance d'Oullins, dans la banlieue de Lyon.

Théâtre, danse, musique : les professionnels sont venus pour cette première rencontre publique depuis l'annonce de la suppression de plusieurs subventions. Le directeur régional des affaires culturelles, Abraham Bengio, y assiste. Plusieurs thèmes sont proposés : « Comment organiser la lutte pour les six années à venir, agir auprès des élus, sensibiliser le public, prendre position sur la question des subventions ? »

Les subventions ? La scène nationale de Meylan (Isère), l'Hexagone, a refusé celles de la région dès l'élec-

tion de Charles Millon avec l'aide du FN. « Pour que le « F haïne » ne passe pas par nous et que le conseil régional Rhône-Alpes retrouve sa dignité », l'Hexagone en appelle à la « résistance » et au « métissage ». Maguy Marin affirme, au contraire, que « les subventions sont de l'argent public ». Le refuser, « ce serait tout bénéfice pour le FN » en même temps qu'« un suicide pour les petites structures ».

RÉSEAUX LOCAUX

Au fil des discussions, des décisions se prennent. Des comités départementaux s'ébauchent, avec l'objectif de faire circuler rapidement l'information et de mobiliser les réseaux locaux, les institutions culturelles et les artistes. Le principe d'une série de rencontres avec les différents groupes politiques du conseil régional, hostiles à l'alliance FN-Millon, est retenu. Plusieurs questions leur seront posées : « Comment voient-ils le problème budgétaire pour 1999 ? Quelle attitude

préparent-ils envers ceux qui ont été privés de subvention ? Comment comptent-ils lutter contre le FN ? » Fin septembre, une journée régionale de mobilisation serait organisée à destination du public, avec de la musique, du théâtre, de la danse, des débats.

La plupart des « recalés » du 20 mai sont venus au Théâtre de la Renaissance, à l'exception de Rhône-Alpes Cinéma et du centre culturel L'Esplanade de Saint-Etienne. Christiane Véricel, metteur en scène de la compagnie Image Aiguë, débarque directement du Brésil où elle prépare une nouvelle création. A l'initiative de plusieurs metteurs en scène (Ariane Mnouchkine, Philippe Adrien) et chorégraphes (Maguy Marin, Claude Brumachon), un fax a été adressé aux acheteurs de spectacles : « Nous demandons solennellement aux théâtres de s'engager à acheter une ou plusieurs représentations du spectacle de la compagnie Image Aiguë. » Quelques-uns ont déjà répondu favorablement.

Le même geste ne peut répondre au cas, différent, des artistes qui ont perdu leur subvention pour animer des ateliers dans les quartiers. Le chorégraphe Zoro Henchid s'étonne de voir la région faire « marche arrière » alors que « l'institution avait compris que le hip-hop est une culture ». Le jeune homme, qui s'est enrichi de la danse buto japonaise, rappelle que le hip-hop existe depuis 1975 et avance résolument vers l'an 2000 : « C'est la même philosophie qu'au début, qui s'approfondit et évolue grâce au métissage culturel. » A la demande de la ville de Vénissieux, il forme depuis plusieurs mois des jeunes au hip-hop, qui doivent aussi participer à la Biennale de danse. Les financements de cet atelier paraissent assurés. « Quelle explication vais-je donner à ces cinquante adolescents, comment éviter qu'ils ne s'écrasent ? », se demande à présent le chorégraphe.

C. Ba

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Les classes sociales aujourd'hui

Les classes sociales de l'ère industrielle sont en déclin. Longtemps espérée, l'extension des classes moyennes coïncide avec le retour des inégalités. La société se fragmente.

Nouveaux visages de la pauvreté

La loi d'orientation sur la lutte contre les exclusions est examinée par le Parlement depuis le mois de mai. Elle doit tenter de s'attaquer aux racines d'un mal qui n'a cessé de progresser avec la crise économique des dernières années.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Autrichien Werner Schwab, enfin joué en France

L'œuvre du dramaturge, disparu en 1994 d'avoir intensément vécu, est créée pour la première fois à Chaillot

IL EST TEMPS d'oublier la mort de Werner Schwab. Parce qu'elle est advenue tôt, dans des circonstances particulières, elle a pris des allures de légende - ce qui n'est jamais bon quand il reste une œuvre à découvrir. Cette mort, donc, eut lieu le 31 décembre 1994, à Vienne, Autriche. Werner Schwab avait peut-être bu plus que d'habitude - de toute façon, il buvait comme un trou. Il s'est étouffé. C'était fini. Il avait trente-cinq ans. Il était très grand, blond et beau comme un loup solitaire, aux dires de ses amis qui précisaient qu'il était mort d'avoir vécu intensément, peu dormi et avalé quantité de whisky.

Ce que Schwab voulait, avec le théâtre, c'était tirer vers le haut la vie avec ses bassesses. Quand on a grandi dans une loge de concierge, on a une certaine vision de l'existence

Quatre ans plus tard, Werner Schwab a droit à sa première création française : *Les Présidentes*, au Théâtre national de Chaillot. Quatre ans, c'est long, trop long quand on mesure l'importance de l'écrivain. Les autres pays européens ont réagi plus vite et mieux, en montant les pièces de l'Autrichien à mesure qu'il les écrivait. Mais avant d'en venir là, il faut dire un peu ce que fut la vie de cet homme qui n'a pas fini de hanter les théâtres, au même titre que Thomas Bernhard ou Bernard-Marie Koltès.

Schwab inventait des histoires sur sa vie. Cela l'amusait et, sûrement, le protégeait. Il a raconté être né d'une femme de ménage

vivant dans un village de l'est de la Styrie et d'un homme de passage qui pendant la deuxième guerre mondiale avait servi de reproducteur pour *Lebensborn* (enfants aryens). L'homme avait disparu, et l'enfant avait été élevé seul par sa mère, restant dans une cave quand elle travaillait. Ce qui est vrai, c'est le village de Styrie, où la mairie n'a jamais effacé le slogan nazi inscrit sur sa façade, et la solitude de l'enfant. Selon son ex-femme, Ingeborg Orthofer, Werner Schwab était fils d'une concubine. Ils se sont rencontrés aux Beaux-Arts de Graz. Puis il est allé deux ans à Vienne, toujours aux Beaux-Arts. Et ils ont décidé de vivre à la campagne, pour échapper au monde de l'art.

Werner Schwab est resté dix ans dans cette Styrie frontalière où l'isolement favorise les incestes, où l'on n'aime pas Vienne, mais le Bon Dieu, ça, oui. Il était bûcheron, et toujours selon son ex-femme, faisait à l'occasion des sculptures périssables avec des os, des déchets de viande, des abats. Il écrivait aussi, beaucoup, sans publier. D'une certaine manière, on peut dire qu'il se rodait, à la hache et au hachoir. Werner Schwab voulait la peau de l'Allemand détruit « par la politique, la bureaucratie et la politique. Le langage de tous les jours est dressé comme un berger allemand. Mon devoir est de tirer au clair quand et comment la langue a été détruite. Je trouve ma matière linguistique dans les cafés, les rues, les bordels. Elle vient à moi, je n'ai pas besoin d'aller la chercher... » Mais de la reconstruire, oui. C'est cela que met en scène le théâtre de Schwab.

Il aurait voulu devenir musicien. Il était bassiste et écrivait en mettant à fond du rock (Peter Handke a commencé de la même manière, en Styrie aussi). Pourquoi a-t-il écrit des pièces ? Comme son compatriote Thomas Bernhard, il pensait le pire du théâtre - « une cochonnerie ennuyeuse où l'on peut mourir d'ennui contre paiement » - et, en même temps, c'était pour lui « la folie la plus instructive et la plus majestueuse mensonge ». Majestral

n'existe pas en français. En allemand non plus. Schwab a inventé beaucoup de mots, il a tordu le cou à la syntaxe, cassé les attendus. Ce qu'il voulait, avec le théâtre, c'était tirer vers le haut la vie avec ses bassesses. Quand on a grandi dans une « cave » - une loge - ou dans un bar comme Pina Bausch, on a une certaine vision de l'existence. Ingeborg Orthofer à propos de son ex-mari : « Il n'a jamais regardé vers le bas, comme un poète dans sa tour d'ivoire ; au contraire, il fallait chercher la lumière ».

Werner Schwab a essentiellement mis en scène ceux qu'il connaissait. Des petits-bourgeois, hommes souvent occupés à boire, femmes à causer, avec des cadavres dans les placards, des relents fascistes, une sexualité qui cogne sous les crucifix, des envies de meurtre, des enfants qui triquent et reproduisent la même chimie. Il y a souvent qui sont tordus, avec des pieds bots, des airs grotesques, perdus ou complètement demeurés. Mais ils ne sont jamais ridicules, parce que Schwab leur donne une parole qui ne l'est pas - aux femmes surtout, porteuses d'un désir inouï de rédemption.

Vers la fin des années 80, Werner Schwab renoue avec Vienne. Il envoie sa première pièce, *Les Présidentes*, au Burgtheater. Elle est refusée, au motif que c'est « une farce surréaliste qui du



Werner Schwab a mis en scène ceux qu'il connaissait : hommes occupés à boire, femmes occupées à causer.

point de vue dramatique aussi) se termine dans le chaos. Cela n'empêche pas l'auteur d'être joué, vite et sans interruption, en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique. Schwab est content de pouvoir s'offrir un logement avec des toilettes intérieures. Les pièces semblent sortir de lui comme des dés. La lecture des titres est instructive : *Le Ciel mon amour, ma proie mourante ; Détermination, ou mon foie n'a pas de sens (une comédie radicale) ; Escalade ordinaire (une farce d'asphyxie en sept affects) ; Enfin mon enfant plus de souffre (une comédie de distraction théâtrale)*.

Evidemment, Schwab se fait attaquer. On lui reproche d'être sca-

tologique et anticlérical - deux vieux refrains autrichiens. On le traite de « trou du cul ». Ça le fait rire. « Aller faire ses courses au supermarché, même s'il n'y a pas de sang versé, est plus violent, au fond, que mes pièces. » Il sait qu'il a raison. Il continue à écrire et à boire du whisky. Il commence à dire que quand il aura assez d'argent, il en finira avec le théâtre pour se consacrer à son œuvre romanesque. Il meurt. Et voilà.

Brigitte Salino

* La revue *Alternatives théâtrales* (à laquelle cet article est redevable) a consacré son numéro 49 (octobre 1995) à Werner Schwab.

Trois vibrantes « Présidentes »

LES PRÉSIDENTES, de Werner Schwab. Traduction : Mike Sens et Michael Bugdahn. Mise en scène : Marcela Salivarova-Bidou. Avec Christine Fersen, Catherine Hiegel, Dominique Valadié.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1, place du Trocadéro, 16^e. M^o Trocadéro. Tél. : 01-53-65-30-00. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. 120 F et 160 F. Jusqu'au 11 juillet. Le texte de la pièce est édité à L'Arche.

Trois femmes dans une cuisine : Erna (Christine Fersen), Grete (Catherine Hiegel) et Mariel (Dominique Valadié). Erna porte une blouse qui sent l'économie et une toque ridicule. Grete a la crâne surmonté d'une choucroute blonde, les seins à l'air et une robe voyante. Les pieds de Mariel sont enserlés dans des godillots, son corps frotte dans une méchante robe tricotée. Elle n'a pas d'âge. Quand elle veut parler, elle lève le doigt. Au début de la pièce, elle est à quatre pattes sous la table, à chercher un bouton. Erna et Grete regardent la retransmission d'une messe papale à la télévision. A la fin, elles se signent. Elles ne disent pas « le pape », mais « le Saint-Père », comme on le fait dans les vallées où certains, aujourd'hui encore, se mettent à genoux devant leur poste, pour la bénédiction.

Erna et Grete sont retraitées, Mariel à une spécialité : déboucher les toilettes. Elle est fière d'être appelée

dans les meilleures maisons, et d'œuvrer sans mettre de gants en caoutchouc. Elle parle des objets trouvés au fond des cuvettes comme de trophées : revues pornos, poulet emien, culottes tachées. Pour elle, ce travail s'apparente à un sacrifice : « Si Dieu le Seigneur s'est fait le monde entier, il a également fait le purin humain. »

Erna a un fils, Hermann, qu'elle ne comprend pas. Représentant de commerce, il lui envoie des cartes postales où il écrit qu'il « n'a pas de rapports ». Il a du mal avec les gens, qui lui donnent « le cancer des yeux ». Il boit et ne fait pas les petits-enfants qu'Erna attend. Grete, elle, a une fille qui s'est fait « netter les ovaires » avant de partir pour l'Australie, d'où elle n'a envoyé qu'une carte, pour dire qu'elle était bien arrivée. Son père couchait avec elle, mais c'était un ancien officier qui n'avait jamais su renoncer à la victoire, il faut le comprendre, explique Erna. Quand sa fille est partie, il a épousé une jeune femme aux yeux brisés, et ça, Erna ne le supporte pas.

À HAUTEUR DE PURIN HUMAIN Tout de même, cette vie mériterait d'être meilleure, se disent les deux femmes. Alors, elles imaginent leur bonheur : Grete deviendrait la femme du charcutier Wotzila, le Pologne roi du pâté de foie avec qui elle irait prier à Rome. Au cours d'une fête, Erna séduirait le beau Freddy, qui l'emmènerait vivre dans sa grande ferme. Mariel, elle, trouverait son rêve dans des toilettes : une boîte de goutash, une bière et

du parfum français... Ça finira mal. Par le meurtre de Mariel, jugée coupable par Erna et Grete de tout ramener à hauteur de « purin humain ».

DELICATEMENT SCANDALEUX Par son histoire, *Les Présidentes* est une pièce sanglante. Par son style, c'est l'œuvre d'un auteur comme on en découvre un tous les quinze ans. Werner Schwab dit les choses, mais la « merde » qu'il évoque appelle la rédemption. C'est la peau vibrante du corps qui parle à travers ses personnages. Il voit ce qui est inévitable, sans détourner le regard, mais en trouvant dans le langage une forme éclairante de la réalité. Sa qualité est de ne pas juger. Derrière le côté apparemment scandaleux de son texte, il y a, au fond, une grande délicatesse.

A Chaillot, la représentation des *Présidentes* ne laisse pas indifférent. Certain soir, on a vu partir un homme choqué, essayant d'entraîner son épouse, qui, elle, est restée (comment se sont-ils retrouvés ?). On entend aussi des gens rire tout en disant : « C'est horrible. » Ce « rire bloqué » qu'aimait Schwab, on le doit à Christine Fersen, Catherine Hiegel et Dominique Valadié. Non seulement ces trois comédiennes comptent parmi les meilleures d'aujourd'hui ; mais, en plus, on sent entre elles un grand respect, rare sur un plateau. Elles en font presque oublier la piètre mise en scène qui introduit *Les Présidentes* dans un grand théâtre français.

B. Sa.

Remise des Grands Prix nationaux de la culture

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, a proclamé, le jeudi 4 juin à Paris, le palmarès des Grands Prix nationaux de la culture, passés de vingt-deux en 1996 à quatorze en 1998 (les prix n'avaient pas été décernés en 1997), chacun doté de 50 000 F. Les lauréats ont été récompensés dans huit disciplines, dont six avec un lauréat de consécration et un jeune espoir. Ce sont : Georges Aperghis et le groupe IAM (Musiques), Jacques Lassalle et Boris Charmatz (Arts du spectacle vivant), Jean-René Gaborit et, par ailleurs, Nelly Connet et Vincent Lhomme (Patrimoine et musées), Pierre Chevalier et Caroline Champetier (Films et images), le Suisse Jean Starobinski et Michel Houellebecq (Lettres), et Jochen Gerz et Eric Poitevin (Arts plastiques). Les disciplines Innovation culturelle et architecture n'ont chacune qu'un seul lauréat, respectivement l'Espace culturel de Tinquex et Jacques Hondelatte. Cette refonte des Grands Prix nationaux est justifiée, selon Catherine Trautmann, par une volonté de « retour aux sources » de ces trophées créés il y a quarante ans, « un geste de reconnaissance du pays tout entier envers ces hommes et ces femmes dont l'œuvre joue un rôle prépondérant dans le rôle de la culture française à travers le monde ».

musiques du monde

11, 12 et 13 JUIN 20H30 AUX ABESSES 31 RUE DES ABESSES 18^e

ENSEMBLE LAAROUSHI LAHCEN

10 musiciens berbères du Pré-Rif

DU 17 AU 20 JUIN 20H30 AUX ABESSES

LE SALON DE MUSIQUE ALÉPIN

SABRI MOUALLAL chant OMAR SARMINI chant
JULIEN JALAL EDDINE WEISS qanoun ET L'ENSEMBLE AL-KINDI
l'art du mouwachah, chant classique arabe oriental

LUNDI 15 JUIN 20H30 AU THÉÂTRE DE LA VILLE 2 PL. DU CHÂTELET 4^e

MÂITRES DU BALOUTCHISTAN

RASOULE BAKHSH sardir FIRUZ SALJADI tûte danelli
SACHOO KHAN sardir...

Iran-Pakistane

Le géant de Royal de Luxe de retour d'Afrique

LE HAVRE de notre correspondant Il est revenu ! Le géant de Royal de Luxe, qui avait ému les Havrais lors de ses deux premières apparitions, en 1993 et 1994, a retrouvé, du 5 au 7 juin, les larges avenues de la cité portuaire pour un « retour d'Afrique » préparé durant un séjour de six mois au Cameroun (Le Monde du 21 janvier). Royal de Luxe, compagnie fondée par Jean-Luc Courcoult en 1979, est installée à Nantes depuis 1989. Elle y a créé notamment *La Véritable Histoire de France*, qui fit une tournée à bord d'un cargo jusqu'en Amérique latine. C'était en 1992, pour commémorer la découverte du Nouveau Monde. Le géant, lui, est né au Havre au cours d'une escalade. C'est le fruit d'une relation nouée avec un Volcan (nom de la Maison de la culture) capable de répandre un flot d'idées au cœur d'une ville aux artères imposantes. Aux dimensions d'un géant.

Le géant, lui, est né au Havre au cours d'une escalade. C'est le fruit d'une relation nouée avec un Volcan (nom de la Maison de la culture) capable de répandre un flot d'idées au cœur d'une ville aux artères imposantes. Aux dimensions d'un géant.

En septembre 1993, il était « tombé du ciel ». Malgré ses 9,10 mètres, ses pieds qui chaussent du 2 mètres, les hommes l'avaient

attaché et « promené dans une grande cage pour amuser la ville ». Le synopsis de Jean-Luc Courcoult prévoyait que le héros se libérerait et disparaîtrait aussi mystérieusement qu'il était arrivé. En trois jours de parades et de fêtes, le géant avait conquis le cœur des Havrais. Un an plus tard, en octobre 1994, il réapparut, après un tour de France par Calais, Nantes, Nîmes et Bayonne. A nouveau, la ville fut saisie par le regard triste du bonhomme animé par une nuée de petits valets rouges, les comédiens de Royal de Luxe. Sa seconde disparition sur un grand radeau, dans un bassin du port, avait fait couler des larmes.

Le petit du grand Royal de Luxe ne pouvait pas effacer définitivement sa créature de la ville qui l'avait vu naître. Avec le Volcan, il a enrichi le scénario d'un nouveau personnage, le petit géant, enfant d'Afrique noire adopté par le grand. Le père et le fils se sont égarés dans les rues du Havre, se sont cherchés et bien entendus retrouvés. A deux, ils ont multiplié les occasions

DÉPÊCHES

ÉDITION : le premier tome de *La Royale Maison de Savoie*, un roman épique d'Alexandre Dumas, découvert en 1985 par deux historiens français, dans une librairie turinoise, vient d'être publié par La Fontaine de Siloé, un éditeur de Montmélan (Savoie). Publié une première fois en 1854, sous la forme d'un feuilleton dans *Le Constitutionnel*, un journal de langue française paraissant en Italie, à Turin, ce roman ne figure ni dans le catalogue des « Œuvres oubliées de Dumas » ni dans celui de la Bibliothèque nationale. Les deux exemplaires retrouvés en 1985 étaient des volumes rassemblant les pages tirées des parutions dans le quotidien de Turin.

■ CINÉMA : l'édition 98 de la *Fête du cinéma* aura lieu du dimanche 28 juin au mardi 30. Organisée par la Fédération nationale des cinémas français, elle sera précédée d'une semaine d'événements exceptionnels qui débuteront le 22 juin avec des avant-premières, des séances spéciales en présence de réalisateurs et acteurs, des cartes blanches et hommages à des personnalités, un peu partout en France. Achat d'un premier billet à plein tarif donnant droit à un carnet-passeport. Séances suivantes pendant trois jours : 10 francs. Renseignements à partir du 5 juin au 08-36-68-03-03 ou www.cinefil.com.

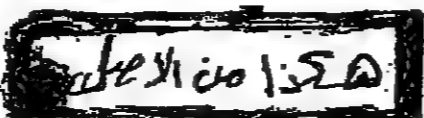
■ Les salles MK2 organisent un festival de films pour enfants du 3 juin au 6 octobre. Douze films et animations navigueront entre six salles parisiennes du groupe. Au programme notamment *Hadza*, de Idriissa Ouedraogo du Burkina-Faso, *Le Ballon blanc* (à partir de huit ans) de l'Iranien Jafar Panahi, *Le Cheval venu de la mer* du Britannique Mike Newell, ou *Le Roi et l'Oiseau* de Paul Grimault. Programmes et salles 3615 MK2 ou 08-36-68-14-07. Prix réduit MK2 junior : 120 F pour 4 places.

■ SOCIÉTÉS CIVILES : Maurice Vallier a été élu président du conseil d'administration de l'Adami (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) le 2 juin. Catherine Almeras succède au poste de secrétaire général à Frédéric Bard, qui ne se représentait pas, après sa mise en examen pour abus de confiance en compagnie de Maurice Vallier, François Parrot et Christian James. Ce nouveau conseil d'administration restera en place jusqu'au 21 septembre.

■ JAZZ : le groupe vocal Les Grandes Gueules a remporté le Grand Prix du vingt et unième Concours national de Jazz de la Défense organisé, parvis de la Défense, les 6 et 7 juin, par le conseil général des Hauts-de-Seine avec le ministre de la culture et la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem). Ce grand prix est doté d'une récompense de 15 000 francs. Le 2^e Prix d'orchestre (12 000 francs) a été remis au sextette Geoffrey Tamisier OLI Acoustic et le 3^e Prix d'orchestre (10 000 francs) au quintette du trompettiste Nicolas Folmer. Pour les solistes, le 1^{er} Prix (8 000 francs), a récompensé le saxophoniste Christophe Morniot, le duo Ozome SM, le 2^e Prix (6 000 francs) le saxophoniste Laurent Geniez, du groupe Slang Trio, et le 3^e Prix (4 000 francs) est allé au tromboniste Gueorgui Kornozov et au trompettiste Geoffrey Tamisier du groupe Geoffrey Tamisier OLI Acoustic. Enfin, le 1^{er} Prix de composition (10 000 francs) a été remis au chanteur Bruno Lecocq et le 2^e Prix de composition (5 000 francs) a récompensé le saxophoniste Sylvain Cathala du quartette Print.

Etienne Banzet

* Les deux géants passeront à Nantes du 26 au 28 juin ; à Calais, du 11 au 14 juillet ; et à Anvers (Belgique), du 6 au 9 août.



Henri Laurens, l'élégante géométrie d'un sculpteur sans pesanteur

La galerie Louise Leiris accueille une rétrospective de ce sculpteur majeur du cubisme

La galerie Louise Leiris accueille jusqu'au 25 juillet une rétrospective consacrée à Henri Laurens, sculpteur majeur du cubisme aujourd'hui injustement négligé. L'exposition a pris le parti de la limpidité plutôt que de l'exhaustivité. On y verra donc une soixantaine de terres cuites parmi les plus belles de l'artiste, de l'élégante géométrie de figures bâties par volumes anguleux à une sculpture plus figurative et archaïsante.

HENRI LAURENS, 60 terres cuites, galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau, Paris, 8^e, M^o Villiers. Tél. : 01-45-63-28-85. Du mardi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 juillet.

Dans une autre ville, dans d'autres circonstances, il y aurait la queue devant la porte. On dirait : voici enfin à Paris une rétrospective d'Henri Laurens, sculpteur majeur du cubisme, artiste précieux. Elle raconte son évolution en détail, elle contient quelques-unes de ses plus belles œuvres. Il faut donc aller la voir bien vite. Ici, rien de tel. Tout est calme rue de Monceau, et rien n'annonce que la galerie Louise Leiris - autrement dit la galerie Katinweber - a décidé de montrer cette exposition hors du commun.

Elle rassemble donc 60 terres cuites, la plus ancienne de 1912, les plus tardives de 1945. Une rétrospective donc, mais vue sous un certain angle, avec le souci de la limpidité plutôt que celui de l'ex-

haustivité. Pourquoi seulement des terres cuites ? Parce que Laurens, qui a pratiqué cependant les matériaux classiques - plâtre, bronze, pierre - et nombre de matériaux inhabituels - tôles, carton, bouts de bois -, était particulièrement à l'aise avec la terre. Elle est sa technique de référence, celle à laquelle il revient chaque fois qu'il veut vérifier une audace et se demande comment en tirer les conséquences plastiques. La démarche est d'autant plus intéressante - et paradoxale - que Laurens ose des métamorphoses plutôt incongrues.

Ami de Braque à partir de 1911, il s'approche lentement du cubisme, puis l'adopte. Avant et pendant la première guerre mondiale, il construit des sculptures par plans découpés géométriques, polychromes, emboîtés les uns dans les autres. Le métal et le bois lui permettent d'obtenir des architectures compliquées, figures ou natures mortes qui appliquent les principes issus des papiers collés de Braque et de Picasso. Les œuvres se distinguent par leur légèreté et un côté bricolé,

art qui ne se prend pas au sérieux. De ces assemblages à la terre cuite, il semblerait qu'il ne puisse y avoir aucune transposition, cohérence contre hétérogénéité, technique traditionnelle contre procédés novateurs. Contre toute raison, Laurens tente l'expérience. Il bâtit des figures par volumes anguleux, triangles, parallélogrames qui ne portent que de simples allusions à un visage ou un corps, une moitié d'ovale, une main en éventail. Le résultat est magnifique. La *Femme à la mandoline* de 1919, la *Guitare* de 1920, sont des modèles de construction abstraite que n'alourdit aucun détail inutile.

BASSEURS CHANCELLES

Jusqu'au milieu des années 20, Laurens perfectionne ses variations cubistes. Plus que ses bas-reliefs, si décoratifs soient-ils, ce sont ses statuettes féminines qui captivent, parce que l'élision y est poussée à son plus haut point sans que, pour autant, disparaisse le sentiment de la présence physique. A qui le comparez ? Ni à Braque - en dépit

de leur intimité -, ni à Picasso - qui s'en est allé dans une tout autre direction. Mais à Pablo Gargallo et aux anonymes des Cyclades, auxquels fait songer la blanche *Femme nue debout*. Puis, de cette géométrie élégante, Laurens glisse à une sculpture plus figurative et archaïsante, volumes courbes plus descriptifs, épaisseurs charnelles, lignes sinuantes pour femmes allongées jouant avec des draperies, quelque chose comme un néo-classicisme elliptique. Il a la *Femme accroupie* de 1926 pour chef-d'œuvre, à moins que le titre ne revienne aux *Deux Femmes couchées*, étrangement proches de ce que Giacometti exécuta dans la même période. Ces pièces, ou encore la *Petite Cariatide*, gagnent à être vues dans leur état de terre. Tirées en bronze ou transposées en pierre, elles semblent s'épaissir, perdre de leur dynamisme et de leur charme. Ce sont des monuments. Ici, ce sont des figures humaines, mouvantes, vivantes.

Philippe Dagen

Jacques Rebotier vole au secours des victimes des mots

VENGEANCE TARDIVE, de Jacques Rebotier, mise en scène par l'auteur. Avec Jean-Claude Bolle-Reddat, Astia Dzončič Walker, Alain Fromager, Stefan Kozlak, Sylvie Milhaud, Jean-François Perrier. THÉÂTRE DES AMANDIERS, 7, avenue Pablo-Picasso, Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. RER Nanterre-Préfecture. De 80 F à 140 F. Durée : 2 h 20. Du mardi au samedi 21 heures ; dimanche 16 h 30. Jusqu'au 14 juin.

D'emblée, les mots sont servis, peints sur le plateau. Il y a par exemple le mot « monde », le mot « vision », le mot « administratif », le mot « monte-en-l'air ». Ces quatre-là, relevés au hasard, démentent tout hasard, parce qu'il sera justement question dans *Vengeance tardive* de vision du monde et d'administration des monte-en-l'air (ou l'inverse). Ce qui est sûr, c'est que les personnages tiennent debout sur ce genre de mots. Ils ont besoin d'eux pour manifester une forme d'humanité dans la péroration, la course, le dérapage, la chute, le vol. A bien y regarder, les mots apparaissent ici sous une forme particulière : celle de la typographie de presse. Manchettes, titres,

brèves. Souvent, les citations viennent du journal *Le Monde*. Elles disent que rien ne va plus dans le monde. Elles révèlent des filles entre ce qui est dit et la réalité. Elles suggèrent l'urgence d'une nouvelle cause humanitaire, au secours des victimes des mots, des victimes de la « communication ».

Face à ces manipulations de masse, celles de Jacques Rebotier restent modestes. Alors, il ne jette plus les mots les uns contre les autres, comme il le faisait autrefois, rien que pour écouter les bruits qu'ils font en se frottant ou en tentant de s'élever. Il révisé exemplaire les souffrent. De la mondialisation, par exemple. Une maladie qui s'attrape facilement à la télévision, même dans les sitcoms.

LE SPECTACLE DE LA MISÈRE DU MONDE

Le sitcom est à peu près tout ce qui reste du théâtre à la télévision. Jacques Rebotier le rend à son origine en l'appelant sur scène. Sans le désignement de la caméra, il est plus nu encore. Les rites en boîte deviennent superflus : le théâtre ne connaît que le rire à l'ancienne, y compris lorsqu'un écrivain s'alarme pour exiger : « *Riez !* » C'est le début d'une petite réflexion, parce que le sitcom est en définitive si puissant qu'il empiète

sur d'autres genres, avec lesquels il est censé pourtant faire diversion, comme celui des Informations. Et les informations, selon Jacques Rebotier, devraient dire toute la misère du monde au lieu d'en faire le spectacle.

En général, les mots font du bruit. Parce qu'il faut encore des acteurs pour les porter, les accompagner, les soigner. Jacques Rebotier soigne particulièrement le bruit des mots. Ses acteurs, bien unis, dans le genre individus pas entièrement remis d'avoir échappé à un institut de sondage, font tous leurs bruits en direct avec un naturel bien partagé. Le seul silence émane d'une jeune femme, au fin fond de la scène, occupée à creuser une tombe avec une régularité de marathonnisme. Y a-t-il un féminin au mot « fossyeur » ?

Une fois de plus, c'est l'occasion de remarquer à quel point le volume de mots extraits paraît excéder celui du trou creusé. Mais quel est le corps à ensevelir ? D'habitude, c'est l'espoir que l'on se contente d'enterrer. Mais ici, quelques grandes idées devraient pouvoir loger à leur aise, comme celles de mondialisation et de communication. Cela laisserait un peu d'air (et de terre) aux vivants.

Jean-Louis Perrier

D'John et ses disciples britanniques

LONDRES

de notre envoyé spécial

Même les légendes vivantes ont besoin d'as du marketing. Récemment, on a vu de grands seigneurs du blues - John Lee Hooker, B. B. King - accueillir sur leurs albums nombre d'invités célèbres venus rendre hommage et tenter d'attirer à ces artistes un nouveau public. La maison de disques EMI vient de signer avec le pianiste et chanteur D'John, né Malcolm John Rebennack en 1941, une des figures des plus pittoresques des rythmes de la Nouvelle-Orléans. Prêtre vaudou au groove nonchalant, ce musicien blanc, apôtre d'une musique noire, a influencé aussi bien Eric Clapton, The Band que les Rolling Stones. Pour mieux commercialiser son nouvel opus, *Amutha Zone*, on lui a suggéré de collaborer avec quelques représentants en vogue du rock britannique. Sur ce disque, qui

renoue avec le style le plus incantatoire du « nite tripper », on croise Paul Weller, Jools Holland, Carleen Anderson et des membres de Supergrass, Portishead, Ocean Colour Scene, Spiritualized ou Primal Scream. A l'origine, le Doc ne connaissait pas la plupart d'entre eux. Pour le concert qui, lundi 8 juin, faisait à Londres office de soirée de lancement de ce nouvel album, Mac Rebennack a invité sur scène quelques-uns de ses admirateurs.

BRELOQUES VAUDOUES

Six cents personnes transforment le Dingwall's, un petit club réputé de Camden, en une église digne d'un bouge de Louisiane. Ça, rengaine presque aussi typique du folklore new-orléans que *When the Saints*, fait doucement ronronner le moteur. S'il vient parfois en Europe relever paternellement les comptes, D'John

se laisse à prendre par l'enjeu. Panama et costume beige relevé de broches vaudoues, yeux noirs, barbe et cimeterie grise, le pianiste trouve immédiatement la cadence envoûtante et le swing moite que lui inspira son maître, professeur Longhair. De sa voix d'ours traînante et éralée, il déclare quelques standards : *Right Place Wrong Time*, *Indian Red*, le truculent *Such a Night*. Les quatre musiciens noirs qui l'accompagnent sont timidement rejoints par Martin Duffy, clavier de Primal Scream.

Comme sur un *Amutha Zone*, pas ici de lifting intertemporel, de rembase « jennisme ». On vient se fondre respectueusement dans ces chaloupements sorciers. La chanteuse soul anglaise Carleen Anderson, Paul Weller et son batteur Steve White, participent à la petite sauterie. A l'oreille des années 80, avec ses groupes - Jam, the Style Council -, Weller fut

l'idole de la jeunesse britannique, il est aujourd'hui le parrain d'une *brit pop* amoureuse des grands classiques. Sur son album solo, *Stanley Road*, il reprendit déjà *I Walk on Guilded Splinters*, une des chansons plus habitées du D'John. Au Dingwall's, il tente d'éclaircir ce titre et participe à deux nouveaux morceaux auxquels il a contribué - *Party Hellfire* et *I Don't Want to Know*. Dans la salle, Noel Gallagher, le coleader d'Oasis, n'en perd pas une miette. Soucieux de bien faire, Weller s'époumone, déchaine sa guitare comme si la Tamise se révoltait bayou. Pourtant mais pas impressionné, le pianiste qui joua entre autres avec Allen Toussaint, les Meters, Aretha Franklin et Van Morrison, rayonne d'une décontraction qui renverra ce beau monde à ses chères études.

Stéphane Davet

INSTANTANÉ

ZAZIE AU STUDIO

Un peu gauche, néanmoins décontractée, un peu grande raide, néanmoins timide et dépliée, Zazie ressemble aux jeunes filles d'aujourd'hui, à qui leurs parents ont appris à ne pas désespérer de l'avenir. Juste à ne pas désespérer en conservant leurs bonnes manières : Zazie vient de publier un disque, *Made in Love*, sur lequel figure un titre, *Femmes ténébreuses*, celles qui n'attachent pas, ou qui décolorent facile. En verlan, « cela donne femmes ténébreuses », lui a dit un ami. Elle rit. Zazie. Elle le raconte en jouant à l'ivresse des profonds sur le plateau du « Pont des Artistes », une émission de France-Inter, où elle est venue chanter ses

nouvelles chansons en public pour la première fois. Rien à faire, Zazie est résolument « ténébreuse ». Elle se résout à chanter des formes, contre « ces fleurs du mal » qui minent la santé des cœurs.

«-Shirt orange, pantalon blanc, nimbri à l'air, cheveux longs, trac : Zazie, avec une maladresse qu'elle avoue quand elle parle de « son filet de voix », surfe sur les synthétiseurs à la façon d'une Beth Gibbons, la chanteuse de Portishead, qui aurait oublié la lourdeur des traumas paysans au profit de l'éternement coincé des bourgeois des villes. « Elle a du caractère, cette petite », disait un jour Juliette Gréco, prise en otage par sa maison de disques avec Etienne Roda-Gil, et Zazie, sur un plateau de télévision. Zazie a du caractère. Elle est drôle.

Elle aime les variétés. Les lois du show-biz ne lui sont pas plus dures que celles de la politesse. Elles peuvent parfois la contraindre à raconter des bêtises, à assumer son succès avec une pincée de morgue, façon Obispo, l'ami avec qui elle écrit des chansons pour tout le monde - mais péché d'adolescence... Dans le Studio Charles Trénet de la Maison de la radio, Zazie, la grande sœur, la baby-sitter un peu libérée, la Baleine de parapluie dans la nouvelle version d'*Emilie Jolie*, fait circuler la chaleur sans engagement. De l'amitié « ténébreuse », et non fatale.

Véronique Mornaigne

* *Made in Love*, 1 CD Mercury 558080-2

SORTIR

PARIS

Gilberto Gil

Le Bahianais fantastique part à la conquête de la scène olympienne, comme pratiquement chaque année. Mais, Coupe du monde de football oblige, le programme brille en 1998 de stars venues de son pays - Gal Costa, Ivete Sangalo, la nouvelle élue de Salvador-de-Bahia et jeune rivale de Daniela Mercury (le 9) ; Carlinhos Brown et Paralimas do Sucesso (le 10) ; Elba Ramalho (le 11) -, d'ici ou d'Afrique - l'accordéoniste Richard Galliano, également le 11, Cheb Mami et Youssou N'Dour (le 13). Pour clore la fête, et le lancement d'un album live, *Ac Vivo* (WEA), Gilberto Gil donne un concert solo le 14.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Le 9, 10, 11, 13 et 14 juin à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49, 210 F.

Mina Tavaras

Lauréate du Prix Amérique des Découvertes 96 de RFI, cette chanteuse au joli timbre mezzo-soprano est originaire du Minas Gerais, au sud-est du Brésil. Installée en France depuis deux ans, elle a enregistré récemment son premier album (*Linha da vida* / Night & Day). Elle y reprend des compositions de Dorival, Dori Caymmi, Gilberto Gil, Lenine et quelques pièces inconnues de compositeurs bahianais.

Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^o Oberkampf. Le 9, à 21 h 30. Tél. : 01-47-40-48-87, 50 F.

Ex-membre de l'Orchestre Super Biton de Ségué avec lequel il se produisit pour la première fois en France en 1983, le guitariste malien Mama Sissoko joue une musique à l'exubérance contenue, toute en rondeurs et malicieuses ondulations. (CD *Alarabi Amours*) / *Euda Musique*. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e.

M^o Château-d'Eau, Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Egalement le 6 juillet à la *Cité de la Musique/La Villette Jazz Festival*.

Mats Ek / Ballet Collberg

Le chorégraphe Mats Ek avait déjà proposé une « lecture » osée de quelques classiques : *Giselle*, *Le Lac des cygnes*, *Carmen*. *La Belle au bois dormant*, dernière création du Suédois (créée en 1996 pour le Ballet de Hambourg), ne déroge pas à la règle. Mats Ek réveille donc la *Belle* de Petipa. Le joli château, les parents protecteurs, les bonnes fées, les divertissements, les carrosses. Bazardés. Balancés dans un siècle, le nôtre, qui s'excite avec des voitures, des écrans de télévision, des petits amis conformes aux clichés, des fées... du logis, un(e) Carabosse mâle, indéfini, possessif et possédé qui a emprunté à la fée des Lilas ses baskets... couleur lilas. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 8^e. M^o Châtelet. Du 9 au 20 juin, à 20 h 30. Relâche les 14 et 15. Tél. : 01-42-74-23-77. De 100 F à 160 F.

Turbulences

Jeunes créateurs, nouveaux publics, nouvelles scènes, le Maillon fait son festival de théâtre : Turbulences. Pendant une semaine, le public strasbourgeois est convié à découvrir des spectacles d'horizons très divers : Allemagne, Argentine, Belgique, France, Espagne, Haïti, Sénégal. Au programme, des œuvres de Bertolt Brecht, Heiner Müller, Maurice Maeterlinck, Ovide, Ibsen, mais aussi un bal-concert et des chants et danses vaudous. Une semaine faite de « mélanges », de poésie, de convictions, de compagnonnage mais aussi de mémoire.

Le Maillon, 13, place André-Maurais, 67200 Strasbourg. Du 9 au 13 juin. Tél. : 03-88-27-61-71.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A courts-métrés de Lee Tamahori (Etats-Unis, 1 h 58). Dieu seul me voit ; de Bruno Podalydès (France, 2 h). Dieux et le trou creusé. Mais quel est le corps à ensevelir ? D'habitude, c'est l'espoir que l'on se contente d'enterrer. Mais ici, quelques grandes idées devraient pouvoir loger à leur aise, comme celles de mondialisation et de communication. Cela laisserait un peu d'air (et de terre) aux vivants.

Le mystère des faces de Charles Sturridge (Etats-Unis, 1 h 35). Le Invidicieux de Robert Duval (Etats-Unis, 2 h 14). Red Corner de Jon Avnet (Etats-Unis, 2 h 02). Requiem d'Alain Tanner (Suisse, 1 h 40). Si bien si celine documentaire d'Eliane de Latour (France, 1 h 20). The Gingerbread Man de Robert Altman (Etats-Unis, 1 h 55). Tunisiennes de Nouri Bouzid (Tunisie, 1 h 45). Vive la mariée et la libération du Kurdistan de Hinar Saleem (France, 1 h 40).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-88-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Barbe-Bleue de Georg Trakl, mise en scène de Marie Vaysière, avec Dominique Collignon-Maurin, Agnès Régolo, Bogdan Renczyski, Ludmila Ryba et Rowan Stivalak. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Gad Elmaleh de Gad Elmaleh, mise en scène de Cyril Lacomte. Stacchini, 59, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Oberkampf. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-52. De 120 F à 170 F.

Musiciens en Julia d'August Strindberg, mise en scène de Francis Sourbié, avec Ann Gisel Glas, Patricia Martínez et Eunice Ferreira. Le Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtriers, Paris 20^e. M^o Ménilmontant. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-43-66-01-13. De 50 F à 120 F.

Un paysage sur la tombe de Fanny Mentri, mise en scène d'Elvire Richard, avec Florence d'Azamar, Thierry Humbert, Elvire Richard et Yann de Montemo. Bouffon-Théâtre, 26-28, rue de Meaux, Paris 19^e. M^o Colonel-Fabien. Le 9, à 19 heures. Tél. : 01-42-39-35-53. 60 F et 30 F.

Ballet Frankfurt William Forsythe : Isabelle's Dance.

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F. Compagnie Georges Momboya Waitaba.

Espace Saint-Martin, 193, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^o Rambuteau. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-54-58-57. Emilo Greco Bianco.

La Ménagerie de verre, 12, rue Léchouin, Paris 17^e. M^o Parmentier. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-43-39-33-44. De 60 F à 80 F.

Bagatelles d'Offenbach. Lise Berardo (Bagatelle), Loïc Boissier (Petache), Jean-Noël Briand (Marcachu), Nicolas Ducloux (piano), Joëlle Vaudier (mise en scène). Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^o Muette. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-42-88-64-44. De 120 F à 150 F.

Ensemble orchestral de Paris Rossini : l'Italienne à Alger, ouverture, *Airs d'opéras*, *Tancrède*, ouverture, *Pe-trassi* : Concerto pour orchestre n^o 2, Respighi : Suite pour petit orchestre. Martine Dupuy (mezzo-soprano), Gianandrea Noseda (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-06. De 60 F à 190 F.

Diller Lockwood, Benoit Sourisse, André Charlier Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^o Galté. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-43-27-00-00.

Louise Attaque Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Arvers. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. Brigitte Comar Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 8^e. M^o Bastille. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-53-62-62.

Yngwie Malmsteen Café de la danse, 5, passage Loub-Philippe, Paris 17^e. M^o Bastille. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 143 F.

RÉSERVATIONS

Bob Dylan et Van Morrison 260th, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Tél. : 01-42-09-60-00. Le 30 juin à 20 h 30. De 258 F à 348 F.

Paul Hley, Lee Kowitz, Chantilly Blies, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Le 2 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-94-44-54. De 145 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

13 juin : L'Art dans le monde Passage de Reiz, 9, rue Charlot, entrée 5, rue Pastourelle, Paris 3^e. Tél. : 01-49-04-37-89. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. 35 F.

14 juin : Le Jeu de l'Amour et du hasard de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Vincenz. Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.

studio théâtre de Vitry
Les Bonnes
Jean Genet
juin 1998
70 F à 170 F

Maï
Le sculpteur des dons

« C'EST nante ! », Mr Paul L. sar, après examen de ciment sa pour « cor. Biens soci. vice-prés grande ins leix (Le M. Le juge d'avoir si L'homme tonnes de de haut, l'Opéra de commandi moteur, H. ciété immu lyonnaise, ment), a é judiciaire

« Les poli ont enquê Sicy et se loration it facturé de de francs: millions de de 1,15 mi chers ont é Henry Po dans le ca pour « ab ont trouva soupçonu fertés à l'e de ce surc

de notre c. Beaucoup ton: le ni nouvelle, à l'ebrouse. par un va demière c nationales tion. Sa fi des grand sa résille q les plus f beaucoup, impôts », gardent pi

CO

ZI

HOM

YO

PLE

Tél. :

EN VUE

Le 5 juin, Gwen Aduh, magicien persien, apparaissant les mercredis au Canotier du pied de la Butte sous le nom du Fakir d'Aboukir, s'est fait voler son lapin de scène par un voisin, vieillard irascible qui se vante d'en avoir mangé la moitié.

Le Danemark, qui a récemment rejeté une proposition de Marianne Fisher Boels, députée libérale, qui souhaitait distribuer des ballons de caoutchouc aux onze millions de porcs du pays pour les désennuyer (Le Monde du 2 avril), a, pendant dix ans, autorisé les soldats britanniques de la mission « Bacon danois » à venir tirer sur son soi des cochons anesthésiés attachés en croix, la tête en bas, pour apprendre aux médecins militaires à opérer les blessures de guerre.

L'acteur Charlton Heston, élu, le 8 juin, à la présidence de la NRA (National Rifle Association), est considéré comme un « progressiste » au sein du puissant lobby américain des armes : il trouve « inappropriée » la vente libre à des civils du fusil d'assaut AK-47.

Les cinq cents policiers qui poursuivent depuis plus d'une semaine deux bandits armés à travers une région désertique de l'Utah ont appelé en renfort des traqueurs indiens navajos.

Le tribunal de Paris a condamné, mardi 2 juin, la société Avi à payer 1 million de francs aux descendants de Picasso pour une publicité montrant un portrait à la manière du peintre dialoguant sur les mérites de l'acrylique avec la copie d'un Van Gogh.

L'amalgame entre les œuvres issues du génie créateur du grand artiste et l'activité banale du peintre en bâtiment porte nécessairement atteinte à sa mémoire », ont estimé les magistrats, fins connaisseurs.

Olivier Tourene, artiste marseillais, termine la fabrication d'une armoire à voile, objet sur quoi Nicolas Komaroff, audacieux navigateur, tentera de traverser l'Atlantique. « C'est l'essence même de l'art d'être fait pour les autres », estime le jeune créateur, restant à quai.

Il y a quarante ans, Kitty Kelly avait épousé Billy Tipton, le pianiste discret qui accompagnait ses strip-teases dans un bar de Spokane, aux Etats-Unis. Lui, s'était marié quatre fois. Elle, ne supportait pas les rapports sexuels. Ils dormirent dans des chambres séparées, adoptèrent trois enfants, vécurent heureux pendant vingt ans, puis divorcèrent. John Scott et William habitaient chez Billy jusqu'à sa mort. En l'habitant pour le mettre en bière, Scott découvrit que son père adoptif était une femme. Dorothy avait gardé le secret depuis 1938. Elle cherchait alors du travail et, à l'époque, personne ne l'aurait engagée dans un orchestre d'hommes.

Christian Colombani

Libéralisation relative de la presse en Chine

Le « Nanfang Zhoumo », hebdomadaire de Canton tirant à un million d'exemplaires, surprend par sa fraîcheur de ton. Cela est surtout dû à l'incapacité technique des autorités à contrôler tout ce qui s'imprime

LA PRESSE chinoise s'ébroue. On est encore très loin de la liberté de ton des journaux de Hongkong ou de Taïwan, mais au moins les quotidiens ou hebdomadaires de République populaire savent-ils désormais parler d'autre chose que du dernier plénum du comité central consacré aux récoltes de blé. Logique du marché oblige, ils doivent séduire le public et multiplier donc les enquêtes - parfois anticonformistes - sur des sujets de société.

Le pionnier dans les années 80 fut le reporter d'investigation Liu Binyan, aujourd'hui en exil - est contestablement la rédaction du Nanfang Zhoumo (« Le Week-end du Sud »). Tirant à près d'un million d'exemplaires, dont la moitié est diffusée à Pékin, ce journal basé à Canton ne cesse de titiller la censure en se posant ouvertement comme libéral et en jouant les redresseurs de torts. A intervalles réguliers, les bureaucrates gardiens de la langue de bois pointent vers le Nanfang Zhoumo un index courroucé. Mais leurs sentences sont



Ignorées et l'aventure continue. La dernière édition donne une idée de l'audace des plumes qui s'y expriment. On y découvre par exemple un dossier consacré à des habitants

de Pékin qui militent pour la préservation du patrimoine de la capitale menacé par la spéculation immobilière. « Sauvons le vieux Pékin ! », supplie un de ces résidents qui s'indigne que les promoteurs se permettent aujourd'hui ce que les hordes de guerriers ne s'étaient jamais autorisés dans l'histoire des sacs de l'empire.

Un autre article s'en prend aux abus de l'autorité policière. L'auteur narre sa propre expérience. Il passait la nuit dans un hôtel de Canton quand, au plus profond de son sommeil, sa chambre fut brusquement envahie par une escouade de policiers. Il s'agissait d'un raid anti-prostitution tout en nuances. « Cette opération violait mes droits légitimes de citoyen : tous les clients étaient traités comme des suspects », s'insurge-t-il, avant de conclure : « L'absence de conscience des droits de l'homme est très répandue en Chine. »

Voilà un hebdomadaire qui n'a pas froid aux yeux. Un article dénonçant les méfaits de l'alcool au volant n'a aucun scrupule à rappeler que des personnalités très officielles - un dirigeant syndical ou un magistrat - étaient en état d'ivresse quand ils ont causé la mort accidentelle de passagers ou de piétons. Et puis il y a cette étonnante tribune sur le thème du « libéralisme » rédigée par Liu Junming, de l'Académie des sciences sociales : « Le choix de l'économie de marché s'étant imposé, le libéralisme va devenir tôt ou tard un « invité inattendu » en Chine. Quand on ouvre la porte du marché, on ne peut plus fermer celle du libéralisme. »

Les autorités laissent pour l'instant s'écrire de si sulfureux propos. Moins par stratégie politique que par incapacité technique de contrôler tout ce qui s'imprime dans le pays. Chacun sait pourtant que cette marge de liberté est fragile et que la chape de plomb peut se rabattre à la première crise. Raisons de plus pour un million d'acheteurs d'avaloir goulument, chaque vendredi, ce boi d'idéogrammes très frais.

Frédéric Bobin

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel Pour évaluer le compromis difficile auquel est parvenu le gouvernement hier, il faut en revenir aux données de base : depuis quelques années, la délinquance est globalement stabilisée (à un niveau très élevé), mais la délinquance juvénile a littéralement explosé, jusqu'à représenter 23 % du total, 37 % de la délinquance sur la voie publique.

comportement, et celle d'Elisabeth Guigou bataillant en faveur du maintien de l'ordonnance de 1945 mais en l'appliquant rétroactivement et en lui donnant tous les moyens qui lui manquent jusqu'ici. C'est la thèse d'Elisabeth Guigou qui l'emporte. Il y aura donc interprétation ferme d'une tradition plaçant beaucoup d'espoir dans la prévention.

RFI

Jacques Rozemblum Ce n'est pas parce que la lutte contre la drogue a toujours échoué qu'il ne faut pas persévérer. « Ne cessons pas d'essayer », a demandé Koffi Annan, le secrétaire général des Nations unies en ouvrant la session spéciale consacrée à cette nouvelle peste mondiale. D'emblée, le volontarisme du message était teinté d'un certain pessimisme. Il faut dire qu'il y a de quoi être sceptique face aux croisades éradicatrices. Evidemment, celles-ci seraient plus convaincantes si les grands Etats consommateurs ne pratiquaient pas la politique du « deux poids, deux mesures » dans leurs relations avec les Etats producteurs. Ainsi Washington va abandonner sa procédure de certification des pays, consistant à distribuer bons et mauvais points. Cette procédure a le tort de gêner la politique étrangère américaine et le business. Comment expliquer en effet qu'on puisse faire des affaires en Afghanistan alors que ce pays est le premier producteur mondial de drogue ? Quant à la France qui ferme opportunément les yeux sur ses alliés marocains ou libanais, elle n'a pas de leçon à donner en ce domaine.

LCI

Pierre-Luc Séguillon La fête va donc commencer. Une fête populaire et pacifique que la France va accueillir et ordonner à la face du monde. Une célébration du ballon suivi, durant un mois, par plusieurs milliards de téléspectateurs. Une occasion heureuse pour notre pays de donner de lui-même l'image d'une nation moderne, dynamique, accueillante, capable de conjuguer compétence logistique et intelligence créative. On peut en effet aimer le foot ou n'éprouver aucune passion particulière à son endroit. On peut le considérer sous un angle seulement financier et regretter qu'il soit devenu pour grande part affaire de gros sous ou ne l'appréhender que sous son aspect sportif et ludique. Mais on ne peut nier que cette fête du Mondial soit un formidable vecteur de promotion internationale pour notre pays.

La délinquance des mineurs est régie en France par l'ordonnance de 1945, d'inspiration humaniste et idéaliste, mettant l'accent sur la prévention. Deux thèses se sont opposées, celle de Jean-Pierre Chevènement proposant une nouvelle législation pulsive qu'il y a un changement de mentalité et de

« Ce n'est pas parce que la lutte contre la drogue a toujours échoué qu'il ne faut pas persévérer. »

www.galleries-versailles.com

Une boutique électronique française parie sur le luxe en trois dimensions

LORSQUE LE VISITEUR arrive devant la boutique Chateaufort de la place Vendôme, la porte s'ouvre toute seule devant lui. A l'intérieur, il ne rencontre ni vendeur ni clients, mais peut flâner à travers le décor en trois dimensions grâce à un mini-tableau de bord. Dans les vitrines, une sélection de montres de luxe, sur lesquelles il clique pour faire apparaître une fiche de présentation, puis un bon de commande. Tout semble de bon aloi, excepté un détail : si on ressort par la porte du fond, on débouche directement dans le parc du château de Versailles. Les concepteurs de la cyberboutique « Galeries de Versailles » ont décidé de combiner réalisme et fantaisie : Isabelle Queyrand, directrice du marketing de Citycom, la société parisienne propriétaire du site, est persuadée que « pour inciter la clientèle étrangère à acheter du luxe sur le Web, il faut savoir la faire un peu rêver. » Les Galeries de Versailles, ouvertes depuis quelques semaines, ne contiennent que trois boutiques en 3D, mais ce site de commerce



électronique permet également de faire des achats de façon plus « classique », grâce à des catalogues interactifs, des répertoires par marque et par produit, ou un moteur de recherche. Il suffit d'ouvrir un compte avec sa carte bancaire lors de la première visite. La livraison se fait en moins d'une se-

maine, partout dans le monde. S'il s'agit d'un cadeau, l'acheteur peut joindre un message personnalisé qui sera imprimé sur papier vergé, et même sa photo. Huit marques de produits de luxe français sont présentes, des négociations sont en cours avec une vingtaine d'autres. Le site ne vend pas de vêtements, car les essayages ne sont pas encore possibles sur Internet, mais des foulards, des cravates, des parfums, des lunettes, des stylos et de la maroquinerie. Chaque marque propose une centaine d'objets. En cherchant, on trouve quelques produits à moins de 400 F, mais aussi des articles dépassant les 60 000 F. L'objectif est bien sûr d'attirer une clientèle étrangère fortunée et pressée : Citycom a déjà installé un site-miroir aux Etats-Unis et prépare une version en japonais. Isabelle Queyrand sait que rien n'est joué : « Jusqu'à présent, nous avons surtout vendu les produits les moins chers. Il y a aussi une phase de mise à l'épreuve, pendant laquelle les clients seront circonspects. Mais les études de marché montrent que dans tous les pays, les revenus des internautes sont nettement supérieurs à la moyenne nationale. L'époque où Internet n'était fréquenté que par des étudiants fauchés est complètement révolue. »

Yves Eudes

Partez en vacances avec Le Monde. FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES. Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal). Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois. RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Saint Millon et sainte Ruth

SI LE PRÉSIDENT de la région Rhône-Alpes apparaît aujourd'hui comme le champion du dialogue entre la droite et l'extrême droite, alors qu'il récuse cette alliance dans ses discours tout en la pratiquant dans ses actes, c'est bien la preuve qu'il est surtout devenu le champion du confusionnisme. Et si cette seule prouesse suffit à justifier la sanctification de Charles Millon, aux yeux de certains électeurs en manque de prophète, comme le prétendait Le Journal du dimanche daté du 7 juin en le baptisant « Saint Millon, sauveur de La Drôme », alors il y a urgence à canoniser Ruth Elkrief, qui s'écrit en vain, sur LCI, depuis les dernières élections régionales, à voir clair dans son embrouillamini. Sainte Ruth ! Plus elle lui tendait la perche, ce lundi soir, plus « Saint Millon » s'enfonçait ! Plus elle lui démontrait en quoi il avait politiquement « changé de ligne », plus il persistait à répéter : « Je n'ai pas changé de ligne. » Plus elle pointait les errements de sa démarche, plus il affirmait sa continuité : « Je suis toujours fidèle à mes convictions. » Plus elle soulignait les incohérences de ses raisonnements, plus il s'autoproclamait logique : « Depuis vingt ans, j'ai une ligne claire, nette et précise. » A la télévision, hélas ! l'épreuve du direct est impitoyable avec les marchands de fumée. Quand, à bout de faux arguments, perdant patience, il a lancé à sainte Ruth : « Arrêtez de m'enfermer dans de faux débats ! », on a bien compris que « saint Millon » cherchait surtout à fuir ses propres contradictions, après avoir concédé un aveu à son interlocutrice. Elle venait de lui demander : « Est-ce que vous ne cultivez pas une certaine ambiguïté ? » Et il venait de lui répondre : « Si vous voulez que je vous dise que je cultive l'ambiguïté, je peux vous dire oui... Dans son esprit, cela voulait sans doute dire « non ». C'était pourtant dit de telle sorte qu'on a bien compris « oui » ! Mais à quel bon dialogue sur un système de pensée qui prétend que la meilleure façon de combattre la bêtise, l'intolérance, le racisme, etc., est de pactiser avec ceux qui en font commerce ? Il n'y a plus rien à dire sur M. Millon depuis cette photo symbolique, signée Jean Cely, parue dans ce même numéro du Journal du dimanche, où on le voit, debout sur une estrade, sourire extatique, sollicitant la ferveur populaire d'un arroudi du bras bien travaillé, scrutant l'horizon d'un regard messianique, sous les applaudissements d'Alain Griotteux et Michel Poniatowski, ces deux diplotocus de l'ère giscardienne. Son cas relève assurément de la paléontologie.

MS DE LA SOIRÉE

DE TELEVISION

MS DU JOUR

DE TELEVISION



FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 La Chasse... 21.05 Mean Streets... 21.50 La Salsa...

- 22.25 Ludwig van B... 23.00 Carmen... 23.35 Les Sept Péchés capitaux...

NOTRE CHOIX

20.50 France 3 Hors-série Etrange : une enquête sur les gens de maison...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 18.00 Le Réveil des géants... 18.50 Ustmalu découverte... 19.52 Le Journal de Faic...

ARTE

- 18.00 Au nom de la loi... 19.30 7/2 FN : un procès géant... 20.00 Archimède...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 20.00 20h Paris Première... 20.50 Hors série... 21.00 Le Gai Savoir...

DANSE

- 17.25 Danse : Mark Morris... 19.00 Mezzo Junior... 21.00 Répères... 21.00 André Prévin...

MUSIQUE

- 21.00 Répères... 21.00 André Prévin... 22.30 Pierre Boulez dirige l'Orchestre philharmonique de Vienne... 23.00 The Lazarus Man...

TÉLÉFILMS

- 20.30 Embarquement pour l'enfer... 20.35 Rendez-vous sur la Lune... 22.13 Illegal Entry... 22.35 Amant meurtrier...

SÉRIES

- 20.55 Ally McBeal... 22.30 The X-Files... 22.35 Strefind... 23.00 The Lazarus Man...

RADIO

- 20.30 Agora, Madeline Ambrière... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques...

DOCUMENTAIRES

- 19.00 L'Incomparable Diaghilev... 19.00 Les Grands Compositeurs... 19.15 Stades...

SPORTS EN DIRECT

- 19.00 Athlétisme, Grand Prix II IAAF... 2.05 Hockey sur glace, Stanley Cup...

FILMS DU JOUR

- 14.00 L'Adorable Voisine... 15.50 La Chasse... 16.50 Ludwig van B... 18.30 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles... 18.30 Australia...

NOTRE CHOIX

0.05 Arte La Lucarne Aveugles et fous d'images

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 15.50 Les Fêtes de l'Amour... 16.45 Les Vacances de l'Amour... 17.25 Beverly Hills... 18.15 et 0.30 CD Tubes... 19.00 Le Bigali...

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.15 Le Journal de la santé... 14.00 La Pléiade romaine... 15.25 La Chouette rencoûtre... 17.00 Céfiro... 18.20 Excluz... 18.30 Le Cinéma des effets spéciaux...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 14.00 La Planète ronde... 15.00 Envoyé spécial... 16.05 > Saga-cités... 17.05 > Actus... 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 19.00 De l'actualité à l'histoire... 19.00 Riv' droite, rive gauche... 20.00 Documents de Savoir plus... 20.00 20h Paris Première... 20.45 Les Mécrédis de l'histoire... 21.00 Au nom de la loi... 21.00 Envoyé spécial... 21.45 Inédites... 22.45 Ça se discute... 22.55 52 sur la Une... 23.00 La Magazine de l'histoire... 23.00 Le Canal du savoir... 23.00 La Magazine de l'histoire...

DANSE

- 20.00 Les Animaux dans la ville... 20.00 Coupe du Monde 98 : Tenue du décor... 20.30 Le Monde en rythmes... 20.35 > Stades... 20.50 Dalida, passionnement... 20.55 > Sous les jupes de la Madone... 21.00 Les Grands Compositeurs... 21.30 Le Vieux Pêcheur... 21.45 Hans Schavermoch... 21.55 Nouvelle-Calédonie... 21.55 Paris Black... 22.45 Israël et les Arabes... 23.00 Profil... 23.05 Qui a tué le juge Falcone?... 23.10 La Salsa du bourgeois... 23.55 Boum !... 0.00 Kiko et ses frères... 0.05 La Lucarne... 0.10 > Une poste à la Courneuve... 0.15 La Case de l'oncle Doc...

MUSIQUE

- 17.30 Brésil - Ecoose... 20.45 Maroc - Norvège... 21.00 Maroc - Norvège... 19.00 La Guitare espagnole... 19.50 Stravinsky et Montsalvatge... 21.55 Elvis Costello... 23.00 Prinsengracht Concert... 18.00 Ally McBeal... 18.35 Chicago Hospital... 18.45 Relativity... 19.20 Deux filles à Miami... 20.10 Thunder Alley... 20.10 L'Insti... 20.15 Nestor Burma... 20.30 Star Trek... 20.35 Renseignements généraux... 20.40 Halifax... 20.45 Les Cinq Dernières Minutes... 22.20 Brooklyn South... 22.20 Nash Bridges... 22.40 Spin City... 23.00 La Loi de Los Angeles... 23.35 Father Ted... 0.00 New York Police Blues... 0.10 Soirée Super Jaimie... 2.30 Star Trek...

TÉLÉFILMS

- 19.35 La mort vous invite... 20.50 La Mort au bout des doigts... 21.00 Une grosse bouche d'amour... 22.10 Un amour aveugle... 23.30 Caravane... 18.00 Ally McBeal... 18.35 Chicago Hospital... 18.45 Relativity... 19.20 Deux filles à Miami... 20.10 Thunder Alley... 20.10 L'Insti... 20.15 Nestor Burma... 20.30 Star Trek... 20.35 Renseignements généraux... 20.40 Halifax... 20.45 Les Cinq Dernières Minutes... 22.20 Brooklyn South... 22.20 Nash Bridges... 22.40 Spin City... 23.00 La Loi de Los Angeles... 23.35 Father Ted... 0.00 New York Police Blues... 0.10 Soirée Super Jaimie... 2.30 Star Trek...

SÉRIES

- 18.00 Ally McBeal... 18.35 Chicago Hospital... 18.45 Relativity... 19.20 Deux filles à Miami... 20.10 Thunder Alley... 20.10 L'Insti... 20.15 Nestor Burma... 20.30 Star Trek... 20.35 Renseignements généraux... 20.40 Halifax... 20.45 Les Cinq Dernières Minutes... 22.20 Brooklyn South... 22.20 Nash Bridges... 22.40 Spin City... 23.00 La Loi de Los Angeles... 23.35 Father Ted... 0.00 New York Police Blues... 0.10 Soirée Super Jaimie... 2.30 Star Trek...

RADIO

- 19.35 Prélimite... 20.00 Concert... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball... 19.35 Prélimite... 20.00 Concert... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball... 19.35 Prélimite... 20.00 Concert... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball...

DOCUMENTAIRES

- 17.15 Last Date... 18.30 Les Marnes des pins... 18.30 La Guitare espagnole... 19.00 Des animaux et des hommes... 19.30 Archipel... 19.45 Trafic de drogue... 19.30 La Guitare espagnole... 19.00 Des animaux et des hommes... 19.30 Archipel... 19.45 Trafic de drogue...

SPORTS EN DIRECT

- 19.00 Tennis, Tournoi messieurs de Halle... 19.00 Tennis, Tournoi messieurs de Queen's... 3.00 Basket NBA... 16.40 Cérémonie d'ouverture... 16.45 Cérémonie d'ouverture... 17.15 Brésil - Ecoose... 1.00 New York Police Blues...

MONDIAL 98

- 16.40 Cérémonie d'ouverture... 16.45 Cérémonie d'ouverture... 17.15 Brésil - Ecoose... 1.00 New York Police Blues... 0.10 Soirée Super Jaimie... 2.30 Star Trek...

FRANCE 3

- 14.20 Va savoir... 14.50 Questions au gouvernement... 16.05 > Saga-cités... 16.40 Les Minikems... 17.45 C'est pas sorcier... 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Un livre, un jour... 18.55 Le 19-20 de l'information... 20.00 Météo... 20.05 Benny Hill... 20.20 Tout le sport... 20.50 Dalida, passionnement... 22.30 Météo, Soir 3... 23.10 Multiplex foot... 23.35 Vivre avec... 0.15 La Case de l'oncle Doc... 14.20 Va savoir... 14.50 Questions au gouvernement... 16.05 > Saga-cités... 16.40 Les Minikems... 17.45 C'est pas sorcier... 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Un livre, un jour... 18.55 Le 19-20 de l'information... 20.00 Météo... 20.05 Benny Hill... 20.20 Tout le sport... 20.50 Dalida, passionnement... 22.30 Météo, Soir 3... 23.10 Multiplex foot... 23.35 Vivre avec... 0.15 La Case de l'oncle Doc...

CANAL

- 14.00 Il était une fois... 16.45 Mondial 98... 17.30 Mondial 98... 18.00 Mondial 98... 18.35 Les Simpson... 19.00 Le 19-20 de l'information... 19.50 Le 19-20 de l'information... 20.00 Météo... 20.05 Benny Hill... 20.20 Tout le sport... 20.50 Dalida, passionnement... 22.30 Météo, Soir 3... 23.10 Multiplex foot... 23.35 Vivre avec... 0.15 La Case de l'oncle Doc... 14.00 Il était une fois... 16.45 Mondial 98... 17.30 Mondial 98... 18.00 Mondial 98... 18.35 Les Simpson... 19.00 Le 19-20 de l'information... 19.50 Le 19-20 de l'information... 20.00 Météo... 20.05 Benny Hill... 20.20 Tout le sport... 20.50 Dalida, passionnement... 22.30 Météo, Soir 3... 23.10 Multiplex foot... 23.35 Vivre avec... 0.15 La Case de l'oncle Doc...

FRANCE CULTURE

- 19.45 Les Enlèvements internationaux... 20.00 Les Chemins de la musique... 20.30 Agora... 21.80 Philharmonie... 22.10 Fiction... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball... 19.45 Les Enlèvements internationaux... 20.00 Les Chemins de la musique... 20.30 Agora... 21.80 Philharmonie... 22.10 Fiction... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball...

FRANCE MUSIQUE

- 19.35 Prélimite... 20.00 Concert... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball... 19.35 Prélimite... 20.00 Concert... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du tennis-ball...

RADIO CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées... 22.30 Les Soirées... 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées... 22.30 Les Soirées...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: S: Signal dans le Monde Télévision-Radio-Multimédia... O: Accord parental souhaitable... A: Accord parental indispensable... P: Public, adulte... M: Mieux à voir... C: Chef d'œuvre ou classiques... M: Monde publie chaque semaine... S: Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA: O: Accord parental souhaitable... A: Accord parental indispensable... P: Public, adulte... M: Mieux à voir... C: Chef d'œuvre ou classiques... M: Monde publie chaque semaine... S: Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Catherine Humblot

Vertical text on the right margin containing various small characters and symbols.

Une commission d'enquête sénatoriale dénonce la « régularisation massive » des étrangers

Son rapport évalue à 70 000 le nombre de « clandestins officiels »

LA GUERRE des mots est lancée. Deux ans après l'arrivée sur la scène politique de la figure du « sans-papiers », l'opposition espère avoir trouvé sa parade : le « clandestin officiel ». C'est en effet autour de ce nouveau concept que la commission d'enquête sénatoriale sur les régularisations a rendu public, mardi 9 juin, son rapport. Fruit de quatre mois d'auditions et de neuf visites dans les principales préfectures, ce document dénonce aussi bien la méthode que les résultats de l'opération lancée, le 24 juin 1997, par le gouvernement. Décortiquant les explications, rapports d'étapes et chiffres qui lui ont été fournis par l'administration, il apporte, au passage, de nouveaux éclairages sur le déroulement de cette procédure qualifiée de « régularisation massive ».

Les sénateurs se sont particulièrement penchés sur le « pouvoir d'appréciation » du préfet. Les membres de la commission ont beau saluer, « à l'unanimité », les services préfectoraux, et vanter « leur disponibilité, leur rigueur et leur efficacité », ils n'en constatent pas moins de sérieuses différences de comportement. Comment expliquer les 80,6 % de réponses positives, fin avril, à la préfecture de police de Paris et les

42,5 % en Seine-Saint-Denis ? Quoi de commun entre les 85,4 % des Yvelines - record absolu - et les 45,7 % du Val-d'Oise ? Ces écarts proviennent « essentiellement de différences marquées dans les profils de populations ». Le « choix politique » consistant à privilégier les familles a ainsi joué en faveur de la capitale. Toutefois, « c'est à propos des célibataires, semble-t-il, que les plus grandes différences d'appréciation ont pu apparaître », constate la commission.

LA « SURPRISE »

Le rapport insiste également sur la « minoration » opérée dans la population des irréguliers. Sur les 179 264 dossiers recensés fin novembre, plus de 33 000 ont été écartés. C'est donc sur un total de 145 690 demandes que les statistiques sont réalisées. Le ministère de l'Intérieur y voit surtout l'effet des double-demandes mais, chiffres à l'appui, la commission souligne qu'il s'agit essentiellement de personnes n'ayant pas répondu aux convocations, et qu'il conviendrait donc d'ajouter à cette fameuse population des « clandestins officiels ».

C'est à eux que la commission souhaite s'intéresser. Elle prend évidemment soin de rappeler la « surprise » du gouvernement devant

l'afflux des demandes, le « dérapage généralisé » observé dans le rythme d'instruction des demandes, le coût de 40 millions de francs de l'opération. Elle souligne également l'impact des régularisations sur les comptes sociaux (assurances-maladie, allocations familiales, RMI) qu'elle chiffre à « un demi-milliard de francs en année pleine », en se gardant bien d'évaluer l'apport de recettes liées aux cotisations sociales payées par les régularisés.

Mais derrière ces constats, pointe toujours la figure du « clandestin officiel ». Le gouvernement pensait bien s'en débarrasser en créant une aide au retour spéciale. Une ligne budgétaire avait été ouverte, reposant sur l'hypothèse de 10 000 candidats : fin avril, 399 dossiers avaient été déposés, 194 personnes étaient effectivement reparties dans leur pays d'origine. Soulignant le retard pris dans la rédaction de la circulaire régissant cette aide, la commission dénonce la décision de Jean-Pierre Chevènement de donner trois mois supplémentaires aux déboutés pour repartir de leur plein gré une fois le dispositif rendu public, le 24 janvier. « En choisissant de subordonner la procédure à la frontière à une procédure d'aide au retour, le gouvernement a pris le risque, en contradiction

avec l'objet même de la régularisation, de maintenir sur le territoire une forte immigration irrégulière, désormais identifiée », estiment les sénateurs sous la plume de José Balavello (RI).

Comment éviter, en effet, la multiplication de ces « non-régularisés et non-expulsés » ? Selon la commission, certaines préfectures auraient décidé « pour des raisons matérielles » de ne pas examiner les recours gracieux et de « laisser expirer systématiquement le délai de quatre mois au terme duquel une décision implicite de rejet intervient ». Une « opération massive d'éloignement » ? Juridiquement et matériellement irréalisable, estiment les sénateurs.

Pour les parlementaires, la « dilution » des quelque 70 000 déboutés dans l'ensemble des procédures aboutira « de fait » à leur maintien sur le territoire. Ils seront donc « retournés à la clandestinité sans que l'irrégularité de leur séjour n'ait eu pour eux la moindre conséquence pratique ». Cet « affaiblissement de la loi républicaine » sera vécu, à l'étranger, comme « un signal » que l'« on peut, en France, être irrégulier et rester » : clandestin mais officiel.

Nathaniel Herzberg

1997 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée

Les conclusions d'une agence météo américaine

« GLOBALEMENT, 1997 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée », affirme un rapport de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) américaine, rendu public lundi 8 juin. La tendance se poursuit pour les cinq premiers mois de 1998, qui battent eux aussi tous les records de chaleur.

Les mesures, réalisées de janvier à mai 1998 près de la surface des océans et des terres émergées par les stations météo, les navires, bouées et satellites, indiquent que la température moyenne dépasse de 0,25 degré (0,32 degré sur terre et 0,20 degré en mer) le record enregistré jusqu'à présent pour cette période de l'année. Aux Etats-Unis, durant ces cinq derniers mois, « de nombreux Etats ont battu tous les records de température moyenne et de précipitations enregistrés depuis 1895 ». Si l'on se réfère à l'examen des termes de croissance des arbres, les températures actuelles « sont les plus chaudes depuis au moins six cents ans », précise la NOAA.

En Amérique comme dans d'autres parties du monde, l'importance exceptionnelle du phénomène El Niño est à l'origine de

situations contrastées. Alors que les inondations ravageaient certaines régions des Etats-Unis, l'Amérique centrale, l'Indonésie et l'Australie étaient frappées par la sécheresse et les incendies. Pour les auteurs du rapport, El Niño 1997-1998 a été « l'un des événements climatiques les plus significatifs du siècle ». Selon eux, le réchauffement planétaire aggravé l'amplitude de cette « oscillation » caractérisée par le déplacement d'une énorme masse d'eau chaude d'ouest en est dans le Pacifique et l'inversion des alizés.

PLAN CONTRE L'EFFET DE SERRE

« Les conditions météorologiques et climatiques extrêmes liées au phénomène El Niño, qui apparaît naturellement, pourraient être exacerbées par la tendance au réchauffement planétaire en cours, écrivent-ils. La chaleur supplémentaire accumulée près de la surface terrestre fournit l'énergie nécessaire à l'évaporation d'énormes quantités d'eau. Cela affecte l'équilibre énergétique entre l'océan et l'atmosphère. »

Le vice-président Al Gore, qui présentait ce rapport, n'a pas manqué de rappeler qu'un plan de 6,3 milliards de dollars (environ 36 milliards de francs) sur cinq ans était proposé par la Maison Blanche pour lutter contre les causes de l'effet de serre, cause possible d'un réchauffement planétaire.

Ce plan prévoit des fonds destinés à la recherche et des incitations financières pour décourager le recours aux combustibles fossiles, émetteurs de gaz à effet de serre. Mais il est combattu au Congrès par certains députés, qui estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Jean-Paul Dufour

Plus de 2 500 morts en Inde

La canicule qui affecte l'Inde, depuis près d'un mois, a fait 2 636 morts, a rapporté, lundi 8 juin, l'agence de presse indienne PTI. La vague de chaleur, la pire depuis un demi-siècle, a débuté le 12 mai et les températures ont parfois dépassé les 50 degrés dans le nord du pays. La chaleur ne diminue qu'avec le début des pluies de mousson, qui sont arrivées début juin dans le sud et doivent atteindre le nord à la fin du mois. Lundi, on enregistrait encore 46,1 degrés à Allahabad, dans le nord du pays, et 42 degrés à New Delhi. La canicule a provoqué, par ailleurs, d'importantes coupures d'électricité et de graves pénuries d'eau dans la capitale et en plusieurs autres endroits du pays.

Le cardinal Casaroli est mort


LE CARDINAL AGOSTINO CASAROLI, qui fut en quelque sorte le « ministre des affaires étrangères » des papes Paul VI et Jean Paul II, est décédé dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 juin à Rome à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Fin diplomate, il avait conduit une politique de détente avec les régimes communistes de l'Est. Jean Paul II l'avait nommé secrétaire d'Etat, c'est-à-dire « numéro deux » de l'Eglise, en 1979, avant de lui donner pour successeur Mgr Angelo Sodano en 1990. Né le 24 novembre 1914 près de Bologne, il était entré dès l'âge de vingt-cinq ans à la secrétairerie d'Etat. Il s'est éteint à l'hôpital Colombo, de Rome, où il avait été transporté pour des problèmes de santé. (Le Monde publia dans ses éditions datées jeudi 11 juin un article sur le cardinal Casaroli.)

M. Nétanyahou n'exclut pas un référendum sur le processus de paix

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou n'a pas écarté, mardi 9 juin, l'option d'un référendum sur le processus de paix dont ses services, selon les médias locaux, étudient la possibilité. « Je réfléchis aux méthodes permettant à l'opinion publique israélienne de s'exprimer sur les décisions qui seront prises pour assurer la paix et la sécurité », a déclaré M. Nétanyahou à la radio publique. « Cela ne peut pas être entériné par une seule voix de majorité, comme ce fut le cas pour les accords d'Oslo (au Parlement). Il faut un large soutien du public », a-t-il dit en précisant toutefois qu'il n'avait « pris aucun engagement » à propos d'un référendum. Selon la radio publique et le quotidien Maariv la présidence du Conseil a mis à l'étude la possibilité d'organiser un référendum sur le retrait militaire israélien en Cisjordanie, ce qui serait sans précédent en Israël. - (AFP)

DÉPÊCHES
CIRCULATION : le défilé organisé dans les rues de Paris mardi 9 juin à l'occasion de la Coupe du monde de football provoque de nombreuses restrictions de circulation dans la capitale (lire en page VIII de notre supplément). Jusqu'au milieu de la nuit de mardi à mercredi, les secteurs de l'Etoile, du Champs-de-Mars, de l'esplanade des Invalides, du Pont-Neuf et de la rue de Rivoli et surtout de la place de la Concorde, lieu d'arrivée des différents cortèges vers 21 heures, vont être interdits aux automobilistes. Les sorties des stations de métro Concorde (toute la journée de mardi), Champs-Élysées-Clémenceau et Tuileries (à partir de 17 heures) seront fermées.
TUNISIE : le président du Mouvement des démocrates socialistes, Mohamed Moada, qui observe une grève de la faim depuis le 3 juin, a été placé en observation, lundi 8 juin, dans une clinique de Tunis. A l'issue de tractations avec les autorités, deux dirigeants de la Ligue tunisienne des droits de l'homme ont été autorisés à lui rendre visite.
ÉTATS-UNIS : l'acteur Charlton Heston a accédé, lundi 8 juin, à la présidence du puissant lobby des armes, la National Rifle Association. L'organisation, vivement critiquée à un moment où de récentes fusillades dans les écoles ont relancé le débat sur les armes à feu, espère que la vedette d'Hollywood, pourra redorer son blason. - (AFP)

ETERNA
 SWISS MADE depuis 1850



ETERNA GALAXY mouvement automatique au quartz, verre saphir incassable avec un bracelet en caoutchouc étanche jusqu'à 33 mètres. Avec bracelet en cuir ou acier. A partir de 299,- Fr.

Renseignements & Documentation
 TEMPLUS 18, Rue Paroisse 75003 Paris
 Tél. 01 48 87 23 23 Fax 01 48 87 79 94

Tirage du Monde daté mardi 9 juin : 520 344 exemplaires

Alain Juppé abandonne son projet de pont au centre de Bordeaux

BORDEAUX

Bordeaux vient de vivre un moment « historique ». Lors d'un conseil municipal extraordinaire, lundi 8 juin, le maire, Alain Juppé, a annoncé l'abandon de son projet de pont sur la Garonne, en plein centre-ville. Ce franchissement était au cœur du projet urbain engagé quelques mois après son arrivée à la mairie. Alain Juppé n'avait jamais caché sa préférence pour cet emplacement. Il devait être un « trait d'union urbain » indispensable pour la revitalisation de la rive droite, et délester la circulation sur le seul pont central qui accueillera le futur tramway.

Sous la pression d'un « opposition », de certains de ses proches dans la majorité municipale, des critiques des milieux associatifs et d'une opinion publique divisée, Alain Juppé a préféré choisir un projet de franchissement plus consensuel : un tunnel construit en aval du centre-ville. Cette décision a pris à contre-pied l'opposition mais aussi les Bordelais. Son image d'ancien premier ministre lui collant à la peau, on disait Alain Juppé directif, rigide, hermétique vis-à-vis de toute proposition extérieure. Changement de style, il donne à cette occasion une autre image de lui, celle d'un homme soucieux d'écouter et de se remettre en question. Souci politique aussi : Alain Juppé ne voulait pas décevoir une partie de son électorat qui se montrait réticent à pro-

pos de ce projet de pont central et qui aurait pu cruellement lui manquer lors des prochaines échéances électorales.

Sur le fond, le maire n'abandonne pas son dessin initial : « Je continue de penser que ce pont est la meilleure des solutions qui relierait le mieux les deux rives, mais cela ne doit venir que des Bordelais. » Le franchissement de la Garonne par un pont central en sus du tunnel, pourrait donc redevenir d'actualité en 2001, après les élections municipales. Si, bien sûr, Alain Juppé est réélu.

LE CHOIX DU TUNNEL

Gilles Savary, le chef de file socialiste de l'opposition municipale, estime même que le projet pourrait resurgir avant cette échéance. Lui qui a toujours rejeté l'option d'un pont central - il lui préfère celle d'un « pont ouvrant » en aval - s'est immédiatement opposé au nouveau projet de tunnel. Il considère celui-ci comme la solution « la plus bâtarde, la moins fonctionnelle et la plus coûteuse, entre 1 milliard et 1,2 milliard de francs estimés contre 300 millions pour le pont ».

Le choix du tunnel sera définitivement arrêté le 24 juillet par le conseil de communauté urbaine, en même temps que le tracé du tramway.

Claudia Courtois

CROISIÈRES ÉTÉ DU CLUB MED 2


La 1^{ère} semaine est magique et à -20% la seconde l'est encore plus.

20% de réduction sur la deuxième semaine*, c'est l'occasion de découvrir, en toute sérénité, les rivages mythiques de la méditerranée à bord du plus beau cinq-mâts du monde, le Club Med 2 : Athènes, Héraklion, les portes de l'Orient à Kasabasi, les baux et les minarets d'Istanbul, Rhodes, les Cyclades. Des croisières exceptionnelles, héritières d'un certain art de vivre à la française dont le prix pour 2 semaines devient tout aussi exceptionnel. Demandez notre brochure Croisières et faites vos réservations au 0 801 802 803 (n° Azur, prix appel local), dans les agences Club Med Voyages, Havas Voyages (01 41 06 41 23), Forum Voyages et agences agréées.

*Offre valable sur les croisières entre le 15/07/98 et le 16/09/98 soumise à conditions, non cumulable avec d'autres réductions et applicable sur le prix des croisières hors vol et frais d'accueil.

Club Med Croisières

RAYMOND WEIL GENEVE



PARFAL, montre acier ou or et acier, verre saphir incassable, mouvement quartz, étanche à 50 mètres. A partir de 6950,- Fr.

Renseignements & Documentation
 TEMPLUS 18, Rue Paroisse 75003 Paris
 Tél. 01 48 87 23 23 Fax 01 48 87 79 94

de notre...
 Beaucoup...
 ton : le n...
 nouaille...
 à l'esbrouf...
 par un va...
 d'ennemi...
 nationales...
 tion. Sa f...
 de vingt-c...
 à la secré...
 d'Etat. Il s...
 été à l'hôp...
 Colombo, de Rome, où il avait été transporté pour des problèmes de santé. (Le Monde publia dans ses éditions datées jeudi 11 juin un article sur le cardinal Casaroli.)

CO

ZI

HOM

YO

PLE

Tél.

D

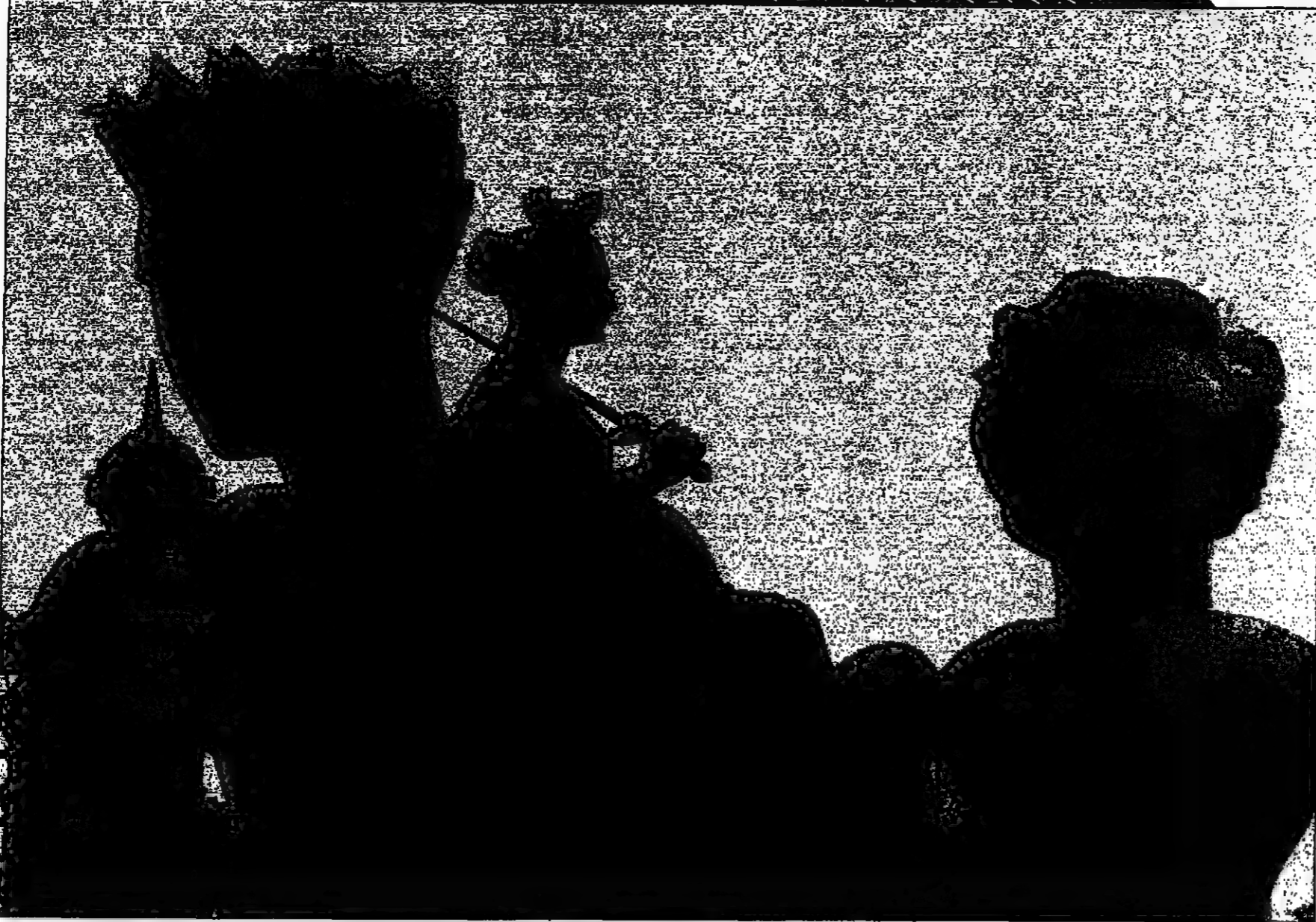
A

1

Alain Juppé

Le Mondial

CORTÈGE Les géants de quatre continents arrivent place de la Concorde : la fête du football peut commencer



LA CHRONIQUE DE PIERRE GEORGES

L'itinéraire d'un enfant de Jœuf

MICHEL PLATINI n'est pas un virtuose de l'art oratoire, encore moins un tribun. Il trébuche parfois sur les mots, Démosthène avant les cailloux. Il dribble parfois son français. Il ne possède pas une culture encyclopédique. Il ne devrait pas impressionner tous ceux qui, au motif d'avoir fait leurs humanités, cultivent, en cuisines, un méprisant complexe de supériorité pour les choses futiles du sport.

Quelle erreur ! Le type est formidable. L'homme est redoutable. S'il a le cuir épais, des kilos superflus, l'allure parfois endimanchée d'un retraité des comices sportifs, c'est pour mieux tromper son monde. Et il y réussit parfaitement, cachant sous l'aimable et modeste détroque un tempérament de fer, une grande ambition et un orgueil féroce.

Il voulait être connu. Il l'est universellement. Il voulait être le meilleur. Il l'a été sur le terrain. Il voulait la Coupe du monde pour son pays, la France. Il l'a. Enfin, il aspirait au pouvoir sous ce prétexte post-soixante-huitard de « rendre le football aux footballeurs ». Il vient de le prendre après un superbe coup d'Etat, père Michel derrière son père, Joseph Blatter, à lui.

Le voici, en second, à la tête de la multinationale la plus résolument universelle du temps. Pas mal pour un enfant de Jœuf ! En page VII, ce supplément comporte un portrait de l'homme avec ce titre : « Platini, l'homme qui rendait les ballons intelligents ». Les ballons le lui ont bien rendu.

Notre univers, sportif ou culturel, est souvent peuplé de vieilles gloires vivant de leurs propres dépollués, de leurs exploits jaunis, de leurs légendes broillées, et qui finissent par ne plus vivre que dans le culte sans cesse rabâché de ce qu'ils furent. Rien n'est pire que ce genre-là, cabot accroché à son grand rôle naguère ou champion pendu à ses breloques comme à sa bouée de mémoire.

Michel Platini a vieilli. Formidablement bien vieilli avec tout l'appât encore d'un gamain de Lorraine. Il est sorti du stade à temps, non pas les crampons devant, usés, déclinant. Un soir de 1986, au bord d'un lac mexicain, près de Guadalajara, Michel Platini, le joueur, avait accepté de bavarder. Ces choses-là ne se décodent qu'après. Mais l'homme avait paru las, résigné, ou lucide peut-être, toujours ce fameux temps d'avance. Il avait tenu des propos d'adieu à la Coupe du monde, sachant parfaitement qu'il n'avait plus tout à fait les moyens physiques de s'amuser, de faire du football, de son football, une fête.

Un Platini chasse l'autre. Ce qu'il veut et n'a cessé de répéter, c'est que ce Mondial, son Mondial, soit d'abord une fête. Une fête indécente, planétaire, gigantesque, obscène, et tout ce que voudront bien lui reprocher ses contempteurs, mais une fête. Alors, que la fête commence !

Michel Guerrin

LES TEMPS FORTS

● 1 PARIS La cérémonie d'ouverture de la XVI^e Coupe du monde de football a lieu, mardi 9 juin, à partir de 18 heures, dans les rues de la capitale.

● 2 SAINT-DENIS Le match d'ouverture oppose, mercredi 10 juin, à partir de 17 h 30 au Stade de France, le tenant du titre, le Brésil, avec son attaquant Ronaldo, considéré comme le meilleur joueur actuel, à l'équipe d'Écosse (groupe A).

● 3 MONTPELLIER Dans l'autre rencontre de la journée, le Maroc affronte la Norvège (groupe A) au stade de La Mosson, à partir de 21 heures.

● 4 TÉLÉVISION La cérémonie d'ouverture est retransmise mardi en intégralité, à partir de 18 heures, sur TF 1. Mercredi 10 juin, France 2, Canal Plus et EuroSport diffusent, à 16 h 45, la cérémonie d'inauguration au Stade de France. A 17 h 30, Brésil-Écosse est retransmis sur France 2, Canal Plus et EuroSport. Maroc-Norvège (21 heures) est diffusé sur TF 1, Canal Plus et EuroSport.

Les nouveaux maîtres de l'empire FIFA

Sepp Blatter et Michel Platini ont pris le pouvoir en lever de rideau de la Coupe du monde

MÊME Lionel Jospin l'a félicité. Qui ? Platini, Zidane, Jacquet ? Joseph Blatter bien sûr, élu président de la puissante et riche Fédération internationale de football (FIFA), le 8 juin à Paris. C'est, à deux jours du coup d'envoi, le premier contre-pied d'une Coupe du monde indécise, tant au niveau du jeu que de la fête annoncée. Le score s'annonçait serré. Et « Sepp » le Suisse l'a emporté par KO au premier round, 111 voix contre 80 au malheureux Suédois Lennart Johansson. « Il doit y avoir un paquet de gens qui ont retourné leur veste », a commenté sèchement un partisan du battu.

Est-ce un signe ? La victoire de Joseph Blatter serait celle du beau jeu, des joueurs, des arbitres et des entraîneurs. L'élu le dit dans nos colonnes, il souhaite un « football plus spectaculaire », dirigé par « des arbitres professionnels ». C'est aussi la victoire de Michel Platini, promis à des responsabilités supérieures. Même Aimé Jacquet, au cas où ça tournerait mal pour lui et son équipe, a qualifié cette élection de « grande victoire pour la France ». Diaboli !

Pelé, lui, a déjà montré la voie dans un documentaire diffusé sur la

BBC : « Je suis inquiet pour l'avenir du football parce que les gens oublient un peu trop les règles du jeu et commencent à penser trop en termes d'affaires. » Pelé ne pensait probablement pas aux pilotes d'Air France, accusés d'oublier d'autres règles supérieures. D'autres s'en chargent : cette « prise en otage de la Coupe du monde équivaut à un acte de désertion en temps de guerre », dit Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille. D'oh, Charles Pasqua : « Compte tenu du dégat que cela cause à l'image de la France, il faut réquisitionner les pilotes. » Cette fameuse réquisition, le médiateur de la République, Bernard Stasi, croit qu'elle va être demandée par le Comité d'organisation (CFO) au gouvernement.

PARADOXE Une voix tranche dans cet manimisme. Le député et maire de Saint-Denis et de son grand stade : Patrick Braouezec, grand spécialiste de contre-pieds, envers son parti (le PC) notamment : « Je ne vois pas ce qu'il y a de scandaleux à défendre un certain nombre d'avantages acquis », a-t-il déclaré sur RTL, lundi 8 juin. Et pan ! dans le bec de son camarade Michel Platini.

C'est le premier paradoxe de ce Mondial. L'Etat peut assurer autant qu'il le peut la sécurité mais non le transport. Alors que neuf personnes ont été interpellées, lundi 8 juin, dans les milieux islamistes, les pouvoirs publics disent mobiliser plus de 20 000 policiers, gendarmes, pompiers et militaires durant un mois. Est-ce pour cela que les Iraniens ont entamé leur préparation à Yssingeanx (Haute-Loire), sous haute protection, mais en parfaite convivialité ? « Bismillah al-Rahman al-Rahim » : au nom de Dieu le tout-puissant et le miséricordieux, les joueurs ont été accueillis, lundi 8 juin, par le maire Jacques Barrot (UDF-FD), en présence de l'ambassadeur iranien, fait illico presto « Yssingeanx d'honneur » pour ses séjours répétés dans la petite sous-préfecture.

L'Etat ne peut lutter contre ce que des éditorialistes étrangers nomment « le tempérament français », à savoir qu'une Coupe du monde, en notre beau pays, est propice aux revendications. Après les pilotes, annonçons : un mouvement des agents de conduite de la SNCF ; un autre des internes des hôpitaux, qui pourrait toucher le Mondial ; et puis des conducteurs

d'autobus à Bordeaux ont déposé un préavis pour le 10 juin, jour du match Italie-Chili. A qui le tour ? semble demander le *Financial Times*, parmi d'autres, qui épingle sévèrement la France. Même le magasin Virgin Megastore renonce à ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre son magasin des Champs-Élysées à Paris pendant la Coupe du monde, « dans un souci d'apaisement » - syndical s'entend.

MANQUE D'ENTHOUSIASME Bien avant la grève d'Air France, Michel Platini gromotait contre le manque d'enthousiasme. Sans doute pensait-il à ses armées de joueur en Italie. Il rêvait d'une France festive et redoutait le contraire. Il est servi. Tout peut s'arranger avec la fête du football, cette fameuse soirée d'ouverture du 9 juin. A Paris, on l'annonce « géante », à l'image de quatre robots colossaux, plus spectaculaires que féériques, symbolisant « les peuples universels », qui convergeront place de la Concorde sous le regard de 800 millions de téléspectateurs. La Concorde ? Joli nom pour réunir les pilotes d'Air France.

TOUTE L'ECOSSE EST DANS LE SUPPLEMENT Scotland

(voir cahier central)

III 3
rice
ens
me
urs
dis-
not-
ent
le
pe
se-
Ca-
eill-
la-
te-
s. Il
me.
son
que
nt.
i et
eur
ie à
les
à la
rait
max
—
jo-
re-
Le
rer
u-
to.
don
: la
don
sill-
ans
ubi
aire
don
rns
ro-
zes
etes
i de
dra
- La
les
res-
tha-
« les
il de
ja-
rela-
acts
s sur
: dé-
bon
in à
est
ver-
ter-
: sa
rent
ipe
le
n t
la
PL
le
25
e
i
im
de
e
st
me
s.
F

Ma

Le sculpteur des dons

« C'EST nante ? ». M. Paul L. sar, après examen de ciment 5-pour « où biens soci vice-prés grande ins leix (Le M. Le juge d'avoir » L'Homme tonnes de de haut, l'Opéra de command moteur, H cité imm-lyonnaise ment), a é judiciaire.

PROCÈS-IV Les poli ont enquê Syci et se foration li facturé de de 1,15 mi ciers ont é Henry Pc dans le ca pour « ab ont trouva soupçonner ferts à l'e de ce surc

de notre : Beauco ton : le nu nouaille, à l'esbroufe, par un va dernière c nationales tion. Sa f, des grâ s résille q les plus f beaucoup, impôts », gardent p

CO

ZI

HOM

YO

PLE

Tél. :

D

A

1

LE CHIFFRE DU JOUR 16/9

C'est le format « cinémascope » des écrans de télévision qui a connu un succès sans précédent à l'approche de la Coupe du monde de football. « Les ventes connaissent une croissance à deux chiffres à la Fnac depuis le début de l'année, alors que le marché était stagnant », souligne Victor Jachirovitz, directeur des études marketing du distributeur. Particulièrement adaptés au spectacle sportif, ces téléviseurs se vendent entre 5 000 et 15 000 francs. Cela ne devrait pas empêcher « le marché du 16/9 de croître de 60 % en Europe cette année, représentant un million de postes », selon Jean Dumas, chargé du développement des marchés européens chez Thomson Multimédia. Chez Locatel, le boom de la location de matériels liés à la Coupe du monde, murs d'images ou vidéo projecteurs, devrait faire progresser le chiffre d'affaires de 45 millions de francs.

LES ARBITRES

BRÉSIL-ECOSSE
L'Espagnol Jose Manuel Garcia Aranda arbitre le match d'ouverture de la Coupe du monde de football, mercredi 10 juin, au Stade de France, entre l'Ecosse et le Brésil, à 17 h 30. Agé de quarante-deux ans, il participe pour la première fois à la phase finale du Mondial. Il sera assisté de son compatriote Fernando Tesaco Garcia et du Colombien Jorge Luis Arango Cardona.

MAROC-NORVÈGE
La deuxième rencontre de la Coupe du monde, Maroc-Norvège, au stade de La Mosson, à Montpellier, à 21 heures, sera arbitrée par le Tchadien Pimot Un-Prasert. Il sera assisté du Malaisien Halim Abdul Hamid et du Sri-Lankais Muhammad Wickramaratne.



L'ANALYSE TECHNIQUE DE RAYMOND DOMENECH

La légende du football total des « jaune et vert »

UNE VICTOIRE du Brésil en finale de la Coupe du monde pourrait-elle empêcher les millions de déçus d'avoir fâim ? Bien sûr, répondent les Brésiliens. Si l'on gagne, le peuple dans et dans encore, et lorsqu'il est fatigué, il dort. C'est la problématique du sport-spectacle de cette fin de millénaire, coincé entre l'expression artistique individuelle ou collective et le fait d'être un moyen d'expression diffus des masses. Cette histoire est racontée par les Argentins, ennemis héréditaires, aux antipodes de la légende qui colle à la peau des footballeurs « jaune et vert ». Celle qui associe à jamais Brésil et football offensif. Si l'on peut être d'accord pour le passé, on peut, avec Johann Crujff, écrire que le Brésil est l'« antithèse du football total ». Il est trop dépendant d'une, voire de deux ou trois individualités. Déjà, en 1994 aux Etats-Unis, pour être champions, les Brésiliens avaient adopté les propos de Pareira, leur entraîneur : « Nous sommes les meilleurs du monde, mais nous n'avons plus été champions depuis 1970. » Il avait ajouté : « Nous n'avons pas le droit de perdre sur une contre-attaque. » En conséquence, l'équipe était bâtie, solide, avec deux défenseurs centraux qui ont réussi l'exploit de ne pas dépasser le milieu de terrain, hormis sur coups de pied arrêtés, épaulés par deux chiens de garde, Dunga et Mauro Silva. Celle de 1998 est construite de la même façon : deux tours de défense à l'anglaise et deux milieux défensifs, Dunga et Cesar Sampaio. A cela s'ajoutent de grosses restrictions offensives pour les deux autres milieux chargés de préparer les chevauchées de Cafu et de Roberto Carlos. Elles-mêmes destinées à alimenter le génie Ronaldo. Leur force en 1994 avait été l'adhésion totale du groupe à cette rigueur qui libérait Romario et Bebeto. Auront-ils encore cette capacité, alors qu'à l'intérieur du groupe l'adjoind de Zagallo s'appelle Zico (l'homme qui n'a jamais rien gagné...) et que ces deux-là ne partagent pas les mêmes idées sur la gestion du groupe. Malgré ces quelques fissures, le Brésil reste favori. On le voit mal battu par cette Ecosse qui n'a jamais atteint le deuxième tour, qui aura à lutter contre les interprétations arbitrales du tacle par derrière... Car, bien sûr, tout le monde le sait, le Brésil attaque, les autres défendent. Si tout le monde pouvait avoir raison !

Ozoir-la-Ferrière, vingt-septième Etat du Brésil

Brésil-Ecosse. Pendant que la commune de Seine-et-Marne vit au rythme de la samba, la presse de Rio et de Sao Paulo s'interroge sur la condition physique et le système de jeu des tenants du titre

TOUT OZOIR-LA-FERRIÈRE s'efforce d'être brésilien. Comme tous les jours depuis l'arrivée des joueurs de la Selecao, la commune de Seine-et-Marne s'acharne à plaire à ses héros. Lundi 8 juin, ils n'ont pas encore joué, pas gagné, pas perdu, et ils sont déjà dans la mémoire d'Ozoir, comme mille et une promesses de trop beaux souvenirs. Demain, dans dix ans, dans un siècle peut-être, on se souviendra qu'ils étaient là, que pour leur énième campagne planétaire, les Brésiliens avaient choisi ce tranquille coin de France : que Ronaldo, Bebeto, viennent à Ozoir, le temps d'une Coupe du monde. Alors, la ville y va de ses panneaux à la gloire de ce gros morceau d'Amérique du Sud, si lointain et soudain si proche. Elle vante sur ses murs l'éternel soleil du « Brazil », le sourire de ses hommes, l'or des maillots des glorieux concitoyens que s'est donné Ozoir. Elle se berce au son des sambas lancées par les quelques dizaines de supporteurs qui, eux aussi, ont élu domicile sur cette nouvelle terre, improvisée vingt-septième Etat d'un Brésil d'outre-mer.

Les joueurs s'acclimatent à cette fièvre. Elle ressemble à l'ordinaire de leur vie de représentants de la grande cause nationale. Un footballeur de l'équipe du Brésil, quadrumpe championne du monde, ignore l'anonymat. Il sait tout des droits et des devoirs de son art dans cet étrange pays où un burman peut valoir une damnation éternelle. Peut-être même apprécie-t-il en son for intérieur cet art de recevoir, cultivé jusque dans les plus infimes détails. Voici que les bars d'Ozoir regorgent de bière du pays. La Brahma, inconnue hier encore, a envahi les comptoirs. Puis, il y a cette pelouse du stade des Trois-Sapins, refaite à neuf, l'écrin d'un bijou de football. Ici, les techniciens ne peuvent qu'être heureux, s'épanouir en déployant une armada de « petits trucs » qui donneront forcément la migraine aux défenseurs écossais, mercredi 10 juin au Stade de France, pour le match d'ouverture. Mais le Brésil s'inquiète. Il doute, en proie aux tourments que chaque Coupe du monde fait inévitablement naître. Et si ceux-là n'étaient pas dignes ? S'ils se révé-



Ronaldo (troisième à partir de la gauche) et les artistes de la « Selecao » règlent leur ballet à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

alent soudainement incapables de faire la loi, de faire leur loi, d'imposer au monde le football brésilien. S'ils rejoignent la clique des vaincus, les incapables de 1974 ou de 1990, ou les malheureux de 1982 ou 1986 ? S'ils trahissent la cause sacrée, défendue de la misère des favelas aux cinquante bureaux des ministères ? D'un Brésil à l'autre, c'est presque toujours la même danse, la ronde endiablée des questions, entamée par une presse toujours prête à s'émouvoir. Elle exige du talent, avec la férocité d'une maîtresse jalouse. Elle ordonne qu'on l'éblouisse, qu'on la stupéfie, bref qu'on la dompte au fouet du génie.

YÉNEREUSES PRÉDICTIONS

Ceux de 1994, les tetracampeos, se souviennent encore de ses critiques. Ils avaient offert à leur pays le goût unique d'une quatrième victoire. Ils furent pris de haut. On disserta sur leur manque de style, sur la pauvreté de leur inspiration. Ils gagnèrent à l'économie, champions du monde de la lézine. On rêvait envolée, lyrisme, tragédie pour les vaincus, et victoires « à l'euro-péenne ». A peine se souvient-on qu'ils gagnèrent ! Zagallo, le manager devenu aujourd'hui entraîneur, en prit pour son grade. Dunga, le capitaine au surnom emprunté à l'un des sept nains de Blanche-

lents des Dentison, Rivaldo ou Giovanni. Elle balancerait entre prudence et folie, joie et tristesse. « En 1994, au moins, on savait où l'on allait. Les responsables avaient choisi d'insister sur la défense, résumé Carlos Augusto Cruz, un journaliste de Belo Horizonte. D'ailleurs, nous n'avions encaissé que trois buts. Cette fois, c'est le grand point d'interrogation. Personne n'est capable de dire comment jouera le Brésil. » La phrase a de quoi justifier toutes les angoisses, le scepticisme de tous les articles qui, d'Ozoir, s'aventurent vers Rio de Janeiro ou Sao Paulo.

A ces ténébreuses prédictions s'ajoutent les rumeurs de mésentente qui tournent autour de l'équipe. En la personne de Dunga, elle s'est donné un patron, une sorte d'entraîneur délégué sur le terrain. Cela ne suffirait pas, dit-on, à maintenir la sérénité parmi les joueurs. Les anecdotes fourmillent, relayées à plaisir par les échosiers brésiliens du football. A lui seul, l'attaquant Edmundo provoque avec une digne constance, déclenche les mines apitoyées comme les éclats de rire. Zico, l'adjoind de Zagallo auquel ses talents de joueur avaient valu le surnom de « Pelé blanc », s'épargne parfois les formules diplomatiques. Il parle. A défaut de tuer, il blesse. Bebeto, l'attaquant, fut un temps sa bête noire. Il affubla du cruel petit nom de « pleurnichard ». La victime rétorqua que

« Big Jim », le gardien myope de l'Ecosse

A près de quarante ans, le doyen de la compétition a une dette à régler

JAMBES ARQUÉES, visage tout en sillons, myopie corrigée tantôt avec des lunettes, tantôt avec des verres de contact, Jim Leighton, ne passe pas inaperçu au sein de la délégation écossaise qui s'est installée à Saint-Rémy-de-Provence. Agé de trente-neuf ans et onze mois, ce gardien de but pourrait être le père de plusieurs de ses coéquipiers et de nombre de ses adversaires.

Jim Leighton est le doyen des 704 footballeurs présents en France pour la Coupe du monde. « Je prends cela comme un compliment », sourit-il. Le plus expérimenté des joueurs écossais en activité - 86 sélections et quatre Coupes du monde - s'attend à être extrêmement sollicité, mercredi 10 juin, pour le match d'ouverture contre le Brésil. C'est ce que l'homme d'Aberdeen souhaite. Depuis huit ans.

Ecosse-Bresil, 20 juin 1990, 83 minutes. Sur la pelouse du Stadio delle Alpi de Turin, Jim Leighton ne parvient pas à maîtriser un tir de Careca. Le ballon lui échappe des gants, arrive dans les pieds de Müller - l'autre attaquant brésilien - puis termine sa course au fond des filets. Le Brésil l'emporte 1-0. Pour sa cinquième participation consécutive à une phase finale de Coupe du monde, l'Ecosse n'est toujours pas parvenue à passer le cap du premier tour. Les fans hurlent à la malédiction. Jim Leighton ignore encore en rentrant aux vestiaires, mais une descente aux enfers l'attend dès son retour au pays.

Cette bévue assez banale aurait eu moins d'impact si, un mois plus tôt, Jim Leighton n'avait pas été le héros malheureux de la finale de la Coupe d'Angleterre. A Wembley, temple du football, Manchester United - le club dont Leighton portait les couleurs depuis deux saisons - affrontait Crystal Palace. Autre jour à marquer d'une pierre noire : le gardien passe totalement à côté de son sujet. Les équipes feront match nul, 3-3. La rencontre sera rejouée et Manchester s'imposera. Sans Leighton. L'entraîneur Alex Ferguson, Ecossais comme lui, avait décidé de le remplacer par sa doublure, Les Sealey.

On pardonne rarement aux gardiens de but. Lorsqu'ils perdent ce qu'ils ont de plus cher - leur assurance -, ils sont bons à être jetés aux ordes. Devenus trop fébrile,

Leighton va payer ses erreurs. Econdult à Manchester, il sera transféré à Arsenal, puis à Reading, Dundee, Sheffield United, autant de clubs où il ne jouera que très peu, ou alors en équipe réserve. Plus de 65 000 personnes étaient présentes ce fameux soir à Turin, au Stadio delle Alpi, quand tout bascula. « Si l'on fait l'addition des spectateurs devant lesquels j'ai joué pendant les trois saisons qui ont suivi, on n'atteint pas ce chiffre », dira-t-il un jour.

Avec le temps, le longiligne gardien va retrouver la confiance. Après trois saisons passées aux modestes Hibernians d'Edimbourg, il rejoint le club de ses débuts, Aberdeen, avec lequel il gagna une Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en 1983. Leighton, qui a perdu sa place en équipe nationale, va se voir offrir une seconde chance. Un soir d'hiver 1996, face à la Suède, à Glasgow, sa cage est prise d'assaut pendant trente minutes. Il multiplie les parades et la victoire (1-0) obtenue ce jour-là pèsera très lourd dans la qualification pour le Mondial 1998.

ALL PIED LEVE « Big Jim » revit. Un supporteur de Motherwell, descendu des tribunes, a beau l'envoyer au tapis pendant une rencontre de championnat d'Ecosse, le gaillard se relève, reprend sa place et ne fera aucun commentaire. Pendant ce temps, Andy Goram - le gardien titulaire de l'Ecosse - n'en finit pas de défrayer la chronique en raison de ses aventures extra-conjugales et de ses absences à l'entraînement. A chaque fois, Leighton répond présent, au pied levé, sans mot dire. Goram renonçant à la sélection, il pourra finalement participer, en fringant vétéran, à une phase finale de Coupe du monde.

La boucle se bouclera-t-elle face au Brésil, huit ans après ? Jim Leighton veut en finir avec l'image de « loser » qui lui colle au maillot. Le 1^{er} janvier, il est devenu membre de l'ordre de l'Empire britannique. Au-cun footballeur écossais n'a jamais reçu cet honneur. « Je n'ai pas encore eu le temps d'aller à Buckingham Palace. J'irai en septembre, raconte le futur récipiendaire. L'anniversaire mes parents, ma femme et mes enfants, âgés de 15 et 16 ans. Ils m'ont soutenu pendant tous ces moments difficiles. Sans eux, je ne serais pas ici. »

Frédéric Potet, à Saint-Rémy-de-Provence

Ronaldo entre au Musée Grévin

Ronaldo restera à Paris. Sa statue de cire a été inaugurée, lundi 8 juin, au Musée Grévin. Le plus célèbre attaquant du monde, retenu par l'entraînement, n'a pas pu venir saluer sa réplique, comme c'est la coutume pour les vivants. Le Brésilien Luis Nazario de Lima, dit « Ronaldo », est représenté en tenue, ballon au pied. A Londres, également, Ronaldo est une vedette. Les bookmakers londoniens pariaient, lundi 8 juin, sans surprise, sur le Brésilien pour le titre de meilleur buteur de la Coupe du monde. Favori à 4 contre 1, devant l'Argentin Gabriel Batistuta (7/1), l'Allemand Oliver Bierhoff (11/1), l'Anglais Alan Shearer (12/1), l'Italien Alessandro Del Piero (16/1), le Yougoslave Predrag Mijatovic et le Brésilien Edmundo à 20 contre 1. A l'instar de bon nombre d'observateurs, les pronostiqueurs britanniques restent perplexes sur l'identité du meilleur buteur de l'équipe de France. Le premier des Bleus figurant sur la liste des parés est le milieu de terrain d'Arsenal, Patrick Vieira, qui est coté à 25 contre 1, très loin derrière Ronaldo.

Neige, se vit refuser une stature de géant. Tant pis si sa régularité, ses talents de stratège et de meneur d'hommes, le rendent en 1998 encore indispensable, de l'avis même de ses plus féroces détracteurs.

Car les Brésiliens d'Ozoir ne sont guère mieux lotis que leurs prédécesseurs. L'Ecosse ne paraît plus un adversaire facile. Après Romario, l'attaquant, Aldaï, le défenseur, souffre d'une blessure qui compromet sa participation au match d'ouverture. Ce n'est après tout que l'un des maux ordinaires du football. Il y a pire : la Selecao se cherchera à quelle sauce lier le génie d'un Ronaldo aux ta-

c'était sans doute la jalousie qui faisait parler Zico, car lui n'a jamais été champion du monde...

Dramatisation ou dureté de la vérité toute nue ? A Ozoir-la-Ferrière, les Brésiliens semblent pencher pour la seconde hypothèse, tout en rêvant en secret de la première. Tout ne commença que mercredi 10 juin à 17 heures 30, sur le terrain du Stade de France. Il est encore temps de croire à Ronaldo et à ses « camarades », à leur consécration sur la pelouse, là où, pour chaque joueur brésilien, tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté.

Pascal Ceaux, à Ozoir-la-Ferrière

« On voit mal le Brésil battu par cette Ecosse qui n'a jamais atteint le deuxième tour »

Handwritten note: 10/10/98

Une boule magique en mousse « syntactique »

● **LE BALLON.** Objet sphérique identifié, ne dépassant pas les 463 grammes, participe aux rêves les plus fous comme aux désillusions les plus brutales. Le « cuir » du début du siècle, noué par un lacet, a abandonné, depuis les années 50, le rectangle vert pour tréner, aux côtés des gloires anciennes, au Musée du sport. Hydrophile, le cuir absorbe l'eau. Par temps de pluie, les joueurs récupéraient en seconde mi-temps une balle appesantie de 1 kilo. Difficile, dans ces conditions, de « planter » un but des 30 mètres.

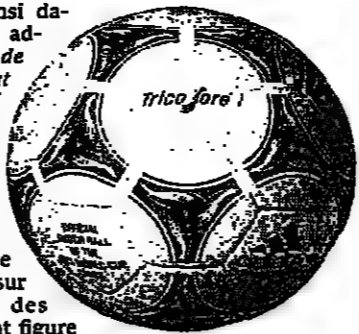
● **COUPE DU MONDE 1998.** En Suède : les scientifiques se penchent sur le berceau du bébé rond. Recouvert dans un premier temps d'une couche protectrice de peinture blanche, le ballon s'enrichit depuis 1970 de matériaux synthétiques. Les équipes de recherche s'obstinent à rendre la boule magique toujours plus souple, légère et performante.

● **FRANCE 1998.** Adidas, équipementier de la FIFA, lance Tricolore, le ballon officiel de la compétition, entièrement réalisé en mousse « syntactique ». « Ce nouveau produit est composé de micro-billes de gaz. Cette structure révolutionnaire optimise l'interaction entre le pied du joueur et la balle », explique Fabrice Marcellac, ingénieur technique chez Adidas. Cette innovation favorise la précision des trajectoires et la rapidité du jeu. Les attaquants, grâce à ces

nouveaux ballons, mettent ainsi davantage à l'épreuve le gardien adverse. « Le cahier des charges de la FIFA nous encourage à tout faire pour améliorer la qualité du jeu. Cela passe nécessairement par des ballons plus rapides, plus maniables », souligne Fabrice Marcellac. Comparés aux modèles inférieurs au ballon par les techniciens de l'EMPA (laboratoire suisse de recherche et de tests sur les matériaux), les frappes des joueurs les plus athlétiques font figure de caresses.

Résistance à la déformation, imperméabilité, ergonomie, etc. : tous les paramètres technologiques du produit sont minutieusement étudiés.

● **LES 3 000 BALLONS.** Fournis par la marque à trois bandes pour les soixante-quatre matches de la Coupe du monde, ils s'ajoutent aux deux millions d'exemplaires déjà vendus cette année. « Deux fois plus que l'année dernière », se satisfait-on chez Adidas. Tricolore, le ballon officiel de la Coupe du monde, fabriqué par Adidas, coûte 500 francs.



Cédric Ryan

« Drillo », de Sartre au Onze de Norvège

Norvège-Maroc. Marcher sur les pieds de quelques grands ne déplairait pas à Egil Olsen, l'entraîneur des Scandinaves

À QUELQUES KILOMÈTRES de La Baule, sa plage, son ciel bas et gris, un homme est manifestement heureux de régner – sans partage mais non sans humour – sur l'équipe nationale norvégienne. Petit, râblé, rieur, Egil Olsen ne cache pas qu'il aimerait bien, la proximité de Guérande aidant, mettre son grain de sel dans la compétition qui commence pour lui le 10 juin à 21 heures, à Montpellier, face au Maroc. Installé à Saint-André-des-Eaux depuis le jeudi 4 juin, ce jeune sélectionneur de cinquante-six ans a pour cela quelques atouts qu'il entend faire valoir.

D'abord celui d'un esprit rompu à l'exercice difficile du métier de footballeur sous des latitudes hostiles. Ancien joueur et entraîneur de six clubs norvégiens, appelé seize fois en équipe nationale entre 1964 et 1971, il dirige la sélection norvégienne depuis 1990 avec un succès unanimement salué par la presse et les supporters de son pays – tout le monde ne peut pas en dire autant. Egil Olsen a débarqué en Loire-Atlantique à la tête d'un groupe à l'évidence soudé, bien que composé de mercenaires ayant une prédilection pour le championnat d'Angleterre. A l'issue de l'ultime entraînement à Saint-André, lundi matin, il ne comptait que des hommes en forme. Cette séance

était interdite à la presse, sous la surveillance bienveillante mais ferme de soixante gendarmes bretons et réservistes, rappelés pour protéger les Norvégiens : il s'agissait de travailler les coups de pied arrêtés, loin de tout regard ennemi. Encore qu'une équipe de télévision – impossible d'identifier son origine géographique – ait bravé les interdictions à l'aide d'un hélicoptère de location.

TACLER LA PRESSION

Aussitôt l'entraînement terminé, sélectionneur et joueurs se prêtent volontiers au jeu des questions, assis sur de rudes chaises installées à la va-vite devant le gymnase du complexe sportif de Saint-André, ou plus confortablement vautreés sur les pelouses l'entourant. Tout cela avait un petit air de fête champêtre, une ambiance qui ne déplait pas à Egil Olsen : il aime autant le jeu qu'il se méfie de son cortège mercantile. Il faut dire que cet ancien militant d'extrême gauche a pris très tôt la peur recommandable habitude de lire les classiques français de l'après-guerre, Albert Camus et Jean-Paul Sartre en tête, non sans cesse de se souvenir d'André Gide.

L'existentialisme et le Mondial, est-ce en fait bien sérieux ? « Et pourquoi pas ? », rétorque Egil Ol-

sen sans l'ombre d'une hésitation et dans un français qu'il confie aimer parler, même si son apprentissage remonte à plus de trente ans. Celui qui tout un royaume surnomme « Drillo », le dribbleur, jongle aussi volontiers avec les langues, le norvégien étant celle qui semble le mieux lui convenir. « Aimer Sartre et jouer le dernier Mondial du siècle n'est pas incompatible. L'argent ? La pression médiatique ? Il suffit de les tacler... mais c'est évidemment difficile. »

Marcher sur les pieds de quelques gros calibres à la faveur de la Coupe ne déplairait pas à Egil Olsen, qui s'est fixé pour objectif d'atteindre les huitièmes de finale. Une première pour une équipe déjà sacrifiée deux fois sur l'autel du premier tour. Pour y parvenir, le sélectionneur a nourri jour et nuit son ordinateur. Ce féru d'informations ne se sépare jamais de sa machine, dans laquelle il engrange ses évaluations. Celles-ci concernent aussi bien ses propres joueurs que les équipes adverses. Ainsi le Maroc, premier adversaire de la Norvège, a-t-il fait l'objet de toutes ses attentions. Ouagadougou, Avignon, Casablanca : Egil Olsen a beaucoup voyagé, pour noter lui-même ses impressions sur l'équipe maghrébine. A l'entendre, le Maroc serait presque plus dangereux que le Bré-

sil, qui, avec l'Ecosse, fait partie d'un groupe A dont il veut croire qu'il sortira secoué.

Dans sa tête, l'équipe-type qui sera alignée à La Mosson est déjà constituée. A un joueur près, dit-il, il ne peut s'agir du gardien, Frode Grodas (Tottenham), ni du défenseur central, Henning Berg (Manchester United), ou du numéro 10, Kjetil Rekdal (Hertha Berlin), qui sont les seuls à avoir joué tous les matches de la phase qualificative. Ils forment l'ossature d'une équipe qui sera fidèle à ses principes, avec deux blocs : quatre défenseurs et cinq milieux de terrain dont le fer de lance devrait être le numéro 9, Tore Andre Flo, attaquant qui a rejoint cette saison Chelsea, où il a commencé à se bâtir une solide réputation. Du haut de son mètre quatre-vingt-treize, il avoue que son expérience anglaise lui a permis de « hisser [son] niveau technique et de ne plus rien redouter des grandes joules ».

Sartre, « Drillo » et Flo... La Norvège, après les vingt-deux buts qu'elle a passés dans l'ordre à la France, la Belgique, le Danemark, le Mexique et l'Arabie saoudite depuis le 25 février, ne manque pas d'arguments.

Olivier Schmitt, à Saint-André-des-Eaux

Soirée tyrolienne en Médoc, en pensant au Cameroun

L'AUTRICHE, évidemment, ce n'est pas le samba carrioca, ni le reggae jamaïcain. L'Autriche, c'est la tyrolienne. Et le 12 juin, en l'honneur de ses hôtes, la municipalité de Margaux offrira une grande soirée bavaroise, avec la participation du chanteur tyrolien Julius, de l'orchestre Les Montagnards et « repas typique » (sans autre précision) : 150 francs la place, retransmission de France-Afrique du Sud sur grand écran incluse. Réservation à la boulangerie Méreau.

Choc de culture en terre de Médoc, région grands crus classés. Le maire, Jean-Claude Lacaussade, s'en réjouit – tout en ayant espéré longtemps accueillir l'équipe des États-Unis L'Autriche donc. Le président de la Fédération, Beppo Meuhart, et l'entraîneur de l'équipe nationale, Herbert Prohaska, ont été intronisés commandeurs du Bontemps Médoc et à l'AS Roma), les supporters se mettent à rêver à la renaissance de « Wunderteam » (la merveilleuse équipe) qui dominait l'Europe dans les années 30.

hébergé, on s'en souvient, Maurice Papon au début de son procès. Les footballeurs autrichiens n'ont que faire de Papon, comme du scandale du château-giscours trafiqué qui ébranle le monde discret du vin de Bordeaux. Les footballeurs autrichiens pensent d'abord à se qualifier pour le deuxième tour, dans un groupe (le B) où, derrière l'Italie, la lutte sera serrée avec les Chiliens et les Camerounais.

Pour cela, elle compte sur le meilleur buteur en activité sur la planète, Anton Polster. A trente-quatre ans, il totalise 331 buts. Il joue actuellement au FC Cologne. Longtemps mal aimé dans son pays, « Toni » est adulé depuis que l'Autriche perd moins souvent. Avec un avant-centre comme lui et Prohaska, comme entraîneur (grand joueur qui brilla en Italie à l'Inter Milan et à l'AS Roma), les supporters se mettent à rêver à la renaissance de « Wunderteam » (la merveilleuse équipe) qui dominait l'Europe dans les années 30.

Jacques Buob, à Bordeaux

Dopage : les Argentins redoutent l'« effet Maradona »

QUATRE ANS après l'affaire Diego Maradona, évincé de la sélection argentine pour avoir été contrôlé positif à l'éphédrine pendant la Coupe du monde 1994, l'Argentine vit dans l'angoisse de la révélation d'un nouveau cas de dopage. Il a suffi d'une rumeur insidieuse, distillée, vendredi 5 juin, depuis Buenos Aires, pour provoquer l'émotion dans la délégation installée à L'Étrat, près de Saint-Etienne. Un contrôle subi par Juan Veron, le milieu de terrain de la Sampdoria de Gênes titulaire de l'équipe, aurait révélé la présence d'une substance prohibée. Selon Luis Seveso, le médecin de l'équipe, Juan Veron et d'autres joueurs avaient effectivement reçu un traitement antigrippal contenant un produit interdit en période de compétition, « mais pas pendant les phases d'entraînement ».

Après deux jours de palabres et d'informations contradictoires, le vent de panique est retombé. En fin de compte, seule la concurrence entre les deux groupes de presse propriétaires d'Ole et El Grafico serait à l'origine de la montée en épingle de l'affaire.

Le rocker Rod Stewart culpabilise pour son ami Paul Gascoigne

« JE PRÉSENTE mes excuses à Glenn et à l'équipe et leur souhaite un bon parcours en Coupe du monde. » Cette déclaration adressée via le Sun à Glenn Hoddle, sélectionneur de l'équipe d'Angleterre (groupe C), est signée Rod Stewart. Le chanteur écossais était le compagnon de beuverie de Paul Gascoigne, celle qui a coûté sa sélection au milieu de terrain pour manque de performances. « Si j'avais su qu'il perdrait sa place, je lui aurais dit : "Pas d'alcool ce soir, Paul." Je suis complètement effondré », a avoué Stewart.

COUPS DE SIFFLET LA REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

LE TEMPS
Le football, en raison de son histoire, vit encore sur le modèle des responsables de clubs potentats justifiant leurs caprices au nom de la générosité financière. C'est vrai du petit hobereau de club régional comme du président de club international soutenant une carrière politique, ou du PDG investissant dans le football. Lennart Johansson voulait renforcer la structure pyramidale de la direction de la Fédération internationale de football (FIFA). Il parlait de moderniser la FIFA (tout en maintenant le pouvoir entre les mains des dirigeants des clubs, des associations et des fédérations). Joseph Blatter, lui, a beau jeu de vouloir rendre le football aux footballeurs. Il propose une direction de la FIFA sur le modèle de l'entreprise internationale et un dialogue direct avec « la base » dont la présence de Platini serait la garantie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
La compagnie Air France avait proposé de convertir jusqu'à 15 % du salaire des membres d'équipage en actions. Alors qu'un échange comparable plus radical à United Airlines a rapporté entre 6 et 7 milliards de dollars en valeur papier, les pilotes d'Air France prétendent que la proposition masque une réduction de revenu. Les syndicats s'opposent également à un abaissement des salaires d'embauche des pilotes. La direction d'Air France est d'accord pour abandonner cette mesure si une révision globale de l'échelle des salaires a lieu afin de s'aligner sur ceux pratiqués par des compagnies privées comme British Airways ou Lufthansa, dont les pilotes gagnent 30 % de moins.

DIE WELT
Quelques jours à peine avant le premier coup de sifflet de la Coupe du monde, les pilotes grévistes d'Air France semblent avoir retrouvé leur amour du football. « Comme tous les Français, nous souhaitons que la Coupe du monde soit un succès », a assuré Christian Paris, le porte-parole du syndicat des pilotes, le SNPL. Les pilotes se seraient déjà prononcés pour transporter vers la France les fans du monde entier qui possèdent des tickets pour les matches. Le représentant du SNPL explique ce geste soudain en raison des nombreux appels téléphoniques parvenus de l'étranger. Ils se seraient plaints d'être cloués chez eux à cause des annulations de vols. Les pilotes se montrent sans indulgence jusque dans la gestion de la grève. A la direction d'Air France, comme au gouvernement, on semble lentement perdre patience. L'institution d'un service minimum obligatoire n'est plus exclue afin de limiter les pertes pour la compagnie.

THE GUARDIAN
La grève d'Air France humilie le gouvernement français et menace l'avenir à long terme de la compagnie d'Etat. La question n'est plus de savoir si le conflit dérangera les vols long-courriers à destination de la Coupe du monde qui commence mercredi. Le mal est déjà fait. La France espérait montrer une image moderne, efficace et accueillante d'elle-même durant les cinq prochaines semaines. Mais, en raison de la grève des pilotes, et d'autres querelles insignifiantes, cet effort s'est déjà abîmé avant même le décollage.

« Les Marocains sont vifs mais manquent de puissance »

Roger Propos. Le préparateur physique de l'OM prend en charge les Lions de l'Atlas

« Comment vous est venue l'idée de préparer physiquement la sélection marocaine ? »

« Comme le Mondial coïncidait avec mes vacances, j'ai demandé à y aller quelques mois à l'entraîneur Henri Michel s'il n'avait pas besoin d'un coup de main durant cette période ! Il a accepté, et nous avons demandé aux dirigeants marseillais qui m'emploient de me libérer pendant six mois, afin que je puisse préparer les joueurs marocains pour la Coupe d'Afrique des nations puis le Mondial. Mais le calendrier chargé de l'équipe première de l'OM ne m'a pas permis. J'ai donc commencé par travailler au téléphone avec les Marocains, leur donnant des consignes à suivre. Je me suis également rendu à plusieurs reprises à Rabat, et nous avons mis en place un programme de travail très poussé. »

« Les joueurs marocains ne sont pas réputés pour leur potentiel athlétique, contrairement à d'autres équipes africaines comme le Cameroun et le Nigeria. Comment jugez-vous vos nouveaux élèves ? »

« Je suis avec les joueurs depuis le 17 mai. Et j'ai rapidement pu constater leurs qualités en matière d'endurance et de vivacité. En revanche, leurs points faibles résident dans la puissance et ce que nous appelons l'explosivité. Physiquement, ils ne travaillent pas assez tout au long de la saison. »

« Beaucoup d'internationaux marocains évoluent pourtant dans des clubs européens... »

« C'est vrai, mais il existe une grande différence entre les titulaires réguliers en équipe première et ceux qui sont souvent remplaçants. Sans parler de ceux qui évoluent en seconde division. Il a fallu gommer les différences de niveau, et cela demande du temps. »

« Quel a été votre plan de travail ? »

« D'abord des tests d'évaluation effectués à Rabat. Ensuite, un stage à Ifrane, une station du Moyen Atlas située à 1 500 mètres d'altitude. Là, nous avons beaucoup travaillé avec de nombreuses séances d'aérobic et de musculation. Lors du Tournoi Hassan-II qui a suivi, j'ai pu constater avec satisfaction que le travail



Le Marocain Mustafa El Hadji à l'entraînement, à Aix-en-Provence.

physique effectué portait déjà ses fruits. Face à l'Angleterre, les Marocains ont été remarquables physiquement pendant une heure. Le match suivant, contre la France, ils ont tenu jusqu'au coup de sifflet final. Après le tournoi, les joueurs ont entamé la dernière phase de préparation physique avec des programmes individualisés.

« Tout le monde n'a pas effectué la même préparation ? »

« A la suite de tests d'endurance et de vitesse, j'ai préféré mettre sur pied des petits groupes de joueurs avec un travail spécifique pour chacun. Les attaquants, par exemple, sont très véloces mais doivent travailler en puissance... »

« Existe-t-il une grande différence de niveau physique entre une équipe comme l'OM et cette sélection marocaine ? »

« Oui, et cela se voit dans la charge de travail qu'on peut leur demander ! J'ai dû par exemple diminuer de 35 % une séance de stats, car les

joueurs marocains se sont plaints pendant trois jours de douleurs dans les jambes. A l'OM, les joueurs effectuent cet exercice sans aucun problème. Cette réalité m'a obligé à trouver une nouvelle manière de travailler, à m'adapter à une nouvelle mentalité. Et je trouve cela passionnant. »

« A l'occasion de son premier match, le Maroc affronte la Norvège, autrement dit l'une des équipes les plus « physiques » de la compétition. Comment résister ? »

« Les Norvégiens sont très puissants, nous sommes très véloces et mobiles. Leur jeu est prudent, le nôtre est fait de prises de risque. Face à une telle formation, il ne faut pas tomber dans le piège de l'affrontement physique. Il faut en quelque sorte jouer au chat et à la souris ! »

Propos recueillis par Alain Constant à Aix-en-Provence



le gardien écossais

Ma Le scul les don

C'EST nante ! M. Paul L... sar, après examen du ciment... pour « co... biens soci... vice-prés... grande ins... leix (Le M... Le juge d'avoir s... L'Homme... formes de... de haut, l'Opéra de... command... moteur, H... cité imm... lyonnaise... ment), a é... judiciaire.

PROCÈS-VI Les poli... ont enquê... Sily et se... loration li... facturé de... de francs... millions de... de 1,15 m... d'Henry P... dans le ca... pour « ob... ont trou... soupçon... riers à l'e... de ce surc...

de notre... Beauco... ton : le m... nouaille, à... l'esbroufe... par un va... dernière c... nationales... Sa fi... des grand... sa réulle q... les plus f... beaucoup... impôts », gardent p...

Les Bleus s'installent au camp de base

La sélection d'Aimé Jacquet a retrouvé lundi le confort douillet du Centre technique national de Clairefontaine (Yvelines). L'équipe de France est maintenant face à elle-même

LUNDI 8 JUIN, à 17 h 20, à bord du vol AF 2865, l'équipe de France est enfin arrivée dans le pays qui organise la Coupe du monde de football 1998. Des trente-deux sélections engagées dans la compétition, seule une demi-douzaine de nations manquait encore. Et celle-là un peu plus que les autres. C'est donc avec soulagement que les membres de l'organisation roandés pour l'accueillir ont vu sortir la délégation par la porte d'arrivée 1 du hall B de l'aéroport 2 de Roissy - Charles-de-Gaulle. A quarante-huit heures du match d'ouverture Brésil-Ecosse, les Bleus rentraient au pays.

A Vittel, majorettes et fanfare pour les Croates. A Roissy, deux rangs de militaires et de CRS formaient la haie d'honneur pour les Français

A la même heure, sur l'aéroport de Vittel, l'équipe de Croatie s'annonçait également. A leur descente d'avion, les joueurs étaient accueillis par des majorettes et une fanfare gullerette. A Roissy, deux rangs de militaires et de CRS formaient la haie d'honneur entre la porte de l'aéroport et celle du car. On ne froiait pourtant pas l'émeute dans le hall. Pour cause de grève des pilotes, l'endroit était plutôt désert. Les forces de l'ordre patrouillaient sous les tableaux lumineux, qui égrenaient une longue liane de vols annulés. L'horaire ayant été tenu secret, seuls quelques voyageurs immo-

biles, en quête d'un hypothétique avion en partance, jetaient un oeil distrait sur ce débarquement historique. « Regarde, mais c'est Trezeguet ! C'est Karembeu ! C'est Djorkaeff ! Et là, c'est Pascal Fraud, tu sais, celui qui fait "Téléfoot" ! » Plus loin, deux policiers échangeaient leurs pronostics sur les chances des Bleus, jaugeant les joueurs comme des touristes les chevaux avant la course. Le personnel de l'aéroport faisait signer des autographes. Des touristes usaient un peu de pelli-cule. Personne ne songeait à applaudir.

Les joueurs débouchaient un à un, vêtus d'un pantalon de toile, d'un polo ou d'une chemise saharienne. Youri Djorkaeff s'était coiffé d'un bob qui lui donnait de faux airs de M. Hulot. Emmanuel Petit tirait avec volupté sur sa cigarette. Fabien Barthez se ruait chez un marchand de journaux. Les autres suivaient le téléphone portable en boucle d'oreille. Aimé Jacquet apparaissait à son tour, dans un costume Daniel Hechter. Et ce fut enfin Zinedine Zidane. Le pas semblait assuré, pour tout dire mâle. Tant mieux.

La France s'était émue de voir son héros maltraité par d'inconscients Finlandais, vendredi 5 juin, lors du dernier match de préparation à Helsinki (1-0). Du traitement inhumain, le meneur de jeu avait gardé tout le week-end les séquelles, souffrant d'un coup au tibia droit et d'une torsion à la cheville. Lundi matin, l'entraînement effectué à huis clos au stade Kaulainen avait rassuré. « Cela s'est passé sans douleur, rapportait le médecin de la sélection, Jean-Marcel Ferret. L'évolution est tout à fait normale, conforme à ce que l'on pouvait envisager. » « Zizou » devrait être remis, vendredi 12 juin, à Marseille, pour la première rencontre face à l'Afrique du Sud. Et tous de respirer.

Zinedine Zidane, espoir de la France du football et saint protecteur des passagers en détresse. A Helsinki, avait le décollage, un pélerin reconnaissant s'était approché du joueur. « Merci, grâce à vous, nous avons pu prendre l'avion », lança-t-il. Tant il est vrai

que ce vol d'Air France faisait figure de miracle. L'avion avait une heure de retard. Il tangua un peu dans les turbulences. Mais il convenait de ne pas faire la fine bouche en ces temps de disette aérienne.

Entre le dernier match sur le sol national, le 25 février, contre la Norvège (3-3), à Marseille, et le prochain, le 12 juin, face à l'Afrique du Sud, au même Stade-Vélodrome, il s'est donc écoulé trois mois et demi passés en d'incessantes pérégrinations, de Moscou à

ly, Didier Deschamps, Zinedine Zidane, Christophe Dugary, Bernard Diomède, Lilian Thuram, Laurent Blanc, Youri Djorkaeff et Bernard Lama. Au deuxième étage, Christian Karembeu, Vincent Candela, Alain Boghossian, Lionel Charbonnier, Thierry Henry, David Trezeguet, Stéphane Guivarch, Frank Lebour, Robert Pirès, Patrick Vieira, Emmanuel Petit, Bixente Lizarré et Fabien Barthez emménageaient dans les chambres mansardées.

Quand la France passe cinq buts au Brésil...

Une équipe d'anciens internationaux français a battu (5-2), lundi 8 juin, à Paris, une équipe de vieilles gloires brésiliennes, lors d'une rencontre amicale baptisée « Match du millénaire », jouée au stade Charléty, devant quelque 3 000 spectateurs. Les buts français ont été marqués en première période par Didier Six, qui en a inscrit deux, Bruno Bellone, Bernard Cassoni et Philippe Jeannot. Le gardien Jean-Luc Etouri a réalisé une partie extraordinaire, sauvant son équipe à plusieurs reprises. « Entraînés » par Jean Tigana, ces Bleus-là, dans les rangs desquels figuraient entre autres Manuel Amoros (cap.), Dominique Rocheteau, Luc Sonor, Eric Pécout, William Ayache, Albert Emor, Dominique Bathenay, Alain Courioi ou Jean Djorkaeff, le père de Youri, ont encaissé deux buts, en fin de match. Edu, qui fut partenaire de Pelé, et Jair ont sauvé l'honneur sous le regard admiratif de Jairzinho et Paulo Cesar, duo de choc de l'Olympique de Marseille des années 70. D'ici à la fin de la Coupe du monde, cette équipe brésilienne de gala devrait encore se produire en France.

Stockholm, de Stockholm à Casablanca, de Casablanca à Helsinki. Loin des yeux, loin du cœur, pensait le sélectionneur national, Aimé Jacquet. Et surtout loin de la pression. La stratégie a échoué. A défaut d'avoir convaincu pleinement en terre étrangère, la sélection s'en revenait avec des obligations accrues. Rien désormais ne lui serait pardonné.

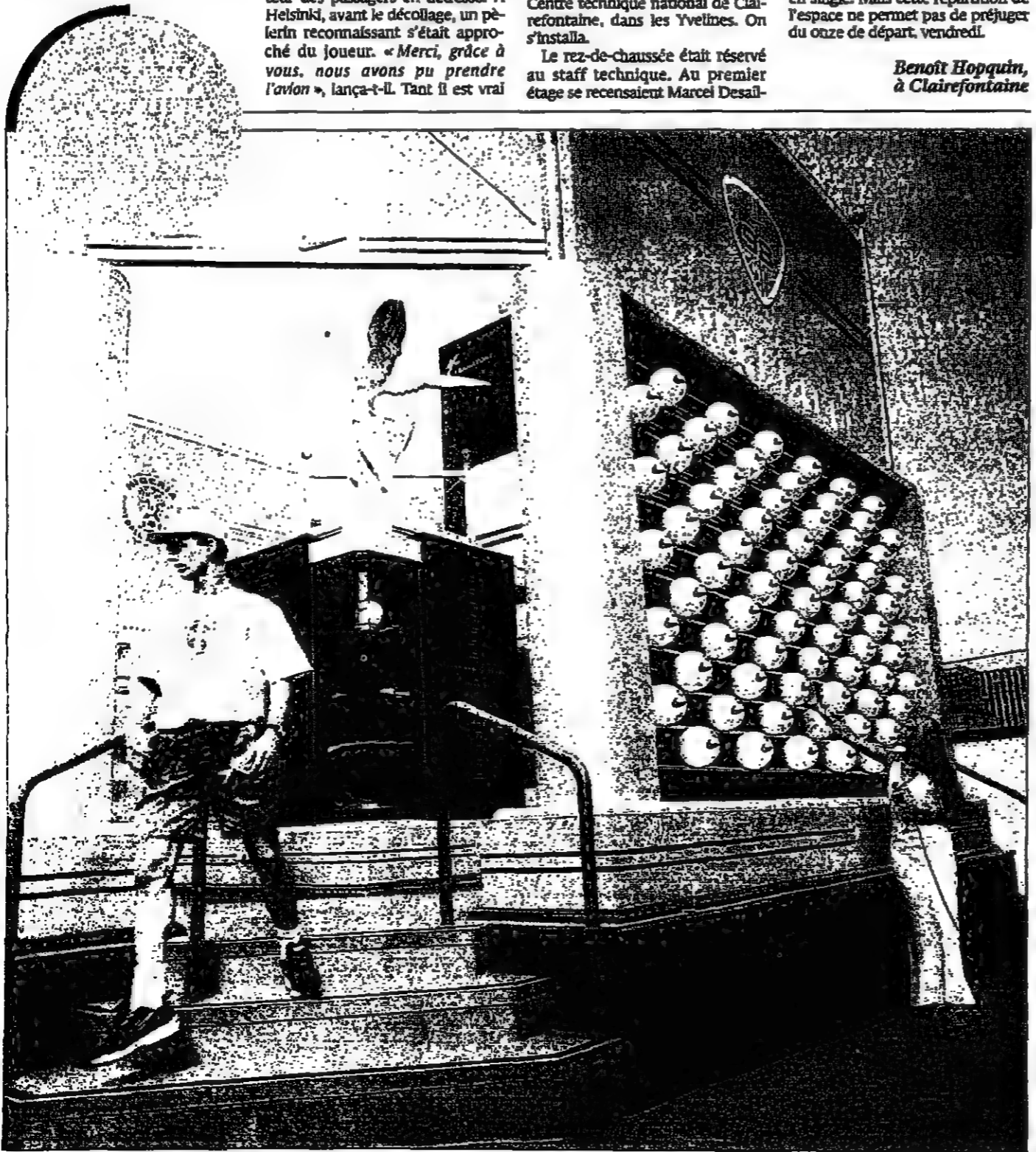
L'accueil frais, poli, qui fut réservé à nos Bleus à leur retour au bercail ne témoignait que trop du scepticisme, voire de l'inquiétude du plus grand nombre. Mais on allait bien vite se retrouver entre soi. A 18 h 16, le car, dont le flanc était orné d'une immense coupe du monde, quittait l'aéroport. A 19 h 30, il s'arrêtait devant la résidence de l'équipe de France, au Centre technique national de Clairefontaine, dans les Yvelines. On s'installa.

Le rez-de-chaussée était réservé au staff technique. Au premier étage se recensaient Marcel Desail-

ly, Henri Emile, l'intendant général, avant être assez peu intervenu dans cette distribution. Les affiliés se sont fait naturellement. Didier Deschamps et Marcel Desailly se connaissent depuis le centre de formation de Nantes. Zinedine Zidane et Christophe Dugary ont appris à s'apprécier à Bordeaux.

Thierry Henry et David Trezeguet sont compères à Monaco et l'étaient dans la sélection nationale des moins de vingt ans. D'autres duos se sont noués, autant par complicité que par nécessité de compléter les chambres doubles : Bernard Diomède et Lilian Thuram - Christian Karembeu et Vincent Candela, Alain Boghossian et Lionel Charbonnier. D'autres préfèrent se réserver une intimité, en single. Mais cette répartition de l'espace ne permet pas de préjuger du onze de départ, vendredi.

Benoît Hopquin, à Clairefontaine



L'entraîneur tricolore s'avance vers les micros en tenue de camouflage

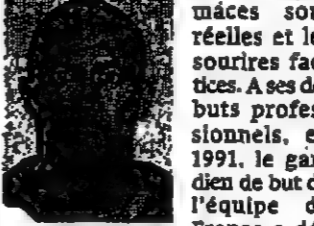
Plus dur de sélectionner ses mots que ses joueurs

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

Il s'agit de football, évidemment. Une langue quasi maternelle dans les subtilités qui ont été incrustées sur le visage par Albert Barthez. Depuis sa rencontre avec cet entraîneur de légende, Aimé Jacquet cultive le goût de communiquer à l'égal de l'entraîneur et le goût de communiquer. C'est un travail qui consiste à se faire entendre, comme dans les médias, mais aussi les anonymes qui passent le temps à attendre des nouvelles de la France. C'est un travail qui consiste à se faire entendre, comme dans les médias, mais aussi les anonymes qui passent le temps à attendre des nouvelles de la France. C'est un travail qui consiste à se faire entendre, comme dans les médias, mais aussi les anonymes qui passent le temps à attendre des nouvelles de la France.

Fabien Barthez, l'imperturbable

DIFFICILE d'y voir clair dans sa boule à zéro. Fabien Barthez n'est ni timide ni comédien. Il ne sait pas faire semblant. C'est ce qui le rend si déconcertant dans un milieu où les grimaces sont réelles et les sourires factices. A ses débuts professionnels, en 1991, le gardien de but de l'équipe de France a déboussolé son entourage.



FABIEN BARTHEZ

« Trop décontracté pour un garçon de vingt ans qui a tout à prouver », ont décrété les maîtres du jeu. L'iconoclaste a été traité de « dingue », de « félic », il en rit encore. C'est qu'il en fait du chemin, le gamin de Lavelanet (Ariège). En 1993, avec l'Olympique de Marseille, il a gagné la Ligue des champions. Au terme de la saison 96-97, il fut champion de France avec l'AS Monaco avant de devenir titulaire chez les Bleus. Bref, il a côtoyé la renommée sans se rendre.

Ses amis d'enfance n'ont pas trouvé matière à remodeler le portrait de l'adolescent. Tout juste a-t-il consenti à réprimer son insouciance à partir du moment où son entraîneur, Jean Tigana, lui a confié le brassard de capitaine. « Cela m'oblige parfois à monter au créneau pour défendre l'équipe ou remettre en place l'un de mes coéquipiers s'il s'égare », explique-t-il. Thierry Henry, sermonné sans ménagement au mois de mars, peut témoigner de l'impact des colères du chef de bande.

Dans le sillage des Bleus, Fabien Barthez se laisse porter par les vagues. Hors entraînements, il ne se sépare jamais de son lecteur CD. Quand l'envie lui en prend, il fait mourir ses coéquipiers de rire avec des blagues plutôt salaces. Mais ce passionné de la vie des requins sait aussi apprécier le silence de la solitude. L'exercice ne lui sert pas de mise en condition avant les matches, car il a conservé une distance étonnante avec l'événement. Sa mère se souvient de la répartie favorite du rejeton : « Ne te prends pas la tête, ça ne vaut pas le coup. »

Aucun impératif de résultat, aucune pression ne parvient à le déstabiliser. « Je ne pourrais pas vous expliquer pourquoi, s'excuse-t-il presque platement, j'ai toujours été

serien. La compétition me transcende. Si je devais plonger devant vous, je n'y arriverais pas. Darry Cowl le ferait mieux que moi. J'ai besoin d'une atmosphère, d'un stade sous tension, d'un enjeu pour donner le meilleur de moi-même. » Fabien Barthez se souvient du France-Espagne (1-0) servi pour l'inauguration du Stade de France, le 28 janvier. « Nous nous devons de gagner ce match de gala, assène-t-il. Ce soir-là, je savais après quinze minutes de jeu que je n'encaisserais pas de but. J'avais la même intuition, six mois avant contre l'Angleterre. J'étais tellement sûr de moi que j'ai mis un but sur une bourde... Depuis, j'ai appris à rester concentré jusqu'à la dernière minute. »

SILENCE SUR LAMA. Derrière ses airs de bohème, ce portier-là est un possédé du boulot. Philippe Bergeron, entraîneur des gardiens de l'équipe de France, a appris à lui concocter des menus copieux. « J'ai besoin de me dépenser à l'entraînement pour emmagasiner de l'énergie, explique le joueur. Si je me disperse pendant une séance, cela influe sur mon comportement en match. A trois jours d'une rencontre, il me faut un programme ultra-costaud. Le lendemain, je commence à réduire la cadence. » De ses modèles, le Français joël Bats et l'Allemand Harald Schumacher, il a retenu la sobriété et la détermination. « Je n'aime pas les gardiens qui en rajoutent. Si tu fais le marlole après un arrêt et que tu prends un "cageot" sur le corner qui suit, alors là, t'es beau. » De sa cohabitation difficile avec Bernard Lama, le Monégasque n'a pas envie de parler. « Ce qui nous attend à partir de vendredi devant le formidable public marseillais me semble plus passionnant », répond-il. Au moment d'affronter l'Afrique du Sud, Fabien Barthez s'élançera sur la pelouse de son air martial. Mais attention encore aux apparences. « C'est vrai qu'il m'arrive de balancer des méchancetés à mes partenaires, reconnaît-il. Je ne peux quand même pas dire à un défenseur : "S'il te plaît, pourrais-tu marquer d'un peu plus près ton adversaire ?" Mais, franchement, je distribue plus de sourires que d'engueulades. » Quand maman Barthez surprendra le fiston, hilaré, elle repensera au dicton : « Ne te prends pas la tête... »

Elle Barthez

Afrique du S... brièvement a... 300 qu... les minim... et même... Chacun joue selon... deux trois catégories d... En cette année de... le foot en 300 que... est le jeu pratique et... ses connaissances, se... ou s'amuser tout sim...

كنا اننا اصل

L'Afrique du Sud s'est essayée brièvement au jeu sans ballon

MAIS où sont passés les ballons ? C'est la question en forme d'énigme policière que s'est posée la délégation sud-africaine, lundi 8 juin, pendant une bonne partie de la journée. A quelques heures de leur premier entraînement dans leur camp de base de Vichy (Allier), les Bafana Bafana se sont aperçus qu'ils avaient égaré le précieux accessoire.

Vérification et contre-vérification des listes et des cartons, téléphones portables en batterie, courses éfrénées dans les couloirs de l'Alti Palace, où loge la sélection sud-africaine, rien n'y a fait. Le Tricolore, ballon officiel de la compétition, demeurait introuvable. Résultat d'un complot de l'ennemi ou négligence coupable

de l'intendance, l'absence était plutôt fâcheuse. Des ballons, pourtant, il y en avait bien mais pas des « officiels » et pas de la bonne marque. Avec la présence des médias et la susceptibilité des sponsors, le recours à ces cuirs indignes était exclu.

LES COMMERCANTS SOLIDAIRES
Les conciliabules entre délégués du Comité français d'organisation de la Coupe du monde et responsables de l'équipe tourment alors au branle-bas nerveux quoique discret, car il ne faut pas provoquer la colère de Philippe Troussier, l'entraîneur français des Bafana toujours prêt à justifier sa réputation de personnage tricolore.

Les regards s'assombrissent quand les commerçants vichyssois font savoir qu'ils ont quelques Tricolores en stock. Mais l'espoir est de courte durée, car les tracasseries administratives s'ajoutent à la poisse. L'impossibilité d'un décaissement rapide rend la transaction impossible. Vers midi, alors que la tendance est au renoncement, le drame se dénoue. Une vingtaine de Tricolores refont surface dans des cartons envoyés d'Allemagne par le fournisseur officiel de l'épreuve. L'honneur des Bafana Bafana est sauf, leurs séances d'entraînement aussi, mais le mystère des ballons disparus continue de planer sur Vichy.

F. C., à Vichy

STRATÉGIES LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Adidas ne recycle plus les vieilles gloires du football

GEORGES BERETA, Patrick Revelli, Georges Lech, Bernard Blanchet : au début des années 70, ce quatorze aurait fait les beaux jours d'une équipe de football. Mais, en 1998, Adidas France n'a pas jugé bon de retenir ces anciens joueurs de Saint-Etienne, de Lens et de Nantes dans les rangs de son équipe commerciale, où ils s'étaient reconvertis. A la veille d'une Coupe du monde en France, dont Adidas est un des grands partenaires, les quatre légendes en ont gros sur le cœur. Robert Louis Dreyfus, le patron du groupe Adidas et propriétaire de l'Olympique de Marseille, n'a pas souhaité s'immiscer dans ce qu'il considère comme une décision de gestion de la filiale française.

A l'instar des quatre-vingt-dix représentants itinérants de l'entreprise, ils s'étaient vu proposer, fin 1997, une nouvelle forme de rémunération impliquant une forte baisse de leur salaire fixe. « On a redéfini une politique salariale pour l'ensemble des représentants, avec un salaire fixe plus faible de 12 % à 24 % et une partie variable qui peut représenter jusqu'à 60 % de plus », explique Dominique Wendling, le directeur des ressources humaines d'Adidas France. Plusieurs sportifs de haut niveau ont accepté les nouvelles conditions du contrat. Parmi eux, le rugbyman Didier Comdormio ou les escrimeurs Christian Noël et Frédéric Pietruszka, anciens champions olympiques. Les quatre anciens footballeurs, auxquels se sont joints douze autres salariés, ont choisi, eux, de porter l'affaire devant les prud'hommes.

Eric Cantona vole au secours de Nike

Retiré des terrains depuis une saison, Eric Cantona n'en reste pas moins très au courant des réalités commerciales du football. Dans un entretien au Journal du dimanche du 7 juin, il affirme que « si Ibrahim Ba avait été sponsorisé par Adidas et non pas par Nike, il aurait été sélectionné ». L'ancien monstre sacré du club anglais de Manchester United laisse ainsi entendre que l'équipe de France aurait été composée en fonction des contrats particuliers liant ses membres aux équipementiers. Lundi, Eric Cantona a réitéré ses propos depuis le parvis de La Défense (Hauts-de-Seine), où il était venu inaugurer le village installé, le temps de la Coupe du monde, par Nike, dont il fut et reste, pour quelque temps encore malgré sa retraite et sa reconversion dans le cinéma, l'un des plus efficaces vecteurs publicitaires.

tomme, c'est-à-dire bien après la Coupe du monde 1998, qui aurait pu jouer le rôle d'une caisse de résonance gênante pour Adidas. « On ne va quand même pas se lancer dans une grève de la faim à l'entrée du Stade de France... », ironise Patrick Revelli.

POSTER CACHÉ
Le recrutement de sportifs de haut niveau avait été lancé dans les années 60 par Horst Dassler, le fils du fondateur de la firme. « L'épopée du grand Saint-Etienne, dans les années 70, a donné quelque notoriété aux joueurs de l'équipe, sans pour autant leur procurer à tous une large aisance financière. Un Patrick Revelli ou un Georges Bereta ont été probablement ravis de trouver chez Adidas une possibilité de reconversion sans quitter leur région », observe-t-on chez un concurrent.

L'ancien Vert Patrick Revelli observe : « J'ai joué avec Adidas bien avant d'y entrer comme VRP voilà quatorze ans. Ils se sont bien servis de mon image, sans beaucoup de contreparties. Nous avons autant apporté à la marque qu'elle nous a donné. » Il se souvient notamment de ce poster publicitaire le représentant sous le maillot du FC Sochaux, où il joua un temps, et qu'il a découvert par hasard en 1985 dans l'arrière-boutique d'un revendeur. Aujourd'hui, hormis les stars sous contrat publicitaire (dont Zinedine Zidane, Christian Karembeu, Fabien Barthez ou Marcel Desailly), Adidas continue de recruter des sportifs en fin de carrière, mais « il s'agit moins de profiter de leur notoriété que d'exploiter leur potentiel de dynamisme », explique la filiale française. Un dynamisme que Georges Bereta, Patrick Revelli, Georges Lech, Bernard Blanchet n'incarneraient plus suffisamment.

Pascal Galimier

TROIS QUESTIONS À... MYRIAM MAKEBA

1 Myriam Makeba, vous avez consacré trente ans ans de votre vie en exil à chanter contre l'apartheid. Aujourd'hui, vous donnez un concert en l'honneur des Bafana Bafana, l'équipe de la « nouvelle » Afrique du Sud. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Pour ceux qui, comme moi, ont passé une bonne partie de leur vie en exil ou en prison, c'est un bonheur et une fierté. C'est un accomplissement et une reconnaissance pour tous ceux qui se sont levés contre l'apartheid de voir nos fils accéder aussi vite au plus haut niveau après les années d'isolement. Nous avons encore beaucoup à apprendre, mais c'est très important pour nous de revenir sur le devant de la scène et d'être reconnus par l'extérieur.

2 Le football est présenté en Afrique du Sud comme un vecteur de rassemblement ?

Est-ce vraiment le cas ? Je pense que cette image vient vraiment des gens. Les Bafana sont une fierté et une inspiration pour la nation tout entière. Le président Nelson Mandela s'emploie à faire la même chose au niveau politique, il cherche à réconcilier les Sud-Africains. Le football et, en particulier, l'équipe nationale rassemblent, eux, les gens de façon naturelle. Le slogan « Une nation, un but » peut paraître exagéré, mais mon arrière-petit-fils n'arrête pas de le chanter. Le football a toujours été le sport favori de la population noire parce que vous n'avez pas besoin de beaucoup d'argent pour le pratiquer. La différence aujourd'hui, c'est que de plus en plus de Blancs s'intéressent aux Bafana et vont voir leurs matches.

3 Comme dans le domaine politique, l'Afrique du Sud semble vouloir s'affirmer comme le porte-drapeau du continent africain sur le plan sportif, en étant candidate, au nom de l'Afrique, à l'organisation de la Coupe du monde en

2006. Pensez-vous que l'Afrique du Sud est en mesure de tenir ce pari ?

L'Afrique du Sud ne peut pas s'approprier le droit d'être le porte-drapeau du continent. Dans le sport comme dans les autres domaines, les pays africains doivent discuter entre eux et décider ensemble. Je suis toujours blessée de voir que l'on ne parle de l'Afrique qu'à propos de tragédies comme le Rwanda ou de guerres comme celle qui vient d'éclater entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Le sport doit contribuer à changer cette image, et l'Afrique du Sud peut être un des piliers de ce changement. Mais pas toute seule. L'Afrique doit s'unir, pour le football comme pour le reste. Quand je viens en France pour la Coupe du monde, je traverse plusieurs pays comme s'il n'y avait pas de frontières. L'Europe est unie, l'Afrique doit faire la même chose. Le football et l'Afrique du Sud peuvent y contribuer.

Propos recueillis par Frédéric Chambon, à Vichy

Le foot en 300 questions-réponses

Un jeu original et incontournable sur le foot!

300 questions-réponses illustrées pour amuser les minimes et les seniors, les passionnés... et même ceux qui n'ont jamais touché un ballon!

Chacun joue selon son niveau grâce aux trois catégories de questions.

En cette année de Coupe du monde, «Le foot en 300 questions-réponses» est le jeu pratique et indispensable pour tester ses connaissances, se mettre à niveau ou s'amuser tout simplement.



En collaboration avec Jean-Michel Larqué, Thierry Hubac et le magazine Onze Mondial.

Prix Public : 39F

Ma
Le scul
les don

« C'EST
nante ! »,
M^r Paul La
sar, après
examen de
ciment »
pour « co
biens soci
vice-prés
grande ins
leix (Le M
Le juge
d'avoir s
L'Homme
tonnes de
de haut,
l'Opéra de
comand
moteur. H
ciété imm
lyonnaise
ment), a d
judiciaire

PROCES-VA
Les poli
ont enqû
Slyci et se
loration h
facturé de
de francs
millions de
de 1,15 mi
clers ont é
Henry Po
dans le ca
pour « ob
ont trou
suspçon
ferts à l'e
de ce surc

de notre
Beaucot
ton : le nu
nouaille, à
l'esbroufe,
par un va
dernière c
nationales
tion. Sa f
des grand
sa réille q
les plus M
un Fran
M^r permi
I

CO

ZI

HOM

YO

PLE

Tél. :

D

A

1

La meilleure attaque allemande, c'est la défense

L'équipe de Berti Vogts a peiné pour battre une sélection de jeunes Azuréens (2-1)

DANS LES AIRS, les Allemands ne craignent personne. Arrivés dimanche à Nice, par un vol spécial de la Lufthansa, ils ont confirmé, lundi soir au stade du Ray, face à une sélection des espoirs des clubs azuréens, que leurs attaquants et leurs défenseurs seront parmi les plus grands de la Coupe du monde. On parle de leurs mensurations sous la toise, bien sûr, et non de leurs âges, qu'on dit aussi canoniques que les boulets expédiés par Dietmar Hamann, un des rares joueurs de cette sélection où les trentenaires sont majoritaires.

Pour cette dernière rencontre de préparation avant d'entrer en scène, lundi 15 juin au Parc des Princes, face aux États-Unis, Berti Vogts, le sélectionneur allemand, a demandé à nos jeunes pousses sudistes de jouer un peu comme les Américains. Mais « il n'est pas à demander à ses protégés de jouer comme des Allemands ? Les Azuréens ont joué le match de leurs rêves, et David Andriani a marqué à Oliver Kahn le but de sa vie. Le jeune attaquant espoir de l'OGC Nice a scellé ainsi le score final : 2-1 (buts préfabriqués pour l'Allemagne par Olaf Marschall et Oliver Bierhoff).

Les Français sont bien placés pour le savoir : les matchs amicaux, à haute dose, cela finit par brouiller les pistes. Déjà par un résultat nul en Finlande (0-0), révisé par une victoire probante sur la Colombie (3-1), et finalement rassurés par une correction infligée au Luxembourg (7-0), les joueurs de Berti Vogts n'ont guère mouillé leur maillot (vert et noir) sur la pelouse du Ray. Et leur effectif a plus tourné que le ballon.

Pour débiter la rencontre, c'est Lothar Matthäus qui occupe le poste de libero. L'homme du Bayern a trente-sept ans et va disputer sa cin-

quième Coupe du monde (d'affilié). En seconde période, il laisse sa place à Olaf Thon, le défenseur central de Schalke 04 et sans doute le titulaire du poste. Tous deux sont là pour faire oublier Matthias Sammer, le libero de Dortmund, blessé, élu meilleur footballeur européen en 1996. Ils ont, eux aussi, la particularité d'avoir débuté en milieu de terrain, et cela se voit quand ils offrent, avec un égal bonheur, des ballons choisis à leurs attaquants. Voilà pour Berti Vogts laisse dire quand on lui reproche de jouer avec cinq défenseurs (les stoppeurs Wilms et Kohler et les latéraux Ziege et Reuter). Il sait que sa meilleure attaque, c'est la défense.

KUNSMANN EFFACÉ

A Nice, il a fait alterner ses duos d'attaquants. Les remplaçants (et joueurs du championnat allemand) en première période : Ulf Kirsten (Bayern Munich) et Olaf Marschall (Kaiserslautern) ; les présumés titulaires (et « étrangers ») en seconde mi-temps : Jürgen Klinsmann (Tottenham) et Oliver Bierhoff (Udinese). Et qu'en dire ? Sinon que Klinsmann, son capitaine et homme de confiance, est encore une fois apparu très effacé, tandis que Bierhoff a imposé plus d'une fois son immense stature. Mais Vogts a ses certitudes en défense, comme en attaque. Il dit désirer davantage au milieu du terrain mais, face aux Azuréens, le cadet de l'équipe, Jens Jeremies, a confirmé les louanges que son sélectionneur lui avait adressées au terme du match face à la Colombie : « Le plus jeune a été le meilleur. » Il est vrai que les jeunes ont été bons, lundi, mais ils n'étaient pas tous Allemands.

Christian Jaurena, à Nice

LA PHRASE DU JOUR

« La prise en otage de la Coupe du monde par les pilotes d'Air France équivaut à un acte de désertion en temps de guerre. Le gouvernement ne doit ni céder ni rester impuissant face à cette tentative de suicide collectif qui méprise d'ailleurs les préoccupations de toutes les autres catégories de personnel d'Air France, beaucoup plus modestes et beaucoup plus responsables. »

PAROLES DE ZINC

LUC ROSENZWEIG

Honoris causa

QU'IL SOIT bien établi, une fois pour toutes, que les savants, les experts, les puissants, ceux qui décident du sort des hommes et des choses, n'auront aucune raison de trouver dans cette chronique matière à nourrir leur narcissisme ni à cultiver leur paranoïa. Ils seront superbement ignorés, leur parole ne rencontrera qu'un désert où même l'écho meurt de soif. Nous sommes assignés ici, pour un mois, à recueillir les joies, les peines, les enthousiasmes, les coups de gueule et les coups de cœur de ceux qu'un vrai connaisseur de l'âme populaire, le sociologue Pierre Sansot, nomme « les gens de peu ». Ceux qui commencent, au bistrot, leurs phrases par « j'ai pas p'têt pas le mieux placé pour donner mon avis, mais... » et concluent d'un « Moi, c'est que j'en dis... » A ceux qui, d'un revers méprisant de la main, voudraient maintenir cette « philosophie de cabaret » dans le statut de parole indigne d'être reproduite dans un journal de référence, proposons quelques maximes dignes d'être élevées à la dignité de « brèves de comptoir honoris causa ». Par exemple celle-ci : « Le football, c'est peut-être l'opium du peuple, mais nous le fumerons avec le peuple ! » Signée, samedi 6 juin, par Alain Finkelkraut, moraliste diplômé, patenté et décoré de la République, du haut de la tribune de France-Culture où, jusque-là, parler football relevait de la faute de goût réhabilitée. Courageux. De plus, Alain Finkelkraut maîtrise une technique de base de la discussion de bistrot, consistant à faire dire par un comparse ce qui doit passer pour une opinion largement répandue, donc difficilement réfutable. Sachant bien que son vœu de voir la Croatie effectuer un parcours triomphal dans le Mondial serait immédiatement mis sur le compte de son engagement au côté de cette nation quelque peu brutale, il parvint à la faire citer comme prétendante à la victoire finale par son invité, l'excellent acteur André Dussolier. Du grand art. Second exercice : comment traduire en langage de comptoir la fameuse maxime de Guillaume d'Orange qui sert de viatique à toutes les équipes sur lesquelles personne ne risquerait un kopec : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer » ? Écoutons Georges Leekens, entraîneur des « Diables rouges », équipe belge aussi modeste que courageuse, déclarer, juste avant de sauter dans le Thalys : « Tout est possible à qui le veut, et il faut aborder les matches les uns après les autres. » Et réciproquement.

« Le football, c'est peut-être l'opium du peuple, mais nous le fumerons avec le peuple ! »

Le Suisse Joseph Blatter hérite de la planète football

Sous l'ère Havelange, la FIFA votait à main levée. L'élection de son dauphin a été un peu plus rude

A 9 h 50, lundi matin, les grilles situées devant la salle Equinoxe, à proximité de la porte de Versailles, se sont fermées. Les instances mondiales du football entraînent en conclave pour tenir congrès et désigner leur nouveau *primus inter pares*. Cinq heures plus tard, aucune fumée blanche n'est apparue pour célébrer l'issue du vote : après vingt-quatre années de règne du Brésilien Jean-Marie Faustin Godeffroy d'Havelange, dit Joao Havelange, la FIFA (Fédération internationale de football association) s'était pourtant donné un nouveau président en la personne du Suisse Joseph Blatter.

Ce 51^e congrès s'annonçait plus « corsé » que les précédents, espérés en général à grande vitesse par un Joao Havelange réélu à cinq reprises par acclamations. Pour la première fois depuis 1974, le congrès de la FIFA allait devoir trancher entre deux candidats. Il y a vingt-quatre ans, à Francfort, Joao Havelange avait bouté hors de son siège le président sortant, l'honorable Sir Stanley Rous. Sa décision de ne pas solliciter un septième mandat laissait face à face le Suédois Lennart Johansson, soixante-huit ans, vice-président de la FIFA et président de l'Union européenne de football association (UEFA), et le Suisse Joseph Blatter, soixante-deux ans, secrétaire général de la FIFA.

AMABILITÉS

Les dernières semaines avaient vu les deux camps rivaliser d'amabilités. On parlait de tentatives de corruption, d'enveloppes et de volontés hégémoniques de l'Europe, pour finir par une volée de bois vert envoyée par le grand Pelé, rallié à Lennart Johansson, en direction de Michel Platini, soutien proclamé de Joseph Blatter. Entre un Johansson qui avait choisi de se lancer dans la bataille dès le mois de novembre 1995 et un Blatter ayant attendu pour se déclarer l'ultime limite, le 30 mars dernier, les différences apparaissent davantage dans les méthodes et les styles qu'à l'étude de programmes ne brillant pas par leur audace.

TROIS QUESTIONS À...

JOSEPH BLATTER

1 Sur quels domaines vos priorités vont-elles porter ?
Nous établirons un calendrier des urgences dès le prochain comité exécutif de la FIFA. Il faut s'attaquer aux problèmes inhérents au football, qui concernent le secteur professionnel, les propriétaires de clubs, les transferts des joueurs, l'influence de la télévision, qui ne doit pas se transformer en ingénierie, le dialogue avec les organes politiques. Nous devons faire évoluer les structures de direction de la FIFA, raccourcir le temps de prise de décision. Je veux aussi que le football soit plus spectaculaire. Ce problème est directement lié à celui de l'ar-

bitrage. Comment se fait-il que, dans un sport où tout est professionnel, le seul qui soit en position de protéger le football et le spectacle ne soit pas lui-même professionnel ? Il nous faut des arbitres professionnels.

Lennart Johansson, l'opposant intérieur

Il s'était investi d'une mission : rendre aux fédérations nationales un pouvoir qui, selon lui, leur avait été « confisqué ». Lennart Johansson ne pourra mener son combat à la tête de la FIFA. Né en 1929 dans une famille ouvrière de Bromma (banlieue de Stockholm), coursier à quinze ans dans une société de travaux publics dont il dirige aujourd'hui le conseil d'administration, ce Suédois avait été footballeur - un demi-centre en 6^e division départementale - puis avait débuté sa carrière de dirigeant sportif, dans les années 60, dans le... handball. Ses qualités de gros travailleur lui avaient valu d'être élu en 1967 à la présidence de l'AIK, club de l'élite du football suédois, avant de prendre la tête de la fédération de son pays en 1983. En 1990, Lennart Johansson avait accédé à la présidence de l'UEFA. Il y avait développé les compétitions européennes. Lennart Johansson était vice-président de la FIFA depuis 1990. Il s'était opposé de plus en plus ouvertement à Joao Havelange, qu'il n'hésitait pas à qualifier de « dictateur ».

(seul l'Afghanistan était absent), onze fédérations se voyaient privées de droit de vote, la plupart pour ne pas avoir participé à un minimum de deux compétitions organisées par la FIFA au cours des quatre dernières années. L'admission par acclamations de six nouveaux membres (la Palestine, l'Erythrée, la Mongolie, les Îles Turks et Caicos, les Îles Vierges américaines et les Samoa américaines) portait le nombre de votants à 191.

Le rapport d'activité, le bilan, le budget et la désignation d'une nouvelle société chargée de vérifier les comptes de la FIFA étaient alors votés au pas de charge selon la méthode Havelange, qui consiste pour celui-ci à s'adresser au congrès dans les termes sui-

vanis : « Vous avez bien écouté ? Je vous prie, si vous êtes d'accord, de vous maintenir comme vous êtes. D'accord ? Merci. » De même, l'interdiction faite à toute société commerciale de détenir la majorité des parts de plusieurs clubs d'un même pays - décision capitale pour l'avenir du football - était adoptée sans véritable débat.

A 12 h 15, c'était enfin à Lennart Johansson et à Joseph Blatter d'entrer en scène. Ils prononcèrent successivement une allocution de cinq minutes. Jusqu'à cet instant, le premier était resté sur l'estrade au côté de Joao Havelange en sa-

taient pas pour autant immédiatement. Un point de procédure allait en effet occuper les congressistes pendant près d'une heure : fallait-il avoir recours aux isolants et, si oui, chaque délégation devait-elle envoyer voter ses trois représentants ou seulement l'un d'entre eux ? Depuis plusieurs semaines, les deux camps s'étaient opposés sur ces points, les pro-Johansson demandant que les trois délégués de chaque nation aillent voter ensemble, cela afin d'éviter tout revirement de dernière minute de l'un d'entre eux.

PLATINI TRÈS ENTOURÉ

Le débat était finalement tranché par Joao Havelange en faveur du vote par un seul des délégués. A 13 h 19, le représentant de l'Algérie déposait son bulletin de vote dans l'urne. « Ça fait vingt-quatre ans que la FIFA n'a pas voté ; il n'est pas étonnant que ce soit compliqué », remarquait Jean Fournet-Fayard, l'ancien président de la Fédération française de football, représentant ici l'UEFA. En coulisses, on évoquait un éventuel ralliement de certains pays africains à Joseph Blatter et un possible effritement du bloc européen, déjà amoindri par le soutien de la France et de l'Angleterre au candidat suisse. Très entouré, Michel Platini se laissait aller à imaginer la façon d'appliquer ses idées sur une participation accrue des joueurs aux travaux de la FIFA.

A 14 h 21, Michel Zen-Ruffinen, secrétaire général adjoint de la FIFA, annonçait le résultat de ce premier tour : 111 voix pour Blatter, 80 pour Johansson. Les jeux semblaient faits mais, faute de la majorité des deux tiers, un second tour, à la majorité simple celui-ci, devait être organisé. A 14 h 29, Lennart Johansson revenait parmi les congressistes pour annoncer qu'il retirait sa candidature. Joseph Blatter devenait le huitième président de l'histoire de la FIFA. Ne restait plus alors qu'à offrir à Joao Havelange la présidence d'honneur. La messe était dite.

G. V. K.

contacts avec les joueurs, entraîneurs, arbitres et techniciens du sport.

3 On a dit que vous aviez garanti un continent africain que, si vous étiez élu, il organiserait la Coupe du monde 2006...

Ce que j'ai dit exactement, c'est qu'après que la Coupe aura eu lieu aux États-Unis en 1994, en Europe en 1998 et en Asie en 2002, il me semble logique qu'elle revienne à l'Afrique en 2006... pourvu que les conditions de base soient réunies. L'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud et le Nigeria se sont déclarés intéressés. Mais il faudra qu'ils démontrent qu'ils peuvent disposer de toutes les infrastructures nécessaires.

Propos recueillis par Gilles van Kote

Sepp, premier de cordée par la face cachée

SIMPLE HASARD morphologique ou ironique déformation professionnelle ? Allez savoir. Mais Joseph S. Blatter, plus fréquemment prénommé Sepp, à la roue lisse et rassurante d'un ballon de cuir. Le visage, les regards, l'allure, et même les manières, tout chez lui semble avoir été dessiné par la pointe d'un compas. Une bonhomie de façade que la matinée du lundi 8 juin 1998 n'a jamais démentie. Jovial, souriant et visiblement détendu, le nouveau président de la FIFA a traversé l'épreuve d'un pas tranquille et confortable. Pas le moindre soupçon de lassitude ni le plus infime tremblement d'inquiétude. Tout le contraire de son adversaire du jour, le Suédois Lennart Johansson, tellement arc-bouté sous le poids de l'enjeu qu'on a pu craindre un instant pour lui qu'il ne cède et se brise.



JOSEPH BLATTER

A soixante-deux ans, Sepp Blatter ne fait pas son âge. Il n'en a pas l'air et moins encore le verbe. Une vraie proesse pour un

homme à qui l'existence n'a que rarement accordé le droit de souffrir. Fils d'un mécanicien du vélo, il a grandi dans le Valais suisse, au pied du Cervin, à un jet de pierre de la frontière italienne. Elevé à la dure par un père maniaque de travail et obsédé de réussite sociale, l'adolescent écoute sans broncher les consignes paternelles. Et se jette avec appétit sur les études. Lycéen brillant, puis étudiant appliqué, il boucle son parcours universitaire sans jamais mettre pied à terre, un diplôme de sciences économiques en poche. Le football ? Un passe-temps, rien de plus. « Mais j'aimais aussi beaucoup le théâtre », aime-t-il préciser.

TROISIÈME VOIE

Il choisira pourtant une troisième voie, les relations publiques. Avant de bifurquer de nouveau vers le sport, de faire ses premières armes de dirigeant comme secrétaire général de la Fédération suisse de hockey sur glace et, finalement, de changer de route et de s'essayer un moment au journalisme sportif. On le croit instable, il se révèle opportuniste. « Et même un peu aventurier », corrige-t-il.

Sur les terrains de football, où il

progressait tranquillement vers un honnête niveau amateur, Sepp Blatter ne se sent bien que sur le front de l'attaque. « Je n'ai jamais aimé défendre, avoue-t-il. Ce n'est pas dans ma nature. » Fin dribbleur, il avance en zigzaguant et s'offre, en 1968, un détour prolongé vers le secteur privé, au service des relations publiques de l'Indogler Longines, alors chronométrateur officiel des Jeux olympiques. Nouveau (et dernier) changement de cap en novembre 1975 : Sepp Blatter pousse la porte de la FIFA. Il n'en partira plus.

L'ombre lui va mal au teint, mais il accepte pourtant de s'y cacher. Le tiers-monde, les jeunes, le football féminin, Sepp Blatter accepte longtemps les dossiers les plus obscurs de l'entreprise FIFA. Il le fait pour apprendre. Et, surprise, il profite de ces années de besogne pour s'initier à la patience.

Nommé secrétaire général en 1981, il mettra finalement dix-sept ans à grimper la dernière marche. La peur, sans doute, de se brûler les ailes en osant trop tôt défier son maître et sa conscience, l'incontournable président brésilien Joao Havelange. En 1994, sa vraie-fausse candidature au poste su-

premier avait bien failli lui coûter son avenir. Une leçon que le Suisse n'a pas oubliée.

Son ascension vers le sommet, Sepp Blatter l'a effectuée à pas comptés et précis. En retardant le plus possible le moment de l'ultime effort. Longtemps hésitant, il s'est déclaré sur le tard, en avril dernier, candidat à la succession ouverte de Joao Havelange. « Je n'avais pas le choix, assure-t-il. Pour rester dans le football, il me fallait passer par là. »

ONO LANGUES

Intelligent et rusé, chaleureux mais autoritaire, il a voulu un goût immédiat pour le travail et se plaît à entretenir sa forme physique par de longs footings en solitaire. Polyglotte, il parle couramment cinq langues et quelques mots de portugais.

Divorcé deux fois, père d'une fille unique, on lui prête une passion pour les femmes. Et l'habitude presque maniaque de débiter ses journées de travail dès le lever du jour. Sera-t-il de taille à faire tourner la planète football dans le sens de l'histoire ? Platini lui-même en jurerait. Ce qui n'est pas rien.

Alain Mercier

هكذا امتننا لوصول

Les milliards de l'entreprise FIFA

SI LA FIFA était cotée en Bourse, ses actions seraient forcément très prisées. La Fédération internationale de football association compte plus de membres que l'ONU (204). Elle brasse plus d'argent que la plupart des grandes multinationales.

Depuis son siège de Zurich, en Suisse, la FIFA décide, de façon plus ou moins transparente, de l'utilisation des énormes profits générés par sa compétition-phare, la Coupe du monde. Ces profits ne cessent d'augmenter: alors que les droits audiovisuels des Coupes du monde 90, 94 et 98 s'élevaient en tout à 1,6 milliard de francs, ceux du Mondial 2002 atteindront 5,2 milliards. La suivante, en 2006, s'est déjà négociée à 6 milliards. A ces chiffres s'ajoutent les recettes générées par les produits dérivés, un marché également en pleine expansion.

Les multinationales ne peuvent passer à côté d'une telle épreuve, formidable vecteur de communication qui attirera cette année, en chiffres cumulés, une audience évaluée à 37 milliards de téléspectateurs. Elles s'acquittent donc de plus de 100 millions de francs afin d'en devenir un partenaire privilégié, à l'instar de Coca-Cola ou de McDonald's. Ces partenaires sont choisis par la FIFA, qui les impose au comité d'organisation de l'épreuve.

NOUVELLES COMPÉTITIONS

Ce flot étourdissant d'argent a pour principal artisan le président sortant de la Fédération, le Brésilien Joao Havelange. Maître absolu à bord, il revendique aujourd'hui totalement l'évolution vécue par le football sous son règne, notamment l'orientation très économique et la recherche systématique du profit qui ont guidé sa politique. Il l'admettait encore dans l'interview publiée, lundi, dans nos colonnes (Le Monde du 9 juin): « Avant d'être un amateur de football, je suis un administrateur. Dans le travail, ma philosophie peut se résumer à quelques mots: administrer, c'est ne jamais manquer de ressources. Autrement dit, pour bâtir et se développer, il faut de l'argent. »

Joao Havelange n'aura jamais manqué de ressources. A la tête de la FIFA depuis 1974, le septième président de l'organisation est parvenu à la faire changer d'être sur de nombreux plans (administration, organisation des compétitions, marketing, droits de télévision, etc.). C'est non sans fierté qu'il rappelle, au moment de céder la place, qu'il laisse dans les caisses de la FIFA près de 24 milliards de francs sous forme de contrats passés pour les années à venir.

Sous sa présidence, que ses détracteurs préfèrent appeler « règne », les vingt-quatre membres du comité exécutif de la FIFA ont décidé de créer de nouvelles compétitions afin de remplir les années séparant deux Coupes du monde: championnat du monde des moins de vingt ans, Coupe des confédérations, Coupe du monde féminine, etc. Le ballon tourne rond aujourd'hui sur toute la Terre: le nombre de fédérations adhérentes à la FIFA est passé de 141 à 204, et, pour la première fois, l'attribution de la Coupe du monde a récompensé d'autres régions que l'Europe et l'Amérique du Sud (Etats-Unis en 1994, Japon et Corée du Sud en 2002).

Moteur de cette formidable période de croissance, le football est devenu un produit à vendre bien plus encore qu'un sport à défendre. L'introduction de certains grands clubs en Bourse s'est opérée comme si elle allait de soi. Un tel pas en avant, bouleversant la gestion traditionnelle d'un club de football, n'a pas semblé interpeller les dirigeants de la FIFA, trop heureux de cette nouvelle manne financière. Un chiffre simplement: le seul club anglais de Manchester United a réalisé un chiffre d'affaires de près de 900 millions de francs l'an passé.

Piotr Smolar

Joueur de génie, devenu organisateur de la Coupe du monde, il s'est lancé, avec succès, à la conquête de la Fédération internationale de football (FIFA) au côté de Joseph Blatter. Pour restituer, enfin, le « football aux footballeurs »

Le premier transformait en or les mots de tous les jours. Il devint poète. Avec quelques notes de musique, le deuxième créait des symphonies. Il fut musicien. Le troisième parvenait à rendre intelligent un simple ballon de football. Il s'appela Michel Platini. Tout pourrait s'arrêter là, dans ce don tombé du ciel sur un bon petit Français, avec des cheveux bouclés, un menton légèrement en galoche et un sourire de gosse heureux. Il devint pourtant un des meilleurs joueurs de sa génération, avant d'organiser une Coupe du monde et d'aspérer, avec succès, à diriger la toute-puissante Fédération internationale de football (FIFA).

Une trajectoire aussi épurée que celle de ses célèbres coups francs. « Mettre le ballon là où il y a un peu d'herbe, expliquait-il quand on lui demandait sa méthode, se gratter le nez, avoir la confiance de ses partenaires. » Et puis, ensorcelé, dompté, caresser, frapper un ballon pour qu'il aille exactement là où vous l'avez souhaité. On l'aura compris: comme Tintin, la vie de ce garçon semble avoir été dessinée par un adepte de la « ligne claire », qui préfère que les gentils petits l'emportent sur les grands méchants. Et que les Français de Michel Platini et d'Alain Giresse triomphent des Allemands de l'empereur Franz Beckenbauer et de l'abominable Harald Schumacher.

Il adore les cartes: son jeu favori est le tarot, où l'on contourne son adversaire, et non le poker, où l'on l'assassine

S'il est originaire du bassin lorrain, Michel Platini n'est (même) pas un enfant de la sidérurgie, comme Raymond Kopa, son seul véritable rival dans l'imagerie du football français. Il naît le 21 juin 1955, à Jœuf, une petite ville de Lorraine bouleversée par la construction d'une usine sidérurgique par les De Wendel en 1881. Ses grands-parents, Francesco et Angela, sont arrivés de Combrilla, un bourg toscan, après la Grande Guerre. Maçon, Francesco, en dépit de sa petite taille, se fait remarquer dans les concours organisés par ses collègues de travail en portant les sacs de ciment les plus lourds. A force d'économies, on parvient à acheter un petit café, le Café Bellea, à 500 mètres de la nouvelle frontière qui coupe désormais la Lorraine. De l'autre côté, c'est l'Allemagne. A Jœuf, on se méfierait toujours de Metz: « l'Allemande », pourtant plus proche, préférerait les charmes de Nancy: « l'Italienne ».

Lorsque Aldo, le fils unique, se met à jouer au football, la vie du couple change. Le café devient Café des sportifs et abrite le siège de l'équipe locale. Le football est entré dans la famille Platini et n'en ressortira plus. D'autant qu'Aldo épouse Anna Piccinelli, rejeton d'une famille de dix enfants elle aussi soudée par la passion du sport. Excellent technicien, Aldo partage sa vie entre les cours d'éducation phy-

Platini, l'homme qui rendait les ballons intelligents



Michel Platini: des terrains de Jœuf à l'organisation de la Coupe du monde et à la tête de la FIFA, une trajectoire épurée... comme celle de ses célèbres coups francs

sique puis de mathématiques qu'il donne au centre d'apprentissage et ses responsabilités de capitaine puis d'entraîneur de l'équipe de Jœuf. Très vite, il comprend que son fils Michel est davantage attiré par le sport que par les études. Attention: pas tous les sports, car le plus jeune des Platini n'est pas un sportif, c'est un joueur.

Aldo se soucie peu des résultats scolaires - bien médiocres - de son rejeton. Il a, aujourd'hui, cette remarque, étonnante pour un père: « Je ne me suis jamais fait trop de souci pour l'avenir de Michel! » Ce lui-ci se frotte, au moins, des quotidiens dont l'attribution se copains: « Rose-mottes », « Le gros »? Si peu. Déjà, il a compris que, sur un terrain de football, ce n'est pas au joueur de se déplacer vite, mais au ballon! Et qu'importe 10 centimètres de moins ou 10 kilos de trop quand on a « le » don, et la volonté opiniâtre de le cultiver.

Curieusement, si le petit Michel joue toujours, matin et soir, au football, ses partenaires sont rarement des enfants de son âge. « Il aimait avoir des plus petits autour de lui, comme notre fils Frédéric, qui avait six ans de moins que Michel », confie une voisine à Jean-Philippe Leclair, auteur d'une biographie (Michel Platini, le roman d'un joueur, Flammarion, 381 p., 104 francs). Mais Michel Platini adore aussi se frotter aux plus grands. Michel Keff, son père, raconte que, à l'issue des entraînements de l'équipe première de Jœuf, Aldo Platini organisait des petits matchs entre ses joueurs: « Lorsque nous étions un nombre impair, alors on appelait Michel, qui était toujours là, sur le bord du terrain, à jongler avec le ballon, et, déjà, il tenait sa place. »

QUE voulez-vous qu'il fit, sinon, comme des milliers de petits « footeux », prendre sa première licence et commencer à jouer dans l'équipe minime? Resté par Michel Keff, ce dialogue entre Michel Platini et sa mère à l'issue d'un match est savoureux.

« Alors, vous avez gagné? - Oui, 17 à 0! - Et tu as marqué combien de buts? - 16! Michel marque une pause, réfléchit et ajoute: - Oui, mais pour le dix-septième, c'est moi qui ai fait la passe décisive! »

Michel prend dix bons centimètres, s'affine et, à quinze ans, il fait son entrée dans la cour des grands, jouant, en 1971-1972, dans l'équipe première de Jœuf. Déjà, il ne se contente pas de marquer des buts. Il organise. « Il a toujours joué avec un périscope », ironise un ancien. Olivier Rouyer, un de ses meilleurs amis, qui joua à Nancy avec lui, explique: « Il se servait de nos qualités: et nous des siennes. » Et « la Rouille » de partir d'un grand éclat de rire: « C'était plus facile pour nous de se servir de ses qualités! » Olivier Rouyer précise: « Nous lui envoyions des ballons

carrés, et lui il nous les renvoyait ronds! » Et, toujours, ce goût du jeu, du défi, du pari. « Si je marque ce coup franc, je te paie un diabololo! », lançait Michel Platini à son coéquipier. Un diabololo! Joueur, mais pas flambeur.

Il adore les cartes: son jeu favori est le tarot, où l'on contourne son adversaire, et non le poker, où l'on l'assassine. Ses ennemis - il en a! -, Michel Platini les contourne, les dribble, les met dans le vent. « Quand il décide de boycotter quelqu'un, c'est du sérieux, mais il ne lui renverra pas dedans, il se contentera de le mettre à l'écart, intelligem-

ment », explique Olivier Rouyer. Avec ses amis, il se méfie des épanchements. « Simple et fidèle »: tous ont cette réponse quand ils évoquent leurs relations avec Michel Platini. Depuis les coéquipiers de Jœuf jusqu'à Giovanni Agnelli, le grand patron de la Juventus de Turin et, accessoirement, de l'empire Fiat. Car il y a du beau linge dans « la bande à Michel ». Gian Piero Boniperti, une des étoiles du football mondial, qui négocia l'arrivée du Français à la Juventus, se souvient: « L'Avvocato [Giovanni Agnelli] est un passionné de football et un supporter acharné de son

équipe. Ce sont d'abord les qualités sportives de Platini qui l'ont séduit. Puis il y a eu autre chose: une réelle amitié, un étonnant respect mutuel. » Il faut écouter Gianpiero Boniperti parler de Michel Platini pour comprendre la fascination qu'il a exercée de l'autre côté des Alpes: « Il est, il est... à magnifico! Avant même de prendre le ballon, il avait déjà tout fait. »

MEME hommage de la part de Gianpiero Agus, de la Gazzetta dello Sport. « J'ai souvent regardé Michel jouer. A certaines phases du jeu, je pensais qu'il avait deux possibilités de relance. Trois, au maximum. Eh bien, le plus souvent, il avait imaginé une quatrième solution. La bonne. » Alors que Michel Platini n'a pas toujours eu des rapports harmonieux avec les journalistes français, se méfiant d'eux, les soupçonnant continuellement de « tailler », il est encore couvert d'éloges par la presse transalpine pour la justesse de ses commentaires. « Une phrase de Platini, c'était un titre! », lance Gianpiero Agus. Pourtant, Michel Platini fut un médiocre commentateur.

Pierre Blayau, le patron de Moulins, qui a rencontré Michel Platini à Nancy lorsqu'il dirigeait Pont-à-Mousson, avoue qu'il fait partie « des milliers de mecs amoureux de Michel ». « Il a toujours trouvé, pour progresser, le ton et l'attitude justes. Comme sur un terrain, il n'est jamais décalé. Il sait reconnaître ce qu'il ne sait pas faire, mais il sait aussi ce qu'il ne sait pas faire est se condaindre. » Tel est sans doute le secret d'un homme ordinaire, humble et orgueilleux, qui aime la vie parce qu'elle a été généreuse avec lui. Et qui rendait les ballons intelligents.

José-Alain Fralon

Pour que personne ne soit exclu de la fête, les matchs de la Coupe du Monde sur écrans géants dans 100 grandes cités

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports et l'Orolois de Paris présentent

les écrans du monde 98



- Strasbourg • Wittelsheim • Arles • Bagneux • Choisy-le-Roi • Lyon • Vaux-en-Velin • Moyeuville • Grande • Orly • La Courneuve • Décines • Villefranche-sur-Saône • Lunel • Martigues • Brignais • Aubagne • Port-Saint-Louis-du-Rhône • Mulhouse • Fréjus • Creutzwald • Nancy • Vigneux-sur-Seine • Pantin • Miramas • Villeurbanne • Yutz • Grigny • Farebersviller • Le Blanc-Mesnil • Septèmes-les-Vallons • Woippy • Valence • Fréjus • Longwy • Corflans-Sainte-Honorine • Montélimar • La Seyne-sur-Mer • Thionville • Décines • Aix-en-Provence • Laxou • Vitry-sur-Seine • Saint-Etienne • Montpellier • Lunéville • Noisy-le-Grand • Brignais • Bagnols-sur-Cèze • Garges-lès-Gonesse • Givors • Aubagne • Lingolsheim • Limeil-Brevannes • Meyzieu • Valauris • Wittelsheim • Champigny-sur-Marne • Vénissieux • Laxou • Villeneuve-Saint-Georges • Evry • Salon • Saint-Fons • Sète • La Ciotat • Freyming-Merlebach • Lunel • Pantin • Saint-Dié • Epinal • Orly • Béziers • Boulogne-Billancourt • Nancy • Thédin • La Courneuve • Aubagne • Port-Saint-Louis-du-Rhône • Nanterre • Argenteuil • Aries • Trappes • Gennevilliers • Sarcelles

France Telecom

Production d'Entertainment LA FRANÇAISE DES JEUX

Orange-Vidéo

Logo international

bonjour Le temps rend le monde

Ma Le scul les dor

« C'ES nante ! » M. Paul L. sar, après examen d cement s pour « co biens soc vice-pré grande in leix (Le M Le juge d'avoir s L'Homme tonnes de de haut, l'Opéra d commanc moteur, f cleté imm l'onnisme ment), à a judiciaire

PROCS-V Les pol ont enqû Sicy et se loration i facturé d de francs millions d de 1,15 m cients ont. Henry P dans le c. pour « al ont trou soupçon fert à l' de ce sur.

de notre Beaucon ton: le n nouaille, l'esbroué par un va dernière nationale: tion. Sa l des grand sa resille « les plus l beaucoup impôts », gardent p

CO ZI Mer HOM VO PLE Tél. :

Echanges et changes près du palais Brongniart Le Mondial a la cote chez les cambistes

ICI, à deux pas du palais Brongniart, on peut parler sur le nombre de buts, de cartons jaunes, de corners et d'expulsions. Sur les écrans, les dernières cotes des équipes apparaissent entre l'indice Nikkei et le CAC 40. Une journée faussement tranquille pour les huit brokers (acheteurs, vendeurs d'actions) de cette petite société en Bourse, spécialisée dans l'investissement des fonds de pension américains et des pays nordiques.

Près de son écran, trône un gros paquet : des places pour le Mondial. « Attention, y en a pour 100 000 balles ! »

Près de son écran, entre les courbes et les cotes, trône un gros paquet : des places pour le Mondial. « Attention, y en a pour 100 000 balles ! » 13 heures : les brokers déjeunent de nems et de pastèques fraîches à côté des ordinateurs. La nouvelle tombe : « Goldman Sachs passe à l'achat d'Atos. » Goldman Sachs est une banque américaine, Atos, une société informatique française.

Sur le tableau « spécial Mondial », on a inscrit les mises des uns et des autres. Le Mexique est coté à 6 F, le Brésil à 208, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Argentine à 89. Dag choisit le Mexique. « Je peux payer en tickets-restaurants ? », plaisante-t-il. Une femme plus âgée surgit, précède : « On a un contrôle fiscal cet après-midi, essayez de bien vous tenir, enfin... de parler moins fort. » « Pourquoi ? », demandent les autres. Ici, les mises sont amicales, elles n'excèdent pas les 300 F.

Depuis leurs bureaux climatisés, les brokers français ont senti monter la pression du Mondial. Au téléphone, leurs collègues de la City redoublent de sarcasmes. « Ils nous chambrent sérieux, raconte Gilles. Pour eux, Jacques c'est le franchouillard de base, avec le béret, la baguette. Ils en rajoutent sur Gascogne qui se pochironne, Lama et ses péchés. » C'est d'ailleurs Reuter qui diffuse les cotes des bookmakers qui servent de base aux paris parisiens. Là-bas, l'argent afflue pour estimer que le but le plus rapide oscillera entre 110 et 130 secondes.

son impérativement attendus à 13 heures par les hôtes du stade. Champagne, déjeuner. « Et après, qu'est-ce qu'on va faire ? Peut-être qu'ils feront monter quelques joueurs dans les loges ? », s'inquiète Laurent, en précisant : « J'y connais rien et ça me gonfle. » La société a fait en sorte de déculpabiliser ses invités en organisant des séances de travail, une visite chez un constructeur automobile, un déjeuner chez un géant de l'informatique. « Nos clients gèrent des fonds de retraite. Habituellement, ils ne rencontrent que des financiers. Là, ils verront les chaînes de production. » Les Français prêtent attention au traitement des invités venus d'Europe du Nord. « Ils poussent le sens de l'éthique très loin : pas le droit de leur payer l'hôtel ni l'avion, un repas offert ne doit pas être cher. » En revanche, ils sont habitués à un « comportement rustique » à partir d'une certaine heure de la soirée. « Cela arrive qu'on nous refuse l'entrée à la porte d'une boîte de nuit... », précise-t-on avec le sourire.

Une nouvelle génération des traders américains est aussi attendue : des jeunes, un peu grunge, en jeans/T-shirt, gérant les fonds sur des OPA et autres coups dans le monde entier. « On a invité un type à une demi-finale. Il a moins de trente ans, il ne dort jamais, il a des connexions Internet dans tous les sens. Un violent : il peut s'absentir de nous téléphoner pendant trois mois et appeler, un jour, toutes les dix minutes pour gagner 2-3 F par titre. Il joue sur des quantités énormes. » Gilles regarde les dernières cotes données par Reuter : l'option Brésil vainqueur peut être achetée à 94 livres, vendue à 88. « Ça baisse un peu depuis la non-sélection de Romario. »

Devant son écran, Eric, un Franco-Américain, peste une nouvelle fois sur la France et ses grèves, « les french strikes, c'est devenu le nouveau mot aux Etats-Unis, comme les french fried (les frites) ».

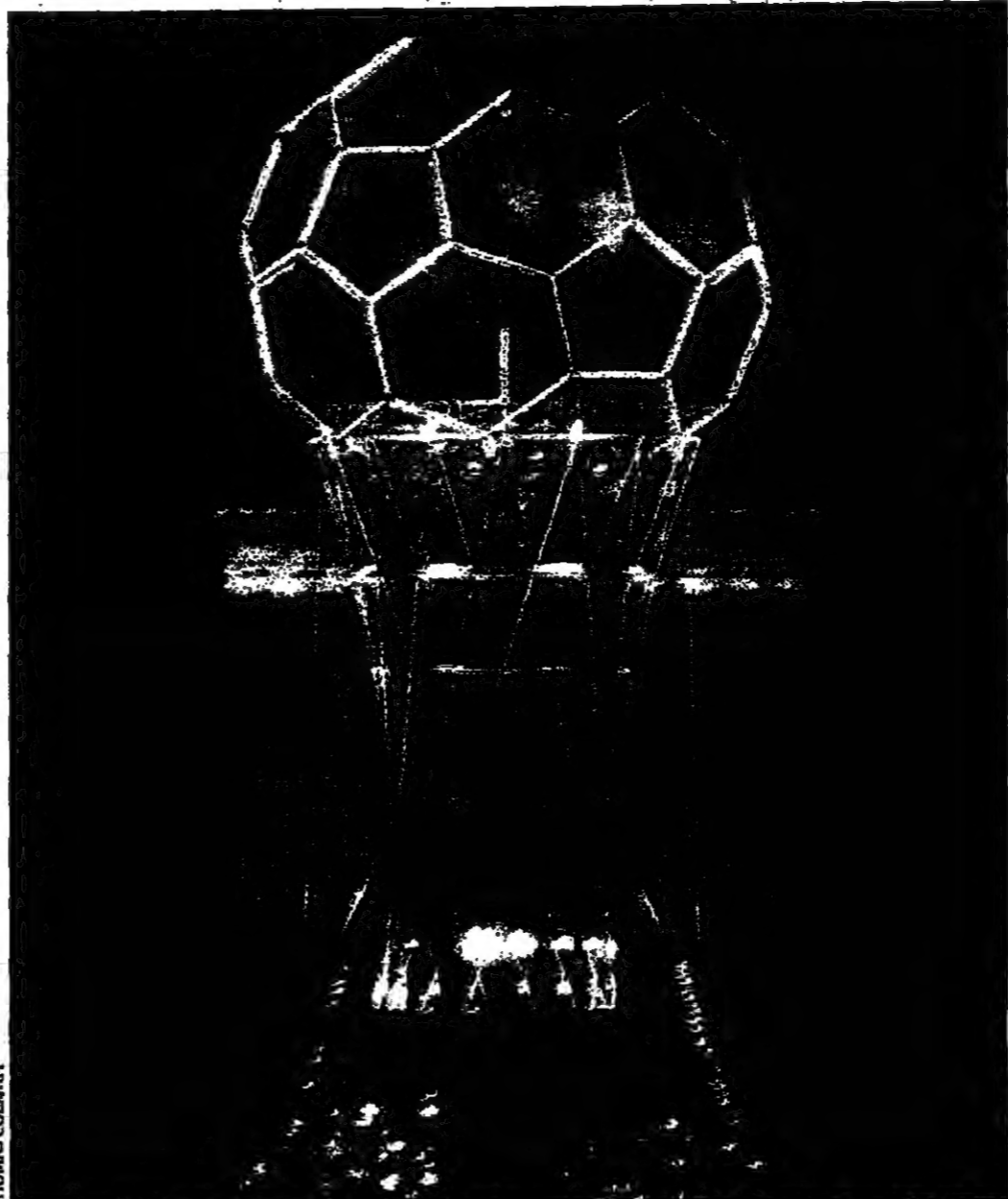
Gilles, lui, assure que les clients étrangers se sont habitués : « Ils ne comprennent toujours pas mais ils se sont faits à notre image de bordéliques et d'emmerdeurs. » Laurent est totalement étonné

que la grève tienne aussi peu de place dans ses conversations avec les investisseurs. « On a l'impression que l'environnement n'a plus aucune importance. L'optimisme est fort. Les fonds viennent, les volumes sont extraordinaires. Il y a encore un an, avec le mouvement des routiers, les mecs se demandaient s'il fallait se désengager. Parfois, ils essaient de se faire peur mais ils n'y croient pas. »

Dehors, à la terrasse d'un café, des anciens agents de Bourse, au chômage depuis la fermeture récente du Mafix, s'activent encore sur leur portable. « Brésil, trois et demi contre un », « L'Argentine remonte de dix à six contre un », « Les Croates, je vais les vendre, un joueur [Allen Boksic] est forfait ». Mais le cœur n'y est plus. « Autrefois, on était huit cents. On mélangeait les ordres et les paris. C'était une ambiance, il y avait beaucoup de liquidités, ça marchait à la pa-

role. Il y avait des défaillances, des gens qui ne payaient pas. Moi, j'ai toujours marché avec des gens que je connaissais », raconte Sylvain. Cette année, un copain de Tokyo l'a appelé en lui disant : « Alors, qu'est-ce que tu nous organises pour le Mondial. » Sylvain n'a rien fait. Comme tout le monde, il appelle à Londres. « Maintenant que tout est électronique... »

Dominique Le Guilledoux



Un ballon surgit, place de la Concorde, devant l'Arc de triomphe : Paris ouvre le Mondial

Deux mois de répétition sur les pistes d'un aéroport

LE COMITÉ français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde voulait « une fête grandiose et universelle » pour permettre aux touristes et aux Français de redécouvrir Paris à la veille du premier match. Trois Français y travaillaient depuis dix-huit mois. Tout a commencé en septembre 1996. William Perkins, PDG de l'agence de communication Villard&Alesia, Gad Weil, producteur remarqué de la moisson de bié organisée en 1990 sur les Champs-Élysées, et le metteur en scène Jean-Pascal Lévy-Trumet décident de s'associer en plein appel d'offres.

Après quatre mois d'aller-retour entre le CFO et la délégation interministérielle chargée de coordonner la Coupe du monde, MM. Perkins, Weil et Trumet reçoivent, le 23 décembre 1996, le « top départ » des présidents Fernand Sastre et Michel Platini. Ce « cadeau de Noël », selon les heureux élus, donne le coup d'envoi d'une course contre la montre gigantesque et spectaculaire. L'année 1997 est celle des premières ébauches. Jean-Pascal Lévy-Trumet conçoit les costumes, ima-

gine les chorégraphies, pense couleurs, sons et mouvements. Gad Weil négocie laborieusement les autorisations auprès de différents ministères, obtient le soutien logistique de la Ville de Paris, convainc le Sénat et l'Évêché d'autoriser le passage des figurants à proximité de lieux bâtiments. M. Weil obtient même l'aide de l'armée, qu'il mandate pour acheminer les « géants » de leur site de conception à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) vers Paris. William Perkins, lui, recrute plus de 200 intermittents du spectacle.

Il démarre les clubs de sport de la région parisienne pour attirer les bénévoles. Plus de 4 000 Français de tous âges ont répondu à l'appel diffusé en février sur TF1 et France-Info, et 20 membres de l'organisation les reçoivent dans un centre de sélection installé porte Dauphine à Paris. Au final, 2 500 figurants sont retenus. Un an après avoir été désigné, le trio boucle son schéma directeur. Début avril, les répétitions commencent. Le nombre de figurants, la taille des géants, les costumes - 20 000 mètres carrés sont nécessaires à leur stockage - nécessitent plusieurs hectares d'espace. Les organisateurs obtiennent d'Aéroports de Paris l'autorisation d'oc-

cuper les hangars et les pistes du Bourget-Dugny, au nord de Paris. Chaque matin des bus attendent sportifs et artistes aux portes de la capitale pour les acheminer vers le lieu de répétition. Les itinéraires sont tracés au sol, les tronçons de parcours créés, les déplacements faits et refaits par tâche et par costume. Fin mai, les répétitions sont terminées, cédant le pas aux dernières mises au point musicales et scénographiques finalisées sur ordinateur.

Les 300 personnes de la cellule WXP (créée par William Perkins et Gad Weil pour le J-1) ont travaillé d'arrache-pied quinze heures par jour pour être à la hauteur : leur création sera planétaire, retransmise par la totalité des caméras de télévision présentes. L'agence a été payée 50 millions de francs pour sa prestation, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires en 1997.

William Perkins « ne pense pas gagner d'argent sur ce projet », mais il est fier de son association avec ses deux anciens concurrents. « Seuls, nous n'aurions pu... cette façon pas été assez forte. »

Florence Amalou

Sécurité : neuf nouvelles interpellations dans les milieux islamistes

A DEUX JOURS du coup d'envoi de la Coupe du monde de football, la police française a procédé, lundi 8 juin, à une nouvelle série d'interpellations dans les milieux islamistes. Le coup de filet a visé neuf personnes, qui ont pour la plupart été appréhendées en région parisienne, ainsi qu'à Carpentras (Vaucluse) et à Roubaix (Nord).

Plusieurs des interpellations opérées dans la capitale et dans la petite couronne parisienne sont la conséquence directe de l'arrestation, le 3 juin, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), de deux hommes trouvés en possession d'une arme de poing et de munitions à l'occasion d'un banal contrôle de police : l'un d'eux, de nationalité libanaise, était porteur d'un pistolet automatique, tandis que son complice, de nationalité algérienne, dissimulait des cartouches dans ses chaussettes. L'interpellation fortuite de ces hommes, dans une commune proche du Stade de France à Saint-Denis, a ramené les enquêteurs sur la piste du réseau lié au GIA algérien démantelé lors de la vaste opération de police judiciaire conduite les 26 et 27 mai en France et dans plusieurs pays européens (Le Monde du 28 mai).

CHAMBRE D'ECHO Les deux intéressés avaient en effet été repérés au gré des surveillances effectuées par les policiers autour d'un groupe islamiste animé par Abdelouahab Boukezouha, un Algérien âgé de quarante-neuf ans, qui a lui-même été interpellé lundi 8 juin à son domicile parisien. Or ce dernier groupe se trouvait en relations avec Omar Salik qui, arrêté en Allemagne à la fin du mois de mai, est considéré par les policiers comme l'un des lieutenants d'Hassan Attab, un responsable du GIA entré en dissidence en Algérie. Soucieux d'affirmer son autorité sur les groupes armés actifs dans son pays, Hassan Attab pourrait, selon les analyses des services de police français, chercher à utiliser la Coupe du monde de football comme une chambre d'écho médiatique lui permettant de marquer son autorité par un coup d'éclat. A l'appui de cette thèse, les services de police de plusieurs pays européens (Allemagne, Angleterre, France et Italie) avaient certes constaté, au cours des semaines précédentes, un regain d'activité entre les membres du réseau démantelé les 26 et 27 mai ; certains entretiens téléphoniques interceptés évoquaient une action programmée pour la fin du mois de juin. Au stade actuel des enquêtes judiciaires, les policiers ne disposent toutefois d'aucun élément précis indiquant que les islamistes interpellés préparent un attentat contre la France et contre le Mondial.

Erich Inchyam

IDENTIFICATION : des supporters écossais qui sont arrivés à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle, dimanche 7 juin, le visage maquillé de bleu et de blanc, couleurs de la croix de Saint-André, ont été priés par les douaniers de se nettoyer afin qu'on puisse les identifier avec leur passeport. Après discussions, les supporters de l'équipe, qui joue contre le Brésil mercredi 10 juin, en match d'ouverture, ont pu conserver leurs maquillages mais ont dû enlever leurs pernaques, bonnets ou drapeaux, que certains utilisaient comme turbans.

Advertisement for 98 Radio France, featuring the text 'Votre passe pour la Coupe du Monde sur 162 KHz ou 1852 m' and 'www.98radiofrance.com'. It includes a logo of a soccer ball and technical details like '162 kHz 1852 m GO/LW'.

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

Partial advertisement for 'Renaissance' and 'L'Ecosse à l'a de son auton' with a large graphic of a person's face.